LA REVUE DE PARIS

MAI

ANDRÉ MAUROIS ..... L'Écrivain et son Œuvre
WLADIMIR d'ORMESSON . André Siegfried
JACQUELINE HARPMAN . Brève Arcadie (II)
STÉPHANE MALLARMÉ .. Marie Gherard (Lettres)
MICHEL DÉON ..... F.L.N. et Communisme
PIERRE MÉLÈSE ..... Cités canadiennes
HENRI GUILLEMIN ..... Madame de Staël en 1815
JAMES LORD ..... Le Garçon qui écrivait Non
FRANÇOIS F. LEGUEU ... Le nouveau Franc
MARCEL GABILLY ..... Un Parti qui se cherche
DENISE BOURDET ..... Images de Paris
THIERRY MAULNIER ..... La Réforme du « Français »
PIERRE AUDIAT ..... Provinces françaises

Le Mois à Paris par CLAUDE ROGER-MARX, ANDRÉ BEUCLER, JEAN FAYARD, GEORGES PILLEMENT, ALAIN DECAUX, PIERRE de BOISDEFFRE, F. F. LEGUEU, MARCEL THIÉBAUT, JEAN MISTLER, SERGE VEBER, MARCEL GABILLY.

LA LIVRAISON : 300 FRS 1959 - 66e ANNÉE

SOMMAIRE

		Pages.
ANDRE MAUROIS	L'Ecrivain et son Œuvre	3
WLADIMIR D'ORMESSON	André Siegfried	14
JACQUELINE HARPMAN	Brève Arcadie (II)	22
STEPHANE MALLARME	Marie Gherard (Lettres)	40
MICHEL DEON	F.L.N. et Communisme	64
PIERRE MELESE	Cités canadiennes	76
HENRI GUILLEMIN	Madame de Staël en 1815	91
JAMES LORD	Le Garçon qui écrivait : « Non »	101
FRANÇOIS F. LEGUEU	Le nouveau Franc	119
MARCEL GABILLY	Un Parti qui se cherche	127
DENISE BOURDET	Images de Paris	137
THIERRY MAULNIER	La Réforme du « Français »	146
PIERRE AUDIAT	Provinces françaises	150
Le Mois à Paris		161

DIRECTEUR : MARCEL THIÉBAUT

LA REVUE DE PARIS ***publiera prochainement***

UNE CURIEUSE ALLERGIE
par **PASTEUR VALLERY-RADOT**
de l'Académie française

MARBRE
par **Pierre GASCAR**

GUIDO PIOVENE
par **R.M. ALBERES**

DOMITIEN
par **Jean GIONO**

NOUVEAUX TARIFS DES ABONNEMENTS

France : Un an (12 numéros)	Fr.	3.000	**Étranger** : Un an (12 numéros)	Fr.	3.500
— : Six mois (6 numéros)		1.500	— : Six mois (6 numéros)		1.750

ABONNEMENTS D'UN AN PAYÉS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

U. S. A.	$	7,10	**Belgique** : En cas de paiement au C. ch. postaux nº 3.509.64 à Bruxelles.	Fr.B.	342
Canada	$ canadiens	6,90	Par chèque bancaire.	Fr.B.	354
Suisse : En cas de paiement au C. ch. postaux nº 1.12.237 à Genève.	Fr.S.	30	**Italie**	Lires	4.430
Par chèque bancaire.	Fr.S.	31	**Angleterre**	£	2/10/10
Espagne	Pesetas	298	**Égypte**	Piastres	247
			Hollande	Florins	27
			Portugal	Escudos	204

Dans les pays suivants : Allemagne occidentale, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse et Cité du Vatican, il est possible de souscrire directement des abonnements à *la Revue de Paris* et de les régler en monnaie du pays dans tous les bureaux de poste.

Rédaction et administration : 114, avenue des Champs-Élysées, Paris-8e (Balzac 02-88)
Compte chèques postaux : 360-50 Paris

En Espagne : s'adresser à la Sociedad general Española de Libreria, Evaristo San Miguel 11, Madrid.
Au Brésil : s'adresser à R. F. Besnard, 91, avenida Almirante Barroso, Rio de Janeiro.
En Argentine : s'adresser à la Librairie Hachette, 49, Maipu, Buenos-Aires (Argentine).

Prière de joindre la somme de 30 fr. et une bande d'abonnement à toute demande de changement d'adresse.

LA REVUE DE PARIS : S.A.R.L., cap. 1.050.000 fr. - Propriétaires : Edmée de la Rochefoucauld - André de Fels.
***LA REVUE DE PARIS* n'assume pas la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.**

© Revue de Paris 1959.

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

EMPRUNT FONCIER-COMMUNAL

5,50 %

A LOTS ET PRIMES

PRÊTS A LA CONSTRUCTION
ET INVESTISSEMENTS DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES

ÉMISSION
à 9.950 francs

de **2.500.000 OBLIGATIONS** de 10.000 francs remboursables dans le délai maximum de 15 ans

- **SOIT PAR DES LOTS**
925 LOTS ANNUELS pour 120 millions de francs dont 1 lot de 25 millions

- **SOIT AU-DESSUS DU PAIR**
prix de remboursement s'échelonnant de 10.300 frs à 11.500 frs

INTÉRÊTS, PRIMES ET LOTS PAYÉS NETS D'IMPOT.

Souscriptions reçues : au CRÉDIT FONCIER DE FRANCE, 19, rue des Capucines à Paris, dans les Banques et leurs agences, aux guichets des Comptables du Trésor et des P.T.T., et par correspondance.
(C.C.P. du Crédit Foncier 9170-00 Paris) B.A.L.O. du 20 Avril 1959

L'ANNUAIRE DESFOSSÉS-SEF 1959

EN DEUX VOLUMES
totalisant 3.500 pages

entièrement remis à jour comprenant :
Notices complètes sur sociétés cotées.
Listes et adresses des Administrateurs, Agents de change, Courtiers, Banques et Établissements financiers.

Législation (Loi du 24 juillet 1867 mise à jour au 1er décembre 1958)

PRIX :

Aux bureaux de l'Annuaire

(42, rue N.-D.-des-Victoires)..... **10.000 fr.**
Franco..... **10.400 fr.**
Étranger (franco)..... **11.500 fr.**

Adresser commandes et montant par chèque bancaire ou chèque postal **1889-98** Paris à

« COTE DESFOSSÉS »

42, rue Notre-Dame-des-Victoires, PARIS-2e

Tirage limité

Pour classer vos livraisons

DE LA

REVUE DE PARIS

ACHETEZ NOS CARTONNAGES SPÉCIAUX

PLATS ET DOS DE TOILE GRENAT

Chaque carton-classeur permet de réunir six livraisons rognées

●

PRIX DU CARTONNAGE
500 francs (FRANCO DE PORT)

LIT PNEUMATIQUE HUTCHINSON à l'Aigle

Avec matelas pneumatique (LICENCE CLIMATIC) à éléments latéraux, bicolore, rouge et bleu.

GONFLEURS

- en tissu gommé, poids 100 gr.
- en caoutchouc moulé teinte verte, flasque aluminium, poids 135 gr.
- **A PIED**, à gros débit, modèle renforcé, pour matelas et bateaux, poids 1 kg 100.

LIT RECTICEL

Avec matelas RECTICEL (BREVETÉ)
Épaisseur 20 m/m., coloris bleu, suspension élastique.

BANQUETTES PNEUMATIQUES
35x45 cm en tissu bicolore, forme rectangulaire, à 4 séparations centrales.

OREILLERS PNEUMATIQUES
35x45 cm en tissu bicolore, 1 élément central, livrés sous sachet.

permet de faucher le poil le plus dur sans aucune douleur et "sans feu du rasoir"

RAZVITE permet de se raser en 1 instant sans eau, sans savon, sans blaireau.

Compagnie du RAZVITE - Colombes (Seine)

LES ÉCRIVAINS JUGES D'EUX-MÊMES

par ANDRÉ MAUROIS

Sous ce titre général, un éditeur a demandé à de nombreux écrivains de parler de leur vie, de leur œuvre, de leur style, en s'observant aussi impartialement que pourrait le faire un autre.

Nous publions ici un fragment (inédit), de la réponse d'André Maurois. Elle concerne les thèmes principaux de ses écrits.

QUAND on regarde les titres de mes quarante ou cinquante ouvrages, on doit, j'imagine, être frappé par leur diversité. Il y a des biographies, des histoires, des romans, des contes et nouvelles, des essais critiques, des livres de moraliste, des mémoires, des journaux, des discours. Si le temps et les circonstances l'avaient permis, j'aurais sans doute tenté ma chance encore en d'autres genres. Le théâtre m'attirait et il n'eût fallu peut-être que la rencontre d'un Jouvet pour faire de moi un auteur dramatique. Bon ou mauvais ? Comment le savoir ?

La trop grande variété d'une œuvre fait le désespoir des critiques. Pour eux, l'auteur idéal est celui qui, en un petit nombre d'ouvrages, a sans cesse répété les mêmes idées et fait usage des mêmes procédés. Je ne les blâme pas. Ils ont à faire leur métier d'artistes et leur matière s'ordonne beaucoup mieux autour d'un axe unique. Jules Lemaître, ayant à parler de Zola, pouvait le condenser tout entier en cette formule : « *Une épopée pessimiste de l'animalité humaine.* » Zola avait touché à de nombreux sujets, mais il les avait abordés tous de la même manière. Rien n'était plus facile que d'imaginer un roman de Zola sur la métal-

lurgie ou sur les pompes funèbres. Auteur commode. Plus heureux que jamais le critique, s'il peut ranger son sujet dans une école : romantisme, naturalisme, symbolisme, existentialisme. Voilà qui permet de beaux alignements, dans une histoire de la littérature. Tout cavalier seul est encombrant.

Le voyage vers la postérité doit se faire avec un petit bagage. Ce Fromentin de qui ne survit guère qu'un court roman : *Dominique* ; La Bruyère avec ses *Caractères* ; La Fontaine avec ses *Fables,* qu'ils sont aimables et simples. Hélas ! Je me présente à la douane critique avec un excédent de bagages contraire au règlement. Encore si ces bagages étaient tous du même type, reconnaissables à quelque marque peinte. à quelque étiquette métaphysique et géante, serait-il plus facile de les rassembler. Mais non. On voit là des romans et des nouvelles assez sombres, à côté d'essais qui exposent une philosophie de la vie aussi confiante que celle de Montaigne ou d'Alain ; des *Dialogues sur le Commandement* non loin de contes fantastiques ; une vie de Lyautey près d'une vie de Fleming, ou de George Sand. En vérité cela est désespérant et, pour un esprit paresseux, quelle tentation que d'abandonner ce foisonnant désordre, en faveur de quelque auteur agressivement obscur et stérile. Et pourtant...

Et pourtant si je prends une vue panoramique de cette œuvre que je puis maintenant considérer comme étrangère, puisqu'elle s'est lentement détachée de moi, il me semble que j'y découvre, dès le premier regard, une évidente unité. D'abord par la présence constante d'une immense curiosité. C'est un fait que tout, de mon temps et même des temps révolus, m'a passionnément intéressé. J'ai aimé, j'aime à comprendre. Aussi bien la bactériologie que la mécanique, l'art de la guerre que celui du jardinier, les mouvements des cœurs que ceux des astres, les ressorts d'un style que ceux d'un Etat.

Cette curiosité me fut naturelle dès l'enfance ; elle a été singulièrement renforcée par la rencontre d'Alain. Qu'on relise ses *Propos.* On verra combien ses sujets d'intérêt étaient variés. Il expliquait (très bien) le fonctionnement de la roue, le vol de la mouette, l'influence des sols sur les tempéraments, la nature de l'habitude, le mécanisme du bonheur, la philosophie de Marx et celle de Descartes. Tout, éclairé par lui, s'illuminait. *Entendement et poésie collaboraient.* Cela me rendit exigeant. Quelle que fût la question, je souhaitai, après cette année d'enchantement, la comprendre à la manière d'Alain et, comme il n'était plus là pour me l'exposer, avec sa méthode inimitable, je fus amené à essayer de le faire moi-même, moins bien que lui, évidemment, mais de mon mieux.

Après les fortes nourritures que m'avait prodiguées Alain, ce que je trouvais dans les livres ne me satisfaisait que rarement. Je mets à part les maîtres. Montesquieu me comblait, et naturellement Stendhal, Balzac, Proust, et Saint-Simon, et Retz, et Claude Bernard, et Pasteur dans son domaine. Mais des hommes, très éminents et dont je reconnaissais

la valeur, me paraissaient obscurs et diffus lorsqu'ils tentaient d'exposer leurs connaissances. J'en vins, lorsque je voulais comprendre un sujet, à tenter de le traiter moi-même. Ce n'était pas orgueil intellectuel, mais besoin. J'écrivis, à la lettre, une *Histoire d'Angleterre,* une *Histoire des Etats-Unis* et une *Histoire de la France* parce que je ne découvrais aucun ouvrage, scolaire ou savant, qui répondît aux questions que je me posais. C'est au point que, si j'en avais eu le temps, j'eusse écrit un traité de physique atomique pour apprendre cette science. Ce ne serait certes pas le meilleur traité, mais ce serait celui dont j'ai besoin et qui n'existe pas.

Un critique (Robert Kemp) a écrit un jour : « *Maurois est avant tout un grand professeur* », et un autre (R.-M. Albérès) : « *J'espère que je ne le froisserai pas, car c'est à mes yeux un éloge, si je dis qu'il est un excellent instituteur.* » Non seulement il ne me froissait pas, mais il me faisait le plus vif plaisir. Dans toute une partie de mes écrits (histoire, critique, articles politiques ou économiques), j'ai cherché avant tout à être un honorable instituteur. Mes biographies et mes romans sont un autre aspect. Nous y viendrons. Retenons ici les traits que nous venons d'indiquer : curiosité universelle, besoin de comprendre, besoin d'expliquer.

Un autre trait que je dois à Alain est une approche directe et concrète de tous sujets. Le jargon des philosophes professionnels, comme celui des politiques, l'ennuyait. Il pensait, et je pense comme lui, que les longues périodes abstraites endorment l'esprit. « Des exemples », exigeait-il quand il lisait nos dissertations. L'image, la parabole lui plaisaient. En quoi il était d'accord avec Proust, qui écrivait que rien n'a été dit tant que deux faits n'ont pas été unis par une image, dans les anneaux d'un beau style.

J'en arrive, dans cette recherche de l'unité d'une œuvre en apparence dispersée, à ce qui venait de mon tempérament propre. J'ai été, dès l'enfance et surtout dès l'adolescence, ardemment romanesque. J'ai attaché une importance sans doute démesurée aux femmes et à l'amour. Chez le romanesque existe un écart entre la vision du monde qu'il voudrait avoir et le spectacle « vériste » que lui présente la vie. Chez moi cet écart, immense au début, subsiste encore (et c'est tout ce qui me reste de jeunesse). Le personnage de Philippe Marcenat, dans *Climats,* me ressemble. Comme lui, je croyais qu'un beau visage appartient toujours à une femme digne d'être aimée ; comme lui, je me sentais capable de grands sacrifices à la beauté ; comme lui, j'étais à la fois, en amour, sensuel et tendre, cynique et passionné. Plus tard la souffrance et le malheur ont tué le cynisme, comme le lecteur pourra le voir dans les *Mémoires.*

Ce romanesque, cet intérêt poignant pour les femmes expliquent qu'une si grande partie de mes livres leur soit consacrée. Cela est vrai non seulement des romans, mais de *L'Art de vivre,* des *Lettres à l'Inconnue* et même de mes biographies, où les portraits de femmes

(George Sand, Juliette Drouet, Mary Shelley, Delphine de Custine et Natalie de Noailles, la « pauvre Mouche » de Chateaubriand) ont été peints avec des soins attentifs, cependant que, dans l'étude sur *Proust*, le chapitre sur « les passions de l'amour dans *A la Recherche du Temps Perdu* » est l'un des plus importants. L'amour-sentiment fut un de mes sujets favoris. Ce n'était pas commun en mon temps. Si la période post-proustienne de notre littérature romanesque abonde en peintures de l'amour physique, les études de sentiments y sont peu nombreuses. J'allais à contre-courant de la mode.

En contraste, et assez souvent en conflit avec ce romanesque de base, il faut noter un autre trait constant : l'amour de l'action. J'entends de l'action efficace. Ceci est lié à l'hérédité, à la courbe de ma vie. J'avais été élevé dans un milieu d'industriels aux yeux de qui leur métier, et les devoirs qu'il imposait, étaient tout. Je vois un lien entre ce plaisir de l'action efficace et celui de comprendre. Pour bien faire une chose quelconque, il importe de savoir *comment* elle doit être faite. J'ai toujours été passionné par les techniques les plus diverses. J'ai pratiqué, dans ma jeunesse, la gymnastique aux agrès (barre fixe, barres parallèles) en raisonnant sur les conditions de l'équilibre du corps — mais surtout en travaillant. J'ai, pendant dix ans, dirigé une usine, avec ardeur, puis, tout à fait à la fin de ma vie, tenté de relever un domaine agricole fort malade. Tout cela se tient.

Ce goût et cette pratique des techniques a nécessairement imprégné une partie de l'œuvre. *Bernard Quesnay* est un reflet très fidèle de la vie de l'industrie, et singulièrement du textile. Mais je n'ai pas porté moins d'intérêt à des techniques dont je n'avais pas moi-même fait métier. En particulier à celle de la politique. Il y a eu en moi, longtemps, un homme politique latent qui croyait avoir manqué sa vie et failli à sa vocation. Il me semblait que, comme j'avais administré une usine, j'eusse aimé à administrer un ministère. Les circonstances ne le permirent pas et d'ailleurs je ne suis pas certain que j'eusse réussi. Ma vocation profonde était celle d'un écrivain. Ma tendance naturelle était, si je rencontrais un obstacle pour moi infranchissable, de décoller, de survoler la situation, de la regarder en spectateur et en artiste. Cela ne peut que nuire à la ténacité dans l'action.

Seulement je me suis donné, par la biographie, quelques-uns des plaisirs de l'action. Ma biographie de *Lyautey*, c'était une chance de devenir, par procuration, un bâtisseur d'empires, et d'autant mieux que le bâtisseur était à mes côtés, et mon ami. Ma biographie de *Disraeli* qui, lui, savait passer de la conduite réelle de l'Etat à la peinture, dans ses romans, du monde politique, m'offrait une image assez vraisemblable de ce qu'aurait pu être ma vie si... Ecrire la vie de *Sir Alexander Fleming* m'a permis d'apprendre une technique pour moi entièrement nouvelle, celle de la bactériologie, et d'imaginer, jusqu'aux plus petits détails, ce qu'est la vie d'un chercheur scientifique. J'éprouve à la fois le regret de

ce qui n'a pas été (du politique, du savant mort-nés) et le plaisir d'avoir vécu, grâce aux héros que je me suis choisis, plusieurs existences.

Autre constante : la présence, dans ces ouvrages si divers, d'un moraliste. J'entends par là, bien sûr, un peintre des mœurs, mais aussi un auteur qui s'efforce d'orienter soi-même, et les autres, vers ce qu'il croit être la morale ou les bonnes mœurs. Je prie que l'on se souvienne que c'était là grande hardiesse en un temps où le succès, le prestige allaient aux cyniques et aux immoralistes. Gide enseignait le mal gratuit. Cela lui conférait une auréole satanique dont il était fier. J'ai enseigné le bien gratuit, sans espoir de récompense terrestre ni supraterrestre. C'était, là encore, aller contre le courant.

Pour beaucoup, la morale est transcendante et donnée à l'homme toute taillée en « commandements » par une puissance supérieure dont il entend la voix, qui se confond souvent avec celle de la conscience. Alain m'avait appris à reconnaître de profondes ressemblances entre cette morale religieuse et les morales humanistes. « *Les religions sont les étages et non les étapes de l'homme* », disait-il. Obéir à ce que l'on sent en soi de meilleur, et non à l'intérêt ni à l'opinion, voilà ce qu'il nous avait ordonné, après Socrate et Platon. Voilà ce que j'ai essayé (pas toujours avec succès) de vivre et d'enseigner à mon tour.

⁂

Une étudiante italienne, écrivant une thèse sur mes livres, terminait par une formule : « Pessimisme de la raison, optimisme du cœur. » *Optimisme du cœur ?* C'est exact. Je crois qu'il est possible, dans un univers indifférent, et malgré le péché originel (qui est un autre nom de notre origine animale) de maintenir des sociétés : amitiés, amours, familles, nations, fondées sur la confiance. Le monde extérieur est amoral, mais rien n'empêche l'homme de créer *son* monde et d'y observer des règles qui lui donneront la paix du cœur et le sentiment de sa dignité, par un accord permanent avec lui-même et avec les hommes qu'il estime. *Pessimisme de la raison ?* Ce fut vrai au début de ma vie. Alain m'en guérit en me montrant que la condition humaine est telle que, si l'on ne se donne pas pour règle des règles un optimisme invincible, le plus noir pessimisme sera aussitôt justifié. Car le désespoir, et toute humeur à laquelle l'homme s'abandonne, engendrent aussitôt le désespoir et l'échec.

Comment cette attitude se reflète dans mes biographies et romans, comment au contraire certains de mes personnages ont une vision du monde toute différente (ce qui devait être si je voulais peindre les hommes dans leur infinie diversité), nous essaierons de le montrer un peu plus loin. Ce serait une erreur que d'imaginer un auteur bâtissant

délibérément son œuvre autour de quelques axes choisis. Chateaubriand, dans les *Mémoires d'Outre-Tombe,* construisit sa vie beaucoup plus qu'il ne la raconta. L'essence vient après l'existence. Balzac lui-même n'eut l'idée de la *Comédie Humaine* qu'après avoir écrit quelques-uns de ses meilleurs romans et il dut remanier certains d'entre eux pour les faire entrer dans ce cadre. Victor Hugo eut, dans sa longue carrière, deux ou trois philosophies contradictoires dont le lecteur s'accommode comme il peut. Le rôle du hasard dans la naissance des œuvres est considérable.

Rien ne m'avait prédestiné à écrire sur les Anglais mon premier roman. La guerre me fit vivre avec eux, contre mon gré. J'avais aimé, dès l'adolescence, leur forme d'esprit et certains de leurs écrivains. Une combinaison se forma entre mes propres idées, celles qu'exprimaient avec pittoresque mes camarades britanniques, et un ton d'humour paradoxal qui me convenait comme à eux. Le livre se trouva fait avant que j'eusse pensé à l'écrire. Des chapitres croissaient ; des personnages prenaient corps ; le thème du gramophone et celui de la mort liaient le tout. Un hasard heureux m'avait fourni un décor favorable. La part de volonté n'était que dans l'exécution.

Hasard aussi que la lecture que je fis, pendant la guerre, d'une vie de Shelley. J'en tirai d'abord l'idée d'un roman : *Ni ange ni bête.* La paix revenue, qu'allais-je écrire ? Mon éditeur, Bernard Grasset, me disait : « Votre carrière est toute tracée. Vous avez fait un livre sur les Anglais. Allez vivre en Italie, en Espagne, en Amérique et rapportez, de chacun de ces pays, des types originaux que vous ferez dialoguer. La série s'imposera, comme celle des romans de Loti ou de Zola. » Ce n'était pas sot, mais cette vie agencée, ce projet mécanique ne me plaisaient guère. J'éprouvais le besoin aigu de décrire certains conflits, certains sentiments qui me divisaient et me troublaient. Je n'y avais pas réussi dans *Ni ange ni bête* ; j'essayai à nouveau dans *Ariel,* et aussi dans *Bernard Quesnay* qui est, bien qu'il faille quelque attention pour déceler la ressemblance, le même livre qu'*Ariel,* avec cette différence que, contrairement à Shelley, le héros du roman choisit de vivre et d'agir, fût-ce dans un monde imparfait, ce qui est ma propre attitude.

Qu'une vie de Shelley conduisît à écrire une vie de Byron était naturel. J'avais d'abord vu Byron par les yeux de Shelley, de Mary, de Claire et l'avais jugé assez sévèrement. Plus je l'avais étudié, plus j'avais lu ses lettres et ses journaux, plus je m'étais convaincu de l'injustice de cette sévérité. Le désir d'écrire un *Byron* était d'ailleurs entretenu par des discussions avec Charles du Bos qui, lui aussi, s'était attaché à l'homme-Byron bien qu'il aimât peu le poète. Il me manquait toutefois, pour entreprendre ce travail avec quelque chance de renouveler le sujet, de nombreux documents qui étaient entre les mains de Lady Lovelace, veuve du petit-fils de Byron. Une fois encore le hasard intervint, en me faisant rencontrer une vieille amie de Lady Lovelace, Lady George Hamilton, qui obtint pour moi la permission de consulter ces indispensables papiers.

Disraeli naquit d'une phrase de Barrès, qui nommait comme les trois hommes les plus intéressants du XIXe siècle : Byron, Benjamin Constant et Disraeli. J'allai aux sources et eus le ravissement de trouver, en Disraeli, un héros selon mon cœur. Proche de moi par la naissance, il l'était aussi par un mélange de romanesque et de scepticisme, de conservatisme et de réformisme. J'écrivis le livre dans la joie. Beaucoup pensent qu'il est le meilleur de mes ouvrages. Je ne suis pas juge en ce débat.

Lyautey me paraît dû à la même coïncidence d'une rencontre et d'une affinité. J'avais admiré de loin ce bâtisseur et lui avais envoyé mon premier livre. Il m'avait répondu par une belle lettre : « *Mon cher camarade...* », en m'invitant à venir le voir lorsque la guerre serait terminée. Longtemps j'hésitai, j'attendis ; il me rappela aux ordres et je finis par visiter le Maroc en 1925. Une admiration fut alors confirmée, et une amitié scellée. Quand Lyautey revint en France, il me proposa lui-même d'écrire sa vie et m'ouvrit ses archives et ses souvenirs. Cet homme d'action, enthousiaste et pratique, était dans ma ligne. J'acceptai. Il y eut des heurts et des étincelles ; il est difficile d'écrire sur un vivant. Tout se termina bien et notre amitié dura jusqu'à sa mort.

Mon *Chateaubriand*, par un autre coup de pouce du hasard, me fut demandé par la Société des Conférences. Au vrai j'avais toujours beaucoup aimé les *Mémoires d'Outre-Tombe*. Je ne craignais pas, bien au contraire, ces « commandes » de circonstance. Elles peuvent être l'occasion de bonheurs d'écriture. C'était l'opinion de Valéry, qui aimait que la commande d'une préface lui imposât de relire Montesquieu, Stendhal ou La Fontaine, de penser à propos d'eux ou, comme disait Charles du Bos, de sécréter sur eux. Qu'importait le sujet ? Quel qu'il fût, Valéry en faisait du Valéry.

Quant aux romans, ils avaient eu, eux aussi, des destinées hasardeuses et singulières. *Climats* avait commencé par être une brève nouvelle, inspirée par l'histoire d'un de nos amis qui, se croyant à l'agonie, avait voulu raconter ses amours à ceux qui l'entouraient et se justifier à leurs yeux comme aux siens. Ayant achevé ce récit, je jugeai la nouvelle trop schématique. Le héros y décrivait trois femmes ; l'une d'elles, une actrice, n'était pas vivante. Les deux autres me plurent et je construisis un roman autour d'elles, en changeant les circonstances de la confession. Le roman terminé, il m'apparut que la première partie, où le héros racontait un amour malheureux, était réussie mais que, dans le seconde où il semblait dire : « J'étais aimé plus que je n'aimais », il devenait insupportable. Je décidai alors de retourner cette deuxième partie et d'en faire une confession de la femme. Voilà pourquoi *Climats* est un diptyque. On voit combien la construction d'un livre est, dans certains cas, peu délibérée. L'essentiel est de prendre le départ ; ensuite, disait Alain, « la partie de l'œuvre déjà faite sert de modèle pour ce qui reste à faire ».

⁂

J'en arrive aux ouvrages composés pendant la deuxième guerre mondiale. Là aussi les circonstances jouèrent. J'écrivis, à New York, des *Mémoires*, un peu prématurés et que certainement je n'aurais pas alors publiés si je n'avais éprouvé un besoin impérieux, irrésistible, en un moment où les miens et moi-même étions traités avec injustice, de proclamer mon affection pour eux et de dire, très exactement, ce que j'étais, sans farder ni biaiser, et sans le masque d'une fiction. L'ouvrage, écrit en 1941, est aujourd'hui incomplet ; il me faudra, dès que d'autres travaux m'en laisseront le loisir, composer le deuxième volume.

J'avais, en 1937, publié une *Histoire d'Angleterre* dans la célèbre collection des Grandes Etudes historiques de Fayard. Elle avait été bien accueillie, tant en Angleterre qu'en France. Aux Etats-Unis, où la France était alors mal jugée et surtout mal comprise, je souhaitai écrire une *Histoire de la France* qui fût surtout une explication. Pour ma propre instruction et aussi pour compléter une trilogie des grands pays libéraux, j'écrivis une *Histoire des Etats-Unis*. Cela me semblait téméraire, mais les spécialistes américains furent indulgents, et même accueillants.

Après la guerre, Francis Ambrière me demanda de reprendre, à l'Université des Annales, la tradition des « cours ». Le premier sujet que je choisis fut : *A la recherche de Marcel Proust*. Proust était le romancier de notre siècle que j'admirais le plus. Sa nièce, Suzy Mante-Proust, grande amie de notre ménage, mettait à ma disposition de nombreux inédits. On ne peut guère, dans ce cas, parler de hasard. Il n'y avait pas d'auteur sur qui j'eusse plus envie d'écrire.

Pourquoi George Sand ? Parce qu'Alain et Proust l'admiraient. Je vins à elle avec un peu de méfiance et fus vite conquis. Pourquoi Victor Hugo ? Je n'ai pas ici à invoquer des intercesseurs. Je ne savais pas lire que déjà j'écoutais avec émotion ma mère nous réciter les *Pauvres Gens*. A quinze ans, les *Misérables* m'avaient bouleversé. Toute ma vie, j'avais découvert de nouveaux aspects de son génie. Pourquoi les *Dumas* ? Parce que je commençais, après *Lélia* et *Olympio*, après Byron et Shelley, à entrevoir une sorte de *Comédie Romantique*. Dumas y prenait place. Et qui sait ? Un jour, peut-être, Vigny, Balzac, Théophile Gautier... Encore une fois, l'œuvre s'engendre elle-même, ce qui est fait commandant et appelant ce qui reste à faire.

Comme une molécule, au hasard des chocs, suit dans un milieu gazeux une trajectoire imprévisible, ainsi l'écrivain, d'émotion en émotion, de suggestion en suggestion, se trouve avoir accompli un travail qui le surprend lui-même plus que tout autre. Si l'on m'avait demandé, après *Bramble* : « Et maintenant, que souhaiteriez-vous faire ? », j'aurais sans doute répondu : « Une série de romans qui peindrait notre temps. »

C'était le conseil d'Alain qui, après *Climats,* m'écrivait : « Et maintenant il faut animer un monde. »

En fait, je n'étais pas armé pour un si grand combat. Balzac pouvait animer un monde parce que (son génie étant donné) il connaissait des milieux divers et nombreux. Ses stages de clerc chez un avoué, ses déboires d'imprimeur, sa faillite et ses dettes avaient eu leurs aspects douloureux mais l'avaient merveilleusement pourvu de drames, d'expériences, de types. Je ne connaissais, moi, qu'un petit nombre de groupes humains : les industriels normands, les écrivains parisiens, les agriculteurs périgourdins. Il est vrai que Proust possédait moins de matériaux encore, mais je n'étais pas, hélas, Marcel Proust et d'ailleurs sa réussite même fermait un chemin.

Les romanciers en qui je trouvais des modèles et des maîtres selon mon cœur étaient les russes : Tolstoï, Tourgueniev, Tchekhov, Gogol et (moins proche de moi) Dostoïevsky. Tolstoï me paraissait aussi grand que Balzac, mais plus aéré, plus lumineux. Tourgueniev et Tchekhov, par la modestie de leurs constructions, me proposaient des exemples plus accessibles. *Guerre et Paix,* que je tenais pour le plus beau roman du monde, m'écrasait. *Dimitri Roudine* et *Fumée,* achevés en leur genre, m'enchantaient et me rassuraient.

Je ne sais ce que valent *Climats,* le *Cercle de Famille, Terre promise,* les *Roses de Septembre.* Que je les relise avec plaisir ne signifie rien. Ils sont faits de ma chair et j'y vois errer l'ombre de mon passé. Faut-il regretter de n'avoir pas donné au roman pur toute ma vie d'écrivain ? Un jour que j'avais exprimé ce sentiment à Michel Droit, qui l'écrivit, Robert Kemp lui répondit : « Nous consolerons Maurois, n'est-ce pas, monsieur ? Nous lui dirons que ses biographies sont les fragments d'une *Comédie Humaine* et que, recréer des personnages de l'histoire, vaut d'en créer d'imaginaires. Sa comédie s'étend bien en-deçà du présent ; elle va de Byron à Edouard VII, de Sand à Proust ; et autour de chaque personnage, il groupe une foule de comparses, tous caractérisés et vivants. Chacun d'eux s'agite dans un paysage politique, sentimental et social. Ainsi point de perte, en nombre ni en qualité. Ses dons de romancier ont trouvé leur emploi et ils sont efficaces. »

J'espère qu'il a raison. J'en fais juge un lecteur et n'en décide rien. C'est un fait que j'ai consacré à la biographie une grande part de mon travail. J'ai mis au point, pour mon propre usage, une technique de la recherche et de la construction, pour ce type d'ouvrage. Recherche extensive qui explore tous les filons et même ceux qui, au premier regard, semblent pauvres ou épuisés ; recherche avide de témoignages, de lettres, de journaux. Recherche sur *tous* les personnages secondaires qui furent mêlés à la vie du héros. Recherches sur l'époque, qui constitue la toile de fond. Puis organisation des innombrables documents recueillis, en respectant scrupuleusement l'ordre chronologique et en n'introduisant les événements et les êtres qu'au moment où le héros a pu les connaître.

Ce dernier point est capital. Il est difficile, en biographie, de faire œuvre d'art si l'on ne montre influences et personnages se développant progressivement dans l'âme du héros et en même temps que lui. Un caractère ne se forme que lentement, par le contact avec les êtres et les choses, et il se transforme tout au long de la vie. Dans un roman, trois angles de « prise de vues » sont concevables : ou tout voir à travers le héros (la *Chartreuse de Parme,* le *Lys dans la Vallée*) ; ou voir l'action, successivement, à travers chacun des personnages (*Légende*) ; ou adopter le point de vue du démiurge et faire dominer l'action par le romancier lui-même (*Guerre et Paix*). Pour la biographie, je préfère la première méthode, tout en comprenant la nécessité pour le biographe de se placer parfois « au-dessus de la mêlée », soit pour montrer le visage du héros réfléchi dans ces miroirs déformants que sont les témoins de sa vie, soit pour ramasser en une vue d'ensemble ses propres observations.

⁂

Mes livres de « moraliste » (*Sentiments et Coutumes, Un Art de vivre, Lettres à l'Inconnue, Mes Songes que voici*) ne sont guère que des remarques en marge des biographies et s'appuient sur des exemples tirés de celles-ci. Inversement, on pourrait facilement, en isolant puis en groupant par sujets certaines phrases des biographies, composer un livre de maximes. Un exemple de ce que pourrait être un tel recueil est le petit ouvrage : *De la conversation.*

Des contes et nouvelles, et singulièrement des contes fantastiques, je ne saurais parler ici que brièvement.

J'indiquerai pourtant que je tiens beaucoup à certains d'entre eux (le *Peseur d'âmes,* la *Machine à lire les Pensées,* la *Vie des Hommes*) et que des critiques jeunes (comme Jean Prévost) ne cessaient de me répéter que là était ma veine la plus riche et que je devrais aller, de plus en plus, dans cette direction. Je crois en effet qu'à moi-même comme à certains auteurs anglais, les histoires extraordinaires permettraient de traiter des sujets graves, et même explosifs, sous le masque de l'humour. J'ai toujours aimé Swift, George Orwell, David Garnett, et peut-être en effet aurais-je dû m'abandonner à ce courant qui portait bien ma pensée. Mais cette forme avait, à mes yeux, le défaut de me tenir trop éloigné de l'humanité réelle. La biographie me donnait le même recul en me maintenant mieux dans la vie.

Au vrai, quels que fussent les formes et les thèmes, je disais à peu près les mêmes choses. Qu'il s'agisse d'un conte comme le *Porche corinthien,* des dernières pages de romans comme l'*Instinct du Bonheur, Climats* ou les *Roses de Septembre,* d'une biographie ou d'un dialogue, j'ai surtout écrit pour me donner à moi-même, et si je le pouvais à mes lecteurs, quelques-uns de ces moments d'émotion pure, musicale, où

il semble que soudain la vie s'arrête dans une bulle enchantée et reste suspendue, un pied en l'air, comme certaines phrases de Chopin.

François Mauriac a dit cela un jour mieux que je ne pourrais le dire moi-même : « Sous le beau palais que j'ai décrit, s'étend aussi un monde inconnu plein de détours et de labyrinthes, et qui est fait de toutes les souffrances d'une vie. Mais bien loin d'y attirer le lecteur inconnu comme nous le faisons presque tous, l'auteur de *Climats* y descend seul et rapporte lui-même, de ses propres abîmes, une flore et une faune qui s'animent et brillent soudain dans la pure clarté, aux yeux d'une foule immense d'admirateurs. Ces algues, ces coquillages des grandes profondeurs ont été choisis avec un tel discernement, une si curieuse divination que chaque visiteur, chaque visiteuse les reconnaît pour siens. Quelquefois André Maurois ne revient de ces voyages au fond de lui-même qu'avec une goutte d'eau pure, une seule goutte, mais il y fait tenir un monde de sentiments... »

Je voudrais que cela fût vrai.

ANDRÉ MAUROIS,
de l'Académie Française

CHRONIQUE DES LIVRES

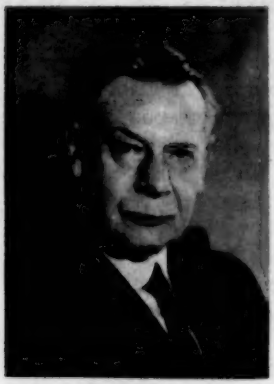
SHAKESPEARE ET CLAUDEL

par J.-C. BERTON *(La Palatine)*

L'AUTEUR de ce livre a eu le mérite de choisir un grand sujet ; sur plusieurs points, il l'a éclairé utilement ; dans l'ensemble, son étude demeure à la surface du problème et manque d'ordre. Déjà, pour élargir le cadre de la tragédie classique et pour créer un drame accordé aux conflits de l'âme moderne, les Romantiques avaient regardé vers Shakespeare ; ils n'avaient réussi à lui prendre qu'une atmosphère et des thèmes. Par l'ampleur de l'imagination, par le lyrisme, et par une certaine transcendance de la pensée du dramaturge qui juge l'action et médite sur la condition humaine, Claudel est shakespearien ; mais, en vérité, il est plus eschylien, plus proche de la tragédie grecque, prise dans toute sa grandeur originelle. Quelque place que Shakespeare fasse à la fatalité, il met en scène des personnages profondément individualisés, répondant à des situations historiques précises par des actes dont ils portent la responsabilité. Au contraire, Claudel, comme Eschyle, quelque place qu'il fasse à la liberté humaine, la montre généralement encadrée par un projet transcendant, par une puissance surnaturelle qui meut l'histoire vers sa fin providentielle, vers la promesse du Royaume de Dieu. Ainsi que le suggère justement M. J.-C. Berton, la vue historique de Shakespeare est « discontinue », et elle appelle « l'inquiétude », comme celle des existentialistes, également dominée par le sentiment de la contingence ; celle de Claudel, au contraire, est continue, totale, et appelle la confiance, puisqu'au-dessus du chaos des évènements et des hasards, une idée providentielle la dirige.

P. HENRI SIMON

(Suite de la chronique des livres page 75.)



ANDRÉ SIEGFRIED

par WLADIMIR d'ORMESSON

JE sais bien que le mot irremplaçable n'est pas correct. Et cependant je n'en trouve pas d'autre pour qualifier l'homme que la France vient de perdre. Nous avons des têtes politiques (nous n'en avons même que trop !) des économistes, des sociologues, des psychologues, des géographes, des historiens, des moralistes, des critiques, des journalistes, des écrivains de toute sorte. Chacune de ces branches compte des spécialistes de premier plan. Mais qui, en dehors d'André Siegfried, pouvait être tout cela à la fois ? Exceller dans chaque matière, les connaître à fond, les dominer ? Qui pouvait mieux découvrir les lois des phénomènes économiques et sociaux ? Qui pouvait mieux discerner les rapports que les activités humaines ont entre elles ? Qui savait mieux relier les idéologies, les attitudes, les réflexes politiques, intellectuels, à leurs profondes origines ? Qui fouillait l'individu avec un regard plus aiguisé et projetait sur l'ensemble des problèmes qui assaillent le monde une vue plus générale ? Et si l'on ajoute à ces dons exceptionnels la qualité personnelle de l'homme, sa gentillesse, sa simplicité, son entrain, sa droiture, son indépendance, l'on peut mesurer l'émotion que sa disparition a causée, le vide qu'il laisse et la douleur de ses amis.

⁂

Je ne suis pas assez jeune pour avoir été l'élève d'André Siegfried à l'Ecole des Sciences Politiques. J'avais cessé de fréquenter les amphithéâtres de la rue Saint-Guillaume quatre ou cinq ans avant qu'il y fût chargé d'un cours. Cependant il me semble que toute ma vie — hier encore — j'ai été l'élève de Siegfried tant je lui dois, tant il m'a appris de choses, appris surtout à les comprendre. Que d'hommes à travers plusieurs générations — auditeurs et lecteurs — peuvent rendre aujourd'hui le même témoignage !

Je ne me souviens plus exactement où j'ai rencontré Siegfried pour la première fois (mais il me serait facile de le retrouver en explorant le

journal que je tiens depuis quarante et un ans sans un jour d'interruption). Peut-être était-ce rue Bonaparte chez le maréchal Lyautey ? Je crois plutôt que c'était chez Pierre Viénot. Ce dont je suis sûr, en tout cas, c'est que Pierre Viénot fut à l'origine de l'amitié qui s'établit très vite entre Siegfried et moi. Vers 1926, Pierre Viénot avait eu l'idée de créer un « Comité franco-allemand d'information », comprenant deux sections, l'une française, l'autre allemande, la clé de voûte étant une éminente personnalité luxembourgeoise, M. Mayrisch. Ce Comité devait avoir pour objet d'essayer de détendre les rapports franco-allemands, de favoriser une meilleure compréhension des thèses françaises par l'Allemagne et des thèses allemandes par la France ; bref, dans la mesure du possible, de tendre vers un rapprochement entre les deux puissances voisines qu'une effroyable guerre — mais qui avait rendu l'Alsace-Lorraine à la France victorieuse — venait encore une fois d'opposer. Le projet était audacieux et utile. Il n'avait qu'un tort, c'est d'être prématuré. Il aura fallu de nouvelles catastrophes — et quelles catastrophes ! — pour que l'idée de Pierre Viénot entrât enfin dans la réalité.

Le Maréchal Lyautey était lorrain. Sa maison — qu'il adorait — avait été pillée, brûlée par les Allemands. Mais il était un bâtisseur. Il avait pris les mesures du monde. Le suicide de l'Europe le hantait. Aussi se montra-t-il, dès l'abord, un chaud partisan du projet. Il nous encouragea vivement, Viénot et moi, à poursuivre nos efforts. Je puis dire que le « Comité franco-allemand d'information » est né dans le bureau du Maréchal, rue Bonaparte.

André Siegfried fut l'un des premiers que nous sollicitâmes pour entrer dans la section française que présidait M. Charles Laurent, ancien ambassadeur de France à Berlin. Il devait y retrouver des personnalités diverses comme S.E. Mgr Jullien, membre de l'Institut, évêque d'Arras (que devait bientôt remplacer le futur cardinal Petit de Julleville), le duc de Broglie, Henri de Peyerimhoff, Duchemin, Parmentier, Louis Marlio, Lambert-Ribot, Théodore Laurent, Ernest Mercier, Jean Schlumberger, Jean de Nicolay, Félix de Vogüé, Edme Sommier, Lucien Romier, etc. A partir de ce moment, je rencontrais André Siegfried constamment. Nous nous retrouvions souvent dans les bureaux de l'*Europe Nouvelle* dont Louis Joxe était alors le secrétaire général. Je n'ai cessé d'entretenir les relations les plus amicales avec lui. Pendant l'occupation, à Lyon, je constatais avec bonheur qu'une fois de plus nos sentiments, nos certitudes étaient à l'unisson. Même la vie diplomatique que j'ai menée pendant douze ans après la guerre ne nous avait pas séparés. J'ai eu la joie de voir arriver Siegfried — infatigable voyageur — à Buenos Aires en 1946 où il fit une série de conférences. Plus tard, je l'ai retrouvé à Rome.

Peu d'hommes avaient plus d'agrément. Non seulement parce qu'il vous enrichissait, mais parce qu'il était la vie même. Qui n'aurait lu

que les titres de ses livres aurait pu le croire doctrinaire. Quelle erreur ! Plein d'humour, mordant, incisif, il n'était dupe d'aucune hypocrisie. D'un mot, il savait dégonfler les baudruches. Et cependant sa courtoisie, sa gentillesse ne se démentaient jamais. Il ne méprisait aucun contradicteur. Quand un argument, contraire à sa thèse, le frappait, il était prêt à modifier son point de vue. Siegfried était de cette catégorie — peu nombreuse — de gens pour lesquels ceux qui ne pensent pas comme eux ne sont pas nécessairement des imbéciles.

Je le savais protestant, profondément attaché à sa confession. Il me savait catholique, fils aimant de l'Eglise catholique, apostolique et romaine. Nous respections réciproquement ces attaches et ces convictions. Avec d'autant plus de sérénité que nous nous sentions étroitement solidaires en Christianisme.

⁂

André Siegfried avait le génie de la conversation.

Dans le bel article qu'il a consacré dans l'*Aurore* à notre maître et confrère commun, Jacques Chastenet a noté que dans la conversation, Siegfried procédait par interrogations. « Il les posait de si intelligente façon qu'il fallait être bien obtus pour n'y pas répondre avec intelligence. Peut-être était-ce là le secret de son prestige : l'entretien terminé, l'interlocuteur ne se sentait pas seulement mieux informé, plus instruit, il éprouvait aussi une sorte de dilatation, de contentement de soi-même. Socrate, je pense, devait avec sa maïeutique produire sur ses disciples un analogue effet. »

Rien de plus exact. A peine se trouvait-on avec Siegfried que le dialogue s'engageait familièrement sur les sujets les plus élevés. Lui citait-on un fait de nature à confirmer ou à infirmer son opinion qu'il avait une manière de s'exclamer : « Comme c'est intéressant !... » qui vous donnait l'illusion d'apprendre quelque chose à cet homme qui savait tout... En réalité, tout intéressait Siegfried, je dirais même que tout le passionnait. C'était un collectionneur. Ruminant toujours une idée, une théorie, il devait, par un mécanisme psychique constamment en éveil, ranger aussitôt ce qu'il recueillait dans des cases de sa mémoire. C'est ainsi qu'il disposait sur toutes choses d'une information inépuisable.

Cet ordre qu'il avait dans l'esprit, il le projetait sur sa conception du monde. Tout devenait clair quand il exposait les problèmes les plus touffus. Si limpide et si évident, que l'on s'imaginait naïvement qu'on avait soi-même toujours pensé et toujours su ce qu'il disait... Une telle clarté est le comble de l'art. Les médiocres se réfugient dans l'obscurité.

⁂

Ses études terminées — mais il les a poursuivies jusqu'au jour de sa mort — André Siegfried débuta dans la vie d'homme par un voyage

autour du monde. Son père l'y avait engagé. Issu d'une vieille famille alsacienne que le traité de Francfort avait transplantée en Normandie, Jules Siegfried était à la fois un grand négociant et un homme politique influent. Le négociant importait du coton au Havre. Il avait parcouru les Etats-Unis, créé une maison à Bombay. L'homme politique était maire du Havre, député de la Seine-Inférieure, ministre d'un cabinet Ribot. Hésitant sur le choix d'une carrière, André Siegfried s'embarqua. Il devait passer près de deux ans à découvrir le globe. Je gage que Jules Verne ne fut pas étranger à cette décision. Que de fois j'ai entendu Siegfried évoquer avec admiration les récits prophétiques qui enchantèrent notre jeunesse ! Sur ce point-là encore, Siegfried se rencontrait avec Lyautey. Le Maréchal tenait Jules Verne pour une espèce de génie.

On devient ce qu'on peut. On est ce qu'on naît. Siegfried était né voyageur, dans un milieu que dominaient les intérêts économiques et les préoccupations politiques. De sa mère, fille d'un pasteur cévenol, il avait reçu une formation spirituelle très profonde. La famille Siegfried était protestante, libérale, républicaine, indépendante. Tels furent les antécédents. Et tel a été André Siegfried. Impossible de rester plus fidèle à ses origines. Mais il a porté les traditions qu'il avait reçues à leur plus haut degré d'épanouissement.

Je n'énumérerai pas ici les ouvrages — déjà classiques — que Siegfried a rapportés de ces observations sur le monde. Ces observations, il les renouvelait d'ailleurs constamment. Il tenait à les vérifier, à constater sur place les changements survenus. Le nombre de kilomètres qu'il a parcourus doit être inimaginable ! L'avènement de l'avion fut pour Siegfried une sorte de libération. Désormais il pouvait glisser du soir au matin le long des latitudes et des longitudes. C'est dans cette *Revue de Paris* qu'il a célébré — ce fut l'un de ses derniers articles — les miracles que la vitesse a opérés dans le monde.

Des ouvrages comme ceux qu'il a consacrés au Canada, aux Etats-Unis, à l'Angleterre, à l'Amérique latine, à la Suisse, à Suez, à Panama et les grandes routes du monde, etc., sont de ceux que les générations se transmettront comme les témoignages les plus sûrs et les plus intelligents d'une époque. Personne n'était mieux averti des problèmes qui se posent dans chaque continent et entre les continents. Personne ne connaissait mieux les rouages du « Commonwealth ». Après la première guerre, Siegfried avait observé certains signes — graves — de fléchissement en Angleterre. Il les signala dans un livre. Ce livre souleva d'abord une tempête outre-Manche. Mais, après avoir protesté, les Anglais réfléchirent et tinrent compte des avertissements de l'auteur.

Il n'avait pas seulement abordé les problèmes internationaux en observateur, en publiciste. Il avait été mêlé de près à leurs vicissitudes. Directeur de la Section économique du Service français de la Société

des Nations, Siegfried prit une part active aux conférences internationales de Bruxelles, de Genève, de Gênes, de Barcelone. Au lendemain de la seconde guerre, il fit partie de la délégation française à la conférence de San Francisco. Quand Pierre Viénot était secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères il rêvait de faire d'André Siegfried l'ambassadeur de France aux Etats-Unis — il me l'a souvent dit. Cette idée fut lancée bien des fois, notamment après la Libération. Mais ce n'est pas une ambassade, c'est dix ambassades que Siegfried mena simultanément ; ou plutôt, il n'en remplit qu'une, mais la plus belle de toutes. Sous tous les cieux, il fut l'ambassadeur de l'esprit français.

Ce n'est pas seulement à l'étranger que son rayonnement s'est exercé. Pendant plus de quarante ans, Siegfried a prodigué son enseignement à l'école des Sciences politiques, dont il a été l'âme et qu'il réussit à sauver quand des courants excessifs la menacèrent. Il créa la chaire de « Géographie économique et politique » au Collège de France et l'association de ces trois mots résume une partie de son œuvre. Il enseigna dans je ne sais combien d'autres enceintes. Le qualificatif de « professeur » était, je crois, l'un de ceux auquel il tenait le plus ; peut-être celui qui occupait la place privilégiée dans son esprit ? Siegfried était un maître, mais il était aussi l'ami de ses élèves. On l'aimait autant qu'on l'admirait. Conférencier étincelant, quand il parlait en public, il restait exactement le même. Aucun effort. Aucun effet. La clarté, l'enchaînement, la précision, la vie...

⁂

Si les problèmes qui agitent le monde le passionnaient, André Siegfried ne se laissait pas absorber par eux. La politique intérieure française ne le captivait pas moins. Personne ne l'a sondée avec plus de pénétration. C'est qu'il ne se contentait pas des remous superficiels de cette politique. Il n'était pas, comme tant d'autres, un simple expert de la matière électorale et parlementaire. Il voulait aller au fond des choses. Au-delà des doctrines et des partis, dégager les instincts. Au-delà des instincts, retrouver les vieilles structures ethniques, les réflexes matériels, les sources spirituelles. On peut dire de lui qu'il a créé une sorte de « biologie électorale ». Comment se fait-il que dans chaque commune de notre pays — ou presque — il y ait un nombre à peu près constant de voix qui se classent « à droite » et un nombre à peu près constant de voix qui se classent « à gauche » ? Pourquoi tel village votera-t-il toujours « à droite » et — à trois kilomètres de là — tel autre toujours « à gauche » ? Pourquoi cette région-ci sécrète-t-elle une politique de « droite » et celle-là une politique de « gauche » ? Toujours à la façon d'un collectionneur, Siegfried avait entrepris de résoudre ces mystères. Il procédait sur place à des enquêtes que l'on pourrait qualifier de « capillaires ». Il interrogeait paysans, ouvriers, bourgeois, notables. Il

constatait, comparait, fouillait dans les archives, dans les registres ; consultait les pierres — ici les ruines d'une abbaye, là d'un château — le sol, les cultures, les récoltes, les communications, les routes, les climats, que sais-je ? Les ouvrages qu'il a écrits sur ces sujets : « *Le régime et la division de la propriété dans le pays de Caux ; Le régime et la division de la propriété dans le Maine et l'Anjou ;* le *Tableau politique de la France de l'Ouest ;* la *Géographie électorale de l'Ardèche* sont de véritables tranches d'anatomie politique. Le *Tableau des partis en France,* qui résume l'ensemble de ses expériences, est un chef-d'œuvre. Je n'avais pas de plus grand plaisir que d'entendre Siegfried parler de ces sujets. Notre cher ami commun Félix de Vogüé — trop tôt disparu — s'en délectait comme moi.

André Siegfried aimait les proverbes et La Fontaine ; c'était un sage. Ses propres aventures électorales ont dû bien le faire sourire ! Deux fois il s'est présenté dans la 2e circonscription du Havre, le 6 mai 1906 et le 8 mai 1910. Deux fois, cet homme — qui aurait pu, qui aurait dû être ministre, président du Conseil, chef de l'Etat, tant il dominait la « chose publique » — fut battu par M. Brindeau (?). Même aventure était arrivée à un autre maître de la politique, Lucien Romier. Lui non plus ne parvint jamais à se faire élire député... Misérables caprices du suffrage universel ! Un fait toutefois avait dû réjouir Siegfried. En 1906, il avait recueilli 7 693 voix. En 1910, 7 687. A six voix près, le nombre de ses électeurs n'avait pas bougé ! La « machine » pouvait donner des résultats absurdes. Mais ses rouages fonctionnaient à la perfection...

***

Il était surtout accordé à la IIIe République. D'abord parce qu'il était foncièrement républicain et que — Jacques Chastenet l'a fort bien montré dans son *Histoire* — la IIIe République fut le régime de la Défense républicaine. Dès l'instant où l'on n'est plus sérieusement attaqué, l'on se détend. Puis, la IIIe République était bourgeoise (ce n'est qu'après la guerre de 1914-1918 qu'elle a commencé à se transformer). Or, Siegfried, dans le vrai et grand sens du mot, était essentiellement bourgeois — bourgeois comme Colbert ou comme M. Thiers. Enfin, parce que la IIIe République, malgré ses absurdes passes d'anticléricalisme, malgré quelques scandales, fut l'un des plus grands moments de notre histoire — et Siegfried était passionnément attaché à la grandeur de son pays.

J'ai toujours prétendu que si la monarchie avait été rétablie après la guerre de 1870 — comme cela n'a tenu qu'à un fil — et qu'un souverain constitutionnel ait régné sur la France des environs de 1875 aux environs de 1925, ce règne de cinquante ans serait considéré dans notre histoire comme l'un des plus bienfaisants et des plus glorieux. Pourquoi, dès lors, ne pas reconnaître à la IIIe République ce qui lui appartient ?

Avec la IVe République, Siegfried n'était déjà plus tout à fait à son aise. Trop de choses le déconcertaient, le peinaient, l'irritaient. Dans l'émouvant hommage que Pierre Brisson a rendu à celui qui fut, pendant des années, l'un des principaux collaborateurs dont se parait le *Figaro*, Brisson a souligné avec justesse que Siegfried lui disait souvent, à propos de quelque turpitude : « Je suis choqué... » « Il lui arrivait même, écrit Brisson, après une minute de réflexion, de redoubler et d'ajouter : « Oui, vraiment choqué... » C'est qu'il s'agissait alors d'une indignation profonde où la patrie, la foi jurée, la liberté, la dignité humaine se trouvaient en cause. » Que de fois ne lui ai-je pas entendu prononcer le même arrêt ! Siegfried avait vu avec angoisse nos institutions se détériorer. Lui qui était parlementaire dans l'âme, il ne pouvait supporter cette substitution du régime électoral au régime parlementaire. Lui qui avait le respect de l'Etat pour ainsi dire dans le sang, il constatait avec désespoir — non seulement dans les faits mais dans les esprits — ce lent pourrissement de la notion d'Etat. La gabegie paresseuse et non désintéressée du socialisme le navrait. Le manque d'horizon du conservatisme ne le tourmentait pas moins. La démocratie chrétienne le déconcertait... Il avait l'horreur de tous les excès, d'où qu'ils vinssent. Au fond, c'était un radical modéré ! Par-dessus tout, c'était un indépendant. Mais un indépendant, si je puis dire, à « l'état pur ».

Au seuil de la Ve République, il hésita. Non qu'il ne fût pleinement acquis à la totale réforme d'une Constitution, née du désordre de l'après-guerre. Plus que quiconque, il sentait la nécessité de restaurer nos institutions, nos mœurs parlementaires, les principes mêmes du gouvernement et de l'autorité de l'Etat. Mais certaines formations, certains emballements, certaines innovations n'avaient pas été sans l'inquiéter... Toutefois, il avait pleine confiance dans le Général de Gaulle pour rendre à la France — dans des conjonctures nationales et internationales critiques — l'équilibre et la place qu'elle avait perdus. Les livres qu'André Siegfried a consacrés aux *Aspects du XXe siècle*, aux glissements de la IIIe à la IVe République et de la IVe à la Ve, ses articles du *Figaro*, resteront le témoignage le plus clairvoyant de cette époque.

***

Dieu sait si les inquiétudes que le sort de notre pays, celui de l'Europe, de la civilisation occidentale, inspiraient à André Siegfried étaient justifiées ! Peut-être, cependant — malgré l'étonnante jeunesse d'esprit qu'il avait conservée — appartenait-il à une génération qui ne pouvait pas, qui ne pouvait plus, s'adapter instantanément à l'évolution du monde ? Peut-être certaines des clefs que Siegfried avait forgées pour saisir les secrets de la psycho-politique contemporaine n'étaient-elles plus assez glissantes — ou assez épaisses ? Peut-être sa conception de la politique,

celle de la liberté même, devaient-elles être révisées ? Car la liberté est un luxe. Elle s'épanouissait dans le climat de facile prospérité de la IIIe République. A l'heure où il s'agit de la défendre, et de tous les côtés, il se peut que les problèmes sociaux, les modes de gouvernement ne soient plus tout à fait les mêmes.

Dans quelle mesure les lois en quelque sorte biologiques que Siegfried avait dégagées de ses observations politiques résisteront-elles dès lors aux transformations survenues dans une société, dans un univers qui n'ont presque plus de commune mesure avec ceux du début de ce siècle ? Ou, plus exactement, de ces lois, quelle est la part qui restera immuable parce qu'elle est liée à l'essence française, et quelle est celle qui se modifiera nécessairement parce qu'elle était liée à un stade de la civilisation ? Question que l'on peut se poser. Ah ! que Siegfried n'est-il plus là pour y répondre lui-même ?

Mais toute son œuvre prépare la réponse. Car cette œuvre est une leçon d'adaptation, d'énergie et de foi.

WLADIMIR D'ORMESSON,
de l'Académie Française.

Nous tenons à donner ici une liste des nombreuses études qu'André Siegfried a données à notre Revue. Elle témoigne d'une fidélité dont nous lui restons profondément reconnaissant : *La Politique intérieure de la France* (1930) - *La Crise de l'Industrie britannique* (1931) - *L'Angleterre et les Dominions* (1931) - *Amérique latine* (1932) - *La Politique extérieure anglaise* (1933) - *Après la Crise de la Livre sterling* (1933) - *La Crise de l'Europe : XIXe siècle* (1934) - *La Crise de l'Europe : XXe siècle* (1935) - *Le Canada et l'Amérique* (1937) - *Paysans canadiens* (1937) - *Psychologie britannique* (1937) - *Le Collège de France* (1938) - *La Production de qualité* (1939) - *La politique des Etats-Unis* (1939) - *Le canal de Suez* (Janvier 1940) - *France, Angleterre, Etats-Unis* (Février 1940) - *Le canal de Panama* (Mars 1940) - *Une grande enquête américaine* (1er Avril 1940) - *L'Angleterre et la France* (1945) - *Introduction aux Etats-Unis d'après-guerre* (1945) - *Le front arctique du Canada* (1946) - *Un monde nouveau* (1946) - *Le développement économique de l'Amérique latine* (1947) - *Ford et sa conception de la Production* (1947) - *Le régime politique de la Suisse* (1948) - *Géographie des couleurs et des sons* (1950) - *Cotonniers aux Indes* (1950) - *L'auto, la vitesse et l'Obstacle* (1952) - *Démocrates et Républicains* (1952) - *Philosophie de la Publicité* (1953) - *L'Age du Secrétariat* (1953) - *Mariage et divorce aux U.S.A.* (1954) - *Un dictionnaire américain des idées reçues* (1955) - *L'Age du Prototype* (1955) - *Etats-Unis* 1956 (1956) - *Le Problème de l'Etat* (1957) - *L'anticolonialisme des U.S.A.* (1957) - *Judaïsme et Christianisme* (1958) - *L'Occident et le Monde* (1958) - *La Vitesse et le Monde* (1959).

BRÈVE ARCADIE

par JACQUELINE HARPMAN

FRANÇOIS et Julie se taisaient. Au bout de ses doigts tremblants, il sentait encore la tiède douceur d'une autre main et cherchait à retenir le plaisir aigu qui l'avait traversé. Julie, qui avait peur de ses pensées cherchait à s'enfoncer dans cette absence où l'arrivée de François l'avait jetée. « J'avais des raisons de me demander ce que je fais ici, se dit Mlle Orval, car, en vérité, je vois que j'y ai fait quelque chose : j'ai réuni un homme que j'ai eu la folie d'aimer pendant dix ans à la femme qu'il aime après l'avoir vue deux heures ! Qu'il aime ? Ah ! qu'importe s'il l'aime ou la désire, puisque, de toutes façons je n'existe pas pour lui. »

— Il se fait tard, dit-elle. On décida de partir. A la porte : « Je vous quitte, je vous quitte.

— Comment ?... » s'étonna Julie. Et François : « Vous ne nous accompagnez pas ? sans songer à ce que ce « nous » contenait d'aveu.

— Je suis pressée.

Résumé des précédents chapitres. — Ce récit se situe à Bruxelles, entre les deux guerres. Gaston Auberger, célibataire âgé de quarante-cinq ans, appartenant à une vieille famille du pays, a pris tardivement la décision de se marier avec une fort jolie jeune fille de dix-huit ans, Julie Bourdet. Julie éprouve de l'estime et de l'admiration pour cet homme fin, courtois, dont la tolérance cache un secret détachement à l'égard de la vie. Après quelques années de mariage les époux éprouvent une profonde affection mutuelle que n'ont pas altérée quelques libertés excessives prises par la jeune femme. Un jour celle-ci rencontre chez son amie Louise Lepage, Alberte Orval qu'escorte François Hartog, jeune homme pour lequel Alberte éprouve depuis longtemps un amour sans espoir. Si radicalement « sans espoir » même qu'elle vient de se fiancer avec un médecin qu'elle n'aime pas. Au cours de la soirée François intéresse Auberger et plaît à Julie. Mais ces deux êtres restent quelque temps sans se revoir, séparation qui se révèle d'ailleurs on ne peut plus favorable aux sentiments qu'ils ont en réalité conçus l'un pour l'autre. Cette période d'attente est interrompue par Mlle Orval qui un soir emmène avec elle Julie dans un salon de thé où elle a pris rendez-vous avec François. Julie et François, dont les mains se sont par hasard frôlées, s'aperçoivent soudain avec effroi qu'ils comptent beaucoup plus encore l'un pour l'autre qu'ils ne l'imaginaient.

— Où allez-vous ? demanda Julie qui cherchait à sortir de son égarement.

— Je ne sais pas. Si, bien sûr, où ai-je la tête ? Louise m'attend. Adieu. »

La voiture de François Hartog était, naturellement, noire, bien sobre et bien discrète : il devait cela à son goût malheureux pour l'ordre bourgeois. Julie s'y assit de biais, les mains dans les poches de son imperméable noir, son sac à main serré sous le bras, en femme qui n'est là que pour cinq minutes et ne songe pas à s'installer. « Où allons-nous ? » demanda-t-il. Mme Auberger, qui croyait encore qu'il allait la ramener chez elle, ne sut que répondre, et surtout pas : « Chez moi. » Il la regarda un instant, mit le moteur en marche et entra dans le bois. Une pluie fine noyait ce qui restait de jour. Des voitures les croisaient, rapides, et l'éclat des phares allumait de brèves irisations sur l'asphalte mouillé. François ralentit si doucement que ce fut à peine si Julie remarqua qu'il s'arrêtait. Penchée en avant, elle regardait, derrière la silhouette anguleuse des arbres, les contours imprécis du lac s'estomper dans la pénombre. C'était entre chien et loup, l'heure où tout hésite. Le moteur cessa de tourner, et le silence s'installa.

Très vite insupportable. « Il faut parler », s'ordonna François. Mais que dire à cette femme distraite qui regardait tomber la pluie ? « Il pleut », murmura-t-il, conscient de sa sottise. Elle fit un petit signe de tête, ses lèvres remuèrent mais il n'entendit pas le oui à peine chuchoté. François serra durement le volant quand elle tourna les yeux vers lui. Que faisaient-ils ici, tempes battantes, gorges sèches, à chercher en vain des mots pour se protéger du silence ? Mais repartir ? Julie, tremblante, ouvrit la fenêtre, pencha le visage au-dehors, pour que la pluie la mouillât, rafraîchît ses joues brûlantes. Elle se tourna vers lui, il murmura : « Vous vous êtes mouillée...

— Oui... »

Ils ne s'enlacèrent pas, arcs tendus l'un vers l'autre, unis seulement par les lèvres entrouvertes sur une soif qui ne s'apaise pas. Du plaisir, on ne sait jamais tout, ils n'arrêtèrent leur baiser qu'à la limite de l'intolérable. Mais, lèvres closes et qui s'effleuraient encore, ils ne s'écartèrent pas tout de suite l'un de l'autre, et restèrent ainsi immobiles, laissant l'émoi décroître, renaître leur disparité un instant abolie et la réalité, autour d'eux, se reconstruire.

Et retomber brutalement sur François Hartog et Mme Auberger, assis dans une voiture, au bois, un soir pluvieux vers sept heures, avec, entre eux, des relents d'adultère.

Enfin, François remit le moteur en marche. C'était son premier geste depuis qu'il avait quitté les lèvres fraîches de Julie.

— Il faut relever le carreau, dit-il, vous seriez mouillée.

Elle tourna la manivelle en silence, et, comme il démarrait : « J'habite

rue Bosquet », dit-elle, croyant de nouveau qu'il la ramenait. Il sourit : en effet, il l'ignorait encore, et : « Sommes-nous donc à ce point étranger que je ne sache pas son adresse ? »

— Je ne sais rien de vous, commença-t-il de cette voix un peu sèche qui semblait toujours forcer les mots, et il est rare qu'on sache si peu d'une femme dont on est si occupé. J'ai cru rêver, tantôt. Je ne sais rien de vous, que... mon émoi. Et — je vous perds peut-être — mais le désir, c'est un peu court.

— N'est-ce pas assez ? dit brutalement Julie qui voulait poser ses limites habituelles. Il se tut un instant, étonné, bientôt ravi : « Ah ! voilà enfin une femme qui sait jouer ! » Pendant vingt secondes, il fut heureux.

Vingt secondes. Nous compterons fidèlement les moments où ces gens-là sont heureux l'un par l'autre.

— Et, ne sachant rien l'un de l'autre, dit-il, mais sachant, par contre, fort bien que nous ne pouvons en rester là, n'allons-nous pas dîner ensemble ? C'est sans doute une chute bien banale, mais les grandes âmes ne craignent pas la banalité.

— Sommes-nous donc de grandes âmes ? Je suis libre ce soir.

C'était, en pleine forêt, une auberge très plaisante, dans le style « repos du chasseur » avec têtes de sangliers empaillées, feu de bois bien odorant et tables de chêne très patiné. Il n'y avait personne quand ils entrèrent. Tables dressées, cheminée accueillante, tout était prêt pour une fête sans invités, et l'arrivée de Mme Auberger et de François Hartog arracha au désespoir un patron déguisé en maître d'hôtel afin de ne perdre pas l'avantage des pourboires.

— Ici, vous seriez trop près du feu, je vous conseille plutôt la table d'angle. Marie, le manteau de Madame !...

Ils usèrent, envers eux-mêmes, d'une extrême prudence. Ils avançaient parmi les pièges et ne pouvaient plus, désormais, qu'avancer : mais à quoi allaient-ils se heurter ? Ils sentaient bien qu'entre eux de sourds dangers dormaient et, craignant même de les préciser, pour leur échapper s'accrochaient fermement à certaine idée bien quotidienne qu'ils se faisaient d'eux-mêmes. Aux gens les plus embarrassés, que l'on définisse leur situation, ils reprennent pied. L'idée du tête-à-tête galant rassurait, ramenait à des vérités familières, apprivoisait, enfin, l'émoi excessif du baiser dans la voiture. Et, n'osant se poser la question qui les pressait le plus : « Que s'est-il passé ? » ils se tournèrent vers un futur dont ils croyaient qu'il serait plus docile et se demandèrent : « Que va-t-il se passer ? »

Dans tous les cas, « que nous allons manger du chevreuil », se dit Julie, qui tenait beaucoup à s'accrocher à une réalité sans péril.

François, d'ailleurs, entrait dans le jeu et, retrouvant les éléments de l'art de plaire, lui faisait enfin la cour selon les règles établies. Pourtant,

entre Julie et François assis dans leur auberge, traînait, sous l'enjouement, la contrainte. Cette femme qui ne voulait s'accorder que le plaisir ne voyait pas sans inquiétude qu'un émoi plus profond avait failli sourdre en elle.

François menait finement la conversation, de façon qu'elle leur apprît le plus possible l'un sur l'autre, mais sans rencontrer d'écueils : l'écueil majeur étant d'évoquer Auberger. Il aurait bien voulu oublier que cette aimable Julie en était l'épouse. C'était compter sans elle. Une esquive aussi obstinée manquait d'ailleurs de naturel, venant d'un homme qui avait, toute une soirée, montré le plus grand intérêt pour ce mari, et Julie s'étonna brusquement : « Quoi ? lui aussi ? » Elle voulut s'en assurer, plaça : « mon mari » dans une phrase et le vit se tendre légèrement pour détourner la pointe. Elle eut un vif mouvement de plaisir, Hartog n'était pas un sot. Aussitôt : « Mais ai-je jamais voulu estimer un homme avec qui j'allais coucher ? Si j'accorde à un autre le pouvoir de m'intriguer, je trompe Gaston. »

Sous les masques manquait ce qui fait la grâce des premiers moments : l'abandon, les élans, le plaisant cortège des émois à fleur de peau. Quand tout leur parut n'être que rire et gaité, Julie et François, plus tard, restèrent toujours étonnés de n'avoir gardé, de cette soirée, qu'un goût de contrainte et le sentiment d'une angoisse sournoise.

Ils se regardaient beaucoup ; mais surtout, ils s'épiaient. Chacun sentait en soi trop d'obscurité pour se fier à l'autre. François fit apporter du champagne. Julie souriait : il est bien évident qu'on ne conçoit pas dîner galant sans champagne. Elle appréciait cette prudence qui tenait François dans les voies les plus éprouvées. « Les conventions ont cela de bon qu'elles parlent clairement », dit-il, un peu plus tard.

— J'ai l'oreille fine. » Elle ne voulait pas être en reste.

Il pencha, effleura des lèvres les cheveux sombres qui cachaient cette oreille : il n'en voulait faire qu'un jeu, mais il s'aperçut aussitôt qu'il ne pouvait approcher cette femme sans trembler. Une certaine irritation le fit reculer. Julie ne bougea pas, elle était sûre d'avoir pâli. Ils étaient seuls : il s'arma de tout ce qu'il possédait de sang-froid et, très posément, passa le bras autour des épaules de la jeune femme qui regardait droit devant elle, fit pivoter son visage et posa ses lèvres sur une bouche douce mais indifférente. Une seconde leurs regards se croisèrent, mais chacun craignit l'imprudence et sentit qu'il importait plus de se dissimuler que de se mesurer. Julie laissa passer un baiser qui fut donné le plus savamment du monde : François se livrait tout à la virtuosité pour éviter l'émoi. Il fut fort satisfait de lui quand il eut réussi à l'embrasser pendant une bonne demi-minute sans y prendre de plaisir. « Après tout, je ne suis pas encore trop assotté. » Pendant qu'elle cherchait dans son sac à main ce qui lui était nécessaire pour réparer le léger désordre du baiser, il se donna le plaisir de la regarder longuement, d'admirer, sans s'émouvoir,

la ligne gracieuse des paupières baissées, le dessin d'une bouche émouvante, l'ovale qui.. il fit de la littérature.

Le dessert arriva.

« Il était temps », se dit Julie, qui s'était donné beaucoup de peine pour faire durer cinq minutes la petite cérémonie du rouge à lèvres et du poudrier.

Aucun des deux ne songea à s'étonner de cette étrange disposition d'esprit qui faisait de futurs amants se sentir contents d'eux-mêmes quand ils avaient réussi à ne pas s'émouvoir.

Pourtant ils sentaient imminent le moment où, quand jaillirait un de ces : « Vous aussi ! » qui sont si fréquents dans les premières conversations, ce serait véritable reconnaissance, et non cette feinte éternelle des amants qui veulent se ressembler, sans doute pour être plus sûrs de s'assembler bientôt.

Et Julie, affrontant prudemment le souvenir du baiser dans la voiture, Julie ne vit qu'un moyen d'échapper à l'obsession. Ne peut-on pas compter que le plaisir protège de l'amour ? « Car où vais-je, n'osant un mois durant penser à lui, et puis, tremblant dès qu'il me touche ? L'amour ne vit que de ce qui le contrarie ? Ne contrarions rien, il sera mort-né. »

Un quart d'heure plus tard, ils pénétraient au premier étage, dans une vaste chambre où brûlait, fraîchement allumé, un feu de bois dans l'âtre.

L'embarras les guettait, s'ils ne se hâtaient d'avoir recours aux gestes. François ne voulut pas se laisser à nouveau distancer par la situation et enlaça Julie sitôt la porte refermée sur eux. Une longue pratique de l'amour a cela de commode que l'habitude supplée à l'inspiration, tous les deux le sentirent : ils n'avaient envie que de se jeter l'un à l'autre comme à l'abîme, mais ils se livrèrent, le plus consciencieusement du monde, à la cérémonie des préliminaires savants. Ils passèrent une demi-heure à s'ennuyer dans les règles de l'art.

Il fallut, pour les arracher à tant d'aberration, les premiers accords du plaisir. Près d'eux brûlait une lampe minuscule et, dans la cheminée, les flammes dansaient. François tenait étroitement enserré le visage de Julie et pas un instant leurs yeux ne se fermèrent, éblouis, au sein de l'égarement, de si bien se reconnaître.

Julie étendit la main pour éteindre la petite lampe. Longtemps, ils regardèrent les flammes. Les craquements des brindilles, le souffle égal des amants, les élans du vent rythmaient le temps et le silence.

Ils furent longs à revenir de cette quiétude. La réalité les attendait, avec son cortège de scrupules, de mensonges et la complexité des devoirs incertains.

A une heure, Julie, devant sa porte, quittait la voiture de François.

— A demain ? demanda-t-il.

Elle hésita un instant, puis : « Oui. Je vous téléphonerai. »

Elle ne pouvait cacher à son mari qu'elle avait revu François Hartog, et d'ailleurs n'y songea pas.

— Mais je serais ravi de le revoir. En avez-vous parlé ?

— Je crois qu'il est libre ce soir et qu'il ne serait pas étonné d'être convié.

— N'aimeriez-vous pas inviter aussi Mlle Orval ?

— Elle partait aujourd'hui, dit Julie assez mal à l'aise. Elle se rappelait soudain la fuite de la jeune fille devant le salon de thé et le peu d'efforts faits pour la retenir.

⁂

Hartog arrivait avec assez d'appréhension. S'il était content de revoir Auberger, il trouvait curieux d'être convié là de façon si officielle. A midi, il avait trouvé dans sa boîte à lettres un mot très court, par lequel Mme Auberger lui faisait part du vif plaisir que son mari prendrait à sa visite. « Il y a quelques heures, j'étais encore persuadé que cette femme était ma maîtresse, se disait-il en sonnant à l'appartement, je me demande si ce mot ne me donne pas de bonnes raisons d'en douter. »

Julie ne parut pas tout de suite. Quand elle entra au salon, Auberger contait avec tant d'esprit la façon dont, un beau matin de 1929, il s'était réveillé ruiné, qu'Hartog, riant aux éclats, avait oublié tous leurs problèmes.

Le spectacle de la gaîté chez son mari était si rare et si précieux au cœur de Julie, qu'au bout de dix minutes, elle oubliait à son tour les angoisses qui avaient meublé sa journée et provoqué sa lassitude et que, toute pâleur envolée, rose, rieuse, elle apparaissait à Hartog telle qu'il ne l'avait pas encore vue.

Ils ne déparlèrent pas un instant. Auberger avait, pour l'anecdote, un talent qui se manifestait rarement et qui n'était d'ailleurs pas toujours compris. Entraîné, Hartog parla aussi, ils comparèrent leurs premières amours, ils ne trouvaient que des similitudes. La première rupture de François mit Auberger en joie. Il était un jour entré en trombe chez une femme qu'il avait cessé d'aimer. De farouches résolutions l'animaient, rien ne pouvait plus le retenir. Il parla une demi-heure, emmêlant excuses, regrets, auto-accusations à un dithyrambique éloge de sa liberté, il craignait follement les larmes et sa propre faiblesse devant la douleur qu'il causait et n'osait pas s'arrêter. Lorsque, à bout de souffle, il y fut contraint : « Tout cela est très beau, répondit la jeune personne qui l'écoutait avec une admiration inquiétante, mais mon loyer n'est pas payé. » « Ah ! c'était une femme admirable ! s'écria Auberger, elle avait du naturel. Et vous n'êtes pas resté ? — Si, huit jours, le mot m'a séduit. Par malheur, elle n'était naturelle que sous l'effet de la surprise et je suis reparti : sans discours, cette fois. » Julie, enchantée, oublia son habituel silence et laissa voir toute la malice qui l'habitait. Elle étonna beaucoup Hartog en supposant qu'il n'aimait, dans les femmes, que l'absence

d'amour pour lui et Auberger expliqua que les perspicacités de sa femme ne le surprenaient jamais : « Ce serait plutôt l'ingénuité avec laquelle, au travers les idées reçues, elle va tout droit à l'idée juste. » Enfin, on avait parfaitement oublié que la veille au soir on faisait l'amour ensemble et à onze heures, Auberger qui avait envie de faire durer la soirée proposa de descendre en ville. Comme il avait déjà conduit sa voiture au garage, on prit celle d'Hartog. De grands papiers encombraient le siège du fond, plutôt que de les déplacer, on s'assit à trois devant, et Julie ni François, collés l'un à l'autre de l'épaule au genou, ne songèrent à ce désir qui, la veille, les faisait trembler. Hartog conduisit les Auberger dans une de ces caves où avaient rôdé ses dix-huit ans : la Rose Blanche, ainsi nommée, on le devine, par imitation de Paris. Après quelques verres de whisky, ils arrivèrent à la conclusion qu'ils s'entendaient à ravir, conclusion qui charma Julie.

Le lendemain, Julie se gourmandait : « Ai-je été romanesque ! que n'ai-je pas imaginé autour de ce charmant Hartog ! Ces grands discours que j'allais lui tenir pour le convaincre de ne plus nous voir qu'en présence de Gaston ! De quoi aurais-je l'air ? » Le surlendemain : « Les délices d'avant-hier, c'était la découverte de l'amitié, et, auparavant, je ne me suis tant agitée que parce que, ne le connaissant pas, je ne pouvais la reconnaître. » Et à son mari : « Il faudra recommencer cette soirée. »

— Oui, mais sans illusion. Vous savez que les vrais plaisirs s'improvisent. » Le troisième jour : Hartog n'a plus donné signe de vie. C'est qu'il passait par les mêmes états : amour pur pour Auberger, émoi devant l'amitié et soudain : « Je ne l'ai plus vue depuis deux jours ! » Il se jeta sur le téléphone. Là, il s'aperçut qu'il voulait demander un tête-à-tête et ne l'osait pas. Comme il avait parlé de sa mère et dit qu'il faudrait que les Auberger la connaissent, il pria Julie de venir dîner avec son mari un soir de la semaine suivante. Il fallut l'émotion d'entendre la voix de Mme Auberger pour qu'il se souvienne de ce qu'un autre eût appelé ses droits : ainsi mit-il bien cinq minutes à perdre contenance. Il avait envie de la voir seule, comment y parvenir ? Mais Julie, encore toute à l'amitié : « Je veux vous voir avant cela. Le bois est si beau en ce moment, j'y vais tous les matins, vous pourriez m'y rejoindre. » Il admira beaucoup qu'elle résolût avec tant d'aisance ce qui lui paraissait si compliqué. Ce ne fut qu'une fois le téléphone raccroché qu'il constata qu'il avait pris rendez-vous pour onze heures, moment où la société qui l'employait estimait qu'il devait se trouver dans ses bureaux. Ce qui ne l'empêcha d'ailleurs pas du tout d'être ponctuel le lendemain matin.

Julie arrivait à pied et dès qu'ils se virent ils coururent l'un vers l'autre. Il y eut une heure charmante, passée à se promener bras dessus, bras dessous dans les sentiers boueux. Ils remarquèrent sans surprise que leurs pas s'accordaient facilement. Ils étaient si heureux qu'ils ne songèrent pas plus loin que le plaisir de se promener dans ce délicieux

accord de démarche et de pensée et qu'ils se quittèrent à midi sans avoir fixé un autre rendez-vous.

On était au jeudi, le dîner chez Mme Hartog était fixé au lundi suivant. Dès la mi-mars, les Auberger avaient l'habitude, quand le temps et les occupations de Gaston le permettaient, de passer les derniers jours de la semaine à Verteuil. Julie, le vendredi soir, prévint Hartog qu'ils partaient le lendemain. « Puis-je passer chez vous ? — C'est que mon mari n'est pas là », dit-elle machinalement. Il y eut un court silence, chacun s'étonnait. « Mais si vous voulez, ajouta-t-elle timidement, je puis vous rejoindre en ville. » D'instinct, ils évitèrent la Rose Blanche, il leur semblait que c'eût été tromper Auberger, que d'y aller sans lui. Mais sinon là, où ? L'un ni l'autre ne songea qu'en général c'est une chambre que les amants cherchent, dans ce domaine il apparaît bien que tout était à refaire. Après la rapidité du premier soir, la pudeur s'installait entre eux et, si méfiants quelques jours plus tôt, ils ne virent pas le danger et qu'ils oubliaient donc de fuir l'amour dans le désir. Ils marchèrent au hasard, croyant toujours chercher où aller, et finirent la soirée sur un banc du Parc royal. Il y eut moins d'allégresse qu'au Bois et plus d'émotion tendre. Il faisait assez frais, et François serrait Julie contre lui. Ils parlaient peu, lentement. Parfois, Julie levait la tête et François la contemplait avec tant de bonheur qu'il ne songeait à l'embrasser que quand elle avait repris sa pose abandonnée.

*
**

Dès Verteuil, Julie rouvrait les yeux : « L'amitié n'est pas de rêver en silence sur un banc du Parc royal en s'embrassant de temps à autre. » Le dimanche après-midi fut occupé par une promenade dans la campagne. Auberger qui insistait toujours si exagérément sur son âge savait marcher pendant des heures, il devait prendre garde à ne pas fatiguer Julie. Elle avait le pas plus vif que lui, et le devançait jusqu'au moment où elle tombait dans l'herbe en insistant pour qu'il continuât seul. Ce dimanche donc, elle réfléchit en l'attendant. Elle cherchait des solutions et dut convenir avec soi-même qu'il faut, pour le résoudre, qu'un problème ait des données claires.

C'est dire qu'elle n'arriva pas chez Mme Hartog dans une parfaite tranquillité d'esprit.

François, résigné à la perspicacité de sa mère, n'avait plus essayé de la tromper. Mais c'était une femme prévenante et pour éviter d'embarrasser son fils, elle s'efforça résolument de ne lui laisser sentir ni l'étendue ni les limites de sa compréhension. Ainsi, certaine qu'il aimait, parvint-elle à ne pas savoir s'il était aimé. Attendant Mme Auberger : cela est d'ailleurs plus délicat envers elle.

Pour Julie et François, les jours qui venaient de passer avaient été la belle saison. Le dîner chez Mme Hartog marqua l'équinoxe, ils entraient de nouveau dans la tempête.

Dès l'abord, François sentit de la contrainte. Il ne reconnaissait plus Julie : c'est qu'il la connaissait depuis trop peu de temps pour que chaque image n'effaçât pas la précédente. « Ma mère aura une bien fausse idée d'elle », se dit-il, en quoi il se trompait ; il avait déjà l'intuition de l'amour, pour lui seul Julie était différente. Mme Hartog vit la femme qu'il avait rencontrée chez les Lepage, c'est-à-dire Julie telle qu'elle apparaissait à qui ne la regardait pas dans les miroirs déformants de la passion.

Pourtant François ne fut pas seul à sentir le malaise de Julie. Gaston Auberger la regardait parfois avec une inquiétude imprécise. A table, il fut assis à côté de Mme Hartog, Julie et François lui faisaient face. Brusquement, le fait que cette fille si jeune et si belle fût sa femme le frappa comme une invraisemblable erreur de distribution : il est bien évident que n'importe quel étranger non prévenu entrant ici lui donnerait Hartog pour époux. Cette idée l'accrocha, il dut faire effort pour ne pas se laisser distraire de l'attention qu'il devait à Mme Hartog — qui lui plaisait, pourtant. On voyait qu'elle avait été fort jolie, et elle avait cette intelligence variée des femmes qui, souvent aimées, ont de chaque amour fait une exploration. Avec François, elle usait d'un ton tendre et fort retenu : Auberger ne fut pas long à deviner qu'elle était folle de lui et craignait comme l'enfer de le laisser paraître.

Devant cette femme dont on sentait très vite qu'elle s'entendait fort bien avec soi-même, Julie mesurait avec désolation sa propre confusion. Pendant que Mme Hartog, pénétrant peu à peu ce que le calme gracieux de Julie recélait d'agitation et d'angoisse : « Voilà donc tout ce que j'ai ignoré. » Ce trouble, cette fièvre qui ont manqué à mes plus vifs élans, et qui doivent donner aux rares moments de paix une si puissante saveur... Ainsi chacune se désolait de ce que l'autre lui enviait.

Mme Hartog et Auberger, ayant à peu près le même âge, prenaient plaisir à comparer des souvenirs : « Il ne faut pas oublier, disait Auberger, que le temps du Bœuf sur le Toit fut aussi le mien. » On évoqua avec nostalgie les chapeaux cloches et les ballets russes. Comme toujours quand elle voyait son mari s'amuser, Julie commençait d'oublier ses tourments. Un mot l'y ramena. Auberger contait que lorsque son père était venu habiter Bruxelles, il avait vainement cherché un appartement qui donnât sur le Parc royal. Il y eut, inévitablement, un court échange de regards entre Julie et François ; non de complicité, ils se la fussent bien défendue, mais enfin on évoquait un souvenir si récent... et Julie prit soudain conscience de ce qu'elle n'avait parlé du bois ni du parc à son mari. Elle rougit violemment.

Hé ! elle n'a pas fait tant de manières pour lui cacher l'auberge ! C'est qu'à l'auberge, elle faisait l'amour, ce qui ne lui était pas interdit. Au parc, elle était heureuse.

— Cela n'est pas possible. Je parlerai à François.

Ce qui signifiait : « Je romps. »

« Rompre quoi ? » dit-il deux jours plus tard aux premiers mots qu'elle avançait.

Il ne jouait pas. Mais, ayant commencé par où l'on a coutume de finir, il ne savait plus très bien où il en était et s'étonnait qu'elle parlât de rompre une liaison dont il doutait sans cesse.

— Mon mari a de l'amitié pour vous et je sens que je suis prête à le suivre, mais je ne puis accorder davantage.

Hartog se contenta de dire : « Vraiment ? » mais sur un tel ton que Julie s'empourpra.

Ils étaient assis dans la voiture, en pleine ville. Autour d'eux s'agitait la foule des fins d'après-midi. « Nous ne pouvons rester ici, Julie, dit-il en mettant tout ce qu'il pouvait de tendresse dans la façon dont il accentua son nom. Où voulez-vous aller ? » Elle eut peur du bois et proposa les terrasses du palais de justice.

Dans la géographie sentimentale des villes, parcs et quais dominent toujours, mais Bruxelles n'a pas de quais. Par contre, s'il faut accorder à son palais de justice la délirante grandeur d'un rêve de paranoïaque, l'étranger de bonne foi reconnaîtra que les terrasses dont il fut flanqué au Nord ne manquent pas de romanesque.

Ayant laissé la voiture sur la place, c'est là que se rendirent François et Julie. Un silence gêné isolait chacun dans son inquiétude. « Elle va s'expliquer et que vais-je apprendre ? » se disait François. Et Julie : « Comment dire à un homme avec qui on veut briser : « Je vous quitte, car je vous aimerais ? »

Ils s'accoudèrent à la balustrade et :

— « Rompre quoi ? » était fort juste, car un caprice dans une chambre de rencontre ne fait pas une liaison.

— Ce n'est pas ainsi que je l'entendais, protesta-t-il. Le ton était vif et Julie qui n'avait pas de discours tout préparé ne sut que répondre. Il la regarda avec une curiosité amusée : « Il y a beaucoup d'équivoque entre nous. Oui, s'écria-t-elle, et qu'il faut supprimer.

— Au bénéfice de l'amitié, si je vous ai bien comprise. »

Il souriait. Autant d'elle que de soi-même. Car s'il était difficile de reconnaître dans cette Julie inquiète la femme dont la gracieuse indifférence l'avait tant intrigué le soir des Lepage, il fallait s'avouer que, pour être si changée, elle ne le charmait pas moins.

— L'estime de mon mari a entraîné la mienne, mais je ne puis me permettre de... ; elle s'arrêta net, elle allait dire : « ...d'estimer un amant, car ces choses conduisent à l'amour. »

Hartog fronça les sourcils : « ... de m'estimer ? »

« Il faut mieux me maîtriser, se dit Julie, j'accumule les sottises et dans quelle impasse me suis-je à présent fourrée ? »

Hartog fut un moment sans rien dire. Il alluma une cigarette. Sept heures sonnaient à un clocher proche. Enfin : « Nous nous égarons sans cesse. Il faut, je crois, vous expliquer plus clairement. »

« C'est que je ne le puis, » pensait-elle avec désespoir. Elle craignait mortellement cette manie de la contradiction qui fait un homme s'entêter dès qu'on le prie de s'effacer.

Pour Julie, l'infidélité commençait plus haut qu'on n'a coutume de la situer, et cette femme qui avait eu plusieurs amants ne se croyait en danger de tromper son mari que depuis qu'elle se voyait sur le point de donner prise sur son cœur. Elle eut un regard éploré qui jeta Hartog dans un accès d'enthousiasme : il sentit une forte envie de baiser ces beaux yeux inquiets. Après tout, les baisers sont un langage clair, et c'est tout ce que nous cherchons.

Chacun étant absorbé dans son problème, on se taisait. Julie parla la première :

— Accordez-moi ce que je demande sans chercher mes raisons.

— Mais, c'est donc grave ?

— Pensez-vous qu'il s'agirait d'un caprice ?

Partis de la sorte, ils n'étaient pas en chemin d'aboutir. Julie avouait bien qu'elle voulait cacher ses motifs, mais Hartog n'était pas si généreux que ce lui fût une raison de ne vouloir point les percer. Il la harcela et n'en tira jamais que des phrases informes, des protestations maladroites et bientôt des larmes. Mme Auberger cherchait en vain à s'arracher des sursauts d'orgueil : « Quoi, c'est tout le respect qu'il a ? Il ne m'accordera donc pas de me taire ? » Elle essayait, pour s'effrayer, de dresser le vieil épouvantail de l'homme qui se sent des droits. Mais quand elle en vint à penser : « Gaston seul, jusqu'ici, a pu m'arracher ce que je ne voulais pas livrer », et qu'elle se vit sur le point de dire : « Je vous quitte, car si mon mari ne me demande pas d'amour, je ne puis pourtant lui faire l'insulte d'en éprouver ailleurs », elle ne put retenir des larmes, elle avait honte de soi.

« Quoi ? je fais pleurer cette femme », se disait Hartog stupéfié.

Au même instant, Julie se mettait à rire : « De quoi ai-je l'air ? J'ai toujours craint d'avoir un côté midinette. »

Ils se mirent à marcher. Hartog comprenait qu'elle ne pouvait rentrer chez elle avant de s'être bien reprise, et pour la distraire, parlait au hasard. Il y faut un certain talent, et qu'il se découvrait. Il laissa défiler souvenirs de voyages, anecdotes de métier, il parlait comme les somnambules se promènent et ne parvint jamais à se rappeler un mot de tout ce qu'il avait dit.

Il était huit heures et demie, le dîner refroidissait quand Julie rentra chez elle. « Je vous ai fait attendre », dit-elle à Auberger. Il lui sourit avec indulgence. Il ne songeait pas à lui demander d'où elle venait, cela n'était pas dans ses habitudes. Il remarqua pourtant sa nervosité et eut envie de s'en inquiéter : « Mais je serais indiscret. »

— Je suis navré d'avoir à vous laisser seule, ce soir, j'ai un rendez-vous d'affaire.

On sait que le provincial en voyage d'affaires, après minuit, veut voir des femmes nues. Auberger prévoyait de rentrer fort tard.

Pour certaines imaginations très vives, la nécessité d'agir l'emporte sur tout, il n'y a pas d'émotion. Ce n'est qu'après, dans le calme revenu, qu'elle apparaît. Sur le boulevard, ou à table, en face de son mari, Julie était encore en plein mouvement, mais la détresse se lève. Jusqu'ici elle n'a, en face d'Hartog, pensé qu'à ses devoirs envers Auberger : maintenant que l'urgence d'apaiser ses scrupules a fini de la presser, une sorte de silence se fait en elle, semblable à ces bonaces sournoises qui, en mer, précèdent la tempête.

Elle avait brisé avec Hartog : elle s'attendait donc à retrouver le calme. L'aventure n'était-elle pas finie, écarté le danger ? Elle ne comprenait pas qu'elle eût la gorge serrée, et, au creux de la poitrine, ce nœud d'angoisse qui lui faisait le souffle court. « Il faut m'occuper, se dit-elle, c'est un reste de nervosité. » Elle prit un livre, prétendit s'absorber. A travers le collier des phrases, son propre émoi rôdait, et si le livre la toucha parfois, c'est que les mots les plus usés se chargeaient de sens, éclataient en elle comme inventés à mesure. Sourdement avertie qu'elle allait souffrir, elle fermait parfois les yeux et laissait s'approcher les fantômes : elle essayait sa douleur pour, très vite, la chasser. Elle mettait à se fuir cette obstination qu'on n'emploie jamais à se connaître, et bientôt, n'osant plus ni quitter le livre ni poursuivre une lecture qui laissait trop de place à l'incontrôlé, gagnée par la fièvre, joues brûlantes et mains glacées, elle voit le mot amour se charger de tous les amers prestiges de l'impossible. Tremblante, elle laisse affleurer l'émoi, et derrière ses paupières closes, les gestes se reconstruisent, les flammes dansent dans la cheminée de l'auberge, et, dans leurs trompettes dérisoires, c'est un hallali que sonnent les anges guerriers du Parc royal. Enfin, proie forcée dans ses derniers retranchements, incapable de pousser plus loin les mensonges, Julie dut bien s'avouer qu'elle aimait.

« J'aime ? »

Elle se dressa brusquement.

« Je viens de rompre, est-ce le moment de découvrir que j'aime ? » Elle fit de grands efforts pour se moquer de soi-même : « Pendant toute sa vie, Gaston a échappé aux passions par l'ironie. Ne puis-je, quand j'en ai tant besoin, arriver à l'imiter ? » Elle ne souffrait pas encore vraiment : elle était trop étonnée. « Pourquoi François ? » Elle pensa longuement à lui : « Certes, des hommes plus séduisants m'ont poursuivie, aucun ne m'a émue. » Au temps de ses fiançailles : « Il n'y a pas de choix mais des circonstances », avait dit Auberger. Fallait-il croire qu'elle était en état d'aimer et que son cœur ne s'agitait que parce qu'Hartog arrivait à point ? Elle vit bien qu'elle en était déjà au point ou un tel raisonnement offense : c'est se diminuer que de n'accorder pas de respect à ce qu'on aime. « Je suis perdue », se dit-elle.

Elle se leva, fut se poster devant la fenêtre. Elle allait y passer la nuit. En face, un vieux couple avait sorti des chaises et prenait l'air devant la porte.

« Mais j'ai rompu », se répéta-t-elle.

Elle ne croyait pas à cette rupture, cela importait peu : « François y croit. » Il y eut une demi-heure de désespoir complet. « Tout cela est donc fini, à quoi j'ai à peine goûté ? » Cette femme de vingt-huit ans, installée depuis dix ans dans la quiétude, découvrait brusquement l'amour : non plus les facilités du désir, ni l'affection heureuse qui la portait vers son mari, mais l'amer, le morne cortège de la passion, soif désert et désolation où tout ne sera plus que mirage et mensonge.

Elle quitta la fenêtre, alluma une cigarette d'une main tremblante. Quand elle revint, le vieux couple était rentré, il était plus de minuit, une à une les lumières s'éteignaient.

« J'ai rompu, il faut toujours en revenir là, si je dois souffrir, au moins j'aurai fait mon devoir. Gaston m'a-t-il jamais demandé de l'aimer ? Mais il ne prévoyait pas que j'aimerais ailleurs. Il ne suffit pas que j'aie le malheur d'aimer, encore suis-je coupable envers lui du seul fait que j'aime. Ah ! si j'étais libre de mon choix, c'est à lui qu'il irait ! N'ai-je pas failli l'aimer au début de notre mariage ? Quoi, cela est vrai, j'ai bien failli l'aimer ! » Cette idée l'acheva : « J'avais donc à ma portée le bonheur tranquille et permis qui eût à la fois comblé mon cœur et satisfait ma conscience, et je l'ai manqué ? » Elle ne vit pas que c'était Auberger qui l'avait fait manquer : il eût fallu lui en vouloir, elle ne se sentait pas d'humeur à lui faire le moindre reproche. Cette nuit, Gaston était un saint.

« Non, je ne puis consentir d'aimer François ; avec mon caractère, jusqu'où n'irais-je pas ? Deux mois d'hypocrisie — cette femme trop honnête appelait hypocrisie sa lutte contre l'amour — m'ont appris de quoi je suis capable et, sous prétexte d'honnêteté, n'irais-je pas briser le cœur du meilleur des hommes et lui avouer ma folie ? Je le connais, il m'ordonnerait de le quitter pour être heureuse. A quoi cela servirait-il ? Je ne pourrais pas être heureuse auprès de François sachant Gaston seul, chaque instant de joie serait doublé de remords. D'un côté, j'aime, sans doute, mais je sens bien que l'affection est plus exigeante que l'amour. » Elle s'attarda longuement sur ce nouvel étonnement, elle n'avait jamais entendu dire qu'une femme pût être plus soucieuse du bonheur de son mari que de celui de son amant. Comme elle ne pensait jamais à l'âge d'Auberger, à quoi lui-même songeait pourtant assez, elle laissa passer sans trop la remarquer la petite idée : il n'a plus si longtemps devant lui, il ne faut pas faire entrer la souffrance dans ce qui lui reste de vie.

Plus si longtemps à cinquante-cinq ans ? Cela peut prêter à sourire. Mais on en sait toujours plus qu'on ne croit, et des tréfonds où dorment les certitudes ignorées montent parfois des avertissements très discrets, petites bulles qui viennent crever en silence à la surface. Gaston Auber-

ger ne pensait jamais à lui que comme à un vieillard, c'est-à-dire un homme proche de la mort ; Julie n'avait jamais imaginé que, si jeune auprès d'un homme déjà âgé, elle pouvait devenir veuve, elle ne voyait pourtant pas son mari vivre encore les vingt ans que les statistiques lui eussent facilement accordés.

Résolue à faire souffrir François plutôt que son mari, Mme Auberger tout soudain ouvrit de grands yeux sur la rue vide et silencieuse : mais enfin, elle était donc bien sûre que François l'aimait ? « Où ai-je pu prendre une telle certitude : il ne me l'a pas dit ! »

Ce fut la débâcle. Elle essaya bien un inutile : « S'il ne m'aime pas, tout est simple, je n'aurai qu'à oublier », rien ne tenait devant la peur terrible de n'être pas aimée. Elle acheva cette nuit cruelle dans la pire des interrogations. L'aube la trouva debout devant la fenêtre ouverte, aspirant l'air frais à grandes goulées. La voiture d'Auberger apparut, elle s'écarta brusquement : « Que va-t-il penser s'il me voit ici, et encore habillée à pareille heure ? » Elle voulut regagner sa chambre, mais ne bougea pas, jusqu'au moment où elle entendit refermer la porte de l'ascenseur. Alors, elle s'élança et, traversant l'appartement comme une folle, alla s'abattre contre Gaston.

Il reçut une femme hors d'elle-même, qui riait et pleurait à la fois et ne savait plus se reprendre. « Allons, allons », disait-il vaguement en lui tapotant le dos. Mais, à travers la stupéfaction, une angoisse profonde se faisait jour. « Ce n'est rien », soufflait-il, peut-être plus pour lui-même que pour Julie. Et, avec un profond étonnement, il dut bien comprendre qu'il allait souffrir.

— Je suis sotte, dit-elle. J'ai lu au lieu de dormir, et puis, le livre finissant mal, j'ai été prise de tristesse, et je suis bien aise de vous voir.

— Vous êtes une enfant, murmura-t-il.

Ils furent se coucher.

Gaston Auberger ne put dormir. En cette femme affolée qui s'était jetée sur sa poitrine, plus les heures passaient, moins il reconnaissait Julie. Ce rire anxieux, cette détresse nerveuse : en face de cette inconnue surgie du quotidien, il eut peur, et sentit trembler le vieil équilibre de son indifférence.

Il fallut bien se poser une curieuse question : « Tiendrais-je plus à ma femme que je ne croyais ? »

Très discrète, une pointe d'angoisse cherchait à l'avertir. Il ne prétendait pas l'entendre, et, s'il tournait autour de la lumière, c'était avec la prudence d'un qui sait qu'on a vite fait de s'y brûler.

Hartog était rentré chez lui assez troublé.

Il essaya de la légèreté : « Me voilà donc sans maîtresse et bien chaste depuis deux mois. Si je fais les comptes de ma vertu, j'ai vécu en ascète. »

— A quoi penses-tu donc ? demanda sa mère étonnée par sa distraction.

— Au XXe siècle, quand la vertu conjugale ne peut plus s'appuyer sur les obligations religieuses ni sur les interdits sociaux, quelles raisons feraient une femme d'esprit refuser de tromper son mari ?

Mme Hartog se mit à rire ; « Si elle n'est pas sotte et qu'elle ne croie pas à l'enfer, je ne vois que l'estime qu'elle a pour lui. »

Les écailles lui tombèrent des yeux : «

— Elle m'aimerait donc ?

Sa mère détourna les yeux de lui : il y avait de l'indiscrétion à observer ce visage dénudé. « Faut-il s'en réjouir ? François aime, oui, il va souffrir et sentir bien fort qu'il existe, ce qui m'a toujours manqué. Mais Julie Auberger et son mari ? Tout cela ne me dit rien qui vaille. Voilà des gens qui vivaient en paix. Mme Auberger vient de se décider pour son mari, c'est François qu'on rejette. »

— Souffres-tu ? demanda-t-elle à brûle-pourpoint. Puis elle rougit : depuis un mois elle feignait ne se douter de rien, cette question maladroite avouait ses perspicacités. Mais François souriait, il l'embrassa très tendrement avant de monter travailler.

⁂

Des jours difficiles commençaient.

C'est qu'on s'établissait dans l'amitié. Rencontres fréquentes, longues conversations entre Auberger et François, intérêt croissant de Mme Hartog et de Julie l'une pour l'autre, et pour satisfaire la curiosité de Louise, dîner chez les Auberger réunissant Lepage et Hartog : tout un petit mécanisme de relations s'était ébranlé, qui, désormais, suivait son propre mouvement et la politesse imposait ses lois, qui ne sont pas toujours celles de la prudence. La sagesse eût été, sans doute, au lendemain de la rupture avec Hartog, de dire à Auberger : « Je ne veux plus le voir. » Mais c'était un aveu et Julie craignait peut-être moins l'aveu que de priver son mari d'une amitié qui le charmait. Dès lors que Lepage, Hartog et Auberger s'installaient dans l'habitude de se rencontrer, « Je ne veux plus le voir » était absolument impossible, c'était crier l'inavouable sur tous les toits. Oh ! cette révélation toute relative eût été accueillie avec le respect compatissant qu'elle méritait, mais, enfin, si peu habituée qu'elle soit à vivre selon des sentiments de conventions, il y a des choses qu'une femme évite tant qu'elle peut.

Tant qu'elle peut, car il est bien évident que Mme Hartog savait déjà tout, et que Louise, fine et amoureuse de Julie comme elle l'était, ne tarderait pas à comprendre. Elle ne mit d'ailleurs que quinze jours à s'étonner :

— Je ne te reconnais plus. Toi qui vivais si facilement, tu deviens inquiète. Aimerais-tu ?

— Non, dit Julie d'une voix si morne qu'il ne restait à son amie qu'à chercher comment s'appelait ce « non » là.

Ces traits tirés, cette robe de huit jours n'échappaient pas à Auberger. Ce sont ces petites choses de la vie quotidienne qui trahissent le mieux, on ne se méfie pas assez : pour le reste, Julie arrivait fort bien à mimer la gaîté quand elle était seule avec lui. Un salutaire aveuglement le retenait encore au bord de l'évidence. Tenaillé pourtant par une sourde angoisse, tantôt : « Je me porte mal, j'ai des étouffements », tantôt : « Je suis inquiet, Julie a bien mauvaise mine, il faudrait qu'elle voie un médecin. » Enfin, il en était à ce moment où le malaise, déjà bien net, n'indique pas encore ses origines.

« Il est dans la nature des situations qu'elles évoluent », se disait avec appréhension Mme Hartog qui se demandait ce qui adviendrait de celle-ci.

Cependant que, à Ansieux, Alberte n'osait pas briser un mariage qui lui paraissait insensé. Elle avait vu au fond de soi. Elle voulut savoir à quel point Louis Fleurier tenait à elle, et découvrit avec un certain étonnement qu'il l'aimait. Cela semble naïf ; mais elle avait choisi cet homme avec si peu de passion qu'elle n'avait pas songé qu'il pût y en avoir chez lui. Elle n'osait ni rompre ni l'épouser. Dans une telle indécision, la force des choses ne pouvait que l'entraîner, et la force des choses était de se rendre à l'autel le jour fixé.

Mme Lepage allait à Ansieux pour lui servir de témoin. Alberte s'excusa auprès de Julie de ne la convier point, mais, Fleurier ayant perdu sa mère assez récemment, la cérémonie se ferait dans l'intimité. Signant avec des formules très amicales, elle s'étonna de les sentir à ce point sincères : « Ne serait-il pas plus naturel que je sois jalouse ? Peut-être en ce moment est-elle heureuse avec François ! » L'amour avait tant manqué à cette fille qu'elle ne savait souhaiter aux autres que du bonheur.

Elle avait cru que les premiers moments de l'intimité lui seraient affreusement pénibles. C'était compter sans sa bonté naturelle. La surprise de voir ce calme médecin de campagne se changer en amant comblé occupa profondément son cœur. Elle en conçut pour soi-même un certain respect. Enfin, si Mlle Orval — qu'il faudra désormais nommer Mme Fleurier — ne trouva pas le bonheur, une sérénité inespérée la récompensa pourtant de sa longue patience.

Julie surveillait en soi-même les progrès de l'oubli : croyait-elle avoir passé une heure sans songer à Hartog, elle se tirait des salves d'honneur jusqu'au moment où : « Voilà vingt minutes que je me félicite de l'avoir oublié pendant une petite heure !... » Et elle sombrait. Parfois, prise de révolte, elle haïssait Hartog et le traitait de sot pour l'idée stupide de voir les photos de Morfonds.

On n'a pas encore trouvé le moyen de désaimer à volonté, Julie se

désolait de n'y pas réussir mieux que tant d'autres. Sa seule consolation était dans l'idée que ces tourments-là finissent forcément. « D'ici un an, je regarderai François Hartog avec étonnement, je me dirai : « Quoi ! voilà l'homme qui m'a tant agitée ! » Cette réflexion lui donnait toujours un quart d'heure de paix, qu'elle employait à se montrer charmante envers son mari. Au plus secret de soi-même, elle doutait absolument qu'il fût possible de porter sur François ce regard étonné.

En attendant d'y venir, elle n'en osait d'ailleurs aucun autre. Respectueux des raisons qui éloignaient de lui une femme qu'il estimait, Hartog s'obligeait à une discrétion absolue, qu'il croyait atteindre quand, sur dix fois qu'il avait envie de la regarder, il ne s'en accordait qu'une : c'était assez pour que Julie ne se sentît pas quittée des yeux. Il croyait ses regards inexpressifs, chacun rappelait à Mme Auberger qu'elle était aimée, et lui rendait ainsi la lutte plus difficile.

Mme Lepage, qui aimait danser, entraîna un soir le petit groupe dans l'établissement en vogue : il fallut bien que François Hartog fît danser Mme Auberger. Mais il y avait foule, il était impossible de se tenir éloignés l'un de l'autre et pendant dix minutes, François ne put se dérober au contact léger d'un corps qu'il avait serré de plus près. Passant près d'eux, et apercevant ces visages figés, clos sur un insoutenable émoi, Louise se dit : « Mais ?... » et comprit tout. « Auberger ne peut voir cela », pensa-t-elle en éclair.

Avec le premier beau temps, il vint à Julie une de ces violentes envies de campagne qui révèlent les gens épris exclusivement de la ville. On n'avait plus été à Verteuil depuis un mois, les affaires d'Auberger le retenant à Bruxelles. C'était un dimanche, Mme Hartog et François déjeunaient rue Bosquet : « Eh bien, allons nous promener », dirent-ils. Un très beau ciel, de ce bleu acide propre aux printemps nordiques, engageait d'ailleurs à quitter la ville, et Julie, avertie par les remarques de Louise, avait enfin changé de robe : l'habit fait le moine, sa toilette étant neuve et gaie, Mme Auberger se croyait moins triste. Mais où irait-on ? Les promenades autour de Bruxelles n'abondent pas, une fois bien connue la forêt de Soignes. On se décida pour Waterloo.

L'air était léger, le soleil avait de l'esprit et Mme Lepage, huit jours plus tôt, révélait à Julie les tranquillisants, cette bénédiction de la médecine moderne. La gaîté du jour pénétra cette fille insensible depuis un mois à tout ce qui n'était pas son angoisse. Elle eut envie de courir, se retint un moment : « Je suis une respectable femme mariée, voyons ! » puis s'élança sous prétexte d'attraper un lapin imaginaire, revint rougissante, éclata de rire, enfin, elle eut un accès d'adolescence. Vers quatre heures, le grand air ayant creusé l'appétit de ces citadins on fut manger des tartines de fromage blanc sous une tonnelle, puis on repartit le long

de sentiers inconnus avec l'espoir de se perdre dans la campagne, ce qui, à Waterloo, est pure illusion.

La lumière s'adoucissait.

— Il est curieux, disait Auberger à Mme Hartog, qu'en si peu de temps il me semble vous connaître depuis si longtemps.

— Sans doute est-ce que nous sommes moins différents qu'il ne paraît d'abord.

— Ne trouvez-vous pas qu'il y a une sorte de ressemblance entre Julie et François, disait Auberger en les regardant marcher, tous deux bruns, élancés, on les prendrait facilement pour frère et sœur.

— Je ne trouve pas, répondit calmement Mme Hartog qui parla d'autre chose.

Epouvantée, elle aurait voulu crier à François et Julie : « Ne soyez donc pas si indécemment heureux. » Elle essaya de distraire Auberger de ce spectacle qui n'était pas fait pour lui et se mit à parler. Pour une femme qui préférait toujours écouter, c'était une épreuve difficile, et, ne sachant très vite plus que dire, elle tomba sur l'unique sujet dont, si pudeur et bienséance ne s'en mêlaient, on pourrait discourir sans cesse : soi-même. Elle s'entendit avec le plus parfait déplaisir parler de son court mariage, de la façon dont elle avait usé de l'amour et eût, de dégoût, envoyé son fils et ses passions au diable s'il n'eût été bien visible qu'Auberger l'écoutait avec un extrême intérêt. « Il n'y pense plus », se dit-elle. « Comme je me reconnais », pensait-il. N'était Julie...

N'était Julie ?...

Il s'arrêta net. Mme Hartog le regarda, fut effrayée, par sa pâleur. Elle tendit la main, comme pour le soutenir. « Ce n'est rien, ce n'est rien, murmura-t-il, un léger malaise... »

Cette nuit-là, Julie, affolée, fit venir un médecin. Des piqûres faites à la hâte soulagèrent son mari. Quand, rassuré, et ayant laissé de nombreuses instructions, le docteur Rogier fut sorti :

— Vous aimez François, dit en souriant Auberger à sa femme.

JACQUELINE HARPMAN

(*La fin dans le prochain numéro.*)

LE MARIAGE DE STÉPHANE MALLARMÉ

d'après sa correspondance (1862-1863)

recueillie et anotée par Henri MONDOR et Jean-Pierre RICHARD.

Henri Mondor a bien voulu réserver aux lecteurs de la Revue de Paris *la primeur d'importantes lettres de Mallarmé. Ces précieux documents évoquent le mariage du poète. Il est superflu de rappeler que le professeur Henri Mondor est le grand spécialiste de Mallarmé à qui il a consacré douze ouvrages qui ont profondément renouvelé la connaissance que l'on pouvait avoir du poète. En collaboration avec notre regretté collaborateur G. Jean Aubry il a assuré dans la collection de la Pléiade la magistrale édition des Œuvres Complètes de Mallarmé. Jean-Pierre Richard est l'auteur de* Littérature et Sensation *et* Poésie et Profondeur, *deux pénétrants essais parus au* Seuil. *Le plus grand nombre des lettres et des notes qu'on va lire ne sont publiées ici que fragmentairement. Avec la bienveillante autorisation du professeur Mondor, nous n'avons retenu, sauf dans les premières lettres, que les passages concernant Marie Gherard.* (N.D.L.R.)

A Henri Cazalis [1]

Sens, 5 mai 1862.

... Je sors à peine d'une série de jours brumeux et stériles, et mon premier sourire est à vous. L'exclamation de M. Prudhomme, ce sabre est le plus beau jour de ma vie, m'avait toujours paru infiniment grotesque : voilà quinze jours que je la trouve fort naturelle, pour ne pas

1. Henri Cazalis, en poésie Jean Lahor.

— Ci-dessus Mallarmé à trente-quatre ans, par Manet (Photo Giraudon).

dire mieux ; car, si ce ne fut ma première parole, en voyant Emmanuel [1] tirer de sa malle ce journal espéré, ce fut du moins ma première et sincère pensée : « Ce *Boulevard* [2] est un des plus beaux jours de ma vie !... »

Que vous serez désillusionné quand vous verrez cet individu maussade qui reste des journées entières la tête sur le marbre de la cheminée, sans penser : ridicule Hamlet [3] qui ne peut se rendre compte de son affaissement. Je sais d'avance que ma surprise, éveillée il y a longtemps par le portrait que m'a fait de vous Emmanuel, changée en admiration fraternelle à la lecture d'une certaine Lettre imprimée par l'éditeur des *Misérables* [4], grandira de jour en jour quand je verrai de mes propres yeux tout ce qu'il y a d'acquis et de généreux en vous...

A Henri Cazalis.

Sens, samedi 24 mai 1862.

Cazalis venait de confier à Mallarmé la naissance de son amour pour Ettie (Juliette) Yapp, jeune Anglaise de ses amies.

Je te dirai que je ne crois à un amour sérieux et véritable que quand il est consacré par le temps qui fait crouler bien des entablements sur la tête de leurs cariatides.

Jusqu'ici donc, bien que tu jettes feu et flammes, je considère ta passion comme une amourette. Mais cela ne la diminue en rien dans ma pensée. Le bonheur est fait d'amourettes, comme d'amours ; donc, je te dis ce que je dirai toujours à un ami que je verrai prêt à goûter des impressions nouvelles. « Bois le plus possible, on n'est heureux que lorsqu'on est fou, c'est-à-dire gris. » L'homme est né curieux et doit l'être à jamais. Il ne faut jamais laisser passer l'occasion. Ce n'est que de cette façon qu'on *vit*. De la sorte, un cœur extrêmement fané peut avoir un amour virginal, un cœur vierge peut apprendre ce que c'est qu'être blasé. *Apprendre* et *jouir, tout est là.* Jouir, moralement pour les uns, et pour ceux qui ne savent pas, physiquement. Donc, aime Ettie, et laisse-toi aller à la dérive.

Le fait est que les Anglaises sont d'adorables filles. Cette blondeur douce ; ces gouttes du lac Léman, enchâssées dans de la candeur et qu'elles veulent bien appeler leurs yeux, comme les autres femmes ; cette taille

1. Emmanuel Des Essarts (1839-1909), fils d'Alfred Des Essarts, avait, en octobre 1861, à sa sortie de l'Ecole Normale, été nommé professeur de seconde à Sens. Il s'y était pris d'amitié pour Mallarmé qu'il allait bientôt présenter à ses amis parisiens. C'est par E. Des Essarts que Mallarmé fut familiarisé avec la vie littéraire et avec deux tribunes : celle du *Papillon*, où régnait une belle directrice, Olympe Audouard, et celle du *Sénonais*.

2. *Le Boulevard* avait publié, le 20 avril, un article de Baudelaire sur *Les Misérables*.

3. Première allusion au héros de Shakespeare, l'adjectif rappelant un des premiers états du *Guignon*.

4. *Les Misérables*, édités par Lacroix, avaient paru chez Pagnerre le 3 avril 1862. Nous ne savons pas quelle est la lettre à laquelle Mallarmé fait ici allusion.

si harmonieusement grecque : non pas une taille d'abeille prétentieuse, mais une taille d'ange qui reploierait ses ailes sous son corsage !

Donc, aime Ettie, et laisse-toi aller à la dérive. Ah ! quel charmant souvenir je conserve aussi de notre délicieuse partie [1] ! Cela me semble déjà lointain hélas ! et comme vague. Si Henri [2] ne les eût écrasées de son talon, les fraises se confondraient avec les lèvres en une nuance rose et pourpre ; et tout se mêlerait ainsi en demi-teintes, déjà. Cette ville de Sens est si triste, tout ce qui y passe devient gris !

Ah ! courses vagabondes de rocher en rocher ! voiture où l'on était dix ! chênes ! pervenches ! soleil aux yeux, au cœur, sans qu'il en ait au ciel ! et *scie* [3] à trente-deux dents ! — blanches. *All is over,* comme dit Byron. Ettie te traduira cela.

Tu me dis que j'ai plu à ces dames et j'en suis charmé. Mlle Nina [4] m'a demandé des vers, je lui en envoie, c'est un sonnet Louis XV [5]. Tu me demandes un sonnet, je t'en envoie deux : tu choisiras, l'autre sera pour Henri. Il lui faut un souvenir de moi. Je veux quelque chose de lui : il me dessinera, il m'ébauchera ce qu'il voudra quand il aura le temps. Est-il charmant ! je lui écrirai bientôt. Dis-lui bien qu'il ne voie dans mes vers qu'un souvenir : autrement ce serait fatuité, non amitié de ma part. Je suis Pylade et non Trissotin. J'avais envie pour qu'il comprît bien mon intention de retrancher un pied à chaque vers.

A Henri Cazalis.

Sens, 4 juin 1862.

J'interromps un moment mon article sur Leconte de Lisle [6], cher ami, pour t'écrire vingt lignes. Et d'abord sais-tu que tu es toujours un fou ? Cela me rend jaloux.

1. Le 11 mai, Mallarmé avait fait avec ses amis une longue et joyeuse promenade en forêt de Fontainebleau.

2. Henri Regnault, le célèbre peintre qui devait mourir au combat de Buzenval le 19 janvier 1871.

3. Chanson écrite en collaboration par Mallarmé et Des Essarts pour commémorer la journée de Fontainebleau et intitulée *Le Carrefour des Demoiselles* ou *L'Absence du lancier* ou *Le Triomphe de la prévoyance.*

4. Nina, née Anne-Marie Gaillard (1843), qui allait, après son mariage, devenir Nina de Callias, puis Nina de Villard, fille d'un avocat lyonnais, sera l'amie et la muse des jeunes poètes parnassiens qu'elle réunira dans son célèbre salon de la rue Chaptal, puis rue des Moines, rue de Londres et de Turin. Gaie, bohème, excentrique, Nina de Villard, « l'admirable Nina, nature d'artiste que son feu dévora » (Verlaine) fut aussi poétesse et participa au *Premier Parnasse contemporain.* Elle mourut en 1884.

5. Il s'agit sans doute du *Placet* (devenu en 1887 *Placet futile*), qui avait déjà été publié le 25 février 1862 dans *Le Papillon.*

6. Cet article n'a jamais été retrouvé jusqu'ici. Il en sera plusieurs fois question dans les lettres d'Emmanuel Des Essarts.

Hélas ! tu sais combien je fus ravi de Fontainebleau et, par cela, tu devines comme Chaville m'enchanterait. Mais, pauvre hanneton, j'ai un fil à la patte : encore si c'était, comme toi, un cheveu d'or d'Ettie.

Je le crois plutôt arraché à la perruque rousse d'Harpagon.

Voici. Mon pauvre père [1] est fort malade depuis longtemps, et, comme il ne sait plus guère le prix de l'argent, et me donnerait mille francs comme dix sous, j'ai une certaine pudeur qui fait que pour rien au monde je ne lui tendrais la main...

Du reste, la bourse est dans le secrétaire de ma belle-mère, assez jeune femme, qui n'a jamais compris ce que c'est qu'un jeune homme et n'a qu'un mot affreux sur les lèvres : Economie.

Or, comme j'ai toujours peur de lui voir cracher cette souris rouge, je ne lui parle que fort rarement.

Voilà comme je vis en famille. Emmanuel, du reste, a pu t'en parler jusqu'ici.

Oui, si je disais que j'ai besoin de courses vagabondes et d'air, elle me répondrait infailliblement : le jardin a des allées, et, quant à l'air, nous respirons ici le plus sain qu'on puisse humer à Sens.

C'est, en partie, pour échapper à cet intérieur mesquin et étouffant que je donnerai un coup d'aile jusqu'à Londres, en janvier.

Ici, je mène une espèce d'existence assez curieuse : regardé par tous comme un prodigue et honoré comme si j'avais trois maîtresses, moi qui n'ai jamais un sou dans ma poche et qui ne couche même pas avec ma bonne. Je suis un bohème doré.

Donc, je te prie de ne compter mie sur moi, dimanche : j'en pleurerais si j'avais des larmes !

Tu m'excuseras de ton mieux, n'est-ce pas ?

.. ..

Ah ! certes, si ce n'était pas pour ne pas laisser Emmanuel seul dans ce désert qui s'appelle Sens, pour te voir aux vacances prochaines, pour vous que j'aime, je partirais dès aujourd'hui en Angleterre.

1. Faisons le point de la situation de Mallarmé. Son père, Numa Mallarmé, appartenait à l'administration de l'Enregistrement. Sa femme, née Desmolins, était morte en 1847. Cinq ans plus tard, Numa Mallarmé s'était remarié avec Anne Mathieu. Stéphane Mallarmé, qui avait commencé ses études à Paris, était entré comme pensionnaire en 1856 au lycée de Sens. En 1860, le jeune Mallarmé travaillait comme surnuméraire chez un receveur de cette ville. Il écrivait déjà des poèmes. En 1862, il publia son premier article dans la revue *Le Papillon*, revue qui la même année faisait paraître un poème de lui.

Au cours de cette même année 1862, Mallarmé, dans une de ses lettres, informe son grand-père, M. Desmolins, qu'il a décidé de devenir professeur d'anglais. Le proviseur du lycée de Sens lui conseille d'aller passer une année en Angleterre comme professeur de français. Il se propose, à son retour, de passer sa licence et de devenir professeur dans un lycée. Sans plus attendre, il prend lui-même des leçons d'anglais avec le professeur d'anglais de Sens et fait de nombreux exercices, thèmes et versions.

Cela me peinerait fort de quitter mon pauvre père qui est malade : mais cette maison, quant au reste, me répugne tellement, j'y éprouve à chacun de mes repas silencieux et taciturne un tel malaise, j'y souffre d'une économie si sordide, moi qui ai pourtant quelques mille francs, que j'étouffe.

Et ce qu'il y a de fort, c'est que chacun ici me traiterait d'ingrat, s'il m'entendait.

Ma belle-mère paraît un ange aux yeux du monde, et quand il y a quelqu'un au salon : un ange grippe-liard, soit, et ayant le front étoilé d'une pièce de deux sous.

Tout aboutit à la question d'argent : aussi ne puis-je plus souffler mot.

Je suis sûr que si je parlais de l'Alcazar de Tolède ou de l'Al-Ambrah de Séville, elle me répondrait : oui, mais cela a dû coûter cher à construire.

Cette obsession d'économie a un cachet fantastique.

Tout cela est d'autant plus pénible qu'on souffre sans pouvoir prendre son mal au sérieux.

A Marie Gherard [1].

26 juin 1862.

Mademoiselle,

La dame allemande c'est moi, comme vous le pensez et j'ai seul écrit cette lettre. Pardonnez-moi ce tour : hier et avant-hier, sans le savoir et involontairement, vous m'en avez joué qui sont assez jolis.

Avant-hier, je vous croyais anglaise et j'avais écrit, dans le meilleur anglais que je susse, la plus belle lettre qu'on pût rêver : j'ai reconnu mon erreur en vous quittant et j'ai été forcé de tout déchirer.

Voici pour le premier.

Pour le second, il est drôle encore. Sachant que vous deviez revenir dans l'île, je m'y suis promené prudemment une heure ou deux, et pour ne point éveiller l'attention, j'ai dessiné sur un album le clocher de l'église, regardant plus souvent du côté où je comptais vous voir que du côté du clocher — moi qui de ma vie n'avais touché à un crayon.

Mais c'est assez sourire.

Vous avez dû voir à mes fréquentes stations à la porte du lycée et à la manière dont je vous contemplais dimanche à la Cathédrale que vous n'étiez pas sans avoir fait sur moi une impression sérieuse. Si vous avez compris cela, c'est quelque chose déjà, mais ce n'est rien auprès de la vérité.

Voici trois mois que je vous aime violemment, et plusieurs jours que je vous idolâtre plus éperdument encore.

Accueillerez-vous cet amour ?

1. Née en 1840, fille d'un secrétaire de mairie à Camberg (Wurtemberg), Marie Gherard était alors institutrice à Sens dans la famille des Libert des Presles.

Soyez assez charmante pour me répondre avant de brûler cette lettre : si vous consentez à me laisser vous aimer, je serai ivre de joie ; si vous refusez, je serai heureux encore de souffrir pour vous et par vous.

Vous voyez qu'il me faut une réponse, et vous me la donnerez n'est-ce pas ? Demain ? Car je préfère même la tristesse d'un refus à ma vieille espérance qui, à force de se prolonger indéfiniment, est bien voisine du désespoir. Du reste, que vous m'aimiez ou non, vous ne saurez m'empêcher de vous aimer de tout mon cœur, et mélancoliquement.

Adieu, ange : croyez en moi : soyez certaine que tout ce que vous venez de lire est écrit par un homme d'honneur et de cœur et pardonnez-moi de vous adorer.

Du reste qui est coupable de mon amour ? C'est vous, ô charmante, et ce sont ces yeux sur lesquels je dépose d'avance un baiser plein d'espoir — ces yeux qui me souriront demain n'est-ce pas ?

A vous, à jamais.

S. M.

Si vous ne pouvez pas me remettre à quatre heures ces quelques mots qui seront ma sentence, mettez-les ce soir à la poste, avec cette adresse : Monsieur S. M., poste restante, Sens. Je prendrai la lettre demain ; je vous verrai à la procession de Saint-Pierre et à celle du faubourg d'Yonne.

A Marie Gherard.

Sans date [juillet 1862].

Mademoiselle,

Voici plusieurs jours que je vous ai vue.

A mesure qu'une larme tombait de mes yeux, il était doux à ma tristesse que je prisse une feuille de papier et que je m'efforçasse d'y traduire ce que cette larme contenait d'amertume, d'angoisse, d'amour, et, je le dirai franchement, d'espérance.

Aujourd'hui, elles ne sont plus faites que de désespoir.

Ces lettres, je les gardais et je les entassais chaque matin, pensant vous les remettre et osant croire, non pas que vous les liriez toutes, mais simplement que vous jetteriez les yeux au hasard sur quelques phrases, et que de ces quelques phrases monterait à vous cette clarté qui vous enivre et qu'on refuse lorsqu'on est aimé.

Ce rayon devait faire ouvrir en votre cœur la fleur bleue mystérieuse, et le parfum qui naîtrait de cet épanouissement, espérais-je, ne serait pas ingrat.

Je le respirerais.

On l'appelle amour, ce parfum.

Aujourd'hui, la désillusion est presque venue et j'ai brûlé ces lettres

qui étaient les mémoires d'un cœur. Du reste, elles étaient trop nombreuses, et cela vous eût fait rire de voir que je vous aimais tant.

Je les remplace ces sourires et ces soupirs par ce papier banal et vague que je vous remettrai je ne sais quand et Dieu sait où. Toute la gamme de ma passion ne sera pas scrupuleusement notée, comme elle l'était : je me contenterai d'écrire ici les phrases qui sont toute son harmonie : « Je t'aime. Je t'adore. Je t'idolâtre. »

Pardonnez-moi, ô ma reine, de vous avoir tutoyée dans cette litanie extatique. C'est que, voyez-vous, je suis comme fou et égaré depuis quelques jours. Quand une flèche se plante dans une porte, la porte vibre longtemps après : un trait d'or m'a frappé, et je tremble, éperdu. Retirez-le ou enfoncez-le plus avant, mais ne vous amusez pas à en fouiller mon cœur. Dites oui ou non, mais parlez. Répondez. Cela vous amuse donc bien de me faire souffrir ? Je pleure, je me lamente, je désespère. Pourquoi cette sévérité ? Est-ce un crime de vous aimer ? Vous êtes adorable et vous voulez qu'on vous trouve détestable, car il faudrait vous trouver détestable pour ne pas vous aimer — vous qui êtes un regard divin et un sourire céleste !

Vous êtes punie d'être un ange : je vous aime. Pour me punir à mon tour de vous aimer, il faudrait n'être plus un ange, et vous ne le pouvez pas. Donc laissez-moi vous contempler et vous adorer — et espérer.

Adieu, je vous embrasse avec des larmes dans les yeux : séchez-les avec un baiser ou un sourire au moins...

J'irai encore vous voir au lycée : je suis heureux de vous voir, même de loin ; il me semble, quand vous tournez la rue, que je vois un fantôme de lumière et tout rayonne [1]...

A Marie Gherard.

Sans date [juillet 1862].

Mon adorable adorée,

Quand vous m'évitiez tout à l'heure dans la rue, je lisais ces mots, dans l'œuvre nouvelle d'Hugo : « Vous qui souffrez parce que vous aimez, aimez plus encore [2]... »

Je souffre et je vous adore.

— Seulement, — vous allez en rire n'est-ce pas, car c'est fort drôle en effet, — je souffre maintenant sans espoir.

1. Dans *Apparition*, qui ne paraîtra que vingt ans après sa composition :

....
J'errais donc, l'œil rivé, sur le pavé vieilli
Quand avec du soleil aux cheveux, dans la rue
Et dans le soir, tu m'es en riant apparue
Et j'ai cru voir la fée au chapeau de clarté...

2. *Les Misérables*, « Un cœur sous une pierre » (Ed. de la Pléiade, IV, livre 5, chapitre V, p. 978).

Je suis désespéré.

Il est vrai que je ne suis point découragé.

Non, car j'ai encore, du fond de mon abattement, le courage de vous demander : « Que vous ai-je fait, pour me torturer de la sorte ? » Je vous ai aimée.

C'est donc un grand crime de vous comprendre. Et comment vous comprendre sans vous aimer ? Il fallait ne pas être l'ange que vous êtes, ne point avoir le sourire dont vous souriez. Vous deviez bien savoir qu'on n'est pas céleste impunément et qu'une enchanteresse enchante !

Vous me détestez de vous contempler avec amour, et pourtant, ces soupirs vous ont-ils jamais fait verser une larme ?

Si je vous haïssais, moi, pour me faire pleurer depuis huit jours, ne serait-ce pas mon droit ?

Vous voyez qu'au contraire je n'ai de regards et de pensées que pour vous.

Oui, vous me fuyez, je le vois.

Ecrivez-moi pourquoi, je le veux : il est injuste de martyriser quelqu'un sans lui démontrer qu'il est coupable.

J'attends ma sentence.

A Henri Cazalis.

Sens, 4 *et* 5 *août* 1862.

Mio povero, tu demandes pourquoi je ne t'écris pas, et si je ne t'en veux pas. Voilà une naïveté. Je ne t'écris pas parce que depuis quelques jours l'encre et la plume me sont devenues singulièrement odieuses. Je ne sais pourquoi.

Le fait est depuis une quinzaine que je cours partout comme un fou et que j'ai horreur de ma chambre où je ne viens que pour me jeter sur mon fauteuil et rêver.

Tu sais que je suis un maladroit et que je me suis pris à un piège que j'avais tendu dans une touffe d'herbe du tendre. Voici. J'avais remarqué une jeune fille assez jolie, distinguée, triste. Elle est Allemande, et gouvernante dans une riche famille d'ici. Il y a de cela six semaines. Elle m'attirait, je ne sais comment, j'ai commencé une cour acharnée. Refus, fuites, épouvantes, rougeurs de sa part : ténacité de la mienne. Enfin, voici quelques jours qu'elle se radoucit et je commence à entrer dans sa vie. Comme toutes les gouvernantes et institutrices, qui sont toujours déclassées, elle a un charme mélancolique qui produisit son effet sur moi, si bien que j'en devins quelque peu amoureux.

Quand je vis cela, j'essayai de lutter, pressentant mille ennuis : sa position que je pouvais briser, car elle dépend tout entière de sa conduite, l'espionnage des petites villes, le temps perdu. La lutte ne fait qu'aiguillonner.

Elle est triste ici, et s'ennuie. Je suis triste et m'ennuie. De nos deux mélancolies nous pourrons peut-être faire un bonheur. Il ne serait pas étonnant qu'elle commençât un peu à m'aimer : à coup sûr, je suis déjà entré dans sa vie. C'est peut-être une sottise que je fais là. Mais non. Je serai moins seul en vacances.

Il est inutile de te dire que, dussé-je voler sur la grande route, je te verrai ces vacances à Paris. J'irai probablement passer huit jours près de vous et huit jours à Versailles.

A Emmanuel des Essarts.

23 *août* 1862.

Pour moi, je savoure maintenant mon ivresse. Je suis certain que ma douce Marie m'adore et ne vit que pour moi. Donc, plus d'inquiétude. Cette semaine a été malheureuse. Deux ou trois baisers des lèvres, mais beaucoup du cœur. Je travaille tranquillement pendant qu'elle me regarde de son petit cadre en chêne sculpté qui ne quitte pas ma table.

La pluie, Mme Libert Des Presles qui boude M. Libert Des Presles, ce qui fait qu'ils ne se promènent plus ensemble depuis deux jours, l'esclavage de Marie, tout cela nous a empêchés de beaucoup nous voir ces jours-ci.

Les myosotis que je lui ai donnés pour sa fête — il y a huit jours — s'épanouissent et montent chaque jour, loin de se faner. C'est charmant de leur part.

A Henri Cazalis.

Sens, 25 septembre 1862 [1].

Mon bon Henri,

J'aurais dû, je le sais, te répondre il y a huit jours, mais je ne sais plus faire autre chose que penser à Marie. D'abord, elle était à la campagne, et j'étais comme un corps sans âme ; je n'aurais pas eu le courage de soulever une plume. Depuis, elle est revenue, et je suis tellement à elle, cœur et tête, que cela me semble presque une impiété que de prendre dans mon bureau une feuille de papier qui ne sera pas remplie à son intention. Je crois lui voler un temps qui lui appartient. Toutefois, comme notre amitié est sœur de mon amour, causons longuement aujourd'hui, cher am...oureux.

Je relis encore ta lettre qu'illumine le souvenir d'un si beau Rêve !

J'ai bien pensé à toi, va, pendant ton voyage, et, plus d'une fois, en tirant ma montre, je me suis dit : « Il arrive !... »

1. Rappelons que c'est dix jours avant cette lettre qu'avait paru, dans *L'Artiste*, le manifeste courageux, *Hérésies artistiques : L'Art pour tous*, retrouvé par E. Noulet.

Quel Rêve ! quel rêve, cher Cazalis ! et que la réalité doit être pénible maintenant. Je suis sûr que tu ne peux croire que tu l'as vue comme, avant, tu n'osais croire que tu la verrais !

Je connais cela.

Et elle a toujours été la même ? Neige, hermine, plume de cygne — toutes les blancheurs.

Malheureux ! comment peux-tu maintenant griffonner dans une étude et respirer l'odeur nauséabonde du papier timbré !...

Peut-être, cependant, cela t'est-il bon, en t'empêchant de penser et, par suite, d'être malheureux ?

Oh ! les voyages ! les voyages !

Voici plusieurs jours que pour poème unique je lis un Indicateur des Chemins de Fer ! Si tu savais quelles jouissances exquises je goûte à voir ces chiffres alignés comme des vers ! Et ces noms divins qui sont mon horizon bleu : Cologne, Mayence, Wiesbaden. C'est là que je voudrais m'envoler avec ma douce sœur Marie. La Prusse, l'Allemagne, l'Autriche, tout cela se confond dans mon désir et ces stations allemandes ont pour moi un parfum indicible.

Allons-nous-en par l'Autriche !
Nous aurons l'aube à nos fronts ;
Je serai grand, et toi riche,
Puisque nous nous aimerons.

Oui, je passe des heures sur ce papier captivant. Il y a parfois de gros chiffres soulignés qui éclatent avec le bruit hâtif des locomotives passant sur les disques de bois des gares — et des noms en grandes lettres qui sont des « Qu'il mourût ! »

Je suis fou, n'est-ce pas ? la preuve, c'est que je vais faire un *poème en prose* sur les projets de voyage [1].

Oh ! ma pauvre Marie, je l'aime tant ! Je la respecte tant, surtout, et je la plains !

Nous avons été bien malheureux pendant les quinze jours que nous avons passés loin l'un de l'autre. Que dis-je ? Quinze jours, trois semaines, car elle n'est revenue à Sens que huit jours après moi. Comme elle a pleuré quand elle m'a revu et nous sommes restés cinq bonnes minutes, le soir, elle pleurant, moi baisant ses larmes — sans nous dire un mot. Je sais un ange. Il s'appelle Marie. — Est-ce *il* ou *elle* qu'il faut dire ? Voilà une grande question grammaticale qui m'absorbe depuis ce matin.

J'ai été consulter une bohémienne, lundi. Elle m'a vraiment dit des choses extraordinaires. J'y crois presque.

1. Simple projet ou texte non retrouvé ?

A Henri Cazalis.

Sans date.

... Pour moi, son galbe est tellement bien incrusté dans mon cœur, qu'un autre que je jugerais plus beau comme artiste, ne saurait y trouver la moindre place.

Comprends-tu, c'est ténu comme un cheveu, tout cela. Donc, pour moi, elle est belle. Je suppose qu'elle le fût aux yeux de tous également ; puisqu'elle l'est à mes yeux, je n'en serais pas plus avancé. Croit-il [1] que c'est cela qui m'empêcherait un jour d'arriver à la satiété ? Croit-il que si j'avais une femme d'une beauté éolienne ou séraphique, il ne viendrait pas cependant un jour où je serais las ? On se lasse aussi vite d'un beau corps que d'une belle âme, plus vite même. Il faut, me dit-il, procéder par comparaison. D'abord cela est bon à dire avant qu'on aime ; pas, pendant. J'admets que j'aie une femme superbe. Dans deux ans, j'en rencontrerai bien une plus belle. Si je procède par comparaison, je suivrai cette seconde — surtout, si je n'ai pas aimé la première comme j'aime Marie. Et qui me dit qu'après Marie j'aimerai encore ? Prenez la plus belle femme ; comme la beauté absolue n'est pas de ce monde, un jour viendra toujours où vous sentirez un vide. Ce vide, vous le sentirez moins, si, vous avez comblé la distance qui sépare la beauté de votre femme et la beauté rêvée, avec de l'amour sain et noble. Or, qu'importe que cette distance soit plus ou moins grande, quand votre amour est assez vaste pour la remplir ?

Voilà donc l'argument de la beauté physique réfuté — subtilement, mais tu es assez Allemand pour suivre cela.

Autre raison. — Elle n'est pas à ma hauteur.

Hauteur morale ? Si. Elle est plus élevée que moi, même. Elle est moins *perverse*. Tu connais le don de la perversité ? Tu sais certains vers qu'il m'a inspirés ! Marie est droite, pure, loyale, noble et dévouée. Cela est rare par ce siècle de lorettes de quatorze ans et de bracelets faits avec des louis.

Hauteur artistique ? Non, et je l'en félicite. Je serais jaloux s'il en était autrement. Qui l'y aurait amenée ? Un autre. — Elle-même ? Alors, n'ayant pas eu de direction, ce serait une pimbêche entichée de mille idées fausses, une artiste de pensionnat, ou une artiste à la Bovary, farcie de romans sales.

Quand Froment Meurice voulait ciseler une Diane ou une Hébé, allait-il chez un horloger chercher un sujet de pendule en zinc pour y tailler la divine nudité qu'il rêvait ? Non, il prenait un lingot pur, or ou argent, et, au lieu de perfectionner en Diane ou en Hébé une statuette grotesque ou niaise, œuvre d'un sot, il *faisait* une déesse.

Ce bloc d'or pur, c'est Marie. Elle est aussi intelligente qu'une femme

1. Emmanuel Des Essarts.

peut l'être sans être un monstre. C'est moi qui la ferais artiste. A qui, du reste, est dévolu ce doux enseignement ? au mari. Ce n'est pas avec des leçons qu'on forge une âme d'artiste ; il faut la chauffer, la chauffer, toujours et doucement. Si la femme que vous prenez n'est artiste que grâce à son maître de belles-lettres, c'est un bas-bleu. Si elle ne l'est pas elle-même, c'est une pédante à préjugés. Si elle l'est sérieusement, elle n'est éclose que sous les baisers d'un être aimé. Dans ce dernier cas, j'aime autant qu'elle m'attende pour éclore, et que l'être aimé soit moi.

Après deux ans passés avec moi, Marie sera mon reflet.

Et j'aurai eu le bonheur ineffable de la faire épanouir jour par jour et de savourer ses...

Tout cela, mon bon Henri, je ne le dirais pas à Emmanuel, parce qu'il est français, et je te le dis à toi parce que tu es un peu allemand.

Emmanuel, qui a beaucoup vécu, n'a pas l'air jusqu'ici de prendre cet amour-là au sérieux, parce qu'il pense qu'on ne peut avoir une grande passion qu'après avoir eu plusieurs autres amours, et qu'il faut procéder par comparaison.

Je ne sens point de cette façon.

Ce que j'ai au cœur, je ne le raisonne pas ; j'aime mieux pleurer, souvent. J'admets que pour tout autre, elle ne soit pas très jolie, que ce ne soit pas une grande âme d'artiste — quoiqu'elle ait un grand charme sympathique répandu sur son visage et une intelligence très délicate, et l'esprit du cœur — j'admets cela. Ce n'est pas ce que j'ai cherché en elle. J'ai voulu être aimé et je le suis plus qu'on ne peut l'être.

Ce qui m'attire vers elle, c'est quelque chose de magnétique et qui n'a pas de cause apparente. Elle a un regard à elle qui m'est une fois entré dans l'âme, et qu'on ne pourrait en retirer sans me faire une blessure mortelle. Voilà tout.

Je voudrais tant que ce bon Emmanuel pût la voir sans qu'elle le sût. Il la comprendrait.

Ou peut-être non. Car ce qui me fait l'aimer n'est peut-être visible qu'à moi seul.

Nous verrons. Si je l'aime autant quand j'irai à Londres...

A Henri Cazalis.

Londres, 14 novembre 1862.

... Je n'ai pas eu une minute à moi jusqu'à présent. D'abord il a fallu nous installer, chercher beaucoup pour bien trouver. Puis, entre nous, j'ai été malade deux jours, je tousse encore affreusement... Enfin, je ne suis pas depuis huit jours en Angleterre et j'ai déjà passé devant les tribunaux — comme plaignant. J'ai été volé. La justice anglaise a donné raison au voleur sous prétexte qu'il m'avait attrapé et non volé. La

flouerie est permise ici et le tribunal m'a renvoyé en me disant que j'étais un imbécile de m'être laissé jouer. J'ai appris pour mes quarante francs. Je commence. En te quittant, j'avais les larmes au yeux. Marie, à Boulogne, était bien triste aussi de ne point t'avoir serré les mains...

... Je veux demain m'aventurer dans la cité et dans les cloaques. Nous demeurons dans un square qui donne dans Coventry Street [1]. J'ai Londres à deux pas, et ici, je suis en province. Je n'entends pas un chat — mais, en revanche, c'est le rendez-vous de tous les orgues de barbarie, les singes en casquette rouge, les nègres gratteurs de guitare, les bandes de Lancashire ; Polichinelle y donne chaque jour une représentation. Je suis une averse de pence et de farthings, mais aussi que de joie, et que j'aime cela. Je gronde Marie parce qu'en fille sage et grande elle n'admire pas Polichinelle. Si tu voyais notre chambre ! Nous nous sommes monté un vrai ménage anglais, si bien que je sens déjà le besoin d'écrire à mon notaire. Je lis, j'écris, elle brode, tricote [2]...

A Henri Cazalis.

Londres, 27 novembre 1862.

Mon cher Henri, je suis un bien grand paresseux, n'est-ce pas ? Pardon. Je commence ce soir une lettre que je continuerai quand j'aurai quelques heures à moi, et que je t'enverrai quand j'aurai quelques sous sur moi. Jusqu'à demain matin je suis pauvre comme Job : voilà deux jours que j'attends de l'argent de mon notaire et mon notaire ne me donne pas signe de vie. J'espère que les deux coups secs que frappe le facteur à la porte vernie de ma maison m'annonceront les deux bank-notes espérés. A l'avenir, je serai plus économe.

Hier, nous avons vu, Marie et moi, une belle petite pendule allemande qui est un vrai joujou. Quand c'est gros comme le poing, cela coûte trois shillings. Si tu voyais la jolie boîte en bois rouge rehaussé d'une raie jaune avec deux petites portes qui ont un clou pour serrure ! Et la superbe façade en faïence ! Il y a deux roses peintes. Nous l'avons solennellement accrochée au mur et, depuis ce, la chère petite jacasse, jacasse avec son balancier doré. Elle a un tic-tac amical qui dit à toute seconde : « Ecoutez bien, vous qui vous embrassez, comme je travaille laborieusement toute seule dans mon petit coin. » Un des plus beaux moments de la journée et des plus graves est celui où je m'avance vers elle pour tirer jusqu'au plancher sa grande chaîne de cuivre. La bonne la regarde avec dédain et se demande : « Comment donc un monsieur et une dame qui ont acheté une si belle théière, n'ont-ils pas une belle pendule or

1. Panton Square, aujourd'hui disparu.

2. Mallarmé avait quitté la France le 8 novembre. Panton Square était tout près de Leicester Square.

avec un *bronze artistique* en zinc représentant Jeanne d'Arc, ou M. de Buffon, en manchettes et la plume au doigts, ou la Géographie avec son globe et son casque ? »

Car toutes ces beautés-là viennent de France et donnent aux peuples étrangers une haute idée de l'art parisien...

A Henri Cazalis.

Londres, 4 décembre 1862, 4 heures du soir.

O mon pauvre ami ! J'ai tant pleuré depuis hier que j'en suis malade, et ma pauvre Marie n'a plus de larmes. Hier, je revenais de voir Katie [1], qui est un peu souffrante. Ettie et sa mère étaient chez un photographe. Quand j'embrassai Marie en rentrant, elle était toute triste [2]. Je lui demandai la cause de son chagrin, et je compris qu'elle avait réfléchi longuement durant mon absence. « Il faut que je parte », me dit-elle doucement. Juge ce que la pauvre enfant a dû souffrir, pour arriver — elle ne vit que par moi — à une telle résolution !

Est-ce en songeant à elle qu'elle en est venue là ? Est-ce en se rappelant que sa pauvre mère qui l'aimait particulièrement, lui avait confié, l'an dernier, en mourant, ses plus jeunes sœurs ? Est-ce en se disant que son père, qu'elle adore, la renierait et rougirait d'elle s'il la savait près de moi ? Est-ce en pensant à sa vie que je brise chaque jour, à son honneur que j'efface heure par heure, elle chaste et honnête et qui ne se serait jamais doutée autrefois de l'état où l'amour la conduisait ?

Non, mon ami, non, c'est pour moi, et elle me fait ce sacrifice comme elle m'a fait tous les autres. Elle voit que je suis pauvre — le notaire me manque de parole — et que la vie est dure : elle est navrée de voir que je me prive de tout. Elle voit que sa présence m'empêche de recevoir les personnes qui pourraient m'être utiles et que je suis forcé de me cacher d'elles. Elle a deviné — et cela est — que ma mère était informée de tout en ce moment, et elle a craint de me mettre mal avec ma famille.

Alors elle s'est dit : « Je suis de trop ici. Je vais, après lui avoir tout sacrifié, sacrifier encore le bonheur que j'ai d'être avec lui ; ma vie ! » Et rien ne peut l'ébranler. Elle a plus de courage que moi. Je pleure, je sanglote sans trêve. Elle tâche de rester ferme devant moi pour ne point me peiner et va pleurer dehors. Je n'ose vraiment, moi qui me sens déjà à moitié mort de douleur, la dissuader. Ce serait de l'égoïsme, Henri. Qui

1. Kate : Catherine, sœur de Juliette (Ettie) Yapp.

2. Mallarmé, qui vivait conjugalement avec Marie Gherard, sans l'avoir épousée, avait essayé de cacher cette situation à ses amis Yapp et à sa famille. Cazalis, dans une lettre de l'automne 1862, lui avait conseillé, pour un ou deux ans, la solution du « mariage à l'essai ». Quant à Des Essarts, il était alors hostile à l'idée de tout mariage.

sait ? Il n'y a peut-être rien de perdu jusqu'ici pour elle. Son père ne sait encore rien, ni les personnes qui la connaissent. Elle peut encore se présenter le front haut quelque part, ce qu'elle ne pourrait plus, plus tard. Je sanglote à la seule pensée de ne plus la sentir auprès de moi, et pourtant, il me semble que le devoir me commande de la laisser partir avant qu'il ne soit plus temps. Horreur ! Je dois être mon propre bourreau !

Oh je pleure, je pleure, mon pauvre ami, en t'écrivant tout cela ! Je pleure depuis ce matin ; je n'ai pas un instant de répit, dès que je la regarde, j'éclate.

Ce qu'elle endure en son cœur pour pouvoir malgré mes larmes et mes baisers ne pas fléchir dans sa résolution, est effrayant. A sa pâleur, je vois qu'il y a eu en elle des luttes affreuses ! Pauvre Marie. Mon ami, elle a poussé le dévouement et le sacrifice jusqu'à ses dernières limites. Elle fait plus que de se tuer pour moi. Elle est grande, sainte : je ne devrais parler d'elle qu'à genoux.

Chère enfant, c'est moi qui la tue. Elle est née dans une ville d'Allemagne. Son enfance a été douce, calme et religieuse. Jeune, elle s'est éloignée de chez elle. Malgré cet isolement, elle avait toujours respecté le devoir : elle est faite de candeur. Puis sa mère est morte. Elle s'est trouvée plus seule encore, à *l'étranger* (je commence à comprendre le sens douloureux de ce mot). Là, un jeune homme l'a aimée. Longtemps, bien que son noble cœur battît, elle l'a fui. Elle a voulu partir. *Par bonté,* pour ne point me navrer, elle est restée. Elle m'a aimé comme on n'aime point. Elle m'a tout sacrifié pour me suivre ! De cet ange serein et bon, qu'ai-je fait ? — celle dont on dira : « Elle a vécu avec un amant ! » Oh je me méprise ! Je suis un monstre ! Je devais prévoir cela ! Oui voilà ce que j'en ai fait ! Et, sans parler de cela, que va-t-elle devenir ? Elle serait retournée à Camberg, y aurait fait un beau mariage, y eût été heureuse ! Je pleure, je suis un assassin... car elle mourra de chagrin, petit à petit ! Ou même si elle vit, sa vie est empoisonnée par ce souvenir. Tout lui est triste, rien qui lui sourit. Mon image la suivra toujours. Encore une fois *j'ai brisé son existence !*

Et pourtant, mon pauvre Henri, quand je repasse en ma mémoire toute cette histoire funeste, je ne vois à quel moment j'ai été coupable. Une fois que nous nous aimions, il nous était impossible de nous séparer. La faute n'a pas été commise plus le jour où je lui ai parlé de Londres que la veille ou le lendemain. Il était inévitable qu'elle dirait « oui », et partir sans l'emmener c'eût été la tuer comme me tuer, ou plutôt c'eût été impossible. Pauvre enfant ! Ne plus jamais aimer ! Car son cœur est brisé et elle n'aura plus la force d'aimer. Elle ne se mariera jamais puisqu'elle ne voudrait le faire sans aimer. Et d'ailleurs, elle est trop noble pour tromper un mari en sous-entendant dans un contrat une virginité qu'elle n'a plus.

L'amour excuse tout. Elle se croit chaste et pure en ce moment (et elle l'est), bien que s'étant donnée à moi. Mais plus tard, quand je ne serai

plus là, — je la connais, — elle se méprisera. Elle sentira qu'il lui manque quelque chose qui ne se rend pas ! Oh quel avenir je lui ai préparé !

Et moi, que faire ? Conseille-moi, mon frère.

Vendredi, 11 heures du matin.

. . . .

Ecoute combien elle est noble et délicate. Outre qu'elle ne m'a jamais adressé un reproche et que, quand je la regardais tristement, elle me disait parfois : « Crois-tu que je t'aime moins ? Tu me perdrais à jamais que je ne te reprocherais jamais rien, même en pensée. »

Elle ne m'a jamais dit un mot de ces imprudentes conversations où je lui parlais de mariage. La pauvre âme souriait mélancoliquement, mais au fond n'y croyait pas. Hier, avant-hier, ce matin, elle aurait pu me dire : « Mais tu m'avais dit que nous nous marierons si tu le pouvais, un jour. » Et, bien que je ne lui aie parlé de cela qu'après que le voyage à Londres fût convenu et que par conséquent, cela ne fût pour rien dans sa décision, elle aurait pu en souffler une parole, elle s'est tue. J'ai même vu à l'expression de ses yeux et de son visage qu'elle n'y a pas pensé une minute. O que c'est grand et beau ! Tout ce qu'il y a de trésors dans ce cœur, personne ne le saura jamais.

A Henri Cazalis.

Boulogne-sur-Mer, 10 janvier 1863.

Mon bon Henri,

Le** 10 **janvier** 1863, **Mallarmé, arrivé à Boulogne avec Marie, écrit à Henri Cazalis une lettre désespérée. Marie vient de le quitter. Elle est partie pour Paris. Revenu à Londres, Mallarmé écrit le** 14 **janvier au même.

Quand un jour elle a senti que nous ne pouvions plus longtemps vivre ensemble de la sorte sans nous nuire à tous deux, elle s'est généreusement sacrifiée et moi j'ai accepté le sacrifice comme un lâche. C'est alors que je l'ai trompée. Quand même je ne l'eusse plus aimée, je devais me sacrifier et l'épouser. Je le devais, Henri ; dis oui, car tu es honnête. Or, je l'aimais, et j'avais non pas à me sacrifier, mais à l'empêcher de se sacrifier, et à faire son bonheur en faisant le mien. Et j'ai reculé, et j'ai hésité, parce qu'il y avait à lutter et que cela serait difficile ! Et j'ai préféré la tuer, car elle en mourra. Sinon de corps, de cœur. Oui, ce ne sera plus qu'un spectre. Le spectre de ce qu'elle était lorsque j'ai posé sur son front de vierge mon premier baiser. Qu'est la vie pour elle, maintenant ? Que lui reste-t-il à faire ? Elle n'ose pas retourner chez son père et il faut qu'elle soit gouvernante. Son père est vieux et, quand il mourra, elle

restera gouvernante, n'ayant pas de fortune. Elle pourrait se marier, penses-tu ? Elle est trop noble : elle m'a souvent dit : « *Irais-je faire croire à un autre que je lui offre ce que je t'ai donné ? Mentir ainsi ? Et du reste, puis-je encore aimer ? Non. Or, puis-je me marier sans aimer ?* » Maintenant, sais-tu ce que c'est qu'être gouvernante ? Il y a deux jours, elle était femme ; elle avait un chez elle, et pouvait respirer librement. Elle n'aurait plus de chez elle, et ne pourrait plus respirer librement qu'une fois tous les quinze jours. Elle ne pourrait plus rire, elle ne pourrait plus pleurer. Pas une minute, elle ne serait elle-même. Et cette horrible domesticité, elle la subirait loin de tout ce qu'elle aime, seule, dans un pays qui n'est pas le sien, chez des étrangers qui la peuvent maltraiter parce qu'elle gagne par an six cents francs qui étaient dans leur bourse avant d'être dans la sienne. Pauvre petite enfant. Je pleure, je pleure...

Je me regarde comme un mauvais père qui a abandonné sa fille. Non, cela ne sera pas. Je vais lui écrire, et elle va revenir, c'est assez de ce dernier sacrifice ; elle est sublime, car elle l'a fait sans savoir si elle me reverrait jamais. Je vais la récompenser ; elle va venir chercher sa couronne de martyre. Elle a tout souffert jusqu'ici en se donnant à moi, car elle avait toutes les délicatesses. Et moi, je n'ai fait que jouir de cela. A mon tour maintenant de lutter, de souffrir s'il le faut. Elle sera ma femme.

A Henri Cazalis.

Londres, 30 janvier 1863.

Mon bon Henri,

Voici deux jours que je suis arrivé [1] ! Je n'ai pas le courage de te tout détailler, j'ai écrit tant de lettres pressées depuis mon retour que je hais l'idée du papier et des plumes. Je suis bien triste, beaucoup plus que la première fois car alors la violence de la douleur me soutenait. J'avais l'espoir de la revoir à Paris, cette Marie que je vénère.

Je ne puis plus pleurer : je me suis mis à réfléchir longuement et voici ce que j'ai à faire.

Je sens très bien que le temps pourra user ma douleur ; que dans six mois je ne souffrirais plus. Ce n'est donc pas pour moi que j'agis. Du reste, souffrir n'est-ce pas le sort de tous ? Non, je ne serai pas éternellement malheureux, et c'est cela qui m'épouvante. Marie le sera, elle. Je viens de recevoir une lettre d'elle toute résignée, mais navrante, au fond. « Tout est fini pour moi, dit-elle, mais je ne veux pas pleurer, je sens que je n'ai plus qu'à souffrir doucement. Dieu m'en donnera-t-il la force ? »

Puis-je consentir à cela ?

1. Ces mots semblent indiquer que Mallarmé avait fait, vers la fin de janvier 1863, un rapide voyage à Paris pour y revoir Marie.

Je pensais cette nuit à la mère de Marie. Comme cette morte, si les morts nous voient, doit me maudire d'avoir *défloré* son enfant et de la jeter avec les vieux bouquets.

Ce ne sont pas des mots : le devoir existe.

Oh, je sens que le mien est de ne pas abandonner Marie.

Si je faisais cela par lâcheté et pour m'éviter la souffrance du moment, je serais un fou, un sot. Mais non, j'envisage l'avenir fermement, je vois le gouffre et je sens que je *dois* m'y plonger. Du reste, je ne m'y déchirerai jamais, et Marie me fera planer au-dessus dans ses ailes d'ange.

Il serait *malhonnête, criminel,* de ne pas l'épouser. J'y ai songé froidement depuis deux jours. Je dis plus, ne l'aimerais-je pas, je devrais le faire. Je l'ai faite impure.

Ce n'est donc pas en aveugle que je le ferai, mais avec la fierté de celui qui obéit à sa conscience.

Je sens mon sacrifice, il est entier, immense, mais je *dois* le faire. Je sais que sans oublier Marie, une fois la première folie de ma douleur passée comme elle l'est, je pourrais vivre calme, libre, relativement heureux, avec la seule peine de la savoir brisée au lieu des mille peines qui vont m'assaillir — et, du reste, je n'agis pas par crainte du remords, le remords ne dure pas dans le siècle, il s'use vite — que je me rendrais sous peu l'estime que j'ai de moi — eh bien, je ne veux pas de tout cela, moins pour la tristesse de voir Marie souffrir que par l'idée du *devoir.* Je le dois et je le ferai. Et serai fier, parce que sans fausse modestie cela est beau et rare. Je sais que je fais une chose noble. Si tu savais, mots à part, comme cela fait du bien. Tu me relèves de mon serment, n'est-ce pas ?

J'écris à Marie qu'elle revienne, sans lui parler de mariage ; après, parce qu'elle n'y consentirait pas, autrement.

A Henri Cazalis.

31 *janvier* 1863.

... N'accuse pas mon trouble du désordre de cette lettre : la poste va partir, et je voudrais avoir trois plumes pour t'écrire. Je n'ai pas les idées troubles : ma grande douleur ne m'aveugle pas, je raisonne. Mon enfant, tu as raison, car tu supposes que je suis pauvre [1] : mais je ne suis pas pauvre. Depuis une première lettre où je te disais que le notaire m'avait abandonné, j'ai reçu de lui exactement mon argent... je parle ici avec des chiffres, sache la vérité : je reçois à Londres de 3 600 à 4 000 francs

1. « Vous auriez des enfants, et que deviens-tu ? Seul avec ta femme, abandonné de tous ? » avait écrit Cazalis.

par an. J'ai ici un appartement de 1 200 francs. Combien d'employés mariés à quarante ans n'ont pas plus ! Au mois de mars, le 19, je touche 20 000 francs. Cela me mènera bien jusqu'au jour où je serai professeur. Alors je joindrai cette petite rente à mon traitement... Nous n'avons été dans la charmante misère dont tu parles à Londres que quand, comme de vrais moineaux étourdis, nous avions fait mille petites folies au commencement du mois. Nous le voulions bien. Tu vois que je puis regarder l'avenir d'un œil ferme...

A Henri Cazalis.

Londres, 3 février 1863.

Je savais, Henri, qu'il allait me venir une lettre, et je l'attendais depuis ce matin. Elle est de toi, merci.

J'ai ri, mon ami, en lisant la première page. Ah tu dis que c'est beau. Ça aurait pu l'être. Ah tu me loues. Tu aurais pu me louer. Mais cela n'est pas beau et tu n'as plus à me louer. Mon ami, Marie refuse. Je ne puis croire qu'elle le fasse avec désintéressement. Elle se figure que ce mariage ne vaudrait rien sans doute. Non je ne puis croire à tant de sublime chez une femme. Je rage, je pleure, et je ris. Voilà ma vie. Maintenant je veux dormir !

Je vais avoir une affreuse période à traverser. Je veux dormir pendant ce temps-là. Avec du gin, avec de l'opium, avec tout. C'est trop.

J'ai été et je suis venu, ballotté, jamais de repos. Je dormirai.

Ah ne lis pas ma lettre, déchire-la. Ne lis pas les autres non plus, parce qu'elles ne seront qu'un affreux rabâchage. Dans ce moment je déteste Marie, et la hais.

La seule chose belle que je puisse peut-être faire au monde, jamais, elle m'a empêché de la faire.

Pourquoi ? Pourquoi ? Pourquoi ?... Je m'y perds. Ma pauvre tête est bien malade.

Hier, j'ai voulu aller pour m'abasourdir, dans un théâtre très bouffon. J'ai pleuré, et je suis rentré.

Et j'ai écrit à Marie une lettre lâche : je l'ai là cette lettre. Je pourrais la brûler ; non, je l'enverrai.

Je suis un pantin...

Je n'écris plus. A quoi bon ! Tout ce que tu me disais, je me le suis dit, tout, tout...

Je suis seul, tout seul avec un chat noir [1]. Et cela est affreux. Je vis replié sur moi-même et, quand je veux oublier, j'ai des remords. Du reste, tout me la rappelle.

1. Voir le poème en prose : *Plainte d'automne :* « Que de longues journées j'ai passées seul avec mon chat... » (O. C., p. 170).

Je suis un bouffon, grotesque, ridicule avec mes incertitudes et c'est triste, car je voudrais le bien.

Dans ce moment-ci je ne voudrais épouser Marie pour rien. Ce soir, je lui enverrai peut-être une dépêche pour lui dire de venir. Que veux-tu ? Quand je ne peux pas dormir, j'attends le facteur. C'est ma vie.

Je hais Marie, et quand je vois son portrait, je m'agenouille.

A Henri Cazalis.

Londres, 6 février 1863.

Mon Henri, je relis depuis longtemps ta lettre et je ne comprends pas tout [1]. D'abord, merci d'avoir vu Marie et merci de m'avoir écrit de suite.

Il est un point que tu n'as pas saisi, et, puisque Marie t'a parlé à cœur ouvert, la chère enfant aurait dû te l'expliquer. Elle t'a laissé croire que je lui reprochais de ne pas vouloir se marier avec moi. Non, je savais les causes de son refus et je l'admirais. Ce qui m'a navré et ce que je lui ai reproché avec trop d'amertume, écoute-le.

Au lieu de lui dire : « Marie, viens que je t'épouse ! » je lui ai dit, sachant qu'à cette première prière elle m'eût répondu non, et voulant, après tout le sacrifice que je faisais pour elle, voir si elle m'aimait à se perdre entièrement pour moi, je lui ai dit : « Marie, viens auprès de moi et sois encore ce que tu étais auparavant, mon bon ange, sans être ma femme. » Je me disais : « Par noblesse et par générosité, elle refuse de se marier, mais elle ne refusera pas de se perdre. Il y a là un sacrifice d'elle-même à faire, il y a à se jeter dans un abîme pour moi, — elle n'hésitera pas. » Or, elle a répondu non.

Tu comprends combien cela m'a atterré. Certes je n'eusse jamais voulu lui laisser faire cela, quand elle y eût consenti, et du reste, je ne faisais que semblant de le lui demander, puisque derrière cela il y avait une intention de l'épouser.

.. ..

Elle a à choisir entre :

1° Rester à Paris, absolument.

2° Venir passer quelque temps ici et nous nous entendrons ainsi mieux que par lettre.

3° Revenir, comme je le lui avais demandé il y a huit jours et comme elle m'a refusé d'abord, c'est-à-dire sans que je lui fasse aucune promesse.

4° Et enfin, revenir pour se marier.

1. Cazalis avait écrit : « Mon Stéphane, tu m'épouvantes, tu es fou. Je viens de voir Marie : elle est sublime et tu la tueras si tu continues. Oui, elle reviendrait, pour toi et non pour elle... Si elle t'a refusé le mariage, c'est pour toi... Si elle ne t'a pas répondu, c'est qu'elle est morte aujourd'hui, toute brisée par toi, par ta lettre qui l'a accablée. *Elle est à ta discrétion :* tu feras d'elle ce que tu voudras. »

C'est à elle de décider. Qu'elle décide. Mais qu'elle se hâte, parce que je deviens fou ici, oui fou.

Oh ! l'indécision, l'attente, errer, douter, tout cela accable plus que de pleurer !

Entre ces quatre *choses* qu'elle choisisse.

Si elle a toujours les nobles scrupules (que je respecte et admire) qui la détournent d'être ma femme, qu'elle choisisse entre les trois qui restent.

Qu'elle choisisse et écoute son cœur.

A Henri Cazalis.

Londres, 10 février 1863.

Mon bon Henri,

Marie est arrivée ce matin, toute malade. Nous n'avons encore causé de rien. Je profite d'un instant où elle dort pour t'annoncer sa venue.

Elle voulait t'écrire elle-même pour te prier de lui pardonner de ne pas t'avoir vu avant de partir. Je la trouve trop souffrante et veux qu'elle reste au lit.

Rassure-la donc dans ta première lettre, elle craint de t'avoir blessé [1].

Jusqu'au dernier moment elle a hésité, tremblé : enfin sentant l'heure venir fatalement, elle a été droit au chemin de fer et n'est arrivée qu'au dernier instant. Voilà comment elle ne t'a pas oublié mais manqué.

Je suis dans l'extase de la voir, voilà tout ce que je sais. Je ne veux penser à rien — qu'à lui faire du thé pour son mal de mer. Je me tais donc. Nous causerons un de ces jours : ma première lettre sera pour toi.

Ceci n'est qu'une dépêche.

Adieu, je t'embrasse, nous t'embrassons.

Je t'aime.

A Henri Cazalis.

Londres, 5 mars 1863.

Mon bon Henri, je suis seul. Marie est partie hier pour Bruxelles. Tout est fini. Je sens que je ne la reverrai plus jamais. Pourtant elle était ma sœur et ma femme.

Nous étions convenus que nous aurions beaucoup de courage : et en effet, nous nous sommes longtemps embrassés et regardés sur le bateau sans pouvoir pleurer tellement nous étions fous de douleur. Longtemps, nous avons agité nos mouchoirs et, quand je n'ai plus vu le sien, j'ai san-

1. Dans sa réponse, Cazalis s'incline : « Non, je n'en veux pas à Marie. J'aurais mieux aimé qu'elle ne partît pas, je l'avoue ; mais elle est partie, je ne crois pas maintenant qu'elle puisse revenir ici sans être ta femme, Stéphane. »

gloté à travers les rues. Tout est fini. Ainsi, il y a entre aujourd'hui et hier l'abîme de vingt ans. En effet, dans vingt ans nous serons ce que nous sommes depuis hier, séparés. Pourtant hier, elle était encore sur ce fauteuil, et je viens de trouver un de ses cheveux sur mon épaule. Je me perds à penser à cela — et encore à ceci : si son bateau était tourné dans le sens opposé, elle reviendrait. Ecoute ma vie est dans la façon dont marche le bateau. Oui, mon ami, hier elle était vivante entre ces murs et aujourd'hui elle n'est plus qu'un mot. Les absents ne sont qu'un nom : il y a des moments où l'on doute de leur vie. Les morts ont cela sur eux qu'ils ont un tombeau qu'on voit et sur lequel on prie.

Quand je réfléchis à cela, je suis fou. Ne dis pas que tout n'est pas perdu. Je vois l'avenir. Longtemps je l'aimerai. Longtemps j'aimerai son souvenir et après... Elle est elle encore puis elle ne sera qu'un souvenir, et... Oh cela commence aujourd'hui et marchera implacablement, sans s'arrêter. Je crois que nous avons fait, ou que nous faisons — car je ne puis dire que je l'aie fait encore — un des plus grands sacrifices qui se soient vus. Pleins de vie et d'amour, à l'instant où nous sommes plus unis que jamais, étant une même chair comme une même âme, nous séparer et nous vouer à l'oubli violemment. A qui faisons-nous ce sacrifice ? à ma famille qui, si elle me parlait de Marie, la calomnierait.

Jamais je n'ai été si malheureux que maintenant. Quand je disais adieu à Marie, j'espérais en rentrant chez moi, et je lui écrivais soit que j'irais la revoir à Paris, soit qu'elle revînt pour être ma femme. Maintenant, je n'ai plus d'espoir. Je vais me laisser miner sourdement par la douleur en m'efforçant de revivre dans le passé : ne pas le faire serait oublier Marie et ce serait mal d'y songer même, outre que je ne le pourrais pas. Qu'a-t-elle fait pour que je l'oublie, la divine et l'angélique enfant ! Après, je verrai ce qu'il y aura à faire.

Marie est partie bien malade et la poitrine très oppressée, elle est méconnaissable. Je crois que le chagrin la tuera. Dans ce cas, je la suivrai, et c'est ce qu'il y aurait de plus heureux pour nous deux.

Ne pouvant être unis ici, il est presque sûr que nous le serons autre part.

. . . .

A Henri Cazalis.

Versailles, 1er avril 1863.

Quant à moi, je suis comme il y a trois mois — ou plutôt, non, j'ai une résolution. J'épouse Marie. Cela se fera peut-être avant mai. J'ai assez réfléchi, trop même : je n'avais pas besoin de tant. En venant à Paris, — à Sens — pour affaires de famille, je suis passé par Bruxelles où je n'ai eu que le temps d'embrasser la chère enfant.

Ma mère sait tout. J'ignore comment. La seule chose qu'elle n'ait pas

apprise est que Marie a été à Londres : tant mieux. Je lui ai avoué, pressé de questions amicales, que si elle ne m'en eût pas parlé, j'aurais épousé Marie sans le lui dire. Elle se croit obligée, par devoir, de dire quelques mots à ma grand-mère pour que la nouvelle, tombant des nues, de mon mariage ne la saisisse pas trop. Elle vient ce matin à Versailles et je verrai avec elle jusqu'où elle doit parler. Après, elle semblerait disposée à nous laisser marier silencieusement, et feindrait, je crois, de ne l'apprendre que par lettre ; c'est bien bon de sa part.

La pauvre femme montre en cela une délicatesse inouïe et une grande amitié. J'ai souvent été ingrat envers elle et l'ai méconnue : elle était sous l'influence inquisitrice de ma grand-mère, voilà tout. Les hommes sont brutaux.

Tu comprends comme elle s'est d'abord opposée à l'idée de mariage. En effet, en elle-même et pour qui ne voit que son côté sérieux, cette idée est absurde. Surtout quand l'aimée est une personne que la société étiquette d'une classe inférieure, n'a pas d'argent, et lui est inconnue. Toutefois, elle a compris mes sanglots intérieurs.

Je m'étonne même — et cela est dû à la seconde vue qu'ont les femmes — qu'elle ne refuse pas absolument. Ce mariage ne peut être compris que de moi. Et je ne demande pas qu'il soit compris de plus. Moi, c'est moi et toi.

A Henri Cazalis.

Londres, 27 avril 1863.

Mon bon Henri,

Je suis resté environ une quinzaine de jours à Sens — moins peut-être. Puis j'ai été chercher Marie en Belgique, et après un pèlerinage à Anvers, nous revoici à Londres, le pays des faux Rubens.

Dès que je saurai comment m'y prendre, nous serons mariés. Position étrange, il ne nous manque qu'une chose — c'est d'être instruits des formalités.

Le voilà donc venu, mon bon Henri, ce jour que dans ta fraternelle sollicitude, tu redoutais. Oui, il est assez près pour que je voie clairement ce qu'il y a derrière. Depuis deux mois, j'ai beaucoup plus vécu qu'autrefois, et peut-être suis-je un peu plus mûr.

Voilà la façon dont je vois l'avenir.

Si j'épousais Marie pour faire mon bonheur, je serais un fou. D'ailleurs le bonheur existe-t-il sur terre ? Et faut-il le chercher, *sérieusement*, autre part que dans le rêve ? C'est le faux but de la vie : le vrai est le Devoir. Le Devoir, qu'il s'appelle l'art, la lutte, ou comme on veut.

Je ne me dissimule pas que j'aurai affreusement à combattre parfois — et de grands désenchantements qui deviennent plus tard des tortures. Je ne me cache rien. Seulement je veux tout voir avec un regard ferme, et invoquer un peu cette volonté dont je n'ai jamais connu le nom.

Non, j'épouse Marie uniquement parce que sans moi elle ne pourrait pas vivre, et que j'aurais empoisonné sa limpide existence. Si donc je souffre dans l'avenir, toi, qui seul reçois ces épanchements profonds et intimes de mon cœur, ne me dis pas, frère « tu t'es trompé, en dépit de mes sages exhortations », mais bien « tu accomplis en souffrant, le but élevé que tu as assigné à ta vie, courage, ne reste pas au-dessous ».

A Henri Cazalis.

Mercredi 9 décembre 1863.

Mon Henri,

Ma petite Allemande Marie est sortie un instant laissant ses bas raccommodés sur mon Baudelaire. Cela m'amuse tant que je ne puis le déranger, et je me mets à te répondre. — Marie va beaucoup mieux : c'est déjà une rose-thé. Quand son sang aura-t-il repris toute sa fraîcheur ? — C'est moi encore qui suis le malade. Je suis perclus de rhumatismes, et par eux cloué à mon fauteuil. Je paie une dette à l'affreuse bise qui désole éternellement Tournon. Il fait un vent à décorner les maris de quatre lieues à la ronde.

Je t'embrasse et Marie te serre la main.

STÉPHANE

Le mariage de Mallarmé et de Marie avait eu lieu le 10 *août* 1863. *Le* 17 *septembre, le jeune poète avait obtenu le certificat d'aptitude pour l'enseignement de l'anglais. Le* 7 *novembre, il fut désigné comme suppléant et chargé de cours d'anglais au lycée de Tournon. Ses débuts comme professeur suppléant d'anglais datent du* 23 *novembre. Mallarmé ne devait s'installer à Paris avec sa femme et ses enfants qu'en octobre* 1871. (*Il venait d'être chargé de cours d'anglais au lycée Fontanes-Condorcet.*)

La vie conjugale de Stéphane Mallarmé, commencée dans les circonstances romantiques et romanesques que ces lettres viennent d'évoquer, devait être très paisible. Plusieurs femmes traversèrent sans doute sa vie, sans que, en apparence, l'existence du ménage en ait subi de trop cruels contrecoups.

LE F.L.N. EN PROIE AU COMMUNISME

par MICHEL DÉON

Si l'Allemagne nationale-socialiste, l'Italie fasciste, l'Espagne franquiste, ont pu, à des époques diverses de leur histoire, faire des emprunts aux méthodes de subversion marxistes-léninistes, il n'en reste pas moins que la guerre révolutionnaire est essentiellement d'inspiration communiste et que ce sont les Soviets qui en font jouer le mécanisme avec le plus d'habileté. Reconnaissant dans la rébellion algérienne, la guerre révolutionnaire sous sa forme la plus caractéristique, on est naturellement porté à croire qu'elle est inspirée par Moscou. Selon les chefs du F.L.N. pourtant le thème de la collusion entre leur parti et le communisme est une pure création de la propagande occidentale et colonialiste. L'alliance avec le communisme est tantôt démentie formellement, tantôt — quand il n'est plus possible de nier l'évidence — avouée avec la désinvolture de « ceux qui savent où ils vont ». C'est l'aveu sans fard que fit Ferhat Abbas à un journal autrichien [1] :

L'émigration eût peut-être volontiers négocié avec Guy Mollet, mais elle est divisée en elle-même et, avant tout, elle n'est nullement sûre de sa puissance sur les activistes. Elle ne se fait que très peu d'illusions sur son influence. Elle sait qu'elle ne dispose que d'un seul moyen pour amener les rebelles à se montrer raisonnables à l'égard d'une très avantageuse offre française : l'interruption de la contrebande d'armes et, par là, la livraison des formations combattantes à l'armée française. Mais cela même n'est plus un chemin sûr depuis que les communistes terroristes se sont glissés en tête du mouvement cherchant à tirer à eux le commandement de la rébellion.

En apparence, cependant, il existe une antinomie fondamentale entre l'islamisme et le communisme. Entre l'idéalisme du musulman qui garde

1. *Die Presse*, juin 1957.

les yeux fixés sur l'au-delà, et le réalisme socialiste qui ne vise que l'en-deçà, il semble bien qu'il y ait un abîme infranchissable. A l'intérieur même de l'U.R.S.S., les résultats semblent le prouver. Depuis 1917, les Soviets ont une politique très nette à l'égard de leurs propres musulmans qui sont — on l'oublie un peu — près de vingt-quatre millions. Après leur avoir accordé des droits théoriques, on les a soumis par la force ou par la ruse, en faisant front contre eux quand il le faut, avec les Blancs, avec les nationalistes, avec les prisonniers austro-allemands au Turkestan. De 1918 à 1928, le Turkestan a ses fellagha, les *basmatchi,* que mobilise à son service l'aventurier turc, Enver Pacha. Le maréchal Boudieny doit les écraser avec des avions et des chars. La rébellion reprend en 1936 et ne s'éteint jamais tout à fait [1].

Devant ces résistances locales et l'impuissance du parti à réduire sur place cet état d'esprit, Staline décapite les administrations musulmanes, ferme les écoles coraniques, nomme des généraux et des officiers supérieurs russes à la tête des troupes de l'Azerbaïdjan, interdit les fêtes religieuses, n'autorise qu'au compte-gouttes les pèlerinages vers La Mecque, ferme les mosquées, émancipe les femmes, partage les terres pour démanteler les tribus, supprime les confréries religieuses. On fixe les nomades par la force au risque de ruiner leurs troupeaux, on lance contre les Allemands des régiments musulmans qui se font massacrer sans comprendre, on déporte, on purge. Du ressentiment des musulmans soviétiques, il est aisé de se faire une idée en constatant qu'en 1943, les Allemands purent constituer une armée de 180 000 hommes (sur 500 000 prisonniers) avec les musulmans qu'ils retournèrent contre les Soviétiques. Les Tatars de Crimée et les Balkars du Caucase collaborèrent avec l'occupant. En 1946, un décret d'ostracisme frappe un million de musulmans et les relègue dans le Kagashtan et le Kolima en Sibérie.

Mais ceci est à usage interne, et le téléphone arabe ne fonctionne pas entre les musulmans de l'U.R.S.S. et leurs frères de l'extérieur, comme il fonctionne entre le Caire et les Aurès. A l'égard des peuples arabes, les communistes ont toujours pratiqué une politique encourageant à l'indépendance, à condition que cette indépendance fût dirigée contre les occidentaux.

Marxisme et islamisme.

Le F.L.N. aurait pu invoquer la guerre sainte contre les roumis. Il aurait peut-être rallié un bien plus grand nombre de fanatiques qu'avec l'idée de l'indépendance qui, au cœur des djebels, ne signifie pas grand-chose. Mais le F.L.N. tait la question religieuse, n'utilisant par-ci, par-là, pour sa propagande, que des arguments sans grande valeur. Provoquer la guerre sainte serait une arme à double tranchant, une population mobi-

1. Voir à ce sujet un remarquable article de Jean Bulher dans l'*Illustré* suisse, en août 1958.

lisée pour défendre sa religion (que l'occupant d'ailleurs n'attaque pas) devant supporter assez mal qu'après la victoire on lui impose un régime laïc et même antireligieux.

En fait, la propagande rebelle a toujours tenté de minimiser le conflit marxisme contre islamisme, en cherchant à établir un certain nombre de points communs qui permettraient la coexistence. La revendication marxiste, la théorie de la lutte des classes, affirme-t-on, offrent un écho à la protestation des masses musulmanes très pauvres et que la propagande a réveillées de leur torpeur. Le collectivisme soviétique ne serait pas éloigné du collectivisme tribal de l'Islam, à condition de s'en tenir à la surface des choses. Pour l'absorption de l'individu dans le groupe, et du groupe dans l'Etat, le communisme peut rappeler l'universalisme religieux musulman qui transcende toutes les frontières territoriales, ethniques, linguistiques, au sein de l'Oumma. Enfin, dernier argument, la soumission absolue au Parti ne serait pas sans ressembler au « taslim », soumission absolue du croyant à l'autorité légitime.

Ce qui me paraît plus vrai, c'est que dans le monde moderne, et compte tenu de la récente volte-face de Nasser [1], l'Islam se défend mal contre le communisme. Aux yeux des jeunes couches arabes, la religion apparaît trop souvent comme le paravent derrière lequel les classes possédantes cachent leur égoïsme, leur paresse. Dans *Regards sur l'Islam* [2], Henri de la Bastide a très justement noté que depuis quelques années, les étudiants d'El Azhar, la plus prestigieuse université islamique au Caire, « deviennent communistes parce qu'ils conçoivent le communisme comme une doctrine non pas matérialiste, mais sociale, et que la dialectique marxiste séduit des cerveaux philosophiquement vierges ».

Dans le marxisme, ils retrouvent même certains principes religieux, tel celui formulé par le Cheikh Abd el Guelil Issa, ex-recteur d'El Azhar : « L'Islam autorise les gouvernements à s'emparer de la totalité des biens des riches, jusqu'à la parfaite réalisation de la justice sociale, à condition de leur rendre équitablement le reste. » Loin d'offrir, comme le catholicisme, un solide appui à la science, l'Islamisme ne résiste pas aux confrontations scientifiques. Pour le jeune étudiant qui découvre les lois physiques et chimiques du monde, l'idée de Dieu s'écroule. Le matérialisme devient pour lui une vertigineuse tentation.

Avec la vie moderne la laïcisation du monde islamique offre un terrain propice au marxisme et Henri de la Bastide note encore :

L'évolution du monde musulman provoque des transformations qui se révèlent singulièrement favorables à l'action communiste. Cette évolution a fait apparaître... dans la société musulmane... une nouvelle classe évoluée à l'occidentale,

1. Tandis que Nasser organise depuis quelque temps des manifestations spontanées contre Moscou, une délégation F.L.N. visite la Russie et la Chine et demande des armes aux pays communistes. Il y a ici un défaut de synchronisation momentané.

2. Revue militaire d'information d'octobre 1956.

qui se dit elle-même « laïque » et chez qui apparaît un certain vide religieux qui donne des chances à la propagande marxiste.

C'est un fait qu'il faut compter désormais avec les *musulmans communistes* qui ne tiennent plus pour hérétiques les *communistes musulmans*. En 1946, le chef de la délégation soviétique au pèlerinage de La Mecque, reçut à son passage au Caire, le titre envié de docteur en théologie, à une date d'autant plus significative que l'Egypte était alors politiquement et économiquement engagée dans le camp occidental.

Les communistes et la rébellion.

C'est incontestablement, au sein des organisations syndicales qu'ont été formés les cadres de la rébellion, de 1926 à 1954. D'année en année, nous en retrouvons l'éclosion, puis la trace nette jusqu'à la constitution du F.L.N. dont les références pour n'être pas ouvertement marxistes, n'en sont pas moins révélatrices. C'est en mars 1926 qu'est créée à Paris une filiale du Secours Rouge international : l'Etoile Nord-Africaine (E.N.A.) dont l'objectif officiel est « l'émancipation des Musulmans de l'Afrique du Nord ». L'E.N.A. étant l'œuvre du parti communiste français, répondant au vœu du cinquième congrès du Parti préconisait « la formation des cadres coloniaux pour les mouvements révolutionnaires dans les colonies ». Le chef en est Hadj Ali Abd el Kader, membre du Comité directeur du P.C.F. Les adhérents sont d'abord recrutés parmi les musulmans affiliés au parti, puis parmi tous les Nord-Africains de la métropole. L'E.N.A. se nomme un président d'honneur, l'émir Khaled, petit-fils d'Abd el Kader. Dès la fin 1926, l'E.N.A. passe sous les ordres d'un jeune secrétaire d'une cellule communiste de la région parisienne, Messali Hadj, marxiste convaincu et néanmoins affilié à la confrérie religieuse des Derkaoua.

En 1935, sous la menace d'un mandat d'arrêt, Messali s'exile à Genève auprès de Chekib Arslan, nouveau prophète du panarabisme musulman qui a déjà, auprès de lui, deux disciples de marque : Balafrej et Bourguiba, futurs chefs de l'Istiqlal et du Néo-Destour. Le gouvernement de Front populaire amnistie Messali en 1936, et en 1937 l'E.N.A. peut renaître sous l'étiquette de P.P.A. (Parti populaire algérien) avec les mêmes cadres, les mêmes meneurs. Cependant, les nouvelles préoccupations religieuses de Messali le font accuser de « déviationnisme » et le P.C.F. qui est au levier de commandes du gouvernement, trouve facilités et prétextes pour se créer une section algérienne, le P.C.A. dont le succès est immédiat.

Il y aura lutte entre le P.P.A. et le P.C.A., mais leurs objectifs véritables sont si proches, que c'est une lutte sans dommage, et qu'à l'heure des

coalitions les deux partis se retrouvent la main dans la main, notamment pour les élections. En fait, il s'agit pour eux de faire front contre un même ennemi : la France.

Après la guerre, grâce aux militants du P.P.A., le P.C.A. recueille en 1945, 21 p. 100 des voix du corps électoral musulman (deuxième collège), et 13,5 p. 100 des voix du collège européen. Ce premier succès encourage les dirigeants des deux partis à créer un Front National Démocratique qui rallie le P.C.A., le P.P.A. associé au M.T.L.D. [1], l'U.D.M.A. [2] et les Oulémas, association politico-religieuse pour la rénovation de l'Islam et l'indépendance. Ce Front National Démocratique change plusieurs fois de nom, mais garde les mêmes alliances, tandis que le P.P.A. en proie à des convulsions internes se fractionne en clans de durs, de tièdes, de mous.

La première et sanglante rébellion de 1945 n'a pas été approuvée par le parti communiste, mais on dirait qu'elle a servi de leçon, d'épreuve aux militants extrémistes qui, pendant les neuf années suivantes, bénéficient de l'indulgence majeure des tribunaux et préparent les cadres de la rébellion au sein de l'Organisation spéciale, puis du Comité révolutionnaire pour l'Unité et l'Action.

En apparence, le P.C. n'a rien à voir avec ces organisations secrètes qui sont partout calquées sur son modèle. Il faut éviter les collusions évidentes. De ce point de vue, la C.G.T. et les autres organisations paracommunistes fournissent ici aussi un excellent paravent. Les interpénétrations relevées sont anodines : visites discrètes du consul d'U.R.S.S. au siège du P.P.A.-M.T.L.D. à Alger, avocats communistes commis à la défense des accusés, campagnes de presse en France et en Algérie, action du Secours Rouge en faveur des familles des détenus. Cependant, à la tête de l'O.S. nous retrouvons, sinon des communistes avoués, du moins des progressistes bien marqués : Reguimi, dit Rachid, Yazid Mohamed, secrétaire général de l'Association des étudiants nord-africains, délégué en 1947 au Congrès de Prague des étudiants communistes et maintenant délégué du F.L.N. dans les couloirs de l'O.N.U. La propagande est aux mains du pharmacien Benkhedda, dont le frère, Brahim, est membre suppléant du Comité central du P.C.A. Aux « liaisons » on retrouve le Dr Lamini Amar, secrétaire général de la C.G.T. et Oula Hamanouna Amar, lui aussi berbériste communisant. Le Dr Hadjeres Sadok, communiste, membre du Comité de direction du P.C.A. fait partie de l'O.S.

La filiation, après examen, apparaît très nette. Elle ne sera pas moins évidente avec le C.R.U.A. qui va se fondre en F.L.N. dès la fin 1954, après qu'au mois d'octobre, Benoît Frachon, chef communiste de la C.G.T. ait fait un mystérieux voyage dans les Aurès. Entre temps, il est arrivé à Messali Hadj une aventure coûteuse pour son autorité. Il s'est fait chas-

1. Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques.
2. Union Démocratique du Manifeste Algérien.

ser du P.P.A. par les membres « activistes » du comité directeur. Exclu de son propre parti, le prophète à la barbe fleurie doit fonder le Mouvement National Algérien, le M.N.A. dont on connaît les sanglants démêlés dans les médinas ouvrières de France avec le F.L.N. Ce sont les « berbéristes » communisants qui ont réussi à l'expulser au nom de l'activisme, après avoir publié une profession de foi qui est un modèle de dialectique communiste :

On ne doute plus du fait que nous voulons armer le parti d'une idéologie saine, d'une organisation scientifique rationnelle, et de la tactique révolutionnaire bien comprise qui, tout en considérant nécessaire la lutte pour les objectifs immédiats, ne perd jamais de vue le but final.

Dans les derniers jours qui précèdent le début de la rébellion, le P.C.A. multiplie les contacts pour créer en dehors du C.R.U.A., un front qui rallie les différents partis. En octobre 1954 notamment, les contacts entre chefs communistes régionaux et chefs nationalistes sont favorables à l'union. Un plan d'action en commun est tracé. En France, le 4 juin 1954, à Ivry, Léon Feix, responsable de l'A.F.N. à l'échelon le plus élevé de la hiérarchie du P.C.F. préside une conférence d'études à laquelle assiste Hadj Ali Bachir, dirigeant du P.C.A. à qui incombe « la tâche historique de lever plus haut et ferme le drapeau de la lutte pour l'indépendance nationale et les libertés, de faire des efforts encore plus grands pour que se forge, dans l'action, un front national démocratique algérien, rassemblant communistes, nationalistes, progressistes, européens et musulmans ».

Le communisme et la rébellion.

Malgré les liaisons fréquentes entre les divers éléments qui se préparent à l'insurrection, il semble que le P.C.A. n'ait pas été au courant de l'ensemble des actions terroristes qui devaient éclater le 1er novembre 1954. Il faut cependant noter quelques faits significatifs, comme le passage dans le Constantinois, à la veille des troubles, des dirigeants du quotidien communiste *Alger Républicain ;* le séjour dans les Aurès de M. et Mme Chatain, militants actifs du P.C.A. ; le voyage de M. Frachon que nous avons déjà noté, et la « visite » du dirigeant cégétiste Dufriche. Le P.C.A. sait que quelque chose se trame, mais il est incontestable qu'on ne l'a pas tenu au courant du plan établi. Que s'est-il passé ? En réalité le P.C.A. n'a pas toute la confiance des activistes du C.R.U.A. qui se souviennent du désaveu de 1945, lorsque les activistes de Messali allumèrent la première flambée. Le chef du P.C.A., Amar Ouzegam avait alors désavoué la rébellion avant d'être lui-même sacrifié par Moscou.

Il faut se rappeler qu'en 1945, M. Maurice Thorez était vice-président du Conseil dans le gouvernement de Gaulle et que le P.C. étant plus ou moins au pouvoir, l'ennemi n° 1 devenait non plus l'U.R.S.S., mais l'Amérique qui devait, aux yeux des communistes, être la première à bénéficier d'une désagrégation de l'Afrique du Nord. Ce désaveu pesait encore dans la balance en 1954. Les musulmans du C.R.U.A. continuaient également d'éprouver de la méfiance pour ce parti communiste algérien qui recevait ses ordres de la métropole et gardait à sa tête des Algériens de souche européenne comme Paul Caballero, secrétaire général, Raffini, secrétaire général du Secours populaire ou André Ruiz, militant syndicaliste.

Aussi le P.C.A. va-t-il faire tous ses efforts pour ne pas être gagné de vitesse, d'abord quasi-ouvertement, ensuite, à partir de sa dissolution le 12 septembre 1955, clandestinement. Au cours des premiers mois, le P.C.A. proteste contre la dissolution du M.T.L.D., contre la saisie des journaux *L'Algérie Libre, La Nation Algérienne,* essaye de fomenter des grèves parmi les dockers pour empêcher le débarquement de matériel de guerre, lance l'idée d'un comité d'action contre la répression, soutient les grèves ordonnées par les rebelles, notamment les grèves des 5 juillet et 1er novembre 1955. A l'extérieur, la radio de la Ligue arabe et les radios des pays satellites accordent leurs violons. Sur instructions venues de Paris, les membres du Comité central du P.C.A. préparent les militants de base à la dernière étape. Ainsi, à Bône, le 24 juin 1955, M. Di Giacomo à une réunion de cadres annonce-t-il : « *L'orateur est heureux d'annoncer à l'assistance que le Comité central du P.C.A. entretient des relations suivies avec les chefs de l'Armée de la Libération nationale, et que des camarades communistes viennent d'être intégrés dans des groupes de combat.* » Il ajoute que le Comité central recevra incessamment du Parti communiste français des instructions tendant à fixer le rôle exact du P.C.A. dans le mouvement libérateur.

Comme en face de ces déclarations, certains militants paraissent sceptiques, M. Di Giacomo tient à en souligner la valeur et conclut en disant : « Bientôt tout le monde pourra apprécier mes paroles. »

La dissolution qui met fin à une équivoque sert plutôt le P.C.A. qui passe à la phase clandestine de son action, phase à laquelle il s'est, depuis longtemps, préparé. Des journaux ronéotypés *Liberté, L'Oranie combattante,* ou *La Voix du Soldat* sont distribués dans l'armée pour saper son moral, dans les maquis pour guider les combattants. Pendant toute cette période préparatoire à l'intégration finale, la mise en place d'activistes au sein de l'Armée de Libération nationale, exige du P.C.A. un effort accru en raison du développement de la guerre révolutionnaire. En 1955, les réseaux communistes clandestins travaillent dans l'A.L.N. spécialement pour l'espionnage, les vols d'armes, la contrebande de munitions. De France, le P.C.F. envoie des techniciens qui disparaissent dans le maquis.

Il semble même alors que le P.C.A. cherche à se compromettre de plus en plus ouvertement devant le succès croissant de la rébellion. Il s agit pour lui de n'être pas considéré comme l'ouvrier de la onzième heure et d'obéir à une directive très précise de Moscou qui enjoint aux communistes algériens de « prendre la tête de la lutte nationale du peuple algérien, même s'il faut, pour cela, envisager d'éliminer l'opposition européenne qui, jusqu'alors avait fait dévier le parti, et confier les responsabilités aux musulmans »[1].

Le F.L.N. n'en reste par moins, dans une certaine mesure, réticent et le P.C.A. doit se livrer à quelques coups d'éclat pour conquérir sa place. C'est l'horrible massacre de la mine d'El Halia (région de Philippeville). C'est aussi la trahison de l'aspirant Maillot qui livre un camion d'armes aux rebelles après avoir chloroformé le chauffeur, et qui forme un maquis. Ce sont les « Combattants de la Libération » où Maillot et Laban (un ancien des Brigades internationales) s'illustrent. Des bandes communistes opèrent dans la région d'Orléansville, de Ténès et aux environs de Tlemcen et de Sidi-Bel-Abbès[2].

Leurs zones d'implantation ont fait l'objet d'accords avec le F.L.N. Mais la formule d'action séparée ne dure pas. Les « Combattants de la Libération » subissent de graves échecs, dont le plus remarquable est la destruction du groupe Maillot et Laban, le 5 juin 1956, près d'Orléansville. Le F.L.N. s'intègre les bandes communistes.

La liste est longue des membres du P.C.A. qui participèrent au terrorisme F.L.N. Cette liste, que nous publierons ailleurs, est déjà, en elle-même, une preuve accablante. Dans ce domaine le parti communiste aura

1. Rien n'est plus révélateur à cet égard que la lettre d'une organisation syndicale de la métropole à des responsables syndicaux d'Afrique :

« Sachons nous rappeler la stratégie communiste en Afrique telle qu'elle a été définie au sein du vingtième congrès de l'U.R.S.S. Elle est prévue en gros en trois temps :

1er *temps*. — Les communistes doivent entrer dans les partis nationalistes et les soutenir au maximum, même si ces partis sont anti-communistes, même s'ils persécutent les communistes.

2e *temps*. — Les gouvernements nationalistes rencontreront les difficultés d'un pays qui se construit. Il y aura des mécontents. Ceux-ci se recruteront dans les milieux ouvrier et paysan. Le jeu du parti sera alors de préparer la révolte de ces éléments, puis à cette occasion, de mettre le maximum de ses hommes au pouvoir. En aucun cas il ne les mettra seuls. Il y aura encore besoin d'hommes servant de garants et rassurant l'opinion publique.

3e *temps*. — Par un travail interne, on se séparera des hommes non communistes et le tour sera joué. Désormais tout devra être mis au service du parti et les opposants seront liquidés. »

Cité par le Colonel J. Muller dans la *Revue de Défense nationale* de mai 1958.

2. A Palestro et à Fort-National, c'est un Européen qui commandait en 1956 : Raffini, secrétaire général du Secours populaire, communiste naturellement.

été (et continue d'être) un puissant soutien pour la rébellion. Conçu depuis toujours pour fonctionner avec le maximum d'efficacité dans la clandestinité, il a prêté ses cadres, ses filières, ses méthodes éprouvées au terrorisme arabe qui débutait dans la guerre révolutionnaire. Cet appui souterrain s'étendra à la métropole. La coordination des attentats au soir du 24 août 1958 n'aurait jamais pu être réalisée aussi bien en Algérie. Il a fallu pour cela que le P.C.F. ait fourni ses plans et ses renseignements [1]. De même les cellules ont fourni leur organisation administrative de base pour recenser et ficher les travailleurs établis en France. Les communications avec l'Algérie sont parfaitement organisées et un musulman « rallié », mais qui veut quand même fuir son douar pour échapper aux représailles, s'il se rend en France est immédiatement repéré par les services de police du F.L.N. et imposé ou abattu.

En apparence cependant le P.C.F. ignore le P.C.A. Pour plus de prudence, ce n'est pas de Paris que viennent les ordres de Moscou, mais par l'intermédiaire du P.C. italien [2].

Bien que les fellagha ne comptent pas plus de 3 ou 4 000 combattants véritablement communistes, le P.C.A. se prépare à tirer les marrons du feu. L'essentiel de son activité porte sur la propagande et le noyautage. Nous avons vu que la propagande était un des rouages essentiels de la guerre révolutionnaire. C'est grâce aux communistes que l'idée de soutien s'est lentement infiltrée dans l'opinion, trouvant une audience de plus en plus large dans certains milieux européens libéraux ou chrétiens progressistes. Quant au noyautage il est indiscutable, et d'autant plus efficace que le F.L.N. a le plus grand mal à se formuler une doctrine et que devant cette carence, la pensée marxiste a toutes facilités pour s'installer et miner les esprits. Le P.C.A. travaille pour l'avenir. Il a le soutien du monde communiste, il a aussi le temps pour lui et la certi-

1. La chose parut à tous si évidente que M. Maurice Thorez devait en octobre 1958, au Comité Central du Parti Communiste esquisser brièvement une retraite qui couvrait son parti contre le ressentiment populaire. Il fallait « lâcher » les terroristes pour ne pas compromettre la « ligne générale », mais les lâcher tout en les soutenant : « Les méthodes employées par le F.L.N. en France n'ont pas servi, il faut le dire très nettement, la juste cause du peuple algérien, qui a toujours bénéficié de la compréhension et de l'appui politique des ouvriers révolutionnaires français.

» Si le F.L.N. se propose d'alerter l'opinion, il se trompe. Il dresse l'opinion contre lui. Loin de gagner des sympathies, il les perd. Ces méthodes donnent une prise trop facile contre les Algériens. Et en plus — il faut dire ces choses au comité central — elles permettent toutes les provocations contre nous. »

Dans un congrès où le secrétaire général stigmatise l'opportunisme, c'est une singulière contradiction. Il est vrai que ce genre de déclaration gêne peu les dirigeants du P.C. et que l'on vit, en 1942, sur tous les murs de Paris occupé, une déclaration assez semblable de Marcel Cachin qui condamnait le terrorisme. Son parti ne lui en tint pas rigueur. Loin de là.

2. Les chefs du F.L.N. ont, entre autres, longuement rencontré à Rome en septembre 1956, le secrétaire général du P.C. italien, M. Togliatti.

tude marxiste que le sens de l'histoire lui est favorable, comme il a été favorable dans le monde aux autres partis communistes qui ont su patienter. La conquête idéologique du F.L.N. est en bonne voie.

Vocabulaire marxiste et aide extérieure.

Il serait long de relever tout ce qui dans le vocabulaire rebelle est visiblement marxiste. Le communisme n'a pas besoin de nuances, il a besoin d'idées fortes, d'idées empoisonnées qui brouillent les discussions. Les mots qui reviennent sans cesse sont « impérialisme », « colonialisme », dont le discrédit est tel qu'il doit paralyser l'ennemi. La France ne peut pas se défendre contre ces mots puisqu'elle n'est pas coupable des faits. Les discuter, c'est d'ailleurs leur donner une apparence de raison. Accepter d'être soupçonné d'impérialisme, ou de colonialisme c'est donner des verges pour se faire battre par un adversaire. Il n'est pas non plus question de retourner ces attaques et de désigner par ces mots la politique russe. Nous sommes en face d'adversaires subtils qui savent parfaitement manier les obsessions.

On ne voudrait pour autres preuves que des citations des principales déclarations du F.L.N. et ses consignes aux militants. Tout y révèle la phraséologie marxiste, et d'abord le slogan de la « plate-forme politique » du Congrès de la Soumam :

« La révolution par le peuple et pour le peuple. » ou encore : « Le souffle révolutionnaire purifie le climat syndical non seulement en chassant l'esprit néo colonialiste et le chauvinisme national qu'il engendre, mais en créant les conditions pour l'épanouissement d'une fraternité ouvrière imperméable au racisme. » Et par-ci par-là, dans le texte, des phrases révélatrices que le communisme serine depuis quarante ans :

« La direction collective étant érigée en un principe, tous nos organismes délibérants devront le respecter scrupuleusement. »

« L'union du peuple est réalisée dans la lutte contre l'ennemi commun sans sectarisme. »

« La condamnation définitive du culte de la personnalité, la lutte ouverte contre les aventuriers, les mouchards, les valets de l'administration, indicateurs ou policiers. »

« La révolution a montré au peuple, à la lumière de l'expérience décisive du combat libérateur, l'impuissance du réformisme et la stérilité du charlatanisme contre-révolutionnaire [1]. »

Comme il pêche son vocabulaire en Russie, le F.L.N. tire son armement des pays situés derrière le rideau de fer. Longtemps, il s'y est pris de manière que l'on puisse en douter. Les armes récupérées sur les fel-

1. Voir Charles-Henri Favrod : *La révolution algérienne*. Documents de Tribune Libre. Plon, éditeur.

lagha étaient de toutes origines : américaines, belges, italiennes, allemandes, la plupart collectées sur les champs de bataille libyens, ou rachetées en sous main par des organisations européennes secrètes. Mais le 18 janvier 1958, une saisie sensationnelle devait éclairer les enquêteurs, la saisie du cargo yougoslave *Slovenija*. Cette cargaison, si elle était arrivée à bon port, pouvait armer environ six mille hommes et leur fournir une puissance de feu de trois mois. La preuve établie indiscutablement que ces armes venaient des pays satellites, était encore plus décisive que l'alignement de Radio Budapest sur la Radio des arabes. Malgré les dénégations des armateurs, la cargaison du *Slovenija* était destinée à la rébellion algérienne [1]. Son débarquement au Maroc avait été réglé grâce à la complicité de certaines autorités marocaines qui favorisaient déjà, depuis plus d'un an, le transit de cargaisons de même ordre. Leur territoire servait de base aux troupes rebelles.

Les incidents de novembre 1958 à Oujda où des ouvriers français furent arrêtés par des soldats de l'Armée de libération marocaine à la suite d'une affaire d'armes, semblent bien établir la preuve que des communistes contrôlaient à la frontière franco-marocaine les armes étrangères pour les remettre aux éléments F.L.N. stationnés dans l'ancien protectorat. Au passage les Marocains de ces bandes qui inquiètent si fort le régime de Rabat, se servaient un peu trop largement.

La complicité de certaines autorités marocaines ne saurait étonner, si l'on songe aux rivalités qui ont déjà causé la scission de l'Istiqlal. Chacun de ces partis essaye de prendre en mains les mouvements armés, les Mouquawat [2] comme le F.L.N., qui représenteraient un appui déterminant dans la course au pouvoir. A la tête du plus organisé de ces partis, Mahdi Ben Barka, progressiste avoué, annonce déjà l'emprise communiste sur le Maroc.

Quant au rôle de la Yougoslavie, exportateur pour le compte des Tchèques dans l'affaire du *Slovenija*, il a été mis en lumière précisément par cet incident : ce pays est l'intermédiaire destiné à rendre moins évidente l'aide apportée par les satellites directs de l'U.R.S.S. à la rébellion algérienne.

Jusqu'au mois d'octobre 1958, jusqu'à la déclaration du général de Gaulle invitant les « organisations extérieures » à venir discuter à Paris d'un « cesser le feu », l'aide communiste s'est montrée discrète. Mais depuis elle a jeté le masque. Dans une interview à Michel Gordey [3], Willy Brandt, le maire de Berlin-Ouest, cette enclave occidentale dans le monde marxiste, a révélé que Berlin-Est était le lieu d'élaboration des techniques révolutionnaires appliquées en Afrique du Nord. M. Ferhat Abbas inter-

1. Ce mois-ci, nouvel incident. Les autorités françaises ont saisi la cargaison du *Lidice*, cargo tchécoslovaque qui apportait au F.L.N. 900 tonnes de munitions et d'armements divers.

2. Littéralement : « Mouvement de résistance marocain. »

3. *France-Soir* du 16 décembre 1958.

rogé le 18 décembre 1958, au Caire, sur les résultats du voyage d'une délégation algérienne en Chine communiste a répondu : « Notre délégation qui s'est rendue à Pékin sur l'invitation du gouvernement chinois a été reçue très chaleureusement. Le gouvernement algérien est prêt à accepter des armes d'où qu'elles viennent. » Autrement dit, le F.L.N. n'hésitera plus à faire ouvertement appel aux pays marxistes qui veulent l'indépendance de l'Algérie. Ces menaces ne changent pas grand'chose à une situation de fait. Elles la confirment seulement, si, par hasard, nous doutions encore qu'à travers l'indépendance de l'Algérie, c'est l'encerclement de l'Europe que cherche l'U.R.S.S. Dans un grand élan de sincérité M. Ferhat Abbas l'a d'ailleurs avoué : « Nous préférons évidemment être des communistes algériens libres (*sic*) plutôt que de rester sous la domination étrangère. » Il ne reste qu'à demander à M. Ferhat Abbas de bien vouloir nous faire connaître un exemple de « communistes libres » dans le monde.

MICHEL DÉON

CHRONIQUE DES LIVRES

ÉQUILIBRE ET HÉGÉMONIE

par Ludwig Dehio (*Éditions du Seuil*)

Il est toujours stimulant pour l'esprit de lire un ouvrage historique écrit d'un point de vue qui ne soit pas national. Les Croisades, vues par un chroniqueur musulman, la campagne de Russie vue par un Russe, montrent à quel point notre histoire traditionnelle est subjective.

Le livre de Ludwig Dehio se place dans une perspective rigoureusement européenne pour étudier les mouvements politiques de l'Occident, depuis Philippe II jusqu'à Khroutchev. C'est dire qu'il est d'une actualité saisissante. Le lecteur a sans doute un effort à faire pour accepter un style trop fréquemment allégorique et une tournure d'esprit où la métaphysique se mêle à la psychologie. Mais il sera largement récompensé de son attention s'il étudie comme il le mérite ce récit nourrissant, qui fourmille d'idées nouvelles.

Des rapprochements intelligents éclairent un jugement toujours objectif. Dès les premières pages, l'exemple de Venise qui, dans une île du Rialto se trouve vis-à-vis de l'Italie morcelée du XVe siècle dans la situation où se trouvera plus tard la Grande-Bretagne vis-à-vis de l'Europe, illustre l'idée maîtresse du volume et explique le conflit permanent qui s'instaure entre les pays continentaux et leurs voisins périphériques.

ED. G. D'E.

(Suite de la chronique des livres page 100.)

Québec et le château Frontenac.

CITÉS CANADIENNES

par Pierre Mélèse

Québec

« La seule ville entourée de murailles du continent américain », disent les prospectus touristiques, ce qui est exact, bien que les fortifications du XVIIe siècle aient subi des restaurations style Viollet-le-Duc ; il n'en reste pas moins que la porte Saint-Louis a grande allure et paraît fort étonnante si loin de ses sœurs françaises.

Une des rares villes aussi du continent américain où les rues ne se coupent pas à angle droit, ce qui est une source de perpétuels étonnements pour les touristes du pays voisin venus trouver là l'atmosphère de l'*Old country*.

Québec — le vieux Québec, au pied du rocher et l'escaladant — car une large ville industrielle a poussé dans la plaine avoisinante, sans heureusement déparer la vieille cité — est une petite ville de province qui ne serait déplacée dans aucune région de la France : rues étroites et tortueuses, parfois coupées d'escaliers, bordées de maisons en pierre, de deux à quatre étages, aux étroites portes et fenêtres, avec, de ci de là, de majestueux porches d'hôtels seigneuriaux ; petites places tranquilles où il ne manque que la terrasse du bistrot familier, comme cette adorable place Louis XIV, au centre de laquelle se dresse un buste du grand roi, et que borde la vieille et toute simple église N.-D. des Victoires ; remparts herbus hérissés de canons de fonte pointés sur le fleuve ; mails plantés de beaux arbres à l'ombre desquels les vieilles gens fument leur pipe ; boutiques étroites, couvents paisibles dans des rues désertes et sombres ;

le pâtissier traditionnel sur la place de la cathédrale ; et cette anachronique cour monastique de l'Université Laval, entourée des bâtiments de l'ancien séminaire, où l'on se sent sans efforts reporté au vieux pays et au vieux temps ; les plaques des rues aux noms familiers : rue Saint-Louis, rue de l'Eglise, rue des Remparts ; toutes les enseignes en français également, avec pourtant les concessions nécessaires au tourisme américain ; et partout les sonorités de la langue de chez nous, guère plus étranges par leur accent que celles de certaines régions de la province française ; le type enfin des habitants, si particulier qu'il soit par leur prognathisme accusé et leur nez allongé, est plus familier au visiteur de France que le type anglo-saxon.

Curieux mélanges d'archaïsme et de modernisme, les confortables, sinon rapides « bus », les longues autos américaines se croisent avec les vieilles « calèches » montées sur hautes roues de bois et tirées par de maigres chevaux ; les derniers produits américains vous seront offerts en « piastres » et en « sous » (lisez dollars et cents). Et à ce propos, méfiez-vous de ce vieux réflexe qui fait que les Français d'avant-guerre (d'avant l'autre guerre) traduisent instinctivement les sous en centimes, et, lorsqu'on leur réclame cinq sous pour un journal, tendent une pièce de vingt-cinq cents !

Deux cents ans de domination anglaise n'ont pas effacé à Québec et dans la province avoisinante le souvenir, les traditions de la France d'origine, mais d'une France lointaine, dans le temps et dans l'espace, et ce n'est pas l'un des moindres étonnements de voir aux monuments publics flotter le drapeau de la province, bleu et blanc aux fleurs de lys, et non point le drapeau canadien, proche du britannique. Je dois néanmoins à la vérité d'ajouter qu'au cours d'un voyage dans la presqu'île de Gaspé — c'était la fête provinciale de la Saint-Jean — j'ai constaté partout, dans les petites villes et les villages, la présence presque exclusive du drapeau tricolore français. Certes, l'administration est anglaise, et tout ce qui s'y rapporte : le système métrique est ignoré — mais il l'était avant la Révolution. Cependant on compte les mesures en « verges » et non en « yards ». Et il est caractéristique que, pendant mes nombreux séjours au Canada français, je n'y ai jamais entendu le *God save the Queen,* mais bien le chant national officieux, sinon officiel, fort beau d'ailleurs, *O Canada.*

Il est difficile de parler de Québec — *du* Québec, c'est-à-dire de la province — sans mentionner le nombre inusité de soutanes et de cornettes que l'on croise dans les rues. La présence catholique est partout, non seulement par le nombre des églises, des calvaires sur les routes, des couvents en ville et à la campagne, où certaines communautés possèdent et régissent d'immenses domaines, mais par son emprise sur toute la vie de la province.

L'état-civil est exclusivement religieux ; l'enseignement est tout entier

entre les mains de l'Eglise, à l'exception des écoles réservées aux minorités protestante et juive, écoles confessionnelles elles aussi ; l'Université Laval, d'ancienne et glorieuse réputation, est totalement catholique ; ses recteur, doyens, un grand nombre de professeurs sont des religieux. La censure catholique s'étend — et avec quelle rigueur — sur les livres et les films, la radio et la T.V., sur les distractions de la jeunesse ; les pèlerinages sont officiels, comme les fêtes catholiques qui doivent être chômées — ce qui fut naguère l'occasion de procès faits à de grands magasins qui, ayant ouvert le jour de la Fête-Dieu, furent condamnés à de fortes amendes. La pensée est dirigée par le prêtre en chaire, par les journaux dont des pages entières sont consacrées aux nouvelles religieuses. Atmosphère un peu oppressante qui n'est guère sensible au touriste hâtif, mais qu'on ne peut ignorer lorsque l'on séjourne dans le pays.

Et cependant ce n'est nullement une impression de tristesse qui se dégage des rues et des assemblées : les filles sont jolies, habillées avec goût, les jeunes gens délurés et d'aspect sportif ; la bonne humeur règne dans les « veillées » ; on y chante *l'Alouette, Frère Jacques,* tant d'autres chansons de notre vieux folklore qui se sont pieusement conservées. On danse les « danses carrées », ce que nous appelons quadrilles, aux figures multiples et compliquées annoncées sur un ton de mélopée par un « nomenclateur » qui les accompagne au violon sur des airs traditionnels, mais aucune de ces danses diaboliques, valses, tangos, be-bop, qui risqueraient de rapprocher un peu étroitement filles et garçons et sur qui l'Eglise a jeté son interdit. On se baigne, grand progrès, dans les mêmes piscines, mais avec des costumes dont la décence, sans ridicule d'ailleurs, laisse très loin derrière elles les « minimums » de la Côte d'Azur. On se « fréquente » honnêtement ; on se donne rendez-vous à la messe ; on se marie jeune, on a beaucoup d'enfants — huit est un nombre moyen : inutile de dire que le « *birth control* », ses méthodes et ses produits sont strictement interdits.

Moyennant quoi, la population française augmente au Canada dans des proportions inquiétantes pour les Anglais (près de 6 millions à cette date sur 17 millions au total, pour la plupart confinés au Québec). Et c'est ainsi que certaines villes de la province, comme l'industrielle Sherbrooke, au sud du Saint-Laurent, où, il y a peu de temps les Anglais étaient largement majoritaires, ont vu la proportion s'inverser totalement dans ces dernières années ; et de même tel village au nom typiquement anglais a vu ses habitants britanniques peu à peu dominés par le groupe français, à tel point que l'ancienne et vaste église presbytérienne est presque totalement désertée au profit de la nouvelle église catholique, déjà trop petite pour le nombre de ses paroissiens. C'est là un phénomène très notable, particulièrement dans les cantons de l'est de la province, auquel ne restent pas insensibles les dirigeants fédéraux.

Très vite au nord de Québec, passé le beau Jardin zoologique qui, à

une dizaine de kilomètres de la ville, étale ses grandes étendues herbeuses, ses fourrés naturels, ses ruisseaux et ses lacs où s'ébrouent dans une quasi-liberté les animaux les plus sauvages et les plus étranges des régions nordiques, commencent les abords du Grand Nord. C'est en effet, avant le bouclier pré-cambrien où, entre les roches des époques primitives pousse une végétation rabougrie, les vastes forêts de sapins et d'érables, desquels coule le précieux sirop si prisé dans le pays, que recueillent soigneusement, comme la résine dans les Landes, les paysans des environs. Le parc national des Laurentides est la grande attraction des touristes : quelques routes assez bien entretenues traversent cette immense réserve d'arbres et d'animaux sauvages d'un pittoresque certain, mais sévère.

Par contre au sud de la ville, passé le Saint-Laurent sur le « traversier » ou par le splendide pont qui l'enjambe, commence un pays plus humain et charmant.

La presqu'île de Gaspé, ou Gaspésie, est un immense promontoire bordé d'un côté par le Saint-Laurent qu'il accompagne jusqu'à l'Océan, de l'autre par la baie des Chaleurs, qui fait face aux provinces maritimes. Tout le centre de la presqu'île est occupé par un plateau montagneux fort élevé que couronnent d'inextricables forêts où abondent les ours, région parfaitement sauvage et presque inexplorée. Mais, tout autour de la presqu'île, sur le cordon de route d'un millier de kilomètres qui la borde, s'étalent de petites villes et des villages de pêcheurs, pittoresques à souhait, et bien français. Les noms sont charmants et évocateurs : Rivière-du-Loup, Trois-Pistoles, Rivière-au-Renard. La langue des indigènes est savoureuse, toute teinte d'accent et de patois normand ; les types sont ceux de chez nous, et, si vous demandez votre chemin à un paysan, il vous conseillera « d'marcher tout dret pendant eune pipe, pis d'prendre el contour à main drouète... ».

Montréal

Que l'on arrive à Montréal par la gare Windsor du Canadian Pacific ou la Gare Centrale du Canadian National, séparés l'une de l'autre par cinq cents mètres à peine, le coup d'œil est assez impressionnant : vastes places boisées, encadrées d'immeubles imposants de vingt à trente étages, grands hôtels, bureaux de compagnies d'assurances ou de navigation, illuminés la nuit de façon somptueuse, avec, comme fond de décor, la cathédrale Saint-Jacques, qui s'efforce avec bonheur de reproduire à une échelle réduite Saint-Pierre de Rome. Une circulation intense de longues autos silencieuses et nickelées, réglée par des agents impeccables et des feux alternés, quantité de tramways et d'autobus ; mais, sur les trottoirs, un public relativement peu nombreux — tant de gens ont leur voiture ! — et, fait notable, extrêmement peu de bicyclettes et de motos. Et tout de suite au nord, la « rue Sainte-Catherine street » — car Montréal étant totale-

lement bilingue, toutes les indications officielles sont en deux langues, et, lorsque le nom de la rue est un nom propre, on se contente de l'accompagner des deux mots *rue* et *street*, pour ne froisser personne...

La rue Sainte-Catherine est la grande artère commerçante de Montréal, qu'elle traverse d'est en ouest sur une dizaine de kilomètres en ligne droite. Peu large, perpétuellement encombrée, surtout par les antiques tramways qui la sillonnent, bordée de maisons de un à trois étages fort laides, à l'exception des hauts immeubles des grands magasins qui s'y trouvent tous réunis presque côte à côte, la rue Sainte-Catherine n'offre au touriste qu'un intérêt limité, mais c'est le pôle d'attraction de tous les Montréalais en quête d'achats et de distractions, féerie lumineuse le soir, lorsque magasins, cinémas, restaurants rivalisent d'ingéniosité dans leurs enseignes étincelantes et mouvantes.

Plus au nord encore, c'est, parallèlement, l'avenue Sherbrooke, large et moins fiévreuse : les Champs-Elysées de l'endroit : somptueux hôtels ; maisons genre villas autrefois aristocratiques, aujourd'hui souvent converties en « Tourist homes ». C'est sur cette avenue que se trouvent le Musée, les galeries de peinture, le vaste parc du vieux Collège Saint-Michel avec ses deux tours d'enceinte du XVIIe siècle, et aussi la fameuse Université Mac Gill construite autour de son *campus* verdoyant sur le site d'un village indien que la croissance de la ville vers le nord a fait disparaître il y a deux siècles. Et n'oublions pas une particularité de l'avenue Sherbrooke, sa terrasse de café, l'unique terrasse de la ville, qui s'intitule, bien entendu, « Champs-Elysées ».

De là partent vers le nord de jolies rues tranquilles bordées de somptueuses maisons entourées de jardins qui montent toutes, beaucoup en impasse, vers le Mont Royal d'où la ville tire son nom.

Le Mont Royal est la grande attraction de Montréal. Imaginez, au centre d'une grande cité — car la ville s'est peu à peu étendue au-delà du mont jusqu'à la branche nord du Saint-Laurent qui l'enserre — une colline élevée aux flancs abrupts de tous côtés, étalée sur une grande longueur, et non pas bâtie comme notre Montmartre, mais jalousement conservée dans son état naturel, c'est-à-dire couverte d'arbres superbes, parmi lesquels ont été ménagés avec goût des sentiers et des allées accessibles seulement aux voitures hippomobiles, ample réserve d'air, de verdure, d'oiseaux et d'écureuils familiers qui sert de promenade champêtre pendant la belle saison, et de terrain de ski et de luge en hiver. Vers le sommet a été aménagée une vaste terrasse qui domine la ville vers le sud, et offre une vue incomparable sur la vieille cité, le fleuve et ses îles verdoyantes, et, par temps clair, sur les montagnes de la Nouvelle-Angleterre, aux Etats-Unis tout proches.

Sur cette terrasse se donnent en été des concerts et représentations théâtrales fort suivis, car on y respire ; et l'un des plus grands attraits de ces soirées est, autant que le spectacle lui-même, la vue de la ville étincelante de feux, auprès de laquelle Paris vu la nuit du Sacré-Cœur paraît un puits

obscur. Mais, signe caractéristique du pays, au plus haut du Mont se dresse une immense croix lumineuse qui se voit de plusieurs lieues à la ronde.

Un ravissant parc orné d'un grand lac sillonné de canards et de cygnes conduit vers une seconde colline, séparée du Mont Royal par une profonde vallée parcourue par une rue très passante. Westmount, c'est le nom de cette colline, offre un caractère très différent : couronnée en son centre par un parc sauvage, asile d'oiseaux et de fleurs, elle est partout ailleurs occupée par de somptueuses résidences, dont certaines sont de véritables châteaux entourés de grands parcs, d'autres de ravissantes

(Cliché Ambassade du Canada.)

Montréal, vue du Mont-Royal.

maisons pour la plupart d'une architecture résolument moderne, et toutes dotées d'une large vue sur le fleuve et les montagnes. Ce haut quartier de Westmount est assurément un des plus plaisants de la ville, et aussi un des plus difficiles d'accès, car nul moyen de transport ne le traverse, ce qui lui conserve un caractère aristocratique très particulier.

Ce serait se faire de Montréal une bien fausse idée que de prendre cette ville, d'après ces descriptions, pour une cité-jardin. Bien au contraire, la majorité des rues est affreusement triste et déprimante : là s'alignent à perte de vue des maisons de briques uniformes, de deux à quatre étages, bien particulières par leur escalier de fer extérieur, qui vient aboutir sur le trottoir devant le rez-de-chaussée, de sorte que les locataires du premier ou du deuxième étage ne pénètrent pas dans la maison pour accéder à leur appartement — sérieux inconvénient en hiver où les marches de fer sont souvent verglacées. Dans le plus vieux quartier, entre le port et la rue Sainte-Catherine, ce sont d'autre part des rues étroites, affreusement laides, dont les maisons lépreuses sont habitées par des foules de pauvres gens. C'est dans ce quartier que subsistent des vestiges de la ville primi-

tive, comme le château Ramezay, résidence du gouverneur au XVIIe siècle, ou le vieux Séminaire ; là aussi se trouvent l'Hôtel de Ville, les anciennes églises de Bonsecours — l'église des marins, sur le port — et Notre-Dame ; là se situent les maisons de gros, les banques, les docks, et aussi — curiosité pour les Nord-Américains — le vieux Marché, analogue à nos marchés de province. C'est proprement le quartier français, car, à Montréal, Français et Anglais sont nettement séparés, Français à l'est et au sud, Anglais à l'ouest et au nord ; il est curieux à ce propos de longer la rue Sainte-Catherine d'est en ouest par exemple : jusqu'au boulevard Saint-Laurent qui la coupe à angle droit, toutes les enseignes sont en français ; au-delà commencent les enseignes en anglais, les snack-bars, les églises presbytériennes, anglicanes, etc. Deux pays différents, juxtaposés, peu mélangés.

Cette juxtaposition, visible à chaque pas dans la vie quotidienne, se signale d'une façon plus éloquente par la coexistence des églises catholiques, purement françaises, et protestantes, spécifiquement anglaises, et de même, des deux Universités : l'Université Mac Gill, de langue et de type anglais, et l'Université de Montréal, de langue française exclusivement, et organisée sur le modèle des Universités françaises, au point que, par un accord de réciprocité, elle est habilitée à délivrer des diplômes valables dans les Universités françaises.

Splendidement située sur le versant nord du Mont Royal, dominant de très haut la vaste plaine qui s'étend jusqu'aux monts bleuâtres des Laurentides par-delà les bras du Saint-Laurent dont brille à l'ouest le majestueux élargissement nommé lac Saint-Louis, l'Université de Montréal est un énorme bâtiment surmonté d'un ambitieux campanile, où, contrairement aux principes des Universités anglo-américaines, les différentes Facultés sont réunies sous le même toit. Et, bien que l'on ait vu large pour ces bâtiments qui ne datent que de quelques années, le développement croissant de l'Université, surtout dans les domaines scientifiques — biologie et médecine notamment — nécessite déjà l'adjonction d'ailes supplémentaires.

Comme tous les organismes français de la province de Québec, l'Université de Montréal est exclusivement catholique : son Recteur, ses Doyens, sont de hauts dignitaires de la hiérarchie ecclésiastique ; la plus grande partie de ses professeurs sont néanmoins des laïques, parmi lesquels plusieurs Français de France, mais d'opinions éprouvées, avec toutes les conséquences que cet état d'esprit peut amener quant à la liberté de la pensée et de la recherche.

La ségrégation des langues et des races, particulièrement sensible dans cette ville mixte de Montréal, est un grave problème qui préoccupe beaucoup d'esprits. Il y a en réalité non pas un, mais bien deux Canadas, de langue, de religion, d'institutions, de coutumes fort différentes. S'ils coexistent sans heurt apparent, le mérite en est dû à l'habile direction politique du gouvernement fédéral. La raison de cette harmonie vient sans

doute aussi de l'intérêt commun, de la prospérité générale du pays, et aussi, ne l'oublions pas, de l'impossibilité où se trouvent les Canadiens français de se passer de l'aide économique et financière de leurs demi-frères : la plus grande partie des capitaux industriels et commerciaux sont anglais ; même au Canada français, ce sont des Anglais qui tiennent les postes de commande ; rares sont les Canadiens français qui parviennent aux hautes situations. Cet état de fait n'est pas sans créer un malaise latent qui se traduit par une sourde hostilité, un refus affecté chez certains de comprendre l'anglais et de le parler, pour tout dire, une sorte de nationalisme dont une récente manifestation fut la création, exigée par les milieux français, du collège militaire de Saint-Jean, exclusivement français, et destiné à fournir des cadres français pour les bataillons de Canadiens français qui se refusaient à être commandés en anglais.

Pourrait-on mieux définir cet état d'esprit que par cette boutade d'un historien montréalais ? « Si vous voulez comprendre la situation des esprits au Canada français, figurez-vous — vous le comprendrez après votre récente et douloureuse expérience, me disait-il — figurez-vous que nous sommes occupés depuis deux cents ans. » Sans doute y a-t-il là une notable exagération, car on peut difficilement comparer l'occupation d'un pays par un ennemi féroce et déprédateur avec celle que font les Anglais en territoire canadien français depuis Wolfe ; au moins ce mot est-il révélateur d'une manière d'irrédentisme que certains n'abdiquent pas, si la majorité de la population s'accommode sans trop de mal des conditions extrêmement libérales qui lui sont faites par son ancien vainqueur. Le Canada français n'est pas simplement une désignation géographique ; c'est une réalité ethnique et politique qu'il ne faut pas négliger.

OTTAWA.

A quelque cent cinquante kilomètres de la métropole se dresse la haute tour du Parlement fédéral d'Ottawa.

Ottawa est une petite ville de création relativement récente : ce n'était qu'un bourg il y a un siècle, lorsque la reine Victoria choisit cet endroit comme capitale fédérale, pour départager Montréal et Toronto qui se disputaient cet honneur, et pour situer le centre administratif du pays plus loin de la frontière des États-Unis que les deux villes précédentes. Ottawa est situé sur la rive droite de la rivière du même nom (Outaouais en français canadien), grand affluent du Saint-Laurent dans lequel il se jette aux portes mêmes de Montréal. C'est à vrai dire une ville artificielle, qui ne vit guère que du gouvernement, du Parlement, des ambassades, et de tout ce qui se rattache à une capitale administrative. Elle offre l'aspect d'une assez plaisante petite ville de province qui n'a de remarquable

que le vaste ensemble du Parlement et des Ministères et sa National Gallery.

Le Parlement occupe une esplanade fort majestueuse, sur les bords mêmes du fleuve, et se compose d'un groupe de constructions gothiques symétriques, dominées par la Tour de la Paix qui surmonte le bâtiment central occupé par les salles des séances et la Bibliothèque, dont l'architecture intérieure et l'ameublement victorien sont d'un grand effet. Cette bibliothèque est malheureusement assez exiguë, et se trouve désormais heureusement complétée par la création récente d'une Bibliothèque Nationale conçue selon les formules les plus modernes.

Les Ministères sont de grands bâtiments sans intérêt. Je n'en dirai pas autant de certaines Ambassades, notamment de l'Ambassade de France, œuvre de l'architecte Beaudoin : c'est, extérieurement comme à l'intérieur, une réussite parfaite, qui fait grand honneur à l'art architectural et décoratif de notre pays.

La National Gallery est un grand édifice situé dans un beau parc, qui réunit les musées d'ethnologie, d'histoire naturelle et de peinture. Cette dernière section est assez riche et intéressante : la peinture française, notamment les impressionnistes, y est bien représentée ; les grands maîtres y ont de belles toiles, sans rien de sensationnel cependant. La peinture canadienne s'y trouve naturellement à l'honneur, et l'on y peut suivre de façon instructive l'évolution du fameux Groupe des Sept, qui a réellement créé au début du siècle une peinture canadienne autochtone.

La ville d'Ottawa a d'ailleurs de grandes ambitions. Elle a confié à un architecte urbaniste français, M. Gréber, le soin de retracer complètement le plan de la ville. Ces plans d'une grande audace, qui commencent à entrer dans une phase de réalisation, doivent faire d'Ottawa, dans un avenir assez proche, une ville imposante, digne capitale d'un si grand Etat.

Ottawa se trouve arbitrairement dans la province anglaise d'Ontario. De l'autre côté du fleuve qui fait la limite du Québec et de l'Ontario, se trouve la petite ville industrielle de Hull, où l'on parle français. A Ottawa, les deux langues sont courantes, avec prédominance pourtant de l'anglais. Les fonctionnaires fédéraux sont évidemment tenus de parler les deux langues, admises toutes deux à égalité dans les discussions parlementaires, et l'Université d'Ottawa est la seule du pays qui soit officiellement — sinon pratiquement — bilingue.

Toronto.

Québec, la ville d'accueil, aimable transition de la France au Canada ; Montréal, la métropole géante où deux races se juxtaposent sans se mêler ; Ottawa, la capitale administrative, tête minuscule d'un corps immense. Et voici Toronto, rivale de Montréal en superficie et en popula-

tion, orgueilleuse de son titre de Ville-Reine, réelle capitale du Canada anglais.

Que l'on arrive par le train, confortable, mais bien lent, par la route, que d'amples travaux transforment en autostrade, ou de l'aérodrome, l'entrée en ville se présente de la même façon, sans grâce : de longues, longues rues droites bordées d'affreuses petites maisons de brique rouge, d'un ou deux étages, où foisonnent les snack-bars, et sillonnées par de longs, silencieux et rapides tramways et d'innombrables autos resplendissantes.

Accueil peu plaisant, certes, mais point très différent de celui qu'offrent les abords de toute grande ville aux banlieues industrielles. Dès que l'on arrive cependant vers le centre de ce que l'on appelle *downtown* (la basse ville), quartier des affaires, l'aspect change insensiblement et s'américanise : le voyageur qui débouche de la gare se trouve immédiatement confronté avec les trente étages du Royal York, le plus grand hôtel du Commonwealth, ville en lui-même, avec ses bureaux de voyage, ses magasins et galeries d'exposition, ses immenses halls et nombreux restaurants, et son invraisemblable nombre de chambres, occupées en permanence. Toutes les maisons des alentours dans le damier des rues perpendiculaires et parallèles rivalisent également de hauteur — et de médiocrité architecturale — et font de ces rues, à la circulation intense, des fjords où le soleil a peine à pénétrer, et qu'éclairent surtout les vitrines étincelantes des innombrables boutiques et des grands magasins, entrecoupés par les somptueux sièges sociaux des banques gratte-ciel. C'est dans ce quartier, d'une superficie somme toute assez restreinte, que se trouve concentrée l'activité financière et commerciale de cette ville d'un million et demi d'habitants, dont l'importance s'accroît de jour en jour : le volume des transactions boursières y dépasse parfois celui de Wall Street.

La géographie enseigne que Toronto se trouve sur la rive nord du lac Ontario, un des cinq grands lacs dont tous les écoliers ont répété les noms associés. En fait, il est assez difficile de s'en rendre compte, et l'on y peut passer des mois sans se douter de l'existence du lac : c'est que celui-ci se trouve à l'extrémité sud de la ville, qui le longe pendant des milles et des milles, mais presque toujours dissimulé derrière les bâtiments du port, les docks et les silos. Un port important est appelé à prendre un développement considérable le jour proche où les travaux de canalisation du Saint-Laurent permettront aux transatlantiques de remonter jusqu'à Toronto même, ce que ne peuvent faire actuellement que les bateaux de faible tonnage.

La meilleure vue que l'on puisse prendre de l'immensité du lac et, inversement, de la sky-line de la ville, est celle que l'on peut avoir des rives de ces grandes îles joliment boisées, parsemées de villas, de larges pelouses, de canaux couverts de yachts, et bordées de plages de sable fin, qui se trouvent à faible distance du rivage.

C'est sur le lac que se situe l'origine de Toronto, « le lieu de rencontre » des Indiens, ou plutôt de York, nom du fort, qui existe toujours, construit sur ses bords pour défendre les colons à la fois contre les Indiens et contre les voisins d'outre-lac. Sur les rives aux alentours du fort s'étendit peu à peu la ville, puis elle grimpa insensiblement vers le nord par tranches parallèles, tout en s'étendant à l'est et à l'ouest.

Les vieilles gens se souviennent fort bien du temps où l'Université se trouvait à la frontière de la ville, dans les bois : il faut aujourd'hui plus de temps pour aller de l'Université à l'extrémité nord de la ville qu'au bord du lac. Les cathédrales — catholique, anglicane, presbytérienne, de l'Eglise Unie —, l'Hôtel de Ville, qui se trouvaient naturellement au

(Cliché Ambassade du Canada.)

Toronto, capitale de l'Ontario.

centre, sont aujourd'hui largement déportés vers le sud. La grande artère commerçante de la ville, Yonge Street, qui, partant du lac à peu près au centre de l'étendue de la cité, se dirige en une inexorable ligne droite vers le nord, n'atteint pas aujourd'hui les limites (provisoires) de la ville avant une douzaine de kilomètres au bas mot ; la transversale correspondante, Bloor Street, qui perce la ville en une droite non moins inexorable d'est en ouest dans sa plus grande largeur, atteint 20 kilomètres, et elle est elle-même prolongée à ses deux extrémités par des faubourgs que rien ne distingue de la ville.

Au nord de cette transversale s'étendent les quartiers résidentiels, fort plaisants avec leurs larges rues plantées d'arbres superbes et bordées de petites ou grandes maisons individuelles toutes précédées d'une pelouse toujours bien entretenue que nulle barrière ne sépare de la rue, et que chacun respecte : les plus timorés se contentent de placer sur leur pelouse un petit écriteau contenant ce seul mot : *Please,* ce qui est plus discret que : « Défense de marcher sur le gazon. » Très amoureux des fleurs, des arbres et des oiseaux, les Torontoniens (et je pourrais dire aussi bien les habitants des autres cités) apportent un soin extrême à la parure de leurs demeures, et c'est ainsi que, en dehors des affreux, sinistres quartiers

industriels et commerçants, la ville donne l'aspect d'un immense parc boisé.

Ce qui accentue cette impression, c'est la présence au sein même de la ville de ce qu'on appelle les ravins : Toronto, en effet, construit en premier lieu sur les rives du lac, a été obligé pour s'étendre d'enjamber de nombreuses vallées boisées qui se creusent dans son sol, plus ou moins larges, plus ou moins profondes, sillonnées parfois de petites rivières. C'est une curieuse impression de suivre ces ravins par les sentiers forestiers qui les parcourent : on se sent perdu pendant des kilomètres dans la nature sauvage et l'on s'aperçoit tout à coup, par le fait d'un viaduc qui traverse fort haut, que l'on est au centre de la circulation, et que tel sentier, si on le découvre, vous ramènera en pleine ville en quelques instants.

L'Université de Toronto forme en plein centre de la ville un vaste complexe, un peu surprenant au premier abord par l'archaïsme romano-gothique de ses bâtiments, auxquels se mêlent des éléments victoriens et d'autres fort modernes, mais dont l'ensemble, autour de son vaste *campus,* n'est pas sans une certaine beauté. La plus importante des Universités canadiennes, c'est aussi l'une des plus importantes du continent américain (plus de 13 000 étudiants s'y inscrivent annuellement). Elle offre cependant cette curieuse particularité d'être non point *une* Université, mais une fédération de quatre Universités et d'Ecoles supérieures, réunies sous l'autorité d'un seul Président. Quatre collèges se partagent les étudiants de lettres, leur assurant les mêmes études sur les mêmes programmes sanctionnés par des examens communs dans le jury desquels siègent des professeurs des quatre collèges ; par contre, les études de droit, science, médecine, musique, etc., se font dans des Facultés particulières communes à toutes les dénominations. Les bâtiments et laboratoires des différents collèges et facultés se trouvent groupés dans le vaste périmètre du quartier de l'Université, où se trouvent également les bibliothèques, musées, maisons d'étudiants, résidences, etc., autour d'un même « campus », symbole de la parfaite harmonie qui règle les rapports complexes des collèges d'une part, des professeurs et étudiants de l'autre, infiniment plus rapprochés les uns des autres que dans les Universités françaises.

Les étudiants sont, pour la plupart, obligés de gagner le montant de leurs inscriptions, sans compter, pour beaucoup, les frais de leur pension ; aussi cherchent-ils pour leurs moments de loisir des « jobs » rémunérateurs — et ils les trouvent sans difficultés, car administrations et particuliers sont habitués à utiliser leur travail temporaire : si les uns sont postiers, fonctionnaires auxiliaires, employés de grands magasins, les autres n'éprouvent aucune gêne à devenir serveurs de wagons-restaurants ou garçons d'hôtel, femmes de chambre dans les stations estivales, manœuvres même ou moissonneurs ; il n'est pas au Canada de métiers « déshonorants ».

Toronto, ville spécifiquement anglaise, est, dans sa grande majorité, de religion protestante. Disons d'ailleurs que ce mot « protestant » n'a là-bas aucune signification précise : on est presbytérien, baptiste, anglican de la Haute ou Basse-Eglise, ou bien de l'Eglise unie du Canada ; chacun a sa secte et sa congrégation, ce qui explique l'abondance extraordinaire des églises dans la cité : tel carrefour n'en offre pas moins de quatre ; chacune a sa clientèle, mais use de moyens publicitaires bien profanes pour attirer celle de la voisine : enseignes lumineuses, affiches, communiqués aux journaux annonçant tel prédicateur, telle séance musicale ou cinématographique. Il y a là un élément bien déconcertant pour un Européen habitué à plus de discrétion dans l'expression des sentiments religieux. Au reste, la religion est plus sociale que métaphysique : il faut appartenir à une église, quelle qu'elle soit d'ailleurs, aller le dimanche matin au service, chanter en chœur des hymnes, écouter un sermon, participer aux œuvres sociales ; nul sectarisme au demeurant, une tolérance parfaite pour les opinions d'autrui, sauf pour l'athéisme.

Toronto possède deux musées d'inégale importance. Le Musée Royal est un fort grand et beau bâtiment inclus dans l'Université, qui renferme d'intéressantes sections de genres différents, et surtout une très importante collection d'art chinois, qui fait l'étonnement et l'admiration des spécialistes. La peinture trouve asile à la Galerie d'Art, dépendant de l'Ecole des Beaux-Arts, petite, mais bien installée, malheureusement assez peu riche en œuvres de valeur, mis à part un bon fond d'impressionnistes et naturellement de peintres canadiens. Elle offre périodiquement de grandes expositions internationales qui attirent les foules.

La musique jouit d'une grande faveur à Toronto ; l'art théâtral est resté quelque peu négligé jusqu'à ces dernières années. Il n'y a guère que cinq ans que cette ville d'un million et demi d'habitants possède deux théâtres professionnels, assez mal logés dans des salles occasionnelles. Il y existe à vrai dire un grand et beau théâtre d'un millier de places et bien agencé, qui, d'octobre à mai, offre des spectacles à peu près quotidiens, mais ce ne sont que troupes de passage, apportant principalement de Broadway des « musicals » ou des spectacles de music-hall, rarement des comédies ; c'est ce théâtre qui a donné asile récemment à la troupe de la Comédie-Française qui, dans cette ville pourtant de langue anglaise, a remporté un succès triomphal.

Les Canadiens anglais, que les habitants de Toronto représentent tout particulièrement, ont essentiellement l'instinct social : ils aiment se réunir en meetings de tout genre, sous les prétextes les plus divers, faire partie d'un club, parler, entendre parler : on parle fort aisément d'ailleurs, et l'on aime, après l'exposé, poser à l'orateur des questions qui soulèvent des discussions plus ou moins animées ; cela sans préjudice des conférences données soit à l'Université, soit dans des associations, par des professeurs ou conférenciers officiels, et souvent dans une des langues

propres aux différents groupes d'immigrés qui, devenus Canadiens, n'en conservent pas moins un particularisme marqué et se réunissent pour parler et entendre parler de leur pays d'origine. L'Alliance Française n'est pas parmi les moins actifs de ces groupes. Et tout cela crée dans le public un mouvement intellectuel qui est loin d'être négligeable ; mouvement réceptif d'ailleurs plus que créateur, mais qui tend à gagner de plus en plus d'indépendance et à se débarrasser de cette sorte de complexe d'infériorité par rapport au « Vieux Pays » duquel anciens comme récents émigrés demeurent plus ou moins tributaires.

Comme dans toute ville anglaise ou américaine, la vie laborieuse est suspendue vers 5 heures, et le repas du soir pris aux environs de 6 heures permet de longues soirées. Ces nombreuses heures de loisir, auxquelles s'ajoute la liberté totale du samedi, sont occupées le plus souvent par les « hobbies » familiers : chacun se consacre à son violon d'Ingres, menuiserie, poterie, si ce n'est musique ou dessin ; les écoles techniques offrent aux adultes des cours du soir extrêmement suivis ; les industriels, les fonctionnaires, les hommes politiques mêmes adorent se consacrer à un délassement manuel ; certains y deviennent très habiles, et ces fidèles de la civilisation la plus mécanisée qui soit se complaisent tout particulièrement à retrouver les gestes et le métier des petits artisans. C'est le même esprit — dirai-je nostalgique ? — qui leur fait trouver un délice particulier à vivre à la belle saison dans la solitude de leur île — car chacun ou à peu près a sa cabane dans une des îles plus ou moins désertes et sauvages d'un des innombrables lacs, grands ou petits, qui parsèment le nord de l'Ontario. Là, ces habitués du grand confort prennent une joie sereine à puiser de l'eau, souvent loin de chez eux, à la rapporter à grand-peine, à scier des arbres et casser du bois pour allumer le feu, à pêcher leur nourriture, à faire pousser quelques légumes, à s'éclairer au pétrole ou à la bougie, à jouer, en un mot, aux Robinsons — Robinsons qui ont pourtant emporté avec eux leur poste de radio, leur phonographe, des boîtes de conserve et du whisky.

Il faut avouer que, sauf en de rares endroits, la campagne ontarienne manque de pittoresque : de longues étendues monotones, de rares bosquets, des routes toutes droites et nues, le long desquelles, à des intervalles souvent fort distants, se campent des maisons sans style, l'inévitable drug-store, quelques boutiques violemment éclairées à toute heure de la nuit ; de place en place un chemin de terre s'en détache, à l'orée duquel se dresse un poteau supportant une boîte en tôle destinée à recevoir le courrier de l'automobile postale, et conduisant à quelque ferme retirée ; mais pas un sentier où se promener, pas un bocage où s'égarer ou se reposer : d'ailleurs qui aurait l'idée d'aller à pied ? C'est pourquoi les citadins vont chercher bien loin le calme de la nature ; mais, comme chacun — ouvriers compris — possède sa voiture, la distance ne compte guère.

⁂

Québec, Montréal, Ottawa, Toronto... Ce n'est pas, je me hâte de le dire, en évoquant ces quatre villes que j'ai prétendu donner une représentation de la vie canadienne. Si différentes qu'elles soient des grandes cités européennes, elles n'en ont pas moins avec elles, par leur situation géographique même, des caractères communs : plus ou moins françaises, plus ou moins anglaises ou américaines, elles appartiennent toutes quatre à l'est canadien, à cette région d'accès des émigrants européens qui les ont fondées et s'y sont perpétués à travers quelques générations sans perdre tout à fait les caractères de leur origine. Aussi ne donnent-elles pas l'image définitive de la cité canadienne. Dirai-je même que c'est au-delà de Toronto que s'anime le vrai visage du Canada ? Winnipeg et Regina, les reines des Prairies, Edmonton, la ville champignon, au sein de ses derricks, Vancouver, la porte de l'Orient, voilà peut-être les villes les plus représentatives de cet immense pays.

Le Canada ne saurait être comparé à aucune de nos contrées européennes. Il est à lui seul un continent. J'y ai longuement séjourné, j'ai visité ses diverses provinces. Ce n'est pas en quelques lignes que je pourrais résumer ici les contrastes canadiens : l'immensité du Labrador glacé, naguère fréquenté par les seuls chasseurs, aujourd'hui transformé par l'exploitation de la plus grande mine de fer du monde ; la douceur de l'Acadie, le charme rude de la Nouvelle-France, la fébrile activité de l'Ontario industriel ; ces champs de blé infinis où un sillon peut avoir 60 kilomètres de long ; ces terres du Grand Nord où s'élèvent aujourd'hui des usines, des cités industrielles en constante progression, où la prospection ne cesse de découvrir de nouvelles ressources minières, et qui restent néanmoins le domaine des chasseurs de fourrures, des pêcheurs, des Esquimaux, des Indiens ; et, plus à l'ouest, par-delà les Rocheuses, les rivages bénis du Pacifique, les vastes forêts, la végétation luxuriante...

Québec, Montréal, Ottawa, Toronto, quatre portes ouvertes sur un univers dont l'incessant développement fera quelque jour du Canada un des pays les plus puissants du monde ; mais aussi quatre villes à la forte personnalité qui seront appelées à jouer pleinement leur rôle lorsque les caractères nationaux des Canadiens, déjà bien marqués, en dépit de leur diversité, se seront accusés plus fortement encore, dégagés de l'influence américaine autant que des traditions européennes qui s'y maintiennent.

PIERRE MÉLÈSE

MADAME DE STAËL

EN 1815

par Henri Guillemin

On sait que Necker avait prêté au Trésor français deux millions en 1778. Pendant neuf ans, il avait perçu les intérêts de cette avance. Mais, depuis 1793, plus rien. En vain avait-il, sous le Directoire, tenté de récupérer son capital. En vain, aussi, sous le Consulat et sous l'Empire, Germaine sa fille avait poursuivi le même effort.

Au lendemain de la première abdication, en 1814, la situation apparut à Mme de Staël sous un jour plus favorable. La chute de Napoléon comblait ses vœux et ses affaires financières prenaient soudain un aspect avenant. Loin de lui être rogues et durs, comme elle le craignait, les Bourbons n'étaient pour elle que sourires. Le duc de Berry en personne est venu la voir à Londres, puis le comte Dillon, que lui envoyait M. de Blacas, « premier ministre » de Louis XVIII. « *Tout ce que vous désirez...* », lui a dit, en propres termes, cet émissaire adorable. Effacés, abolis, les propos qu'elle tenait à l'un de ses amis, Hochet, le 17 septembre 1804 : « *Je me prononce contre la dynastie des Bourbons...* ». Sereine, et la mémoire vierge, Germaine, le 14 avril 1814, écrit au même Hochet : « *La France ! Ah, puisse-t-elle renaître sous ses rois et la liberté !* [...] *J'ai eu beaucoup à me louer de Louis XVIII.* » Dix jours plus tard, elle dit à Constant : « *Je suis tout à fait d'avis qu'il faut se rallier aux Bourbons* [...] *Je reviendrai cocarde blanche le plus sincèrement du monde.* » Le 12 mai 1814, Mme de Staël rentre à Paris et les portes du Paradis s'ouvrent pour elle : après tant d'années affreuses, son salon retrouve sa splendeur ; il sert de lieu de réunion à tous les chefs des coalisés.

De Germaine de Staël au roi Louis XVIII, Coppet, 23 *juillet* 1814.

Sire,

J'ai vu dans les journaux que Votre Majesté était au moment de régler les dettes dans lesquelles Elle a daigné me promettre de me comprendre.

— Ci-dessus Mme de Staël en Corinne par le baron Gérard. (Bulloz).

J'ose me rappeler à Sa bonté suprême, et j'attends dans ma retraite, avec confiance, qu'Elle voudra bien me faire mettre sur la liste de ceux qu'Elle a résolu d'acquitter à présent.

Mes enfants et moi, nous regarderons cet acte de justice comme un bienfait, et des sentiments profonds et animés rempliront à jamais nos cœurs de dévouement et de reconnaissance.

Je suis avec respect, de Votre Majesté, la très humble et très obéissante servante et sujette.

de Staël-Holstein.

Le 16 janvier 1815, Charles de Constant apprend à sa sœur Rosalie que Mme de Staël a obtenu de la monarchie restaurée un premier témoignage d'équité et de gratitude: l'Etat lui versera « 80 000 *livres de rente* » (soit 32 millions 1959) en acompte sur les « *trois millions* » qu'elle réclame. « *Si le roi*, écrit Germaine à Meister, le 28 février 1815, *n'avait eu la bonté d'acquitter les deux tiers du dépôt de mon père* (*sans les intérêts*), *le mariage d'Albertine eût été difficile.* » Albertine, fille de Benjamin, est fiancée avec un Broglie, mais « *l'aurea sacra fames* », observe Charles de Constant, joue un grand rôle dans ce mariage. Mme de Staël presse ses amis royalistes ; ce n'est plus une rente qu'il lui faut ; ce sont les millions eux-mêmes, en espèces, tout de suite. Au début de mars 1815, elle est sur le point d'aboutir. Et, soudain, le coup de tonnerre du Golfe-Juan ; l'usurpateur qui revient, la France qui l'acclame. « *Avez-vous l'idée du guignon qui me poursuit ! Quatre jours avant ma liquidation !* » (Germaine à Meister, 25 avril 1815.)

***

Lorsque Germaine a appris, le 6 mars, avec tout Paris, que Napoléon avait repris pied sur le sol français, elle a espéré, d'abord, que les forces du Roi viendraient à bout de lui sans peine. Mais, le 11 mars, devant la « *débâcle affreuse* » de l'armée qui, régiment par régiment, se donne au Corse, Germaine épouvantée, vole vers la Suisse. Son gendre assure, dans ses *Souvenirs* (I, 290), que les bonapartistes ont bien tenté de retenir Mme de Staël à Paris en lui prodiguant les paroles les plus apaisantes, les plus alléchantes même, mais que l'Incorruptible a repoussé, « *avec dédain* », ces « *insinuations* » basses. Entre elle et Bonaparte, il y a tout l'abîme des principes, et nous savons ce qu'est sa « conscience » pour l'auteur des *Dix Années d'Exil*. Juliette Récamier reste à Paris. Elle n'a pas collaboré, elle, au *Système Continental* de Schlegel ! Mme de Staël se voit déjà dans un cachot et, crevant les chevaux de sa berline, elle se rue vers Coppet. Néanmoins une petite lumière brille devant elle : le frère de l'Empereur, Joseph, qui lui a toujours été si dévoué ! Pendant l'hiver 1814-1815 — Joseph ayant cherché refuge à Prangins, tout à côté de Coppet — Germaine l'a fait avertir d'un projet d'assassinat, dont elle aurait eu vent, nourri contre son frère, à l'île d'Elbe, par deux insensés fanatiques. Napoléon lui tiendra compte, peut-être, de ce beau geste. Et, bientôt, une

surprise, ravissante. Germaine reçoit une lettre de Fouché, datée du 24 mars ; une lettre qui contient les indications les mieux faites pour la séduire : que l'Empereur veut lui être agréable, qu'il prend intérêt à ses « *affaires* », qu'il se montre ému de la « *position délicate* » où se trouve « *Mademoiselle de Staël* », avec ce mariage différé, menacé. C'est merveilleux ! Mme de Staël avait tendance à considérer les choses de la politique sous l'angle de leurs incidences particulières. Le 18 août 1814, elle avouait à Benjamin que Louis XVIII la navrait, certes, avec ce refus qu'il opposait à « *la liberté de la presse* » ; mais « *laissons cela* », enchaînait-elle aussitôt ; « *je désire seulement être payée* » ; si Louis XVIII, enfin, lui verse son argent, Germaine n'aura pas la sottise d'aller lui faire de l'opposition.

Ce n'est pas d'hier que Benjamin Constant a décelé en elle (cf. son *Journal intime*, sous la date du 12 août 1804) ce « *besoin* » qu'elle a, irrépressible « *d'être bien avec le Pouvoir* ». Et le Pouvoir, c'est un fait, s'appelle maintenant Napoléon ; maintenant et de nouveau ; mais avec cette différence essentielle entre hier et aujourd'hui qu'hier, à l'égard de Mme de Staël, Napoléon était méchant, alors qu'il est gentil, aujourd'hui, facile, prévenant, la bonté même. Après Fouché, c'est Joseph qui se manifeste (Germaine lui a-t-elle écrit la première ? C'est probable). Le 31 mars 1815, Germaine signale à Mme Récamier la « *bienveillance que l'Empereur a bien voulu* » (*sic*) lui témoigner, et même lui « *faire connaître* », directement, « *par son frère* ». Veuille Juliette, en conséquence, s'employer sans retard à obtenir du gouvernement impérial ce que l'on avait obtenu du gouvernement précédent : que la créance Necker soit « *déclarée dette de l'Etat* ». Juliette serait bien bonne de voir à ce sujet la reine Hortense, qui peut être d'un grand secours.

Dès le 1er avril 1815, Benjamin Constant, au cours d'une conversation qu'il a eue avec Victor de Broglie, discerne que Mme de Staël, elle aussi, « *a bien envie de se raccommoder* ». Elle n'a pas perdu son temps, on l'imagine ; elle a répondu tout de suite à Fouché, et décidé d'envoyer son fils à Paris pour profiter en hâte des attentions du Maître. Ce que subodorait Constant, le 1er avril, lui est donc rapidement confirmé par ce que lui écrit la dame elle-même : « *Comme j'ai su positivement que l'Empereur avait bien voulu dire qu'il était très content de mon silence pendant cette année et de toute ma conduite envers lui, et que je pouvais revenir, j'ai écrit au ministre de la Police et au Prince Joseph pour leur dire que ce n'était pas revenir à Paris que je souhaitais, mais* [seulement] *que la promesse d'inscription que je possède* (l'inscription de la créance Necker sur la liste des dettes nationales à liquider immédiatement) *ne fût pas refusée.* »

Mme de Staël reste sur ses gardes. Napoléon lui tend un appât afin qu'elle procure l'appoint de son illustration « libérale » à ce règne qu'il entreprend sur nouveaux frais, et Germaine cherche à manger le lard sans entrer dans la souricière.

Si la « liquidation » ne se fait pas, Germaine ne peut donner que 400 000 francs de dot à sa fille. Elle ajoutera 200 000 francs si la « *liquidation* » a lieu. C'est sur ces 200 000 francs de complément que repose l'alliance. Germaine confie la chose à Benjamin, le 7 avril ; il me faut mon « *inscription* », lui dit-elle ; il me la faut absolument. Elle a déclaré à Fouché comme à Joseph « *que le mariage tenait à cela* ».

Le 5 avril 1815, Joseph a écrit à la châtelaine de Coppet : « *Je serais bien heureux de contribuer à vous faire rendre la justice que vous réclamez ; les dispositions pour vous sont très bonnes et je ne doute pas du succès* » ; l'Empereur, du reste, « *veut donner plus de liberté que vous n'en voudrez* » ; « *si on le laisse en paix, il fera le bonheur de la France* » (En post-scriptum, cette récidive sur le point majeur : « *Je vous répète que vos affaires particulières s'arrangeront.* ») Le 7, Germaine transmet ces informations à Benjamin Constant : « *Le prince Joseph m'a envoyé la lettre la plus aimable du monde ; il me dit qu'il ne doute pas du succès de ma réclamation.* » Mais elle se dérobe toujours, quant à son apparition dans la capitale : « *Ma santé ne me permet pas un séjour à Paris.* » Dans un précédent message, elle s'exprimait plus clairement, sans recourir à des prétextes : « *J'ai vu Lucien hier* [lui aussi réfugié en Suisse] ; *il attend encore pour revenir* [...] ; *je ferai de même, à moins que cela ne soit nécessaire pour mes affaires* » ; la phrase qui suivait était suggestive : « *Il me semble que l'Empereur lui-même doit trouver mieux que je ne revienne que quand la Constitution sera finie* ». Autrement dit : pour que mon nom serve à quelque chose dans la propagande impériale, il faut que l'on puisse prétendre que la Constitution a converti jusqu'à Mme de Staël elle-même ; le scénario serait mieux ordonné, de la sorte. Au vrai, Germaine ne cherche qu'à gagner du temps ; à recevoir avant de donner.

Elle réclame de Benjamin qu'il agisse au plus vite : il ne s'agit que d'obtenir une apostille de quatre mots, que « *le ministre des Finances* » mettrait en bas de sa requête : « *approuvé la liquidation ci-dessus* » ; Germaine en a fait le modèle ; il n'y a plus qu'à les transcrire ; quatre mots, voyons, ce n'est rien ; une goutte d'encre, un griffonnage d'une seconde, et tout sera dit. L'Empereur veut-il une garantie ? Soit. Germaine se risque. (Seigneur ! si ses amis « cocarde blanche » lisaient cela ! Mais ses millions sont à ce prix.) Elle rédige la déclaration que voici (Benjamin pourra la montrer à qui de droit) : « *Vous savez très bien que je ne tiens pas au parti royaliste ; si l'Empereur donne la liberté* [et paye ma créance], *il sera pour moi le gouvernement légitime* » ; d'ailleurs ajoute-t-elle — circonstance atténuante ; cas de force majeure — avec cette puissance gigantesque dont Napoléon dispose (l'élan du pays, la ferveur de l'armée), il est terrible plus qu'il ne l'a jamais été : « *je ne sais qui pourrait lui résister en face* », et, quant à moi, « *j'en serais* [encore] *moins capable à présent qu'autrefois* ».

Le 17 avril 1815, Mme de Staël écrit trois lettres, l'une au duc de Blacas, l'autre à Juliette Récamier, la troisième à Benjamin Constant. A. M. de

Blacas, premier serviteur de Louis XVIII (il est à Bruxelles), elle envoie ce témoignage de fidélité : « *Mettez, de grâce, mon respect aux pieds du Roi. Tout ce qui me revient de France, c'est de l'amour pour lui.* » Assurance prise sur l'avenir ; mais passons au présent. A Juliette, Germaine confie ses vœux et ses hésitations. Son fils n'a pas encore réussi dans ses démarches, mais l'affaire est en bonne voie. Doit-elle revenir, elle-même, à Paris ? C'est bien délicat. Le gouvernement devrait avoir le bon esprit, l'habileté même, de ne pas exiger son voyage à Paris : « *C'est mieux pour l'Empereur de ne pas m'exposer à ce qu'on dise que je lui ai parlé.* » Que craint-il de moi ? Je suis la loyauté même. Impossible, naturellement, dans ma situation, de publier sur lui un dithyrambe, mais, « *s'il accepte ma liquidation, il est bien sûr que ma reconnaissance m'empêchera de jamais rien écrire, ni rien faire, qui lui puisse nuire* ». La neutralité bienveillante de Mme de Staël, ce n'est point il me semble, quelque chose qu'on puisse dédaigner. A l'adresse de Benjamin Constant, ce même jour, 17 avril, Germaine va plus loin. Elle veut lui donner l'impression qu'elle ne résiste plus à ses avis : « *Quand me conseillez-vous de revenir ? Et dois-je choisir Clichy ou un appartement en ville ?* » S'imagine-t-elle Napoléon assez naïf pour lui lâcher sa « *liquidation* » gratis ? Napoléon amuse doucement Auguste de Staël ; il lui fait transmettre des paroles encourageantes ; mais Auguste ne l'intéresse que comme avant-coureur. C'est Mme de Staël présente devant lui que veut Napoléon ; Mme de Staël reçue au palais, toute gracieuse, toute charmante ; et on ne laissera point la chose ignorée ; toute l'Europe en retentira. Perspective qui donne à Germaine le frisson, car cet empereur *redivivus*, combien de temps durera-t-il ?

Germaine balance sur ce qu'elle doit souhaiter : que « l'Homme » persiste, ou qu'il s'écroule une seconde fois. A cause du mariage, elle est tellement pressée d'avoir son argent qu'elle penche pour la solution offerte en ce moment même, plutôt que vers l'espérance incertaine d'un retour des Bourbons. Dans les deux cas, elle touche. Mais, avec Napoléon, c'est tout de suite. Avec les Bourbons, après-demain, plus tard, qui sait quand ?

Qu'on n'aille donc pas tourmenter Bonaparte avant, du moins, qu'il ait remboursé les millions Necker, capital et intérêts. D'où la lettre — qui soulèvera un tel émoi du côté de « la famille » lorsque M. Thiers en fera mention dans son *Histoire du Consulat et de l'Empire* — la lettre que, le 23 avril 1815, Mme de Staël adresse à son ami Crawford, le ministre des Etats-Unis à Paris, pour qu'il la communique au plus vite à Lord Castlereagh, chef de la diplomatie britannique.

23 *avril* 1815,

Mon Dieu, my dear Sir, que je voudrais être près de vous pour quelques heures, et vous bien peindre l'état de la France !

Si la paix continue, les têtes se calmeront, et il y aura ici liberté et repos. Si ces deux biens nous manquaient, ce serait par l'effet de nos agitations intérieures, et seuls nous en souffririons, mais les nations étrangères seraient tranquilles et dans la prospérité.

S'il y a la guerre, au contraire, toute la France se réunira contre l'invasion étrangère, et, si l'empereur a un premier succès, comme il l'aura, l'orgueil national fournira à son vengeur toutes les ressources d'hommes et d'argent qui lui seront nécessaires.

. . . . . .

Vous me direz que la coalition a bien su arriver jusqu'à Paris, l'année dernière. Oui, mais la position des puissances et la nôtre sont bien changées. L'année dernière, il y avait ici, dans les premières places, des gens qui voulaient un bouleversement. Pendant le règne des Bourbons, tous ces hommes se sont vantés de leurs trahisons qui étaient devenues des titres aux récompenses, des motifs d'orgueilleuse indiscrétion. Ils sont donc connus aujourd'hui, ne sont plus employés, et la coalition ne les aura plus pour l'appeler, et l'instruire de l'état de la France.

L'année dernière, l'armée, presque anéantie par les glaces du Nord, par une campagne malheureuse, l'armée, étonnée de ses revers, était découragée ; aujourd'hui elle s'est reformée de toutes les vieilles troupes qu'on avait laissées dans les places fortes. Vous connaissez mon exactitude, ma vérité, my dear sir. Que l'Angleterre ne se laisse pas tromper par les émigrés. Il est positif que, depuis son retour, l'empereur a rappelé toutes ses vieilles bandes, qu'elles arrivent de tous les coins de France, amenant avec elles des jeunes gens que leur exaltation a électrisées ; que l'empereur a aujourd'hui, tout équipés, 250 000 hommes de troupes, dont chaque soldat croit valoir quatre hommes ; qu'à la fin de ce mois, il aura 50 000 hommes de plus, et à la fin de mai, 100 000 encore ; ils sont là, on les équipe.

D'ailleurs l'esprit du paysan est monté à tel point que, si l'ennemi entre, l'empereur doit déclarer tous les hommes de France soldats, et ce pays sera, pour vous, ce qu'a été l'Espagne pour nous. Déjà, l'année dernière, les Alliés craignaient fort le paysan et les partisans ; cette année ce sera bien autre chose ; ce sera comme nous étions en Espagne, où le soldat aimait mieux mourir de faim que de s'éloigner de dix pas de sa troupe. Ne croyez pas les émigrés ; ils se flattent, et se trompent depuis vingt ans. Soyez certain que l'état que je vous donne des forces de l'armée et de l'exaltation du pays est absolument, exactement, vrai ; et, si l'empereur avait une victoire, le Brabant deviendrait aussi pour les Alliés une Espagne.

Le Prince Régent peut empêcher tous ces malheurs. Oh ! qu'il soit grand, magnanime ! Qu'il se porte en médiateur ! Qu'il attache son nom, sa force, sa gloire à dire à toutes les nations : « Je veux la paix et vous resterez en paix ! » L'Angleterre peut ainsi être la maîtresse du monde. Avec la guerre, elle ne sera qu'une partie d'un tout déjà divisé. Puisque le Prince Régent ne peut marcher qu'à la tête des Anglais, il ne peut commander aux nations qu'en leur dictant à toutes la paix. S'ils courent à la guerre, c'est l'empereur de Russie qui devient le maître, lui que ses troupes appelaient dès l'année dernière l'Agamemnon, le Roi des Rois. L'empereur de Russie veut la guerre, parce qu'à son arrivée à Paris, M. de Talleyrand, se trouvant compromis et voulant l'enchaîner à lui, fit déclarer qu'il ne traiterait pas avec Bonaparte ; mais quinze jours auparavant, toutes les puissances n'ont-elles pas traité avec lui à Châtillon ? Qu'y a-t-il de changé ? Un traité avec Napoléon qu'on n'a pas tenu, une année de malheur pour Napoléon dont il a profité. Il désire, il veut la Paix de Paris ; quoiqu'il ne l'eût jamais signée, il n'y changera pas une virgule, afin qu'elle soit toujours la paix des Bourbons. C'est aussi la paix reçue par la nation française et dont elle se contentera.

Je vous dirai même qu'il faut la main de fer de l'Empereur pour retenir

son armée, qui veut regagner ses trophées et sa gloire. Si une fois cette armée entre en Brabant et que les Belges se prononcent pour les Français, Napoléon ne pourra plus les abandonner ; et nous voilà, pour la vanité de l'Empereur de Russie, dans une guerre de vingt années avec l'Angleterre.

Oh, que le Prince Régent veuille être le Dieu de la paix, ou qu'il laisse, avec des chances bien douteuses, l'empereur de Russie être le Roi de cette guerre ! La question est entre ces deux ; le reste leur obéira.

Brûlez ma lettre, my dear sir, et God bless you.

Le surlendemain, 25 avril, c'est vers Talleyrand (resté à Vienne) que Germaine se tourne. Elle commence par requérir sa compassion : « *N'y a-t-il pas un guignon singulier* [dans le fait] *qu'il* [Napoléon] *soit arrivé juste quatre jours avant ma liquidation ?* » Puis vient l'altruisme. Germaine s'inquiète pour « son » Benjamin, qui s'expose terriblement (« *Mon Benjamin est resté à Paris* »). Un mot à cette occasion sur l'Empereur ; Benjamin l'a « vu deux fois », il a « *d'inconcevables facultés* ». Mais que Talleyrand ne s'y trompe pas ! Si Mme de Staël rend à Napoléon cet hommage, imposé par l'évidence, ce n'est certes pas — elle est trop fidèle royaliste — pour lui décerner une flatterie. Elle constate seulement que ces « facultés » exceptionnelles, étonnantes, dont la nature, hélas, a doué l'usurpateur le rendent « *d'autant plus redoutable* ». Toutefois, si les puissances accordaient quelque crédit à sa faible voix féminine, Mme de Staël hésiterait à recommander la guerre. Elle glisse à Talleyrand : « *Je ne sais si le blocus continental de la France ne vaudrait pas mieux qu'une attaque.* » Pour tenter d'épargner à son débiteur des ennuis prématurés, Mme de Staël, on le voit, dans toute la mesure où elle le peut, s'efforce d'agir sur Vienne par l'entremise de Talleyrand, en même temps que sur Londres par celle de Crawford.

L'Acte Additionnel — cette Constitution de 1815 baptisée dans Paris « *la Benjamine* » — est chose faite. Germaine, le 30 avril, en félicite Constant. Sans doute, sans doute, bien des retouches seraient nécessaires à ce nouveau statut ; mais enfin, dans l'ensemble, c'est très satisfaisant, et Mme de Staël a trop souci de l'équité, toujours et avant tout, pour marchander son approbation aux textes qui la méritent. « *Il faut louer ce qui est louable* » ; c'est sa loi ; la Constitution est sage, « *et je conçois que vous soyez très content d'y avoir collaboré* ». Cet apaisement moral, indispensable, qu'a reçu ainsi Mme de Staël sur le plan des idées la met à l'aise pour éperonner Benjamin davantage encore dans ses démarches la concernant. Qu'il parle d'elle à l'Empereur, et comme il faut, et selon la pure vérité ; « *il ne tient qu'à vous de convaincre l'Empereur que je suis une personne sur laquelle la reconnaissance aura toujours un plus grand pouvoir que n'importe quel souvenir* ». L'ingratitude sans nom de Bonaparte à son égard, tant d'avances repoussées, son livre *l'Allemagne* au pilori, l'exil, tout cela ne pèsera plus rien dans le cœur de Mme de Staël si l'Empereur lui rend ses millions.

Le mois de mai sera bien triste. En dépit de toutes ses pauvres tentatives (et nous n'en connaissons sans doute qu'une part modeste), Germaine

voit se rallumer cette conflagration qu'elle aurait tant voulu pouvoir épargner au destin, fragile, de sa créance. Avec ses amis de la veille, ses rapports épistolaires étaient extrêmement délicats. Il lui fallait, à la fois, ne point laisser les gens de bien, et autres têtes couronnées, mettre en doute un seul instant sa ferveur pour leur cause, et les empêcher, cependant — quel problème ! — de saccager ses espérances individuelles. Benjamin, Juliette, ce sont des complices ; ils ne la trahiront pas. Ce qu'elle leur écrit est remis à la garde sainte de leur discrétion. Joseph non plus, le cher homme, n'irait pas lui porter tort. Mais les Coalisés ? Le 4 mai 1815 — elle doit une réponse à Bernadotte — Mme de Staël détourne, de son mieux, ce grand niais de Prince royal des projets inconsidérés qu'il nourrit peut-être : « *il n'y a plus de trace*, lui signale-t-elle, *d'insurrection dans le Midi* ».

Sachant que le danger, pour Napoléon, est sur la route de Paris, Germaine oriente ailleurs les plans éventuels du Suédois. Rien ne bouge plus dans le Midi ; « *cependant c'est de ce côté que les étrangers seraient le mieux reçus* ». Pas grave, un essai de débarquement méditerranéen. Bonaparte en viendrait à bout sur-le-champ. Tant qu'ils rêveront de ces fantaisies-là, les Alliés ne seront pas dangereux. S'ils pouvaient se faire une raison, attendre un peu avant de remettre leurs soldats en marche ! Mais non ! Ils n'écoutent rien. Le 6 mai, les dés sont jetés. Le détenteur des millions Necker aura de nouveau à en découdre avec toutes les armées du monde. Que tout cela est contrariant ! Germaine revient à ce noir pessimisme qui l'accablait à la mi-mars. Encore une fois, ses illusions qui meurent ! Louis XVIII allait la payer quand cet affreux Corse est venu se jeter à la traverse, et quand le Corse lui-même semblait prendre pour elle la suite de Louis XVIII et lui tendait, ou presque, ses sacs d'or, il aura fallu que les coalisés, avec une hâte absurde, cherchent noise à « l'Homme » adouci, et compliquent tout, perdent tout — cela paraît maintenant inévitable — dans l'opération bienheureuse qui allait enfin s'accomplir !

Inutile de s'obstiner. Mme de Staël ne les tirera pas, ses millions, du gouvernement impérial. Au début de juin, Auguste quitte la place, constatant que tout est manqué. Germaine, dès lors, n'a plus qu'à limiter le mal, et faire en sorte qu'au moins royalistes et coalisés ne devinent rien de ses petites manœvres des dernières semaines. Le 24 mai, déjà, elle a fait valoir, auprès de Mackintosh la dignité hautaine de sa conduite. Napoléon « *me payerait* », lui disait-elle, « *si je voulais le lui demander* ». Ces façons-là lui sont inconnues. Mme de Staël ne s'abaisse jamais. Puis elle affecte d'être blessée par l'attitude de Constant. Dès qu'elle a vu cet ancien ami démentir son passé, elle a rompu avec lui ; que Mackintosh le sache. Benjamin Constant « *va faire paraître un ouvrage où il essaie de se montrer conséquent ; je suis curieuse de voir ce tour de sophisme ; je ne lui écris plus* ». Le 8 juin 1815, sous la plume de Germaine, celui dont elle conjurait, en avril, et Joseph, et Juliette, et Constant, d'encourager la « bienveillance à son égard », celui qu'elle faisait assurer de sa « *reconnais-*

sance » toute prête, s'appelle, comme il sied, pour le tzar Alexandre, « *l'homme que nous détestons* ». Et voici la remarquable épître que, le 12 juin 1815, Mme de Staël adresse à Mackintosh, de nouveau :

Vous ne pouvez vous faire une idée de la triste situation où me met mon courage. En refusant les avances de Bonaparte, je m'expose, ici [à Coppet], parce que je suis sur la frontière ; et peut-être que l'on me sait mauvais gré, ailleurs, de la conduite de Benjamin Constant et de Sismondi. Cependant c'est à moi qu'est due la première partie de la conduite de Benjamin, son article du 19 mars [sic], *et j'ai rompu avec lui depuis qu'il est Conseiller d'Etat* [sic].

On m'a promis, que, si j'allais à Paris, je serais payée de mon dépôt. Je m'y suis refusée. Faut-il, de plus, être l'ennemie de la France ? souhaiter qu'elle fût démembrée ? Non, en vérité, je ne le puis et, comme je le disais à Londres je ne sais comment concilier ma haine et mon attachement.

Quel maheur que le retour de cet homme ! La boîte de Pandore a répandu moins de maux. Je ne suis pas étonnée que dans votre parti, il y ait eu division. Si j'avais été appelée à dire mon avis dans le Conseil anglais, je ne sais quel il eût été. Je crois que j'aurais essayé le Blocus Continental pour exciter un mouvement en France. Le pays en est très près. La Chambre des Représentants est assez bonne ; sans la haine des étrangers, je crois qu'ils attaqueraient l'homme ; et cependant je ne voudrais pas la paix avec lui. Si l'on était sûr que les amis de la liberté et de l'intégrité de la France fussent soutenus par vos ministres, je serais pour la guerre, mais Lord Castlereagh est un ministre continental.

Le mariage de ma fille est suspendu, car M. de Broglie n'a plus rien et je ne puis donner que la moitié de ce que je donnais. Enfin il n'y a point d'événement dans l'Histoire qu'ait fait passer ainsi la nature humaine dans l'enfer [...]

Bénissez Dieu d'être anglais !

Waterloo arrangera tout. « *L'on ne peut s'empêcher, ce me semble, à présent*, écrit Germaine, le plus naturellement du monde, à Constant, le 21 juillet 1815, *de désirer le maintien du Roi.* » Et elle dit à Meister, le 2 août : « *mes affaires* » (la grande affaire, l'unique affaire, sa « *liquidation* ») sont « *décidées* » ; il n'y a plus qu'à toucher l'argent, quand le roi le voudra. Mais cette pauvre France ! « *Chacun s'essaye contre elle* [à présent] *comme contre le lion qui n'a plus ni les griffes ni les dents.* » (A Astolphe de Custine, 15 août 1815.) Incapable comme elle l'est, congénitalement, de ne pas se jeter à la tête des vedettes, Germaine n'en a pas moins, le 9 août 1815, adressé au vainqueur de Waterloo cette lettre éperdue d'amour : « *Mylord, il y a eu de la gloire dans le monde, mais sans mélange, mais reconnue et sentie universellement, je ne sais s'il en existe un autre exemple* [...] *Vous devez éprouver un avant-goût de l'autre vie. Le cœur ne vous bat-il pas de joie, en vous éveillant chaque matin et en songeant que vous êtes vous ?* » Pour finir : « *Permettez-moi de vous offrir les sentiments sans bornes que vous m'inspirez.* » Post-scriptum : « *Dès que le contrat de ma fille, qui tient à ma liquidation, sera décidé, nous reviendrons. Il faut que je vous revoie. L'âme s'agrandit en vous contemplant.* »

***

De Mme de Staël au landamman Pidou, chef du gouvernement vaudois, le 5 août 1815 : « *Benjamin Constant était sur la liste des exilés. Il a écrit au Roi, qui l'a rayé de sa main.* »

De la même, au même, 22 novembre 1815 : « *Mon inscription a été délivrée à mon fils.* » Germaine récupère déjà un million. On lui en doit « *quatre* », maintenant, d'après ses calculs ; mais « *l'extrême bonté du Roi* » lui est acquise.

Albertine deviendra duchesse, le 20 février 1816.

HENRI GUILLEMIN

CHRONIQUE DES LIVRES

L'AUBERGE DU SIXIÈME BONHEUR

par Alan Burgess *(Albin Michel)*

Cette extraordinaire aventure devrait être lue par tous avec autant d'intérêt que *Les Clefs du Royaume* de Cronin et *L'Exilée* de Pearl Buck.

Vers 1924, la « petite femme », Gladys Aylward, âgée de vingt-six ans, rêvait d'être missionnaire en Chine. Elle décida de rejoindre là-bas Mrs Lawson, âgée de soixante-treize ans, qui demandait une aide. Le transsibérien était coupé par la guerre russo-chinoise. A dos de mulet elle atteignit Yang-Tchen, dans la région montagneuse, au nord du Fleuve Jaune.

Mrs Lawson, comme Gladys, mesurait 1 mètre 50. Sa chevelure, d'un blanc pur, terrifiait les indigènes. Comment leur donner « la lumière de Dieu » ? Les deux femmes ouvrirent une auberge : « Les Chinois adorent les histoires, nous leur raconterons l'Evangile. Ce sera l'Auberge du Sixième bonheur ».

La vieille dame mourut et Gladys continua sa tâche. Elle apprit les divers dialectes chinois. Un jour, le puissant Mandarin la nomma « Inspectrice des Pieds ». Elle partit dans les villages délier les pieds des enfants que mutilait une coutume séculaire.

Naturalisée Chinoise, devenue Ai-Weh-Deh (Femme Vertueuse), elle prit parti contre les envahisseurs japonais qui mirent sa tête à prix. Sans argent, sans nourriture, sans appui, traînant derrière elle une centaine d'enfants, elle échappa aux bombardements, aux massacres, mais tomba, épuisée.

Alan Burgess, qui recueillait des histoires vraies pour la B.B.C., la connut quand elle revint en Angleterre : « C'est une des femmes les plus remarquables de notre génération. Elle possède cette volonté de continuer jusqu'à la mort qui est la conséquence d'une foi tenace, en ce siècle de peu de foi ».

Ingrid Bergman, qui ne ressemble pourtant guère à cette héroïne, l'incarnera bientôt à l'écran.

CLAUDINE DECOURCELLE

(Suite de la chronique des livres page 126.)

LE GARÇON QUI ÉCRIVAIT : « NON »

par James Lord

A Harkton, il aurait été vraiment impossible de ne pas y faire attention. Harkton était une petite ville qui faisait attention à tout. Et d'ailleurs, c'était si étrange...

C'était sur le trottoir devant l'épicerie Hoovey, sur la place, juste en face de l'Hôtel de ville. « Non », écrit en grosses lettres blanches à la craie. Curieusement, indéfinissablement, cela troublait. Ce mot, ainsi écrit, avait un air définitif et comme menaçant. Ce ne pouvait être le fait d'écoliers malicieux : ils ne se seraient pas donné autant de peine, les lettres étaient très grosses, occupaient tout le trottoir, s'allongeant de la boutique jusqu'à la rue, sur près d'un mètre cinquante ; chaque lettre avait été soigneusement repassée et agrandie plusieurs fois. En outre, elles avaient dû être dessinées la nuit, après dix heures, car il aurait été impossible d'entreprendre ce travail lorsqu'il y avait encore des promeneurs.

Quelqu'un avait envoyé chercher le shérif ; il arriva de l'Hôtel de ville en manches de chemise. C'était le printemps, qui paraissait toujours si court à Harkton et tellement émouvant en raison même de sa brièveté. Une légère brise portait à travers la ville l'odeur du renouveau. Le shérif respira profondément, puis bâilla. C'était un homme gros, sans être grand ni gras ; il avait un poids, une présence physique qui s'imposait. L'étoile d'argent, signe de sa fonction, accrochée à sa ceinture, semblait avoir été inventée pour lui. Il s'avança vers le groupe d'hommes rassemblés devant chez Hoovey et les salua d'un cordial « Bonjour à tous... »

Matthew Hoovey s'avança vers lui. « Jour, Ralph », dit-il. C'était un homme doucereux, mince, avec des yeux et un nez aigus ; il devait avoir trente-cinq ans. Il avait hérité le magasin de son père et l'avait fait prospérer ; certains disaient qu'il était l'homme le plus riche de la ville, mais c'était pur bavardage. Il prit le shérif par le bras, et, mi-plaisant, mi-sérieux, lui dit : « Venez donc voir ça ! Faites place au shérif, vous autres. » Pendant quelques instants le shérif regarda avec attention cet énorme « Non » sur le trottoir. Il grommela : « Eh bien, eh bien, » évidemment perplexe, pinça sa lèvre inférieure entre le pouce et l'index et fronça les sourcils. « Eh bien, oui, j'ai vu. Et maintenant, j'en sais tout

juste autant que vous ». « C'est bizarre, je trouve », répondit vivement Hoovey entre haut et bas, « C'est trop grand. Et puis pourquoi juste devant mon magasin ? »

« Oh ! c'est probablement une simple plaisanterie, dit le shérif, et vous découvrirez tout avant ce soir. »

« Oui, c'est probablement une simple plaisanterie », répétèrent en écho quelques voix dans la foule.

« Peut-être », acquiesça M. Hoovey à regret.

Il n'y avait rien d'autre à faire qu'à effacer les lettres. Hoovey appela son commis. Les curieux s'écartèrent devant lui et le gigantesque « Non » fut rapidement supprimé par le commis armé d'un balai-brosse et d'un seau d'eau. Le ciment humide, où s'étaient étalées les lettres, sécha rapidement sous le soleil printanier. Et quand le mot eut disparu, que restait-il à dire ? Le groupe d'hommes s'attarda un moment à bavarder ; puis, un par un, ils s'en allèrent à leurs affaires. Pendant la journée, on parla encore de ce « NON » écrit sur le trottoir devant chez Hoovey, en se demandant qui avait pu faire cela. Mais les parlotes ne durèrent pas longtemps. L'après-midi, il se passa quelque chose de plus intéressant. Le bruit circula, et les nouvelles vont vite, qu'une petite fille avait été mordue par un chien, que le chien avait la rage, qu'il était devenu fou, avait dû être poursuivi et tué à coups de fusil, et que la petite fille avait été transportée en toute hâte à l'hôpital de Granville, à cinquante kilomètres, etc., etc. Le soir, personne ne pensait plus au « NON » qui avait semblé si étrange le matin.

Mais le lendemain, les gens furent bien obligés d'y penser de nouveau, car il y en avait un autre. Le second « NON » seul, n'aurait jamais éveillé l'attention, on l'aurait effacé et oublié ; mais il fut immédiatement relié au premier dans l'opinion publique. Il était moins spectaculaire, moins évident, beaucoup moins grand et paraissait avoir été gribouillé à la hâte. Mais une incroyable audace compensait largement cette apparence modeste. Le premier « NON », bien que donnant l'impression de blâmer l'épicerie Hoovey, avait, après tout, été écrit sur le trottoir, propriété publique. Le second, lui, s'offrait à la contemplation consternée de tous, écrit au savon sur la vitre toujours immaculée de la porte principale de la Banque de Harkton. Maintenant, l'affaire ne pouvait être classée comme « simple plaisanterie ». Matt Hoovey proclamait sur un ton de conviction absolue que c'était « très, très bizarre ». Et naturellement, on envoya chercher le shérif.

Elias Turner, le directeur de la Banque refusa tout net de s'occuper de l'affaire ; il resta dans son bureau à mâchonner un épais cigare : mais il envoya son petit-fils Seth, un maigre jeune homme taciturne que l'on s'attendait à voir un jour ou l'autre devenir à son tour directeur. Observé d'un œil inquisiteur par une assistance songeuse, Seth Turner se tenait debout, sur l'imposant perron de la Banque. Seule à Harkton avec l'église baptiste, la Banque pouvait s'enorgueillir d'un perron : huit marches en

granit gris, massif, munies de deux rampes de fer forgé noir. Une banque doit « faire important » avait dit le vieux Josiah Turner, le grand-père de Seth ; et il avait fait construire le perron.

Quand le shérif arriva, le groupe des curieux, hommes et femmes, se porta en avant, afin de mieux écouter.

— « Quelque chose de très, très bizarre, si vous me demandez ce que je pense », dit Hoovey qui avait suivi le shérif jusqu'en haut des marches. Quelques murmures l'appuyèrent.

— Qu'en pensez-vous shérif ? demanda Seth, flegmatique.

Cette fois-ci, le shérif n'était plus étonné, il était de très mauvaise humeur.

— Eh bien, inutile de rester à regarder, fit-il. La seule chose à faire pour l'instant, c'est de nettoyer. Seth, dites à votre père que je m'occupe de cette histoire.

On effaça immédiatement les lettres offensantes et le groupe des curieux se dispersa peu après. Mais ils continuèrent à en parler, à discuter, à s'étonner. La nouvelle fit le tour de la ville en un clin d'œil, et, cette fois, nul autre événement ne vint distraire l'attention. Tout le monde attendit impatiemment le lendemain matin pour voir s'il y aurait un autre « NON ». Harkton observait et se posait des questions.

Dans son bureau, le shérif marchait de long en large. Son adjoint, assis sur une chaise en équilibre contre le mur, balançait d'une main paresseuse un exemplaire froissé du « Vrai Détective ».

— « Une seule chose à faire ! marmottait le shérif, établir une surveillance cette nuit pour surprendre le gribouilleur clandestin. »

Il était absolument exaspéré. Il ne s'agissait au fond que d'une vétille. Pourquoi ne pas la négliger, tout simplement ? Mais il y avait des élections en vue et, d'ailleurs, on ne pouvait changer les gens de Harkton.

La nuit était venue, la lune inondait la place de ses rayons. Une paix profonde était descendue sur la ville, enveloppée d'un parfum doux et pénétrant. Harkton s'était couché et demeurait immobile. Le bureau du shérif donnait sur la place. Assis à la fenêtre avec son adjoint, une cafetière posée entre eux sur un réchaud électrique, ils se taisaient. Les doigts épais et carrés du shérif pianotaient nerveusement sur les bras de son fauteuil. Il était onze heures.

Comme minuit achevait de sonner au clocher de l'église baptiste, l'adjoint dit :

— Peut-être qu'il ne viendra pas.

— Peut-être, répondit le shérif.

— Et même s'il écrit « NON » quelque part, ce ne sera peut-être pas sur la place.

— Possible.

— C'est idiot de rester à attendre comme ça.

— Oui.

Ils se versèrent du café et mirent un moment à le boire.

Puis, soudain, ils *le* virent dans le clair de lune. Il marchait en plein milieu de la place, avec le calme, la tranquillité et la certitude d'une bête sauvage au plus épais de sa jungle. Ses gestes n'avaient rien de furtif, et son ombre le précédait, sans peur, comme un garde du corps. Au centre de la place, il s'arrêta, et regarda autour de lui.

L'adjoint se leva brusquement. « Attrapons-le », souffla-t-il.

— Non, attends, rassieds-toi, reste tranquille, lui répondit le shérif, agacé. Il faut avoir la preuve que c'est bien lui : il n'a encore rien fait, aucune loi n'empêche les gens de se promener après minuit. Nous devons attendre.

Ils n'eurent pas à attendre longtemps. Après avoir placidement examiné la place pendant une ou deux minutes, l'homme se baissa et commença, à grands gestes rapides, d'écrire sur le trottoir. Quand le shérif et son adjoint se précipitèrent hors de la mairie et commencèrent à courir vers lui, il se redressa d'un bond et s'enfuit. Il courait beaucoup plus vite qu'eux et aurait facilement pu leur échapper, mais il manqua de chance.

Comme il tournait le coin de la rue il laissa tomber un objet et se baissa pour le ramasser ; ils le rattrapèrent et l'entraînèrent plutôt rudement vers le centre de la place pour voir ce qu'il avait écrit. C'était un grand « NON » peint en rouge, en travers du trottoir, un rouge sang, qui brillait d'un éclat sinistre sous la lune. Le prisonnier tenait son pinceau qu'il avait laissé tomber dans sa précipitation.

— C'est Georges Sickles ! dit l'adjoint.

Le shérif grommela avec mauvaise humeur : « Alors, c'est toi qui as écrit « NON » comme ça dans toute la ville », il secouait le garçon par le bras. « Qu'est-ce que cela veut dire ? Tu trouves ça drôle ? »

Georges Sickles était un grand garçon aux épaules étroites, aux hanches larges, avec des bras démesurément longs, des cheveux roux et, au milieu de la joue droite d'une pâleur extrême, une tache de vin large et foncée. Il restait là, passif, entre les deux hommes, sans se défendre ni répondre aux questions du shérif.

— Que va dire ton père ? lui demanda celui-ci.

Georges ne répliqua pas. Il ne paraissait pas avoir peur ni même avoir conscience d'avoir commis quoi que ce soit qui méritât une punition.

— Qu'allons-nous faire de toi, dit le shérif en le secouant de nouveau brusquement. Hein, qu'allons-nous faire de toi, à ton avis ?

— Je ne sais pas, répondit Georges. Sa voix, bizarrement haute pour un garçon de dix-sept, dix-huit ans, ne tremblait pas. Il ne regardait aucun des deux hommes, simplement, il restait là, son pinceau serré dans la main.

— Eh bien, nous allons te raccompagner chez toi, dit le shérif. Et si je connais bien Edwin Sickles, il aura certainement un mot à te dire.

Ils se mirent tous les trois en route, le garçon encadré par les deux hommes, laissant derrière eux un étrange « NON » écarlate et solitaire au centre de la place, sous le clair de lune.

Edwin Sickles était le dentiste de Harkton, personnage respecté de la communauté, membre du comité de l'Enseignement et pilier de l'église baptiste dont sa femme était diaconesse. Il n'était plus jeune : il aurait pu, en fait, être le grand-père de Georges, et il paraissait son âge ; chaque pli, chaque sillon se creusait avec précision et dureté. En parlant du Dr. Sickles, on disait, et d'ailleurs avec exactitude, que c'était un homme sec. Il ne passait pas, non plus, pour être gai. Sa femme, Martha, lui ressemblait beaucoup, à cela près qu'elle parlait moins. Même à Harkton, et sans pour cela qu'on lui marquât moins de considération, ses robes passaient pour démodées. Elle était osseuse et plate de poitrine ; en outre, légère mais nette, une trace de moustache ombrageait ses lèvres presque aussi cireuses que ses joues. Edwin et Martha avaient eu deux enfants. L'aînée, Edwina, mariée, avait elle-même deux enfants et commençait déjà à ressembler à sa mère. Georges avait été le fruit de l'âge mûr de ses parents, et plus ou moins un accident qu'ils avaient supporté avec un admirable courage. Georges n'avait pas eu une enfance très gaie. En classe, il n'était ni parmi les très bons, ni parmi les très mauvais élèves et se montrait peu sociable.

La sonnette d'entrée des Sickles, une sonnette démodée, à cordon, résonna avec un son métallique dans le silence de la nuit lorsque le shérif tira la poignée d'émail. Il y eut un instant d'attente gênée, puis une lumière s'alluma dans la chambre principale à l'étage supérieur. La tête du Dr. Sickles apparut à la fenêtre, ses cheveux aussi parfaitement coiffés qu'à l'ordinaire, ses lunettes sur le nez.

— De quoi s'agit-il ? demanda-t-il avec calme.

— C'est le shérif, Dr. Sickles. Je crois que vous feriez mieux de descendre. Nous avons votre fils avec nous.

— J'arrive tout de suite, dit le docteur.

Des lumières brillèrent en même temps dans l'une des maisons voisines et de l'autre côté de la rue. Des têtes apparurent aux fenêtres.

A son habitude, le docteur Sickles poussa lentement, soigneusement le verrou et ouvrit la porte. Il était vêtu d'une robe de chambre de flanelle brune, chaussé de pantoufles en tapisserie. « Entrez, voulez-vous, shérif », dit-il. Les deux hommes et le garçon entrèrent, et le docteur ferma doucement la porte derrière eux.

— Que se passe-t-il, shérif ? demanda-t-il.

— Eh bien, docteur, il semble que ce soit votre fils qui ait écrit « NON » à travers toute la ville, sur le trottoir en face de chez Hoovey et sur la porte de la banque. Ce soir, quand nous l'avons attrapé, il venait d'écrire « NON » à la peinture rouge au milieu de la place.

Les trois hommes fixaient le garçon qui tenait encore son pot de peinture devant lui, et restait muet, sans les regarder.

— Et, vu que c'était votre garçon, docteur, continua le shérif, il nous a paru aussi bien de vous l'amener directement et de vous laisser débrouiller l'affaire vous-même. Après tout, il n'est pas question de le mettre en

prison. Il ne voulait sûrement rien faire de mal. Tout le monde sait comment sont les gosses quelquefois.

— J'apprécie votre compréhension, shérif, dit le docteur. Puis-je vous parler un instant dehors ? Georges, tu attendras ici.

Les trois hommes sortirent et parlèrent quelques minutes sur le seuil. Puis le shérif et son adjoint s'en allèrent. Le docteur Sickles rentra. Sa femme qui avait tout écouté, sans se faire voir, du haut de l'escalier, apparut dans sa longue chemise de nuit blanche, des bigoudis hérissés comme des petites cornes autour de la tête. Elle les observait tous deux, mais ne parla point.

Le père regardait son fils.

— Si ce pot de peinture vient de la cave, veux-tu, s'il te plaît, l'y remettre immédiatement.

— Oui, père, répondit docilement le garçon, et il alla faire ce qu'on lui demandait.

Quand il revint, son père lui dit :

— Veux-tu maintenant me dire ce que signifie au juste toute cette histoire ?

— Je ne sais pas.

Du sommet de l'escalier parvint distinctement un soupir exaspéré.

— Ecoute, Georges, dit le docteur, âprement, il va être une heure et je veux avoir une explication immédiatement.

— Je ne peux pas expliquer.

— Tu as écrit le mot « NON », n'est-ce pas, le shérif l'a dit.

— Oui.

— Pourquoi ?

— Je ne sais pas, dit le garçon. Il ne semblait pas avoir peur. Je ne sais réellement pas pourquoi j'ai écrit « NON » la première fois. C'était très tard, la nuit, aussi tard que maintenant, ou même davantage. J'étais allé me promener et je...

— Tu étais allé te promener, répéta sa mère, d'en haut, avec stupéfaction.

— Oui, j'étais sorti par derrière me promener jusqu'au petit bois, celui que traverse la rivière. J'y vais souvent, et je revenais. C'était une nuit magnifique avec un clair de lune...

— La lune ne nous intéresse pas, dit le docteur avec impatience.

— J'avais par hasard un morceau de craie...

— Comment cela ? demanda Mrs. Sickles.

— Je l'avais probablement pris à l'école...

— En d'autres mots, tu l'avais volé à l'école, dit-elle.

— J'avais de la craie, continua Georges, et je me souviens de l'avoir sortie de ma poche. Je l'avais à la main en arrivant à la place et cela m'a paru drôle d'écrire quelque chose. C'est tout. J'ai tout de suite pensé que j'écrirais « NON », seulement « NON », rien de plus — cela suffisait. Et alors j'ai écrit, sur le trottoir, devant chez Hoovey.

— Quelle honte ! murmura Mrs. Sickles avec indignation.

— Et la seconde fois, sur la porte de la banque ? demanda le docteur.

— Cela a été la même chose, mais j'avais pris exprès un morceau de savon.

— Et ce soir, avec la peinture, c'était aussi « exprès » ?

— Oui.

— Et pourquoi ?

— Je ne sais vraiment pas. J'en ai de nouveau eu envie... Comme ça... Pour tout.. Peut-être aussi que cela ne m'a pas plu qu'ils aient effacé si facilement ce que j'avais écrit les autres fois.

— Et tu as pensé que la peinture ne s'en irait pas aussi bien ?

— Oui.

— Eh bien, nous allons voir.

Le docteur pinça les lèvres et enfonça ses pouces dans la ceinture de sa robe de chambre.

— En fait, je vois que tu as porté atteinte à la propriété publique et privée pour ton simple plaisir. Tu as délibérément commis un délit criminel... Maintenant, dis-moi, tu t'attends à être puni ?

— Oui.

— Comment ?

— Le fouet.

— Eh bien, tu te trompes. J'ai décidé que tu te punirais toi-même demain matin. C'est heureusement samedi et tu ne vas pas en classe. J'espère qu'après cela, tu nous laisseras tranquilles. As-tu pensé à ce que les gens vont dire ? Tu n'as même pas songé sans doute à l'embarras dans lequel tu nous mets, ta mère et moi. » Il s'arrêta comme pour donner à ses remarques le temps de produire leur effet ; mais le visage de Georges ne bougea pas.

« Il n'y a rien de plus à faire ce soir. Tu sauras demain matin ce que j'ai décidé. Maintenant, va te coucher.

— Bonsoir papa, dit le garçon en commençant à monter.

En haut, devant sa mère, il lui souhaita également bonne nuit. Elle lui dit alors :

— Avant de t'endormir, tu pourrais demander pardon au Seigneur.

— Oui maman.

⁂

Le matin suivant, c'était l'été. Le soleil se leva dans une brume pâle, traînant avec lui une chaleur massive et inerte. Le samedi était la journée la plus animée de la semaine. Avant neuf heures, déjà, la place était encombrée de gens et de voitures. Au milieu, cependant, une foule s'était massée autour de la tache écarlate du « NON » peint sur le trottoir. Ce n'était pas une foule étonnée, comme les deux autres fois, mais une foule qui semblait attendre. Quand neuf heures sonnèrent, métalliques, à la tour de l'église baptiste, les gens se retournèrent brusquement.

Georges Sickles arrivait, seul, son père et sa mère étaient restés en arrière pour regarder. Il était en salopette et portait une bouteille de bière et une poignée de chiffons. A son approche la foule s'écarta pour le laisse passer ; il y eut un frémissement et des murmures : « C'est lui... c'est lui qui a écrit « NON » partout, c'est Georges Sickles... il est un peu bizarre n'est-ce pas... Pauvre Dr. Sickles, il a bien des ennuis avec ce garçon... Qu'est-ce que c'est que cette idée d'écrire « NON » partout comme ça... A coup sûr, il est étrange... C'est absolument certain. »

Georges était arrivé à l'endroit où était peint le « NON ». Il s'agenouilla, déboucha la bouteille, imbiba de térébenthine un chiffon et commença à frotter le premier jambage de l'N. Heureusement la peinture encore humide cédait aux efforts de Georges et de son chiffon, mais lentement. La foule se pressait pour mieux regarder, en ricanant. Le garçon ne paraissait pas le moins du monde déconcerté : il travaillait sans s'arrêter ni regarder personne.

Il y avait dans cette foule, quelques garçons et filles du lycée, condisciples de Georges. L'un des garçons cria :

— Dis-nous, Georges, qu'est-ce que c'est que ce « NON » partout ? Georges ne répondit pas.

— Qu'est-ce que tu as, Georges ? Tu ne dis rien ? Georgie ne va pas nous dire pourquoi il écrit « NON » sur les trottoirs ?

La foule riait maintenant ouvertement, approbative. A mesure que les rires augmentaient, la figure de Georges changeait peu à peu de couleur ; de pâle, elle devenait d'un rouge de plus en plus sombre. Il essaya de travailler plus vite. Mais avec le soleil, la peinture était de plus en plus difficile à ôter. Il haletait et la sueur coulait en petits ruisseaux sur sa nuque. Dans sa hâte, il s'écorchait les phalanges contre le trottoir ; quelques gouttes de sang tombèrent, se mélangeant avec la peinture qu'il travaillait à effacer.

Encouragé par les rires de la foule, le jeune homme continuait :

— Eh Jojo, tu es bien lent à nettoyer ce « NON »... La prochaine fois tu sauras ce que c'est. Pourquoi tu ne dis rien, Jojo ? Peut-être que la seule chose que Jojo sache dire c'est « NON »... Allons, parle donc, Georgie, allons... Peut-être que tu préfères chanter ? Je sais la chanson qu'il te faut, *ta* chanson, Georgie !...

Et il se mit à chanter le refrain d'une chanson connue de tous, indéfiniment répété : « Non, non, mille fois non... je préférerais mourir que dire oui. Non, non, mille fois non, je préfère mourir que dire oui. » La foule reprit en chœur avec joie, enthousiasmée par le comique de la situation. On chantait de plus en plus fort. Tout autour de la place, des gens se penchaient aux fenêtres pour regarder, en riant. La chanson continuait : « Non, non, mille fois non, je préfère mourir que dire oui. »

Enfin la dernière trace de peinture fut nettoyée, il ne resta plus que quelques gouttes de térébenthine qui séchaient rapidement et le petit tas de chiffons tachés de rouge ; la bouteille était vide. Georges se leva len-

tement, frottant ses genoux de ses deux mains. Il prit la bouteille et les chiffons et s'en alla.

La foule le laissa passer et s'ébranla pour le suivre, tout en continuant à se moquer et à chanter, refusant d'abandonner son jouet. A l'extrémité de la place, le garçon se retourna un instant pour regarder ses persécuteurs. Il regardait la foule sans dire un mot, sans un geste, comme si son seul regard était un reproche suffisant. Mais les gens, loin de sentir ce blâme, ne s'en amusaient que davantage et reprenaient en rugissant : « Non, non, mille fois non, plutôt mourir que dire oui. »

Georges leur tourna le dos. Il marchait rapidement et la foule ne le suivit pas ; il enfila une rue, enfin seul. Il commença alors à courir, aussi vite qu'il le pouvait, haletant, tête baissée. Il ne s'arrêta que chez lui, où, il se précipita dans la cave, et s'enferma.

Le Dr. Sickles était extrêmement satisfait du succès de la punition. Il n'aurait même jamais osé l'espérer aussi efficace. En fait, Georges avait réagi moins vivement qu'il ne l'avait souhaité, mais c'était un garçon si peu démonstratif... Comme tous les samedis, le Dr. Sickles passa la matinée à son cabinet et, l'après-midi, il travailla dans son potager derrière la maison. Naturellement, Georges l'aida. Aucun ne dit mot de ce qui s'était passé le matin.

Ce soir-là, avant que la famille n'allât se coucher, le docteur verrouilla les portes d'entrée et monta avec les clés. Le père, la mère, le fils se souhaitèrent une bonne nuit, comme ils le faisaient chaque soir et se retirèrent dans leurs chambres. La nuit était chaude et moite sans un souffle d'air. Harkton retomba dans sa torpeur nocturne.

Tous les matins, aussi bien le dimanche que les autres jours, Mrs. Sickles se levait à sept heures moins un quart précises. Elle s'habillait rapidement, puis réveillait son mari et en descendant pour préparer le petit déjeuner, frappait à la porte de son fils. La journée commença conformément à cette routine réglée d'après des principes invariables.

Mais ce dimanche matin, la routine céda. Comme elle arrivait au bas de l'escalier, elle s'arrêta, les yeux droit devant elle, les deux mains inconsciemment levées, le souffle coupé. Là, au milieu de la carpette ronde, tressée, qui recouvrait l'entrée, cette carpette qui était un héritage, « fabriquée des propres mains de ma pauvre chère maman », le mot « NON » s'étalait en larges lettres de craie blanche. Pendant une minute entière, qui s'écoula lentement, seconde à seconde, elle demeura immobile et regarda, incrédule, espérant qu'elle était la proie d'une hallucination. Mais il n'y avait pas d'erreur. Elle serra les lèvres et respira profondément, les narines frémissantes. Sans hâte elle remonta dans sa chambre et ouvrit la porte toute grande. Le Dr. Sickles était assis nu, au bord du lit.

— Qu'est-ce qu'il y a ? demanda-t-il brusquement. Que veux-tu ? Pourquoi entres-tu comme ça ?

— Excuse-moi, Edwin, mais je voulais te dire que ce garçon a écrit « NON » à la craie sur la carpette au pied de l'escalier.

Pendant un moment le docteur ne répondit pas, les sourcils froncés. Puis il dit : « Attends-moi une minute, je descends. »

Sa femme ferma la porte et attendit, dans l'étroit vestibule. Quand le docteur sortit, il avait sa robe de chambre et ses pantoufles. Sans dire un mot, il descendit et contempla le NON qui se détachait énorme et blanc sur les couleurs sombres de la carpette. Il s'accroupit et posa son doigt sur le « N ». Un petit nuage de craie blanche s'éleva.

— Je vais lui faire nettoyer ça immédiatement, dit-il.

— Oh, je préfère le faire moi-même, protesta aussitôt Mrs. Sickles ; il l'esquinterait. D'ailleurs l'autre fois quand tu t'es contenté de lui faire nettoyer ce qu'il avait écrit, la leçon ne semble pas avoir porté, en voici la preuve. Il faudrait peut-être trouver quelque chose de plus efficace.

Et elle se dirigea vers la cuisine.

Le docteur fronçait toujours les sourcils sans répondre. Il se retourna, remonta l'escalier et entra dans la chambre de Georges sans frapper.

Georges, complètement habillé, était assis au bord de son lit. La pièce était petite et dénuée de tout ornement. Les traits tirés de Georges pouvaient être l'effet de l'inquiétude aussi bien que de l'insomnie. Contrairement à son habitude, il ne se leva pas à l'entrée de son père.

— Va chercher la courroie, ordonna le Dr. Sickles.

Le garçon se leva alors, pour faire ce qu'on lui disait. Cette courroie était rangée dans un petit hangar à outils, derrière la maison. C'était une longue et lourde lanière de cuir noir, qui provenait probablement de l'ancien harnachement d'un cheval ; elle était décorée de petits clous de cuivre placés à intervalles réguliers, de quelques centimètres. C'était l'instrument des châtiments corporels de Georges ; en fait, il avait rarement donné l'occasion de l'employer et, jusqu'à présent, cela s'était toujours passé dans le hangar, où il était obligé de se courber et de s'appuyer sur un chevalet à scier le bois, pendant que son père lui appliquait quelques coups vigoureux.

Quand il rentra dans sa chambre, son père lui prit la lanière des mains :

— Ferme la fenêtre, je ne veux pas que les voisins entendent. Phrase assez surprenante, car Georges n'avait jamais crié.

Georges ferma la fenêtre. « Maintenant, déshabille-toi », dit le Dr. Sickles. Pendant un instant il n'y eut pas de réponse. Le garçon regardait son père fixement, silencieusement, comme s'il n'avait pas entendu. « Déshabille-toi », répéta sèchement le docteur. Georges obéit et une fois débarrassé de ses vêtements son père lui dit, en essayant d'une main la lourde lanière :

— Tiens-toi contre le mur et rappelle-toi que ceci est pour ton bien.

Dans la cuisine, en dessous, alors qu'elle se dirigeait de l'armoire à la table, Mrs. Sickles entendit le premier coup. Elle tremblait toute, le

visage tordu, la respiration saccadée. Soudain, du haut de l'escalier, vint le premier cri, tremblant de douleur, que d'autres suivirent.

Enfin les cris s'arrêtèrent et la maison se remplit d'un étrange silence.

Quand le Dr. Sickles, habillé et rasé, descendit, sa femme s'activait auprès du fourneau pour cuire des galettes au sarrasin.

— Cela sent bon, dit le docteur sur un ton jovial, en s'asseyant à sa place habituelle, à la table de la salle à manger. Avant de se mettre à déjeuner, il fit craquer méthodiquement les jointures de ses mains pendant une minute entière ; c'était une de ses manies.

Un instant après, Georges descendit, il portait à la main, ostensiblement, la courroie qu'il alla remettre dans le hangar. Puis il revint prendre son petit déjeuner. Il ne dit pas un mot ; aucun d'eux ne parla. Il était à peine assis, sur l'extrême bord de sa chaise, et mangeait très peu et très vite. Il termina bien avant ses parents qui avaient pourtant commencé avant lui.

— Excusez-moi, s'il vous plaît, dit-il, en se levant de table.

— Tu ferais bien d'aller te préparer pour aller à l'église, dit Mrs. Sickles.

— Si vous permettez, dit Georges lentement, je voudrais en être dispensé aujourd'hui. Je n'en ai pas envie.

— Sottise, dit sa mère avec indignation. Dispensé, vraiment ! Sûrement pas ! Va sur le champ mettre ton costume noir. Tu n'y vas pas assez souvent à l'église, voilà ce qui ne va pas chez toi.

Le garçon baissa la tête et sortit. Avant que la famille ne se mît en route, Mrs. Sickles eut le temps de nettoyer la carpette. Puis elle déclara : « Cette carpette ne sera plus jamais la même pour moi ; je ne pourrai plus la regarder sans penser à ce mot ». Elle leva les yeux avec résignation et mit soigneusement ses gants de fil noir. Puis le père, la mère et le fils partirent pour l'église.

L'église baptiste de Harkton était peinte d'un brun moyen à l'extérieur et d'une couleur ambre éclatante à l'intérieur. Les bancs, les murs et les chevrons de la voûte gothique étaient en bois d'érable, verni et brillant. Les six fenêtres carrées, de chaque côté, étaient vitrées de carreaux jaunes d'ambre, ce qui ménageait un effet perpétuel de soleil éclatant. Une simple plate-forme surélevée, munie d'un pupitre et de trois chaises gothiques garnies de pourpre, occupait le fond du chœur. D'un côté, un banc pour les chanteurs et un harmonium à pédales. Un tapis rouge écarlate s'étendait tout le long de l'allée centrale.

Le banc réservé aux Sickles était placé assez haut dans la nef, trois rangs seulement derrière celui d'Elias Turner. Ce dimanche, donc, sur le banc étaient alignés le Dr. et Mrs. Sickles, Georges, Edwina auprès de son mari, Calvin Sutter, et leurs deux enfants, Martha et Calvin Jr. Silencieux, ils attendaient que le service commençât. Georges se trémoussait inconfortablement sur le banc de bois au dossier raide, avec des grimaces de douleur. Sa mère lui donna brutalement un coup de coude.

Enfin le service commença ; il fut très long. Le thème du sermon, qui revenait assez souvent, était : « Le bonheur d'une communauté harmonieuse vivant sous le regard du Seigneur ». Le Révérend Willowby avait une diction nette et sèche et fixait ses ouailles d'un œil sévère ; sa voix s'élevait et s'abaissait dans une emphase calculée, comme un navire sur la houle de l'océan, son index maigre et long souvent levé en signe d'admonestation. « Je vous parlerai brutalement, déclara-t-il, en témoignage de ma volonté constante de progresser avec mon troupeau vers le Bien. Du moins pouvons-nous être reconnaissants et élever nos cœurs en action de grâce, parce que nous sommes sur la voie droite. Quoique nos pas puissent parfois errer, nous connaissons le chemin. Ce n'est pas un chemin aisé ; ce n'est pas, non plus, oh non ! ce ne peut jamais être, la route du vain plaisir. Nous devons courber humblement la tête devant les épreuves qui nous sont envoyées. Ceux qui les supportent courageusement seront trois fois bénis. Ah, en vérité, la paix de l'âme ne s'acquiert pas facilement. »

Après une méditation silencieuse, il y eut encore une prière, un hymne, l'énumération des événements liturgiques de la semaine à venir, une antienne « Magnifique est la cité de Sion », chantée par le chœur pendant la quête, puis encore la bénédiction et, enfin, l'hymne final.

Le pasteur avait coutume, après le service, de saluer les fidèles. Au passage des Sickles, il remarqua, sans sourire : « Georges paraissait bien agité ce matin ».

— Il n'a pas très bien dormi cette nuit, dit Mrs. Sickles très vite. Puis après un moment d'hésitation, elle ajouta en baissant la voix :

— Peut-être pourriez-vous lui dire un mot, Mr. le Pasteur : il passerait un de ces après-midi, au presbytère ».

— Bien sûr, répliqua le pasteur, vous savez que je suis toujours heureux de pouvoir rendre service.

Les Sickles s'éloignèrent, se dirigeant vers leur logis. Edwina prenait traditionnellement avec son mari et ses enfants le déjeuner du dimanche chez ses parents. Ils s'en allaient, famille pleine de dignité, les deux grands-parents, le fils et la fille et les deux petits-enfants. Martha Sickles Sutter, la petite-fille, était déjà grande, avec des cheveux blonds, plus jeune d'un an et quelques mois seulement que son oncle Georges, situation qui lui semblait d'une drôlerie inépuisable. Calvin Cawley Sutter Jr., son frère, avait onze ans et ressemblait déjà à son père : il avait des cheveux blonds, ternes, et un visage rond et plein sur un corps replet.

Ils marchèrent tous quelque temps sans parler, en pleine chaleur de midi. Puis Martha Sutter dit :

— Oncle Georges était en effet très nerveux à l'église. Peut-être que l'envie le démangeait d'écrire « NON » quelque part, comme il l'a fait dans le square. N'est-ce pas Georges ? Elle rit méchamment.

— Tais-toi, lui dit sa mère.

Le déjeuner dominical chez les Sickles, étant une tradition familiale,

durait toujours longtemps. Ce dimanche-là, avant que le repas ne fût tout à fait près, Georges entra dans la cuisine, contrairement à l'habitude.

— Le déjeuner n'est pas encore prêt, lui déclara sèchement sa mère.

— Je sais, dit Georges. Il regarda avec embarras sa sœur et sa nièce qui détournèrent les yeux avec affectation. Mais je me demandais si je pourrais manger un petit quelque chose ici, à la cuisine, plutôt qu'à table.

Un silence terrifié et terrifiant vida instantanément la cuisine de tous les sons familiers. Les deux femmes et la petite fille fixèrent Georges avec une stupeur qui les paralysait. Mrs. Sickles fut la première à se ressaisir.

— Et pourquoi, s'il te plaît, ne déjeunerais-tu pas à la salle à manger, avec tout le monde ? dit-elle froidement.

— Oh bien, murmura Georges, c'est seulement parce que je n'en ai pas très envie.

— Comme tu n'avais pas très envie de rester tranquille à l'église ce matin, et que tu m'as mise dans l'embarras devant tout le monde. C'est absurde. Tu ne seras pas dorloté ici, et tu ferais aussi bien de le comprendre tout de suite. Ou tu mangeras à la salle à manger comme tout le monde ou tu ne mangeras pas et nous n'en parlerons plus.

Edwina approuva vigoureusement, tandis que la jeune Martha ricanait.

Georges ne répondit pas sur-le-champ. Il se tenait debout, immobile, fixant sa mère ; ses lèvres se serraient, sa figure devenait peu à peu d'un rouge sombre. Il respira profondément.

— Très bien, alors... Je ne mangerai pas du tout. Je préfère avoir faim. Je préfère de beaucoup avoir faim.

Il traversa la cuisine, ouvrit brutalement la porte, et sortit en la claquant si violemment que le battant rebondit.

A l'heure du dîner, Georges n'était toujours pas rentré.

— Il finira bien par revenir, dit Mrs. Sickles.

— Naturellement, dit le docteur, passant un coin de sa serviette entre deux boutons de sa veste.

La lumière déclinait peu à peu. L'obscurité se mêlait lentement à la chaleur de la ville. Dans le silence, un vent inquiet se leva subitement. Au loin, dans la nuit tombante, le tonnerre gronda.

A neuf heures trente, Georges n'était toujours pas rentré.

— C'est l'heure de se coucher maintenant, dit le Dr. Sickles. Il alla verrouiller la porte d'entrée et celle de la cuisine et, une à une, éteignit les lumières électriques.

Le matin, vers six heures, le docteur et sa femme furent réveillés par la sonnette d'entrée qui retentissait avec insistance. Le docteur alla à la fenêtre et regarda. Sur le trottoir il vit le shérif.

— Je descends à l'instant, dit le docteur.

Le shérif ne franchit même pas la porte que le docteur venait d'ouvrir.

— Je suis désolé de vous déranger de nouveau comme cela, docteur. Mais c'est le vieil Elias Turner, lui-même, qui m'a appelé.

Le docteur Sickles grinça des dents :

— Je pense que c'est Georges qui a encore écrit « NON » ? Où cela ?

— C'est assez sérieux, ce coup-ci : ce n'est pas dans un seul endroit, c'est dans toute la ville. Il doit avoir pris un caillou pour gratter le verre. C'est de nouveau sur la porte de la Banque, les vitrines de Hoovey, la pharmacie Miller, l'épicerie Anderson, et une demi-douzaine d'autres magasins. Les lettres sont gravées dans le verre et ne s'en iront pas. Le pire de tout est l'église. Il avait sûrement un couteau sur lui, parce que le mot « NON » est gravé en lettres de plus de trente centimètres, en plein sur la grande porte.

Le docteur retint son souffle, ferma les yeux un instant, respira très lentement, puis il dit :

— Le garçon n'est pas ici, shérif. Il n'est pas rentré depuis hier midi. Vous pouvez regarder si vous voulez.

— Non, non docteur, si vous dites qu'il n'est pas ici, cela me suffit. Savez-vous où il peut être ? Ce n'est plus une plaisanterie et je crains qu'il ne faille faire quelque chose. Où pensez-vous que nous puissions le trouver ?

— Je ne sais pas au juste, mais je sais qu'il va souvent se promener à l'est de la ville, dans un bois. Vous savez, il y a là une rivière. Il est peut-être là. J'espère que vous le trouverez. Si vous le trouvez, ne l'amenez surtout pas ici. Conduisez-le en prison, c'est la place qui lui convient.

— J'ai peur, en effet, que nous n'y soyons contraints. C'est navrant.

— C'est absolument de sa faute.

Ainsi que son père l'avait soupçonné, Georges s'était réfugié dans ce petit bois qui s'étendait le long d'une rivière assez large et peu profonde, à l'est d'Harkton. Il était assis par terre contre un arbre, sur la rive. Immobile, il regardait l'eau bouillonner en innombrables petites cascades sur les cailloux. Ses vêtements étaient froissés et informes, il avait une manche déchirée. Ses cheveux humides tombaient sur ses yeux. Tout, dans son extérieur révélait un être malheureux, abandonné. Cependant il paraissait paisible, une auréole de tranquillité rêveuse l'enveloppait. Quand le shérif et son adjoint le rejoignirent, de très mauvaise humeur après avoir battu les buissons à sa recherche, il n'essaya même pas de s'enfuir. Il partit avec eux et ils l'enfermèrent dans la prison, la cave de l'hôtel de ville.

Tout le monde à Harkton considérait Georges Sickles comme une calamité publique, sans toutefois le juger dangereux pour la communauté. D'aucuns estimèrent qu'il était fou et qu'il « devrait être envoyé à l'asile avec les cinglés », opinion contre laquelle de Dr. Sickles s'éleva formellement et avec colère. La ville entière discuta passionnément du sort du prisonnier. Mais l'action de la justice une fois mise en route devait suivre son cours.

Georges fut conduit par le shérif à Granville, où il fut mis dans une cellule de la prison. Après dix jours d'attente, il fut entendu. Ce fut bref. Un juge ennuyé questionna les intéressés, nota la sévérité des parents du garçon, l'opinion générale des citoyens de Harkton, le calme imperturbable du garçon et, « après examen en bonne et due forme, et dans l'intérêt de l'inculpé », il condamna G. Sickles à passer dix-huit mois dans l'école pénitentiaire de l'Etat.

Pendant plusieurs semaines, Harkton parla beaucoup de l'affaire Sickles. Tout le monde approuva le Dr. Sickles lorsqu'il fit remplacer les vitrines abîmées et mettre une nouvelle porte à l'église. Mais le docteur et sa femme, on le remarqua, avaient souffert de cette épreuve. Tous deux paraissaient vieillis et fatigués. Les gens, s'ils chuchotaient et les montraient du doigt, sympathisaient avec eux. Puis, d'autres sujets attirèrent l'attention et l'affaire commença d'être oubliée.

A l'école pénitentiaire, Georges ne semblait pas malheureux. Il fut désigné pour travailler à la blanchisserie ; il s'y conduisit bien, fit ce qu'on lui disait et ne causa aucun ennui. Les autorités le laissèrent tranquille. Pendant ses rares moments de liberté, il lisait et relisait un livre emprunté à la bibliothèque du pénitencier : *Les Voyages de Gulliver*. Tous les quinze jours, il était autorisé à assister aux séances de cinéma qui avaient lieu dans le réfectoire. Tout en se montrant bon camarade, il ne se lia spécialement avec aucun des autres garçons, ni au dortoir, ni à la blanchisserie. Il ne reçut aucune lettre de l'extérieur et n'en écrivit aucune.

Georges avait passé presque un an au pénitencier, lorsque ses parents moururent, à neuf heures d'intervalle : le docteur d'une embolie et sa femme d'une crise cardiaque causée par la fin brutale de son mari. Georges fut informé qu'il lui serait possible, par autorisation spéciale, d'assister à l'enterrement, mais il refusa, expliquant que pour lui ses parents étaient morts depuis longtemps. Les autorités y virent la preuve d'une dureté qu'elles n'avaient pas observée chez lui jusque-là.

Peu de temps après, il reçut deux lettres, une de sa sœur, l'autre de Douglas G. Foss, le notaire de Harkton. Sa sœur ne manifestait, dans sa lettre, aucune compassion : elle exprimait sa conviction que la mort de ses parents avait été hâtée par la honte que Georges avait infligée à leur famille. Elle ajoutait que Calvin Sutter avait été nommé à un poste plus important par sa compagnie d'assurances et dans une autre ville. Ils allaient donc bientôt quitter Harkton et Georges ne devait plus s'attendre, insistait-elle, à recevoir la moindre aide, lorsqu'il sortirait du pénitencier, même s'il découvrait leur nouvelle adresse et les suivait. Edwina lui apprenait en outre qu'il avait été déshérité par leurs parents et qu'elle estimait donc ne plus avoir aucune obligation familiale envers lui. La lettre du notaire était très brève et conventionnelle ; elle confirmait seulement que Georges avait été déshérité et ne possédait plus

aucun droit présent ou futur à l'héritage de ses parents qui revenait intégralement à sa sœur.

Il lut chaque lettre deux fois, puis les déchira.

A la mort du docteur et de Mrs. Sickles, et lors du déménagement des Sutter, Harkton se rappela momentanément « l'affaire ». D'autres préoccupations cependant effacèrent ces souvenirs : la région souffrait d'une sécheresse assez sérieuse ; au mois de juin, quelques mariages eurent lieu, puis les examens de la fin de l'année scolaire... Tous les incidents habituels. La vie continuait, monotone, Et les semaines s'écoulèrent dans la chaleur de l'été.

Et de nouveau, juillet, août, septembre passèrent, l'un après l'autre. L'automne s'installa ; s'épanouit, se transforma en hiver. Le gel arriva. Ce fut la chute des feuilles emportées par le vent ou brûlées en feux dont les fumées montaient dans le crépuscule. La ville se préparait, dans l'attente du froid et de la glace prochains. Puis vint la première neige : elle tomba mollement, fin novembre, tourbillonnant à travers les plaines, et prit possession de la ville.

C'est alors qu'un événement surprenant se produisit : Georges Sickles revint. Plus étonnant que ce retour était le fait que, précisément, personne ne s'y fût attendu. Mais c'était ainsi. Pourquoi revenait-il d'ailleurs, se demandait-on les uns aux autres. Il apparut tout simplement, un beau jour, sur la place, et les passants le regardèrent fixement.

Mais ce n'était pas le même Georges Sickles qu'autrefois, et c'était d'autant plus troublant. Il avait changé. Un changement banal, à coup sûr et que l'on aurait dû prévoir. Georges n'était plus un adolescent. Il avait grandi, forci, et se rasait maintenant. Il avait aussi un aspect de force tranquille très nouveau. Les habitants de Harkton remarquèrent ce changement avec surprise d'abord, puis avec méfiance. Personne n'accueillit Georges cordialement dans sa ville natale. Il ne sembla d'ailleurs nullement s'en affecter. Il loua une petite chambre misérable près de l'ancienne gare, dans une pension qui logeait surtout des conducteurs de camions. Puis il se mit à chercher du travail, mais sans succès. Partout, on le renvoyait brutalement.

En le revoyant, les gens se rappelaient naturellement ce qui s'était passé un an et demi auparavant. Ils parlèrent, discutèrent, se demandant combien de temps s'écoulerait avant qu'il ne causât de nouveaux ennuis. Ne trouvant pas de travail, Georges passait la plus grande partie de ses journées sur la place, bien qu'il fît cruellement froid. Il ne parlait à personne, mais regardait tout le monde. Les gens n'aimaient pas ce regard, ils ne savaient pas ce qu'il signifiait et s'en plaignaient les uns aux autres. Tous étaient d'accord : rien de bon ne pouvait résulter du retour de Georges Sickles à Harkton. Tôt ou tard, disait-on, un malheur arriverait et probablement plus tôt que tard. La suite devait leur donner raison.

C'était une froide nuit de la mi-décembre, avec du vent. Georges était

rentré depuis une semaine. Harkton s'étendait immobile sous ses couches de neige et de glace. Au clocher de l'église baptiste, dix heures venaient de sonner, le carillon vibrait dans l'air glacé. Autour de la place, les becs de gaz isolaient des plages de lumière sur cette blancheur triste et sans vie.

Or, cette nuit-là, par hasard, le shérif travailla tard dans son bureau. Cela lui arrivait en fin d'année, pour mettre à jour son rapport annuel. Il termina son travail à dix heures un quart, enfila sa lourde peau de bique, sa casquette, ses souliers et ses moufles, et se mit en route pour rentrer chez lui. Mais comme il traversait la place, il vit, à sa profonde surprise, quelqu'un qui venait de l'autre côté. C'était Georges Sickles. Il portait un vieux Loden, mais n'avait ni bottes, ni gants, ni chapeau. Le shérif s'arrêta, mais Georges continua, sans le regarder.

— Où as-tu l'intention d'aller ? demanda le shérif.

Georges sursauta. Il jeta un coup d'œil au shérif.

— Je me promène, répondit-il.

— Une promenade, grommela le shérif. Je pense bien que tu te promènes, par cette nuit glacée, habillé comme tu l'es ! Je parie que tu ne pensais pas me rencontrer, hein ? Tu ne vas pas recommencer tes tours, hein ? Est-ce que tu t'imagines que je crois à ton histoire de promenade ?

— Cela m'est égal, que vous y croyiez ou non.

Le shérif s'avança et posa une main ferme sur l'épaule de Georges :

— Allons, fiston, commença-t-il, tu...

— Lâchez-moi, cria Georges. Il fit lâcher prise au shérif et recula de plusieurs pas. « Laissez-moi tranquille, je n'ai rien fait et je n'aime pas qu'on me touche. »

— Ah, c'est comme ça, dit le shérif furieux, se rapprochant, la main toujours étendue. Tu as un peu trop de toupet.

Georges se recula encore. Le shérif plongea en avant et se mit à courir. Mais Georges, sans manteau ni bottes, était plus rapide et plus agile. Il courut à l'autre extrémité de la place, avec le shérif à ses trousses. Il avait de l'avance et aurait pu s'échapper sans peine ; mais, de nouveau, il manqua de chance.

Il était évident que le shérif était distancé et qu'il était vain de continuer cette poursuite. Il fronça les sourcils avec mauvaise humeur ; mettant les mains en porte-voix, il cria « Arrête ou je tire ».

Le fugitif ne s'arrêta pas. Il passait juste devant la banque, quand la menace du shérif l'atteignant à travers l'air glacé, il obliqua brusquement. L'un de ses pieds glissa sur une petite surface glacée et lisse. Il perdit l'équilibre, jeta les bras en l'air, mais ne put se relever. Il tomba et heurta de tout son poids une des marches de granit de la banque. Il poussa un seul cri dont le son « ho » traversa un instant le silence givré. Puis son corps resta étendu sans mouvement.

Se précipitant vers lui, le shérif vit qu'il ne bougeait pas et que ses yeux étaient fermés ; mais il respirait. Avec peine, le shérif parvint à por-

ter le corps inerte à son bureau. Là, il téléphona au Dr. Carsby de venir immédiatement.

Quelques bouffées d'ammoniaque suffirent à le ranimer, mais il restait sans bouger ni parler. Etendu sur le parquet, Georges regardait les deux hommes debout au-dessus de lui. Ils lui parlaient et lui disaient impatiemment de se lever, mais il demeurait inerte, les yeux clignotants. Après un bref examen, le docteur décida que Georges s'était probablement blessé à la colonne vertébrale et resterait paralysé quelque temps. Il fallait le transporter à l'hôpital de Granville.

A l'hôpital, on confirma le diagnostic du docteur. Georges devrait rester en observation. Le shérif et le docteur repartirent.

Après de nombreux examens aux rayons X qui durèrent plusieurs jours, on conclut que la blessure de Georges n'était pas profonde mais très grave. La guérison était possible mais seulement après opération et soins spéciaux post-opératoires. Cependant, cette opération était si difficile et si délicate qu'aucun chirurgien local n'osait la tenter. Il faudrait donc transférer Georges à Chicago et l'hospitalisation, là-bas, serait coûteuse. Faute de quoi, il ne restait en dernier recours, qu'un traitement peu efficace et démodé qui pourrait provoquer quelque amélioration, mais laisserait néanmoins le malade entièrement paralysé jusqu'à la fin de sa vie.

Tels furent les faits que le docteur chargé de soigner Georges transmit par lettre à Edwina Sutter dont l'adresse avait été donnée par le shérif. La réponse parvint aussitôt : elle déplorait l'accident arrivé à son frère, mais il lui était absolument impossible d'assumer la charge du traitement à Chicago.

Aussi, après une semaine environ, Georges fut-il transféré, comme incurable à la charge de canton, dans un hospice pour indigents, énorme bâtiment dans les faubourgs de Granville. Il n'avait pas encore vingt ans.

A Harkton, quand on apprit l'événement, les gens déclarèrent que c'était vraiment bien triste. Mais les malheurs arrivaient souvent ainsi. Et d'ailleurs, dès le début, tout le monde avait pensé que Georges Sickles tournerait mal, d'une façon ou d'une autre.

A l'hospice de Granville, Georges se trouvait parmi trente autres pensionnaires, dans une salle aux murs nus, longue comme un couloir. Là, les années s'écoulèrent. Il devint maigre et décharné, ses cheveux prirent une couleur malpropre, puis commençèrent à tomber. Il ne pouvait ni bouger, ni parler. Les autres le prenaient pour cible de leurs plaisanteries séniles. Il n'avait ni visiteurs, ni distractions. Parfois, quand il faisait beau, on le poussait dans une vieille chaise roulante sous la véranda. Il restait assis là, agité de légers spasmes, hochant parfois nerveusement la tête, comme s'il opposait encore au monde entier on ne savait quel refus indomptable et farouche.

JAMES LORD

(Traduction de Guillemette de Magny.)

LE NOUVEAU FRANC

par F. F. Legueu

Le Rapport du Comité des Experts, présidé par M. Jacques Rueff, a tracé le plan de restauration qui est en cours d'application. Il comprenait, en annexe, une lettre d'importance majeure, qui est demeurée secrète jusqu'au dernier moment, et pour cause : elle concernait le problème monétaire. Après avoir défini les conditions de l'ajustement du franc à sa valeur réelle, elle se terminait par le paragraphe suivant :

« *Il est essentiel que la nouvelle parité soit tenue pour définitive. Le Comité considère que l'établissement d'un franc lourd, par suppression de deux zéros dans les prix et dans les stipulations en francs, donnerait à l'opinion le sentiment que l'équilibre monétaire est durablement établi sur sa nouvelle base.* »

Cette recommandation, manifestement capitale, fut agréée comme les autres. Le *Journal Officiel* du 28 décembre 1958 lui a donné, par ordonnance, force légale. L'article premier prévoit la création, au plus tard le 1er janvier 1960, d'une nouvelle unité monétaire française dont la valeur sera égale a 100 francs. L'article 11 met immédiatement cette disposition en vigueur, pour la cotation des monnaies étrangères.

On sait que, simultanément, la valeur du franc actuel a été définie, après une dévaluation que l'on souhaite être la dernière, par rapport à l'or, soit à 2 milligrammes de métal au titre de 900 millièmes, soit encore 1,80 milligramme d'or pur.

Ainsi a été conçue, agencée et décidée une réforme dont les précédents ne se trouvent que très loin dans l'Histoire. Bien qu'elle demeure un modèle insurpassable, la stabilisation de Poincaré, le 25 juin 1928, ne lui est pas comparable, car elle maintenait l'existence du franc ancien, sans en changer même l'apparence. C'est à la création même de ce franc, le 7 avril 1803 (17 Germinal, An XI), qu'il faut remonter pour trouver une mesure analogue.

Il est donc impossible de s'y tromper. Dans son dépouillement technique, sous sa froideur apparente, l'affaire est capitale. Elle touche au

cœur la vie nationale. Si son objet direct est de restaurer un étalon monétaire, dont la notion même est ignorée par toute une génération de Français, il n'existe aucun doute qu'elle implique, en fait, des changements profonds dans la manière de penser, de travailler, d'épargner, et un retour à des traditions, qui avaient fait naître naguère en France, comme elles le font ailleurs sous nos yeux, la grandeur et la richesse.

A quelques semaines du jour où cette réforme va entrer progressivement en pratique — car son application immédiate aux changes étrangers est passée inaperçue — il est opportun d'en prendre une vue d'ensemble.

⁂

La référence au franc de Germinal n'est pas arbitraire. A un siècle et demi d'intervalle, les causes qui avaient provoqué son institution ont été fondamentalement les mêmes. « Les assignats, disait Ramette en 1796, ont fait la Révolution ; ils ont amené la destruction des ordres et des privilèges ; ils ont renversé le trône et fondé la République. » L'observation est juste. Mais elle est incomplète. Excellente pour détruire, l'inflation est impuissante pour construire. Aucun Etat ne peut se concevoir autrement que dans l'ordre. La monnaie en est un fondement irremplaçable. Quand elle est usée, elle ne remplit plus ses fonctions. Au temps de Poincaré, le franc n'était qu'entamé. Après trente ans de nouvelles amputations, il se trouvait, à la fin de 1958, comme anéanti.

C'est la considération de fait qui, depuis plusieurs années déjà, s'imposait à l'attention d'observateurs avisés. Un peu tôt, peut-être, dès 1947, M. Truptil avait suggéré la création d'un franc nouveau. M. François Pietri en avait repris l'idée en 1952. Les raisons qu'il proposait n'ont rien perdu de leur force. Au contraire, elles sont devenues péremptoires. Il n'y manquait qu'un contexte politique ou constitutionnel, qui existe aujourd'hui.

Dans son exposé, l'ancien ministre des Finances distinguait déjà, judicieusement, la double justification de la réforme : l'une intérieure, l'autre extérieure. Dans l'ensemble des transactions internes et de la comptabilité, il dénonçait une escorte de zéros, encombrante et vaine. Dans nos rapports avec l'étranger, il constatait un décalage funeste. L'ancien franc, en effet, était au gabarit des devises de nos partenaires internationaux. A la veille de la guerre de 1914, les comptabilités dans le monde étaient articulées de telle manière que l'achat ou la vente d'un quintal de blé, par exemple, se traduisait par des expressions comparables : 1 livre en Angleterre, 2 florins en Hollande, 5 dollars en Amérique, 25 francs en France. D'une monnaie de compte à l'autre, l'écart était, au maximum, de 25. Aujourd'hui, il est de l'ordre de plusieurs centaines, au détriment du franc. C'est un signe qui, pour une monnaie, ne pardonne pas : il manifeste sa consomption ; il annonce sa fin.

⁂

Dans le cadre français, la valeur du franc devenant tangente à zéro, la mesure des valeurs réelles tend vers l'infini. Il en résulte une confusion croissante entre l'astronomie et la finance. La première ne saurait y perdre. La seconde n'y gagne rien. Après les millions, les milliards sont devenus d'usage courant. Notre budget national en est aux milliers de milliards, c'est-à-dire aux trillions.

La vie de chaque jour ne s'accommode pas de telles numérations. On n'imagine pas que les budgets individuels puissent jamais se compter en équivalence d'années-lumières. D'ailleurs, une réaction invincible se manifeste déjà, en l'occurrence.

La suppression de cette queue de zéros, que va opérer la réforme monétaire, est dans les mœurs. Un billet de 1 000 francs se nomme, dans certains milieux, un « ticket ». Un million s'appelle une « brique », ou une « unité ». Dans les boutiques, sur les foires, les zéros sautent depuis longtemps. Le boucher annonce sa cliente à la caisse en mettant la virgule, dans l'addition, à la place où elle sera légalement demain.

Dans les relations internationales, les mêmes réflexes jouent, avec seulement plus de force. Le crédit d'une monnaie n'est jamais tout à fait indépendant de sa forme matérielle. Beaucoup de Français, dans le courant de ces dernières années, ont voyagé en Espagne. Quoi qu'ils aient pensé, *a priori*, de la tenue de la peseta, ils n'ont pas éprouvé une impression favorable des regrettables chiffons, où ils se retrouvaient laborieusement. A une table de casino, si l'on peut recourir à pareille image, le joueur qui a sous la main quelques louis brillants fait meilleure figure que celui qui n'étale que du papier sale.

C'est un comportement que je crois pouvoir illustrer par un souvenir du temps de l'inflation allemande. C'était la première de celles qui furent catastrophiques, à l'époque contemporaine, et la plus grandiose. Il était difficile de la faire bien comprendre à des hommes d'un certain âge, qui avaient passé toute leur vie sous des régimes monétaires parfaitement stables. J'étais alors attaché financier à Berlin, et mes explications, mes avertissements trouvaient peu d'audience. Un beau dimanche, à la messe où le corps diplomatique avait accoutumé de se rendre, dans la ravissante église toute ronde de Sainte-Edwige, le sacristain, adaptant trop bien sa conduite à la conjoncture, s'avisa de faire la quête au moyen d'un vaste panier de blanchisseuse, qu'il tenait à deux mains sur son bedon. Je le vis se remplir de coupures de 100 000, de 500 000 marks, aussi mirobolantes que dénuées de valeur. Des boutons de culotte eussent fait bien davantage. Mais, par une conséquence foudroyante, le plus inattentif des diplomates — on en trouvait encore à cette époque — se fit une idée précise de la débâcle du mark.

Nous n'en sommes pas tombés, en France, au panier à linge. Mais la

corbeille est d'usage courant. En prenant le problème par le plus petit bout, on serait tenté de dire qu'il s'agit de revenir à l'aumônière de velours rouge, brodée d'or, qui oblige à prendre au sérieux les offrandes qu'on y dépose.

Dans la création du nouveau franc, il n'existe aucun doute que les considérations internationales aient été prépondérantes, au point d'en commander, selon toute vraisemblance, la chronologie. Ici même, il avait été indiqué que la mise en application réelle du Traité de Marché commun, le 1er janvier 1959, serait impossible, sinon inconcevable, sans que l'association à former fût dotée au préalable, ou simultanément, d'instruments monétaires appropriés. Il était strictement nécessaire, avions-nous écrit, que les devises des Etats membres fussent comparables, c'est-à-dire librement convertibles entre elles, condition qui impliquerait, qui a impliqué, en effet, une dévaluation du franc. Il serait, non pas indispensable, avions-nous ajouté, mais désirable également, que les apparences des monnaies de la Communauté ne fussent pas trop différentes ; et plus elles seraient semblables, mieux ce serait. C'est ce qui a été décidé, en saisissant l'occasion qui s'offrait, de telle sorte que le franc de 1960 se trouvera, à la fois, très proche du pair, par rapport au D. mark, et tout à fait pareil dans ses formes métalliques.

En l'espèce, il n'a d'ailleurs été rien inventé de vraiment nouveau. Ce serait plutôt une étape qui aurait été repassée pour la reconstitution, au XXe siècle, de l'Union monétaire qui, en fait et en droit, n'avait pas peu contribué, au XIXe, à la prospérité de l'Europe continentale. Toutefois, le processus, en l'occurrence, est renversé. Le jour de l'institution du franc de Germinal, qui a été évoquée plus haut, le représentant Crétet s'écriait, avec une certaine emphase alors à la mode : « Je puis prédire que l'Europe sera forcée d'adopter ce système sublime. »

Les faits lui ont donné pleinement raison. Le système métrique, le Code civil, beaucoup d'autres idées napoléoniennes se sont imposées au vieux continent, et même au monde. Aujourd'hui, le mouvement s'est développé en sens inverse. Renonçant à une autarcie absolument impossible, la France entre dans la Communauté européenne. Mais celle-ci, en retour, exige d'elle les disciplines dont son existence même est inséparable. En particulier et en premier lieu, elle l'oblige à s'acheter, comme on dit familièrement, une conduite, c'est-à-dire : une monnaie saine et de forme décente.

Beaucoup d'autres servitudes, qui ne seront sans doute pas moins salubres, découleront de la grandeur européenne. Il y aurait là un vaste champ de réflexions à explorer, et avec d'autant plus de raison, que l'opinion française est généralement peu consciente des engagements, dans lesquels se fixent les destins nationaux. Une telle étude déborderait le cadre de la recherche limitée à quoi nous nous tiendrons. Il sera suffisant de souligner que ce réseau d'engagements, spécialement en matière monétaire, ne sera pas facilement déchiré, et qu'il est, comme on dit, irréversible.

Cette observation est importante parce qu'elle ne laisse pas de marquer clairement la frontière de la politique et de la technique. L'histoire montre que la première est souvent, en surface, plus mouvante que la seconde, commandée en profondeur par des forces souveraines. Ainsi, le franc de Germinal a été institué par un régime exceptionnellement fort. Moins de douze années plus tard, l'Empire était défait, et l'empereur à l'île d'Elbe. Le franc n'en a pas moins prolongé, durant plus d'un siècle, la carrière qui lui avait été ménagée. C'est une leçon qu'à contresens des vicissitudes politiques et constitutionnelles de la France, il ne semble pas inopportun de noter, à toutes fins utiles.

***

Comment la réforme va-t-elle s'insérer dans le système français ? On a vu qu'elle était déjà entrée légalement en application pour la cotation des changes. On a fait observer aussi qu'elle était déjà en partie dans les mœurs — mais non sans désordre. La généralisation n'en demandera pas moins une préparation soignée, et des précautions.

Trop bien instruite par de trop nombreuses aventures, l'opinion montre, en effet, une extrême sensibilité à tout ce qui concerne la monnaie. On serait même tenté de dire qu'elle est devenue allergique à tout ce qui peut lui être proposé à cet égard. Sans aucun doute, la création du franc lourd, mal expliquée ou pas du tout, a éveillé, de sa part, une forte suspicion. Elle y a subodoré, complètement à tort, l'habillage fallacieux de l'une ou l'autre des manipulations, dont elle a conservé, avec raison, le plus mauvais souvenir.

Par réaction, les thérapeutes monétaires, dont les intentions, cette fois, sont parfaitement pures, ont exagéré quelque peu leurs dénégations, en protestant que l'avènement du franc lourd serait insensible, sinon invisible, et qu'il serait, en somme, comme s'il n'était pas.

La vérité absolue est proche de ces affirmations ; mais la coïncidence n'est tout de même pas totale. En théorie, la réforme ne devrait avoir aucune incidence, quant au pouvoir d'achat du franc. La valeur de la monnaie, en effet, n'en est pas affectée. Des billets ou des pièces sont remplacés par d'autres, rien de plus. C'est ce qui arrive très souvent, sans que personne y prête attention. Un beau jour, des Richelieu apparaissent ; ou des Victor Hugo. Au bout d'un certain temps, d'autres modèles sont mis en circulation. C'est, tout au plus, un bref sujet de conversation.

Dans le cas actuel, la structure de la réforme est identique. La fiscalité, pour une fois, n'y joue aucun rôle d'aucune sorte. Elle lui est totalement étrangère. Il n'est même pas question d'aucun échange de billets. Les modèles anciens circuleront en même temps que les nouveaux, sans qu'il soit fait, officiellement la moindre distinction entre les uns et les autres. Mieux encore, cette confusion délibérée s'exprimera, concrètement, par la surcharge des billets anciens. Et quand un billet encore inédit de

50 000 francs anciens, ou 500 francs nouveaux sera émis, ce sera, sans arrière-pensée ténébreuse, pour la seule commodité du public.

S'en tenir à ces affirmations ou même à ces constatations conduirait néanmoins à de graves erreurs. Trop simplistes, elles méconnaissent la complexité des problèmes monétaires. Le passage d'une monnaie à une autre, même si la transition est réglée avec une douceur de rêve, s'accompagnera de mutations et de changements, secondaires sans être négligeables, et qui se rattacheront tous à ce que l'on nommera, familièrement, le phénomène de l'arrondissement.

Il est aisé de s'en former une idée concrète, quand on voyage dans un pays qui, comme la Suisse, a conservé une devise forte. Les prix majeurs sont à peu près alignés sur les prix français correspondants, ou, au pire, du même ordre de grandeur. Rien de pareil pour les prix mineurs. La pension globale de l'hôtel est, pour des services égaux, identique à Genève ou à Evian. Le baba au rhum, le taxi — ou le vestiaire — relèvent, au contraire, de deux mondes monétaires différents : les Français, dans ce secteur, sont très loin de la parité.

La raison en est que le franc, mort aux yeux des économistes, ne laisse pas de survivre dans un certain nombre de transactions courantes, de celles notamment où l'habitude, liée à la paresse et, peut-être, à un aveuglement volontaire, jouent un rôle. Tout se résume d'ailleurs à merveille par les propos qui ont été prêtés au curé, singulièrement perspicace, d'une paroisse rurale. « Le prix des chaises, dit-il à ses ouailles, reste provisoirement fixé à 5 francs. Toutefois, sous le régime du franc lourd, il sera de 2 sous. » Sans doute ce pasteur avisé préfère-t-il Marthe à Marie. Le plus beau, c'est qu'il n'apparaît pas que ses paroissiens aient clairement compris que leur était annoncée une majoration du simple au double.

D'autres seront provoquées, que la conscience de devoirs religieux ne facilitera pas. C'est ce qu'on verra, pour s'en tenir à ce domaine, en Bourse.

Jetons d'abord un coup d'œil sur des valeurs à revenus variables. Toujours en principe, l'apparition de virgules dans la cote ne doit rien y changer. Ce sera vrai, toutes choses demeurant égales d'ailleurs, pour les titres qui sont déjà lourds : une action *Française des Pétroles,* mettons de 64 500 francs anciens, sera inscrite pour exactement le même prix, à 645 francs nouveaux. Pas de difficultés prévisibles dans de tels groupes. En sera-t-il de même pour les titres dont le nominal (et les cours) sont demeurés à l'ancienne échelle ? Prenons — au hasard — une action *Stilfontein,* mine d'or de réputation honorable. Sera-t-elle portée à la cote pour le prix de 30 francs, qui paraîtra, psychologiquement, dérisoire ? Ou bien la tendance à l'arrondissement ne sera-t-elle pas dominante ?

Elle ne présenterait, en l'occurrence, que peu d'inconvénients, ou pas du tout. Pour les valeurs à revenus variables, à commencer par les rentes,

le problème change du tout au tout. Avec ce décor, nous entrons au cimetière, et de pénibles opérations vont s'imposer, de celles à quoi les familles sont parfois contraintes de procéder. Les caveaux étant pleins, hélas, des « regroupements » sont nécessaires. Les Pompes funèbres s'en chargent. Ce qui reste dans un cercueil, où a tenu un corps d'homme, est mis dans une boîte à biscuits. La notion de crédit est étrangère à cette triste cérémonie. Présente, au contraire, dans le regroupement également fatal, également lugubre, des rentes, il est à craindre qu'elle ne s'en trouve pas bien.

Comment faire autrement ? On ne saurait coter décemment le vieux 3 p. 100, de glorieuse mémoire à son cours actuel de 0,87, pour 0,03 francs de rente.

⁂

A ce point, nous rencontrons une question de terminologie, qui était, qui demeure très importante et dont il est permis de se demander si elle a fait l'objet d'études suffisamment approfondies.

Logiquement, une monnaie entièrement nouvelle appelle une désignation, qui la distingue de la précédente. C'est une opération très difficile, pour la raison évidente qu'on n'impose pas des habitudes nouvelles. Mais enfin la solution choisie, si l'on refuse d'admettre qu'elle est d'une simplicité géniale, ne laisserait pas de relever plutôt du moindre effort.

La chance des Allemands, par exemple, a été de pouvoir conserver le terme de mark au travers de toutes leurs aventures monétaires. Reich marks, Renten marks, D. marks ; la série s'enchaîne avec une continuité apparente, qui masque, par des changements partiels, autant de catastrophes totales.

Nous n'avions pas, en France, des commodités comparables. Il eût fallu, pour ne pas faire du neuf, qui n'eût pas été raisonnable, puiser dans notre vieille histoire. A notre connaissance, la résurrection de l'écu a été un moment discutée. La crainte des chansonniers, à quoi les régimes les plus forts ne sont pas insensibles, l'a fait écarter. Mais il n'eût peut-être pas été impossible, au prix d'une préparation appropriée de l'opinion, de rendre corps à l'appellation de livre, qui jusqu'à la guerre de 1914 était demeurée en usage.

Il en a été décidé autrement, et nos remarques ne sont mentionnées que pour mémoire ; car il n'est pas certain que la coexistence des deux francs, de même nom mais de valeur différente, soit pacifique.

⁂

Avant de souhaiter bonne chance et longue vie au nouveau franc, il reste à marquer, avec la force convenable, ce qui le distingue, d'entrée de jeu, de son glorieux prédécesseur, le franc de Germinal.

Quand celui-ci a été créé, en 1803, ce n'est rien de dire que le régime, dont il était l'instrument, était solidement assis. Après tout, nous avons déjà noté qu'il avait duré plus longtemps que la Constitution en vigueur à son avènement. En revanche, il est essentiel de rappeler que le franc de Germinal avait été confié à une institution spécialisée, au point que leurs destins, en fait, ont été inséparables pendant plus d'un siècle.

Ce franc de Germinal, en effet, n'était pas subordonné à l'Etat, mais à la Banque de France, fondée, elle, en 1800 et qui avait pu déjà faire ses preuves. Cette distinction, ce caractère congénital, est d'importance capitale. Sans doute, l'idéologie, qui est aussi soumise à la mode, a changé. Mais enfin, il est difficile de ne pas reconnaître à Napoléon le sens de l'Etat ; et c'est lui qui a dit : « Je veux que la Banque soit dans la main de l'Etat — et qu'elle n'y soit pas trop. » Et c'est lui aussi qui, deux ans plus tard, à la veille d'Austerlitz, informé d'une crise financière dangereuse pour la Banque, écrivait à Paris, du fond de la Bohême : « Pour la soutenir (la Banque), j'arrêterai, s'il le faut, la solde de mes troupes. »

C'est ainsi qu'on fabrique des monnaies, qui défient le temps : par la séparation salutaire de la monnaie et de l'Etat. Cette précaution majeure, les circonstances n'ont pas permis de la respecter. En revanche, les imbrications internationales des monnaies sont incomparablement plus fortes qu'elles n'étaient, sans même faire état du Marché commun. Ceci compensera sans doute l'absence de cela. Mais rien n'empêchera qu'une monnaie, même qualifiée de lourde, ne soit une création continue, à faire et à refaire d'année en année par la discipline de la nation.

FRANÇOIS F. LEGUEU

CHRONIQUE DES LIVRES

ERIK SATIE

par Rollo Myers *(Gallimard)*

Depuis l'excellent livre de Templier, on n'avait publié en France que peu d'écrits sur Erik Satie. La belle traduction en français par Robert Lemasle du livre de Rollo Myers, musicologue anglais, vient combler cette lacune. Rollo Myers s'est penché sur le « cas » Satie avec beaucoup de finesse et d'humour, aidé en cela par son traducteur Robert Le Masle lequel, ayant été un des acteurs de cette époque, du « Bœuf-sur-le-Toit » au « Grand-Écart », a su trouver les mots suggestifs qu'il fallait pour recréer cette atmosphère 1920-1925, mi-folle, mi-géniale où régnaient en maîtres Cocteau, « Les Six » et le meneur de jeu, Erik Satie.

Rollo Myers analyse avec pertinence toutes les œuvres de Satie, citant aussi la « littérature » qui accompagne les partitions, ayant compris ce qu'elle apporte d'essentiel à l'étrangeté de la musique. L'homme est bien situé aussi, avec ses agissements extravagants, son mauvais caractère, ses brouilles avec ses meilleurs amis dont Debussy qui ne le revit pas avant sa mort — ce qui fut un grand chagrin pour Satie.

H. JOURDAN-MORHANGE

(Suite de la chronique des livres page 145.)

L'U.N.R. : UN PARTI QUI RESTE A FAIRE

par Marcel Gabilly

« L'U.N.R. : un parti qui reste à faire... » Ainsi s'exprimait, à la veille des élections législatives, l'organe le plus autorisé de l'Union pour la Nouvelle République. Six mois sont passés depuis lors. Où en est, où va l'U.N.R. ? Quel a été, quel paraît être son rôle ? Essayons de faire le point, au moment où s'ouvre la première session de travail effectif du Parlement, c'est-à-dire à un stade où la Ve République va prendre sa complète expression.

Prémices.

Parti de structure classique ? Formation « de mouvement » ? Catalyseur ? Masse de manœuvre républicaine ? Troisième force ? Toutes ces perspectives s'ouvraient, dès la mi-novembre, à ceux qui étaient déjà les Cinq Grands de l'U.N.R. et dont les noms constituaient l'essentiel du sommaire de *Voici Pourquoi* (20 novembre 1958). Tournons-en les pages :

M. Edmond Michelet préconise une formule qui permettra d'accepter « une règle de conduite suffisamment souple mais néanmoins coordonnée. L'U.N.R. par tous les moyens modernes dont dispose aujourd'hui la propagande doit être le meilleur artisan d'une éducation civique des citoyens... ». M. Michelet énumère les formations qui constituent le nouveau mouvement. Après avoir cité celles déjà anciennes, issues de la Résistance, du R.P.F., des Républicains sociaux, il fait une discrimination qui vaut d'être retenue : « ... et pour une part qui reste à déterminer, d'éléments plus jeunes, sensibles à la volonté de renouveau qui s'est traduite à Alger parmi les éléments modérés de ce qu'on a appelé Mouvement du 13 mai ».

M. Jacques Chaban-Delmas nous présente, lui, un diaphragme plus ouvert. Mais il sait que, plus vaste, le champ de vues perd de sa qualité en profondeur : « Nous avons fourni avec l'investiture de l'U.N.R. notre caution personnelle à des hommes présentant les qualités les plus diverses, des colonels de l'armée d'Algérie à des ouvriers syndicalistes, en parcourant toute la gamme professionnelle et sociale. La triste expérience de 1952 avec la défection massive de 35 élus R.P.F. [1] nous a incités à la plus grande prudence. »

1. Investiture votée par l'Assemblée nationale à M. Antoine Pinay, qui devint président du Conseil, en février 1952.

Si M. Michel Debré prend du recul, évoquant Clemenceau, Henri IV et Charles Martel pour définir les conditions du redressement national, il s'applique aussi à voir loin. S'il ne fait pas mention de l'U.N.R., c'est peut-être qu'il se sait, déjà, le premier ministre en puissance.

M. Jacques Soustelle a une raison particulière d'insister sur l'esprit qui a présidé à la création de l'U.N.R. Il a été à l'origine des pourparlers entre les diverses organisations qui se réclamaient du gaullisme, pourparlers qui ont abouti le 1er octobre non pas, fut-il bien précisé, à une fusion, mais à une coordination. Ayant acquis l'expérience du « système » qu'il dénonçait, il fait volontiers usage de sa terminologie : « L'U.N.R. ne peut être qu'une formation du centre, située dans l'axe même de la Ve République à son départ... Elle n'est de droite que dans la mesure où l'on voudrait identifier la droite avec le respect des impératifs nationaux, ce qui constitue d'ailleurs un hommage. Elle n'entend nullement laisser à la gauche le monopole du progrès social et de la défense des libertés. » Plus loin, cette phrase qui définit parfaitement M. Jacques Soustelle : « En somme, nous entendons être les gardiens vigilants de ce que la révolution de mai a apporté à la France. Rien que cela ? Sans doute, mais tout cela. »

Quant à M. Roger Frey, promu depuis cinq semaines secrétaire général de la nouvelle équipe, il use lui aussi d'un langage très IVe : « Masse de manœuvre républicaine au centre de l'Assemblée, nous voudrions être ce parti de gouvernement dont le général de Gaulle a besoin et qui, à la charnière de la droite et de la gauche, doit permettre aux bonnes volontés de se rencontrer. Nous ne jetons par là même d'exclusive contre personne. »

Ce ne sont là, malgré tout, que tactiques encore diffuses. Les hésitations qu'elles laissent entrevoir s'expliquent certes par l'inconnue que constitue une campagne électorale apparemment dépourvue de passion. Elles ne résultent pas moins de la concision du programme poussée à l'extrême. Stylisation serait mieux dire. M. Frey souligne trois points essentiels : fidélité à l'esprit et au contenu du discours prononcé par le général de Gaulle à Constantine, annonce d'un plan de relogement en trois ans, et moralisation de la vie publique. Les professions de foi ne sont guère plus explicites. La Convention républicaine qui conserve son estampille pour ses propres candidats, bien qu'elle se mette, en la circonstance, sous le label U.N.R., produit le modèle du genre :

« *Fidèle à l'élan du 13 mai qui a marqué l'éclatement des formules périmées, la Convention républicaine s'est donné pour devoir de faire prévaloir les intérêts permanents de la Nation. Elle s'attachera à promouvoir le gaullisme dans le cadre de l'Unité et de l'Indépendance de la France et de la Communauté française.*

» *La Convention républicaine militera pour une refonte des institutions de l'Etat et pour la réalisation dans les lois et dans les faits des conditions nécessaires pour associer : la France à son destin, l'Armée à la Nation,*

tous les Français à la France, les territoires d'Outre-Mer à la Métropole, la plus grande France à ses alliés, les travailleurs aux fruits de leur travail.

» Dans le respect absolu de la dignité de l'Homme, ce principe d'association, idée maîtresse du gaullisme, apporte le moyen de se comprendre, de s'entraîner et de s'unir. »

En fait, est-ce bien là l'essentiel ? Une simple ligne commande tout, résume tout : « Pour le soutien inconditionnel au général de Gaulle. »

L'électeur, du reste, n'en demande pas plus et peut-être même pas tant.

Tels qu'en eux-mêmes...

L'U.N.R. a eu évidemment raison puisque, au lendemain du 30 novembre, elle compte plus de deux cents élus. Si l'état-major se félicite tout entier, c'est à M. Jacques Soustelle qu'est plus particulièrement attribué le succès. « Cette victoire, écrit *Jours de France*, c'est en grande partie sa victoire. » M. Soustelle n'en reste pas moins réaliste. Il se défend de céder à la griserie :

« Nous avons perdu onze ans, dit-il, il va nous falloir travailler dur, maintenant, pour rattraper notre retard. »

Mais sans doute serait-il imprudent de se hâter à l'excès. La presse a donc tout loisir pour se mettre à la découverte des hommes nouveaux. Tâche aisée puisque les intéressés s'y prêtent volontiers. On ouvre l'album de famille de Jacques Soustelle, on le redécouvre normalien à dix-sept ans, le plus jeune de France. Il descend en pirogue les rios du Mexique. Le journaliste déférent rappelle que ses amis l'ont surnommé « le chat » parce que « parfois replié sur lui-même, il ressemble un peu à un matou », mais un confrère taquin rectifie : le vrai surnom c'était « grosmatou ». Nuance !

Nous faisons connaissance avec M. Albin Chalandon, trente-huit ans, inspecteur des Finances devenu directeur d'une banque d'affaires privée. Spécialiste des questions économiques, il est donné comme ministre possible des Finances, qualifié stendhalien, et intendant de la grandeur.

Les cheveux argentés de M. Roger Frey, son élégance retiennent beaucoup l'attention du chroniqueur. Un ami insiste : « Charmant garçon aux cheveux gris, à la voix mélodieuse, grand amateur de sport équestre. » Il a quarante-cinq ans. L'*Humanité* prétend que M. Soustelle se plaît à dire : « Frey, mais c'est un autre moi-même. » Au lendemain du 13 mai, il était à Alger et lançait par radio des messages sibyllins destinés à jeter le trouble au sein du gouvernement, à Paris.

Promoteur de la Convention républicaine, « aile marchante de l'U.N.R. », M. Léon Dellebecque, trente-neuf ans, industriel, a été l'organisateur des journées d'Alger, où il était l'envoyé spécial du ministre de la Défense nationale, M. Chaban-Delmas (« ce garçon m'a glissé entre les doigts », me disait de lui ce dernier dans les couloirs du Palais-Bourbon, le 15 mai).

Il est fait aussi mention de M. André Jarrot, quarante-neuf ans, champion motocycliste, colonel et compagnon de la Libération, de M. Jacques Veyssière, trente-trois ans, fonctionnaire des P.T.T., syndicaliste militant, de M. Albert Marcenet, chef de personnel dans une usine d'automobiles, de M. Ali Mallem, quarante-trois ans, Français musulman, avocat, nouvel élu de Batna, de Mme Marie-Madeleine Fourcade, chef de réseau de la Résistance, qui récoltait, quelques mois plus tôt, les pétitions par dizaines de milliers pour demander au président René Coty de faire appel au général de Gaulle, de M. Pierre Picard, quarante-huit ans, autre avocat et autre chef de réseau qui secondait M. Soustelle à l'Union pour le renouveau de l'Algérie.

Trois noms manquent à cette énumération pour que l'état-major soit au complet. Si l'on en parle généralement peu dans les biographies du moment, c'est qu'ils ne sont pas des nouveaux venus : M. Michel Debré et M. Edmond Michelet, sénateurs, sont ministres depuis le 2 juin 1958. M. Jacques Chaban-Delmas est resté sur la touche, lui, mais ses états de service ont été fréquemment reproduits les années précédentes — chaque fois qu'il redevenait ministre.

Du reste, leur tour viendra. Nous saurons que M. Michel Debré, le bouillant polémiste du *Courrier de la Colère*, est dans sa propriété de Touraine un homme tranquille. S'il avait promis la guillotine aux « princes du système », ce n'était que façon de parler, sans plus. M. Edmond Michelet, image de la fidélité totale, s'est insurgé à dix-sept ans contre l'autorité paternelle. M. Chaban-Delmas poursuit une carrière de champion commencée avec la culotte de rugby et qui trouve maintenant son expression sous la jaquette présidentielle.

Premières joutes.

Le Comité central siège quarante-huit heures après les élections. Il arrête son choix, se déclare prêt à l'action :

« L'U.N.R. sera, en dehors des partis traditionnels, un mouvement d'un style nouveau, utilisant des méthodes nouvelles, en contact étroit avec les cadres sociaux et économiques de ce pays, pour promouvoir quelques réformes attendues : plan d'urgence pour le logement, aide à la jeunesse, nouvelle politique d'expansion économique, de progrès social et de rayonnement français. »

L'U.N.R. s'organisera dans tout le pays. Elle se prépare pour prendre la tête de la bataille municipale.

Or, ce qui, en ces jours, retient le plus l'attention, ce n'est pas le style nouveau promis, mais la politique d'expansion économique, qui porte la marque de M. Chalandon. Car il existe un rapport Chalandon dont on sait, déjà, qu'il est à contresens de celui que prépare certain « Comité des experts », sous la présidence de M. Jacques Rueff, et sous l'égide du ministre des Finances, M. Antoine Pinay.

Tandis que le Comité Rueff travaille au redressement par des moyens de rigueur, le rapport Chalandon (il est encore à demi-secret) déclare d'entrée en matière :

« *Il ne faut pas chercher à résoudre les problèmes du présent par une action brutale et immédiate, mais seulement préparer une solution que seules quatre ou cinq années d'efforts lents mais continus peuvent apporter.* »

Et encore :

« *Tout doit être tenté pour ne pas briser l'élan de notre industrie qui, avec quelques années d'efforts, fera de notre pays une grande nation moderne... Le maintien d'une politique déflationniste finirait par engendrer des effets exactement contraires aux objectifs qu'elle s'efforce d'atteindre, c'est-à-dire qu'elle aboutirait à l'inflation et finalement à la destruction de la monnaie... Définir une politique des finances extérieures, définir une relance qui assure le niveau d'activité maximum compatible avec nos possibilités en devises, telles sont les deux grandes options à prendre.* »

Quant aux solutions, l'audace le dispute à la prudence, mais la conclusion est à l'avantage de celle-ci : la dévaluation n'apparaît théoriquement pas nécessaire, l'entrée dans le marché commun et la nécessité d'étendre la libération des échanges pouvant toutefois justifier un léger alignement monétaire ; quant à la fiscalité, elle doit rester modérée ; si un très léger prélèvement sur le capital peut être tentant, il présente en réalité plus d'inconvénients que d'avantages.

Qui l'emportera, de M. Chalandon ou de MM. Pinay-Rueff ? Il est encore trop tôt pour le savoir. Du moins, est-il bon de noter que les positions sont prises de part et d'autre et qu'elles sont à rebours l'une de l'autre.

Viennent, très vite, des occupations d'un ordre d'idées fort différent : les élus de l'Union pour la Nouvelle République tiennent leur première réunion, non pas au Palais-Bourbon, mais au Palais-d'Orsay, là où le général de Gaulle avait accoutumé de tenir ses conférences de presse. Le choix du lieu est un symbole. C'est une présentation. Nécessaire précaution : la plupart des invités ne se connaissant pas, chacun porte accroché à la boutonnière un macaron où sont inscrits son nom et celui de la circonscription qu'il représente. M. Frey confirme le désir de l'organisme supérieur de faire de l'U.N.R. un grand parti « hors des formules conventionnelles ». Des décisions concrètes seront prises dans une dizaine de jours. Le souci, déjà exprimé avant les élections par M. Chaban-Delmas — risque d'une rupture interne — semble s'être accru en raison du nombre des élus. Leur lien unique de la veille résistera-t-il aux tensions quotidiennes ? Et comme disait M. Soustelle : « On peut épiloguer à l'infini sur le sens du gaullisme. » C'est lui, d'ailleurs, qui lance aujourd'hui l'appel à l'union : « Garder notre cohésion est un impératif catégorique. » Ce jour-là, M. Debré décidément fixé, semble-t-il, sur son rôle prochain, s'arrange pour tenir la balance égale entre la thèse Chalandon et la thèse Pinay-

Rueff : « Expansion économique et rigueur budgétaire doivent être les deux principes de toute action pour le prochain gouvernement. »

Le lendemain, réunion constitutive du groupe à l'Assemblée. L'appel de la veille pour la nécessaire cohésion n'était qu'un prélude. C'est un serment qui maintenant va lui donner corps. Le voici :

« Elu député U.N.R., je confirme solennellement :

» Mon adhésion à l'Union pour la Nouvelle République et à son groupe parlementaire ;

» Respectueux du mandat que m'ont confié les électeurs, je m'interdis, pendant toute la durée de la législature, de m'inscrire à tout autre groupe. Je m'engage :

» A rester fidèle aux objectifs de l'U.N.R. ;

» A soutenir au Parlement et dans ma circonscription, l'action du général de Gaulle ;

» A accepter la discipline de vote décidée par la majorité du groupe pour les questions importantes, touchant à la vie de la nation et de la communauté française, afin de maintenir la cohésion de notre groupe et l'esprit de notre mouvement. »

L'épreuve se passe sans incident. Voilà le Comité central dégagé d'une première appréhension. Mais il en a une autre. Convient-il d'élire un président ? M. Soustelle s'accommoderait certainement du poste bien que cela ne fasse en rien « nouveau style ». Il en a déjà été discuté précédemment. L'affaire revient à l'ordre du jour, sur un mode plus vif. Cette fois, il faut voter ; le principe de la direction collégiale est maintenu.

Autre décision : des militants actifs « au sommet » sont jugés préférables à une masse de sympathisants. La porte du parti ne s'entrouvrirait qu'à des personnalités indiscutables qui se seront distinguées par les activités civiques. Cela laisse du champ devant soi.

Les moyens du bord.

Effectivement les jours passent sans que la formule se dessine mieux. Pourquoi ? Il est incontestable que l'U.N.R. constituée quatre semaines avant l'ouverture de la campagne électorale législative, a été et ne pouvait être qu'une improvisation. Il est incontestable que son succès a dépassé toutes les prévisions, et d'abord les siennes propres. Cette mariée trop belle étourdit. Elle intimide plus qu'elle ne grise. Faire un parti, faire un programme, fort bien ! Mais les voix recueillies par les élus ce sont aussi dans une certaine mesure — ce sont surtout dans une très large mesure — des voix qui étaient destinées, par personne interposée, au général de Gaulle. Qu'en pense ce dernier ? Souhaite-t-il un parti ? A-t-il besoin d'un programme, lui ?

Tout le monde connaît le propos qu'il aurait tenu à Colombey-les-Deux-Eglises, en apprenant les résultats :

— Je suis comblé, mais pas satisfait.

Et quelques jours plus tard :

— Il y a beaucoup de députés dont je lis pour la première fois le nom, mais j'apprendrai à les connaître et je compte bien que, eux aussi, apprendront à me connaître !

Pas très encourageant ! D'autant plus que certains, parmi les anciens R.P.F., se souviennent de ces autres mots, entrés dans la légende :

— Je leur ai donné des hochets : ils y ont cru.

— Il y a de ces gens qui entrent pour avoir les voix et qui sortent pour avoir les places.

Plus récemment, ne s'est-il pas montré catégorique :

— Il n'y aura pas de parti gaulliste.

Ainsi l'U.N.R. comprend-elle qu'il lui faut se débrouiller avec les moyens du bord, tout en faisant preuve de la plus grande circonspection dans le choix de ces moyens. Elle le comprend d'autant mieux que la thèse économique de M. Chalandon vient d'être écartée au bénéfice de la rigueur budgétaire chère à MM. Pinay-Rueff. Beau joueur, M. Chalandon lève le chapeau. Et le groupe U.N.R. évite avec soin dans sa déclaration politique toute expression trop précise : l'expansion économique cède la place à l'essor industriel, agricole et commercial [1].

Février arrive, le programme attend toujours. D'autant plus que la formule initiale du parti paraît évoluer. M. Chalandon, qui reçoit le

1. Déclaration politique remise à la présidence de l'Assemblée nationale, le 22 janvier 1959 : « Le groupe d'Union pour la Nouvelle République s'assigne pour tâche, dans le respect de la volonté souveraine du peuple français, de contribuer par son action au redressement du Pays dans les domaines politique, économique, social et international, en se fixant notamment les buts suivants :

» Défendre les nouvelles institutions républicaines que la France s'est données, et veiller à leur bon fonctionnement.

» Maintenir la Ve République dans l'esprit de liberté et de renouveau qu'incarne le général de Gaulle et que la volonté du Pays a exprimé tant en référendum qu'aux élections législatives et à la Présidence de la République.

» Défendre en toutes circonstances et sur tous les plans l'indépendance nationale.

» Promouvoir la large évolution sociale qui est la conséquence logique du progrès technique, afin que se constitue au-dessus des divergences une véritable communauté française ardente et fraternelle.

» Donner à la France l'essor industriel, agricole et commercial qui conditionne son indépendance économique et assurera une politique de plein emploi et de progrès social, gage de la promotion des travailleurs.

» Donner à la jeunesse, en même temps que les moyens de se former, pour les tâches qui l'attendent, grâce à un enseignement rénové dans un esprit de justice, un vaste champ d'action. Faire de la France un pays jeune qui ait le goût d'agir et d'entreprendre.

» Maintenir l'Algérie dans la souveraineté nationale et promouvoir son évolution économique et sociale selon le plan de Constantine.

» Veiller à ce que s'établisse dans le respect des libertés une coopération confiante et féconde entre la France et les autres pays de la Communauté. La France ayant la charge de conduire les peuples qui se sont librement unis à elle vers un progrès technique, social et culturel qui doit être profitable à tous.

» Tenir les engagements de la France dans le cadre de ses alliances, y obtenir de ses partenaires l'observation rigoureuse d'une solidarité totale et participer à l'édification d'une Europe unie, dans le respect des patries. »

secrétariat général des mains de M. Frey devenu ministre, annonce qu'il va se consacrer à « la définition de la personnalité politique de l'U.N.R. afin qu'elle puisse être un parti efficace de gouvernement, trait d'union entre le pouvoir et l'opinion et justifier la confiance de ceux qui ont vu en elle le plus sûr soutien du général de Gaulle ».

Autre indice d'évolution : l'U.N.R. avait annoncé en décembre qu'elle se préparait à donner l'assaut aux municipalités communistes ; M. Chalandon ajoute : « En accord avec les autres partis nationaux. » En effet, nombre d'indices, ceux notamment que fournissent trois élections législatives partielles, donnent à penser qu'une partie de l'opinion publique a été affectée par les mesures fiscales et sociales prises pour amorcer le redressement du pays. L'U.N.R. prendra aussi largement que possible les risques en commun avec les voisins. Par chance, les formations modérées partagent cet état d'esprit.

Que devient, pendant ce temps, l'implantation régionale ? M. Chalandon a dit qu'il allait s'y consacrer. Ce qui donne à comprendre qu'elle n'a pas été très poussée. D'ailleurs, *France-Observateur* — hebdomadaire d'opposition — qui s'intéresse de près à la question, prétend que « les rapports font état de résultats très inégaux suivant les régions », ajoutant que l'U.N.R. s'oriente beaucoup plus vers « le noyautage de diverses associations d'anciens résistants ou de groupements professionnels à l'instar de celui que pratique M. Soustelle lui-même dans la région lyonnaise ».

A la veille des élections municipales, le secrétariat général de l'U.N.R. estimant qu'aucun organe de presse ne peut parler en son nom, crée un bulletin pour faire connaître son point de vue sur les problèmes de l'heure. Dans son éditorial du premier numéro, M. Chalandon définit l'U.N.R. : le moteur du régime.

« *L'Union en tire l'audace nécessaire aux grandes vues de la politique comme le sens d'une nécessaire discipline. Seule force nouvelle, elle s'identifie à la Ve République qu'elle porte et qu'elle façonne de manière originale... L'U.N.R. est et sera avant tout le parti de la fidélité... Cette acceptation des grands choix faits par de Gaulle n'implique pas pour autant l'abdication de la personnalité politique de l'Union. L'affirmation de cette personnalité est d'autant plus nécessaire que la force et l'indépendance du pouvoir tendent à le rendre purement technique* (sic !)... »

En conclusion, M. Chalandon annonce que l'U.N.R. proposera des idées constructives... pour l'avenir. Quant à *Voici Pourquoi* — dont la qualité de porte-parole de l'Union se trouve désormais contestée — il reconnaît que « l'U.N.R. a perdu son mordant » :

« *Son important succès lui a coûté cher. En quelques semaines, il lui a fallu monter un barrage contre le flot des adhésions en instituant des Comités de circonscription législative chargés surtout de freiner et de contrôler la machine politique. Par ailleurs, les jeunes parlementaires, plus encore que leurs aînés, ont eu tendance à vouloir organiser leur départe-*

ment en grands seigneurs, sans tenir compte d'une nécessaire organisation politique moderne. »

Au lendemain des élections municipales, après le « retour du pendule », comme dit la presse de gauche, si le ministre de l'Intérieur croit devoir souligner « la très grande stabilité du Corps électoral », il est clair que l'état-major de l'U.N.R. n'est pas satisfait. M. Chalandon a enregistré des « résultats inégaux » en province.

« C'est, dit-il, la faute de notre manque de cadres. Il s'agit maintenant pour nous d'organiser l'U.N.R. dans toute la France. »

Selon *France-Observateur*, M. Soustelle juge le nouveau secrétaire général « trop mondain et pas assez efficace ». *L'Express* croit savoir qu'on lui reproche « de vouloir technocratiser l'U.N.R. en utilisant des méthodes qui rappellent la synarchie ». Il est évident que ladite presse d'opposition est à l'affût pour exploiter tout ce qui peut clocher du côté de l'U.N.R. Ainsi découvre-t-elle qu'une commission de contrôle serait désormais chargée de préparer les décisions politiques. On réplique à cela qu'il s'agit de conserver une liaison plus étroite entre un certain nombre de membres du Comité central, pendant que les autres se trouvent éloignés de Paris en raison de la période électorale — il s'agit cette fois des élections sénatoriales.

« Pourquoi pas ? »

Tout démontre surabondamment que l'U.N.R. cherche toujours sa formule, qu'elle tourne en rond. Elle ne veut pas copier les partis de vieille facture démocratique qui, tels les radicaux et les socialistes ont vécu cinquante ans et plus, malgré maintes tourmentes, grâce à leurs masses de militants. Elle ne veut pas se donner la structure classique des formations de droite qui assurent leur influence par les Comités directeurs, du type Alliance démocratique, Fédération républicaine ou Centre national des Indépendants. Il ne peut être question non plus de prendre modèle sur la férule de l'extrême-gauche ou de s'inspirer des techniques turbulentes de l'extrême-droite. D'un autre côté, et quoi qu'en dise M. Chalandon, « le pouvoir qui tend à devenir purement technique » ne facilite pas les choses pour l'U.N.R. Les Cinq Grands du Comité central d'origine sont « en congé de parti », selon l'expression consacrée. Les autres restés disponibles étaient et sont demeurés plus des agents d'exécution que des stratèges. Le fait qu'ils aient maintenu leur forme collégiale donne à entendre que l'esprit de coordination, prépondérant, dès le départ, sur l'esprit de fusion, subsiste.

Dans quelle mesure le Comité central s'impose-t-il au groupe parlementaire ? L'inverse serait-il davantage plausible ? Personne ne peut le savoir, à commencer par les intéressés. Le fait est que le groupe n'a pas su attirer à lui, à part quelques individualités, les élus d'Algérie sur lesquels il avait, semble-t-il, largement compté. Qui plus est, c'est lui qui s'est aligné sur ceux-ci en se ralliant à leur motion du 8 décembre par laquelle ils défi-

nissaient pour l'Algérie une politique d'intégration — sans employer le terme et tout en souhaitant la réussite complète du plan de Constantine. Mais peut-on tabler sur la tactique d'un jour ? Le mois dernier, Comité central et élus divers ont travaillé ensemble, et pendant deux journées, pour tenter de dégager leur doctrine plus que leur programme :

« Que l'on n'attende surtout pas de nous le classique programme « tarte à la crème » de tous les partis, avait dit, le 19 décembre, M. Roger Frey, alors secrétaire général, devant le très mondain auditoire des conférences des Ambassadeurs. Ce qu'il faut avant tout, c'est prendre les problèmes tels qu'ils se présentent, les étudier et leur donner une solution en fonction des circonstances. Car tout évolue et si vite que ce qui était valable hier ne l'est plus aujourd'hui, que ce qui est valable aujourd'hui ne le sera sans doute plus demain. Vous me direz que c'est faire preuve d'empirisme, d'opportunisme. Mais pourquoi pas ? »

Tous ces efforts pour se définir, pour renforcer leur lien unique de la campagne électorale — fidélité au général de Gaulle, — pour se tenir au courant des questions d'actualité, pour s'organiser, tout cela témoigne d'une volonté méritoire de bien faire. Personne ne peut mettre en doute que les élus U.N.R. aient le souci de moraliser la vie politique française. Il faut donc admettre que s'ils ont stagné jusqu'à présent, en dépit de leurs séances de travail par équipes, de leurs journées d'information, de leurs tables rondes avec les personnalités des milieux économiques et sociaux, c'est en raison de la vie purement végétative à laquelle ils ont été astreints du fait de l'absence de session parlementaire normale. Ceux qui sont en place, au groupe ou dans les bureaux des commissions, ne sont pas forcément les véritables animateurs de demain. Ceux-ci se révéleront aux prises avec les problèmes.

On pouvait croire, à la veille de la rentrée, que le premier grand problème ne tarderait pas à se présenter. On a prêté, en effet, aux élus algériens l'intention de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale une série de textes qui équivaudraient à l'intégration totale de l'Algérie à la métropole, attitude qui aurait eu pour objet de forcer la main au général de Gaulle, les « ultras » ne s'en sont pas cachés.

Mais un autre stimulant pourrait inciter l'U.N.R. à mettre un terme à ses flottements : la constitution par les gaullistes de gauche d'une nouvelle formation dont les organismes directeurs comprennent d'anciens élus R.P.F., MM. Louis Vallon, Jacques Debu-Bridel, le général Billotte, des personnalités comme MM. Gilbert Grandval, Jean de Lipkowski, plusieurs membres de cabinets ministériels. L'Union démocratique du Travail, tel est le nom de la nouvelle équipe, cherchera sans nul doute à attirer à elle les éléments libéraux du gaullisme. Ses animateurs se sont empressés de faire savoir qu'ils s'étaient ouverts de leurs intentions auprès du général de Gaulle, ce qui, à leur dire, n'aurait pas été pour lui déplaire. A bons entendeurs...

MARCEL CABILLY

IMAGES DE PARIS

par Denise Bourdet

COCTEAU A SANTO-SOSPIR

Magicien, sourcier, alchimiste qui change en or n'importe quel métal, pêcheur de perles, oiseleur qui piège sans cesse l'oiseau rare, il n'est pas une de ces comparaisons méritées par Jean Cocteau qui ne soient devenues des lieux communs lorsque l'on parle de lui. Et cela depuis si longtemps, que par cette pente naturelle à certains qui les pousse à la contradiction — ou le désir pervers d'assister à la chute de l'acrobate — il ne manque pas de gens toujours prêts à résister à l'enchanteur. Aussi y en avait-il sûrement parmi les visiteurs de la *Galerie Montmorency* lors de l'exposition des toiles d'Edouard Dermit, fils adoptif de Cocteau.

Mais comment bouder le printemps ? Non pas seulement un printemps de Botticelli comme l'écrivit Peyrefitte à propos des tableaux de Dermit, mais celui de la terre, et plus précisément celui du Cap Ferrat qui servit de modèle au peintre, cet interminable printemps du Midi, commençant et finissant bien au-delà des limites que lui assigne le calendrier. Et les plus difficiles à persuader subirent comme les autres le charme de cette peinture fraîche et franche comme les fleurs et le soleil de là-bas.

Dans une lettre récente, Cocteau m'expliquait : « La chance de Dermit (il disait d'ailleurs la chance de Doudou) c'est d'être tombé juste à la minute d'une grande fatigue des yeux et des âmes. Il mène la foule des

malades dans les jardins d'Armide. Mais sans l'ombre d'une enchanteresse. Le jardin seul enchante et je vous y laisserai jeudi vous y promener ensemble, sauf s'il pleut. »

Il faisait beau, j'étais dans le voisinage du Cap Ferrat, et je me rendis à l'invitation. Je connaissais déjà Santo-Sospir et son jardin suspendu au-dessus de la mer, mais tous les coins que Dermit a choisi de peindre je les revis avec un œil nouveau, son œil à lui, tendre et minutieux, et j'eus même l'impression que je regardais le jardin à la loupe, car j'y distinguais l'invisible. « Oui, dans les toiles de Doudou, le mystère se cache sous la raison », dit Cocteau qui n'avait pas résisté à se promener avec nous.

Et nous allions tous trois sous un ciel bleu pâle contre lequel tremblaient les aigrettes des pins, le long des pelouses piquées de tulipes et de narcisses, parmi les grands iris bleus et jaunes, les touffes multicolores de nemesias, les buissons parfumés et les feuillages sombres et luisants, retrouvant à chaque détour des allées l'exacte reproduction d'un des tableaux de Dermit, car ici c'est le jardin qui semble imiter le peintre et non le peintre copier le jardin. « Il travaille sur le motif, m'explique Cocteau, mais il le traduit la nuit, à la lumière électrique, et c'est cela qui le mène du réel à l'irréel. Son conformisme apparent est le comble de l'anticonformisme. Non par esprit de système, Doudou n'est pas théorique, et il ne peint pas par contradiction mais par instinct. Il a une science innée de l'équilibre, des proportions, de la couleur. »

Doudou, le regard bleu et le sourire blanc dans un visage bronzé, n'intervient que rarement dans la conversation. C'est un taciturne, et on ne l'arrache pas facilement à ses silences modestes, habitué à ce que l'on parle de lui en sa présence comme si c'était un autre qui fût là. Et peut-être est-ce un autre, en effet, qui nous écoute, un Dermit à peine remonté des profondeurs de la terre, sa lampe de mineur encore sur le front, et que le soleil éblouit et isole.

Toute son enfance il a désiré la lumière et les fleurs, car sitôt sorti de l'école primaire et jusqu'à sa vingt-deuxième année, il a travaillé dans les mines de fer de Lorraine, puis dans celles de charbon du Gard. Pourtant il dessinait déjà, et à force de prières obtint que sa mère lui donnât une boîte d'aquarelles. Il sort de son mutisme pour dire : « La peinture à l'huile, c'était un rêve inaccessible pour moi. »

Mais en 1947, Cocteau le tire de sa nuit, et le prend comme jardinier à Milly. Cependant il peint le soir avec plus d'ardeur qu'il ne pioche ou bêche le matin. Dix ans plus tard, Cocteau l'adopte légalement. « Mon fils », aime-t-il pouvoir dire de celui qu'il a laissé travailler à sa guise, sans professeur, guidé uniquement par ses dons de clairvoyance.

« Il faut aussi que tu voies l'atelier de Doudou », décida Cocteau, et l'on me fit entrer dans un pavillon de ce jardin d'Armide, consacré au travail, celui du poète et celui du peintre. Sur un tabouret, un pot d'orchidées mauves et blanches a l'air doublé par un miroir. Mais il pose pour

Dermit et c'est une toile commencée qui reflète sa forme et ses couleurs. Un extraordinaire amas de papiers encombre une table : « Ce sont des lettres, dit Cocteau, entassées en quelques jours et auxquelles je répondrai sûrement. » De grands rayonnages sont chargés de livres et de brochures : « Rien que des science-fiction et des romans policiers. » Le fond de cette longue pièce est garni d'une tapisserie de Cocteau : *La mort de Méduse et la naissance de Pégase*, qu'il trouve moins bien exécutée que celle qu'il fit pour la salle à manger de la villa, qui représente *Judith et Holopherne*, et dont la parfaite réalisation comble son goût de l'exactitude. Aux murs sont accrochées des photos-montages de Jean Harold qui l'amusent par leur ingéniosité et leur esprit, et des affiches que lui a commandées Mónaco.

On aperçoit dans tous les coins des poteries qu'il fait exécuter à Villefranche, par un artisan « qui habite un champ plein de toutes les fleurs de la création, parce que les graines y tombent du ciel, apportées des alentours par la brise ». J'admire un plat où deux profils s'affrontent, reliés par des jets de sang qui jaillissent de leurs bouches : « Ce sera donné comme cadeaux par la transfusion sanguine aux donneurs de sang. » Je bute dans une maquette de plâtre posée sur le sol : « C'est le projet d'un théâtre antique que l'on va construire sur les hauteurs du Cap d'Ail, dans un centre d'étudiants où quatre mille d'entre eux pourront passer des vacances d'un prix modique. On m'a demandé de faire la mosaïque qui occupera le centre de la scène ronde, entourée de gradins. » Je retourne un grand carton appuyé contre le mur : c'est le portrait célèbre de Colette, avec son bel œil en forme de limande : « Je l'ai mis là, parce que je refuse obstinément de le vendre. »

Jean Cocteau qui prépare un nouveau film, *Le testament d'Orphée*, me raconte aussi qu'il pense depuis longtemps à écrire un *Requiem*, « une œuvre que je voudrais vaste comme *La divine Comédie*, et qui parlerait des approches invisibles de la mort. Dernièrement quand j'ai été couché pour quelques semaines, j'ai entrevu dans cet état second où vous met la maladie, ce que devrait être ce chant du repos. Je me suis mis à écrire fiévreusement. Quand, guéri, j'ai voulu me relire, je n'ai vu que des hiéroglyphes aussi indéchiffrables que ceux de l'Obélisque. Mais j'arriverai à retrouver leur sens ». Et le voilà avec un projet de plus, et le plus grave : apprivoiser la mort, ce poète qui est la vie même.

Et comme le soir descend, nous retournons vers la maison, attendre le retour de Francine, c'est Mme Alec Weisweiller, dont nous apercevons le bateau croiser sous la terrasse. Tous les murs de Santo-Sospir ont été livrés au peintre-poète, et de chambres en chambres on voit sur de vastes fresques la légende de Narcisse, celle d'Actéon changé en cerf par Diane et ses nymphes, ou bien de douces licornes et des faunes fourchus, ou encore des pêcheurs parmi leurs filets.

Mais voici l'heure où il me faut partir, et retrouver la réalité des routes encombrées par les vacances de Pâques, sans laisser fuir le souvenir de cette longue journée passée hors du monde, dans l'univers Cocteau.

EMMANUEL ROBLES

« Je ne joue pas à l'homme de lettres », me prévient Roblès dès les premières minutes de notre entretien. Et, en effet, je n'ai pas du tout l'impression de me trouver en face d'un littérateur devant cet homme court et râblé, à la face brune et ronde, dont la voix chaude enveloppe un léger accent qui mélange des intonations espagnoles à celles de l'Afrique du Nord, et prête à ses propos une cordiale franchise.

Il est né à Oran, de parents castillans, en 1914. « J'appartiens, dit-il, à cette génération baignée dans l'angoisse du lendemain. Les premiers récits que j'ai pu comprendre étaient ceux de la guerre. Tous les hommes de ma famille étaient zouaves ou tirailleurs, et tous sont morts. J'ai grandi dans un climat de souci et de douleur, qui n'a pu que s'accroître durant la guerre civile en Espagne. J'ai fait des études à Alger ; je préparais l'Ecole Normale, je voulais faire du professorat d'espagnol, mais une guerre de plus, celle de 1940, entrava ces projets. Je suis de la classe 1934, mais j'étais sursitaire de celle de 1937. J'ai été démobilisé en 1940, repris en 1943, démobilisé en avril 1946. J'étais aspirant interprète d'espagnol, et correspondant de guerre dans l'aviation. J'ai été en Angleterre, en Allemagne, en Italie. Et j'ai compris que la mort n'était pas un événement qui concernait seulement les autres, mais que je la portais aussi en moi, car j'ai échappé de justesse à cinq accidents d'avion. La première fois, j'étais sur le *Lionel de Marmier*, un hydravion Latécoère, quand il perdit un moteur, et j'ai eu le temps de réfléchir à ces choses... Une autre fois, à Alghero en Sardaigne, où l'avion transportant des blessés s'était mal posé en bordure du champ, et commençait à brûler, j'ai fait la connaissance d'un médecin militaire milanais, une figure étonnante dont le comportement plein d'humanité m'a inspiré plus tard le personnage du médecin, dans *Cela s'appelle l'Aurore*. Son image est restée profondément gravée en moi. Une belle image, à côté de tant d'autres dont je suis encore imprégné. Celle-là, par exemple : en Italie j'ai quitté un soir mon cantonnement pour me rendre aux baraquements italiens. Dans le noir je me heurte à un obstacle, c'était un barrage de cadavres, posés comme des bûches dans un stère de bois, et ma lampe a éclairé en plein le visage d'un jeune homme que je n'ai jamais plus oublié. Pourtant, croyez-moi, j'ai une grande aptitude au bonheur. Et je suis gai, souvent, mais j'ai des chutes brutales. Je suis *très poreux* à l'angoisse. Et la guerre d'Algérie, qui donne un échantillonnage complet des horreurs de la guerre, n'est pas faite pour m'y rendre imperméable. »

Romancier de l'angoisse, voilà bien ce qu'est Roblès ; et à l'écouter évoquer *ses* guerres, on comprend pourquoi dans chacune de ses œuvres on y retrouve l'inquiétude d'un homme traqué, que ce soit dans sa liberté, ses idées ou ses opinions, et même dans ses amours. Ainsi *l'Homme d'Avril*

serait un reportage romancé sur le Japon des plus plaisants à lire, mais il y a ces pages qui suent la peur, où Carver est menacé par le revolver d'un Hollandais stupidement entêté à le tuer, tandis qu'il téléphone — et très longuement pour gagner du temps sur la mort — avec la jeune Japonaise qu'il aime. *Grain de Sable* est le dramatique récit d'un accident d'avion en pleine montagne, et par surcroît on y assiste à la terreur qu'a l'un des deux survivants d'être reconnu comme l'auteur d'un vol de trois millions. *Un Matin de Soleil* évoque les affres de deux jeunes garçons s'évadant d'un pénitencier, et qui réussiraient à fuir si l'un d'eux ne faisait une chute mortelle qui les fait repérer par les chiens de police. Dans *Les Couteaux*, dont l'action se passe au Mexique, dans le Tabasco, à l'époque où Garrido et ses sections de chemises rouges, fusillaient leurs ennemis, expulsaient les prêtres, détruisaient les cathédrales, un Français représentant d'une marque de machines à coudre, tue dans la demi-inconscience d'un accès de paludisme doublé d'un chagrin d'amour, un dictateur iconoclaste, d'un coup d'épée à travers un écran de cinéma durant un meeting. C'est Ossorio, le Don Juan de la ville, qui est accusé et arrêté. Il a un alibi qu'il ne veut pas donner car il compromettrait une femme et il va être inexorablement pendu. A la dernière minute, le Français se livre à la police. L'un des livres de Roblès s'appelle *La Mort en face*. Le titre dit assez ce que sont les nouvelles qu'il contient, qui ont trait à la guerre d'Espagne, et parlent de forteresses, de prisons, de massacres, d'attentats, d'assassinats. Les trois actes de *Montserrat* se passent à suivre les débats de conscience de cet officier espagnol au Venezuela, qui ne veut pas livrer la cachette de Bolivar, bien qu'on essaye de l'y amener en fusillant un à un des otages innocents dans l'espoir de le faire parler. On pourrait certainement multiplier ces exemples, mais Roblès n'a pas l'air d'avoir remarqué lui-même, tant il a fait siennes ces parts d'angoisse humaine, que tous les sujets qu'il traite contiennent cette attente du malheur possible, qui met le lecteur dans l'impatience fébrile de la page suivante, avec la crainte d'y trouver le pire. C'est en cela d'ailleurs que réside son talent de conteur : vous forcer à une attention passionnée.

Pourtant il n'est pas facile de parler avec lui littérature, ni même de la sienne. Je lui rappelle qu'il a eu en 1948 le Prix Fémina avec *Les Hauteurs de la Ville*. « Le livre est épuisé maintenant, me dit-il. Je savais que mon éditeur l'avait mis alors dans la course, mais j'étais en reportage au Sahara, et je n'y pensais plus. Un jour à la radio, je rencontre un type qui dévalait l'escalier que je montais, et qui me crie sans s'arrêter : « Vous avez le Fémina. » J'ai cru d'abord à un bobard, ou à une erreur. Puis il a fallu me rendre à l'évidence. J'étais content, bien sûr, mais je ne suis pas allé à Paris pour cela, aussi j'ignore ce qu'est cette gloire momentanée entre les photographes et les reporters... Oui, j'ai toujours eu le goût d'écrire et à dix-huit ans j'ai fait mon premier roman. J'en ai perdu le manuscrit. Je me souviens vaguement que c'était une histoire dramatique entre jeunes gens. A vingt ans, j'en ai écrit un second : *l'Action*. Je l'avais donné à

Andrée Viollis qui était venue à Alger, mais elle l'emporta en Indochine où elle se rendait. Je connaissais déjà Camus qui me présenta à Edmond Charlot, libraire, à l'enseigne *Les vraies Richesses*, et qui l'édita. En 1937 ou 1938, Camus était rédacteur en chef de l'*Alger républicain* et me demanda d'y donner un roman dont l'action se passerait précisément à Alger. Je faisais mon service militaire, et j'écrivis en même temps *La Vallée du Paradis*, histoire de plusieurs individus qui s'embarquent à Alger pour l'Argentine, dans l'intention de peupler et coloniser les terres du Haut-Parana. Ils sont grecs, espagnols, yougoslaves, anciens légionnaires, échappés des camps de la guerre d'Espagne, il y a même parmi eux une femme qui fuit son mari, bref ce sont des êtres traqués comme vous diriez. Et il n'y en a qu'un seul qui réussit à s'embarquer frauduleusement. Et toujours pour l'*Alger républicain* nous écrivîmes à plusieurs, chacun étant chargé d'un feuilleton, *Le Crime de la rue Michelet*. Un collaborateur nous gêna tous beaucoup en tuant sans crier gare un personnage important. « C'est toi qui as fait le coup », me cria Camus en m'apercevant au journal. Et il le croit encore, je n'ai jamais réussi à le détromper. »

« C'était charmant Alger à cette époque, dit Roblès avec nostalgie. Je n'arrive pas à m'habituer à Paris, et je ne peux pas y vivre. Il y manque pour moi la mer, et ces hauts murs, ces ciels gris, ces crépuscules tristes distillent l'angoisse. A Alger dès que le soir descend, on sort. Ici on n'a qu'une envie, rentrer chez soi. Je vais probablement habiter Nice. Je ne veux plus rester à Alger, je ne m'y supporte plus. J'y ai perdu mon fils dans des circonstances dramatiques, j'y ai vécu dans une atmosphère de suspicion policière, de terrorisme. J'ai vu éclater une bombe près d'un arrêt de tramway, à l'heure où il y a le plus de monde pour l'attendre... J'ai vu un homme entrer au Milk-bar en tenant par la main une petite fille de cinq ans, et en ressortir après l'attentat avec une enfant sans jambes dans les bras. Je suis hanté par un sujet sur le terrorisme. Je voudrais retrouver la mentalité de l'homme qui jette une bombe, comprendre ce qui le fait agir. J'admets — si on peut dire — qu'on tue au revolver, au couteau, mais ça, lancer la mort sans savoir qui elle atteindra... Camus me pousse à écrire une pièce sur les terroristes, bien qu'il ait déjà fait jouer *Les Justes*. Car tout est bien changé depuis qu'il parla du cas de ce terroriste russe qui ne put se résoudre à lancer sa bombe sur la voiture du grand-duc Serge, où il y avait aussi deux enfants. Si je pense à la petite fille du Milk-bar, et à tant d'autres... »

Sur le problème algérien, Roblès reste évasif. Il cite Camus : « *Lorsque deux hommes se battent, donner raison à l'un, c'est l'encourager à continuer*. On ne peut donc que se taire, et souhaiter une solution qui permettrait à deux communautés de vivre ensemble. Mais il y a l'immense misère des campagnes surpeuplées, surtout en Kabylie, qui a, ce que l'on ignore généralement, la plus forte densité de population du monde entier. Il y a aussi les tortures... J'ai rencontré un jeune homme qui pratique ce système d'interrogation. Il avait l'air d'un honnête garçon lorsqu'il me dit : « Pour un seul que je torture, je peux s'il parle sauver dix, vingt vies

humaines. » Roblès a un tel souci de comprendre les autres, de « devenir l'autre » selon son expression, qu'il s'abstient de juger.

« Je n'écris pas, explique-t-il aussi, pour délivrer un message, j'ai horreur du mot comme des romans à thèse. Je ne cherche qu'à illustrer la condition des hommes. Et la nouvelle est un genre qui me tente toujours : c'est rond. Un roman procède par ondes successives. Je ne prends pas de notes, je ne fais pas de plans. Quand je crois avoir trouvé des personnages, un sujet, je vis l'histoire en imagination fortement pendant quelque temps. Parfois j'y ai tellement pensé que je n'ai plus envie de l'écrire. C'est alors que mon éditeur me rappelle à l'ordre, ou que bien souvent Marcel Thiébaut intervient, en m'écrivant pour me demander de lui donner quelque chose pour la *Revue de Paris*. Et je lui rends grâce parce que je promets, et quand j'ai promis, je tiens. Cependant je suis assez pris par d'autres travaux : depuis douze ans déjà, je dirige au *Seuil* la collection *Méditerranée*. Il y paraît en principe quatre volumes par an, et c'est là qu'a été publié le premier roman de Villalonga *Les Ramblas finissent à la Mer*. Et puis je fais des tournées de conférences en province. C'est une fatigue, une usure nerveuse, mais je reviens détendu et calmé. Et je fais de grands voyages chaque fois que je le peux. Je suis resté quatre mois au Mexique parce que Bunuel y tournait un film d'après *Cela s'appelle l'aurore*. J'ai été au Japon en 1957 avec le Pen Club, et cet été je projette un voyage en Bulgarie et Yougoslavie avec retour par la Grèce. Le dépaysement me ravit au sens exact du mot. »

L'enlève à lui-même peut-être, à sa peine et ses soucis. Mais il n'y a qu'à l'écouter, à lire les romans que lui inspirent les pays qu'il parcourt, pour voir que Roblès transporte dans ses bagages ce poids de solidarité humaine dont il a assumé la charge tout au long de sa vie inquiète.

A PROPOS DE PHOTOGRAPHIE

Il y a dix ans exactement, et dans cette même revue, je faisais un article sur la photographie, que je serais tentée de recopier sans y changer grand'chose, si je voulais aujourd'hui parler de cette exposition qui lui est consacrée pour la treizième fois à la Bibliothèque Nationale. C'est dire que je n'y ai rien vu de nouveau.

Et quels progrès d'ailleurs attendre de cet art (excepté dans la photographie en couleurs dont le tirage sur papier fausse encore toutes les nuances) depuis que sa perfection mécanique a tué sa personnalité. Le Rolleifleix et le Leica permettent de prendre au rythme de la mitraillette cent photos, dont c'est le plus souvent le hasard qui fait de l'une d'elles la meilleure.

Il y a un siècle, lorsque Nadar faisait ses admirables photos, il n'avait que des plaques de verre au collodion, restait longuement la tête sous le jupon de son appareil en accordéon à examiner sur l'écran de la chambre

noire l'image de son modèle, et après de multiples manipulations obtenait ces portraits dont le style dur et pénétrant faisait penser à celui d'Ingres. Baudelaire disait de lui : « C'est un peintre manqué. » Pas si manqué que cela puisque son *Panthéon-Nadar* nous laisse l'émouvante ressemblance d'une génération de personnages célèbres, aussi fidèlement caractérisés dans leurs traits et leur âme que par le pinceau le plus subtil.

La photographie s'inspira longtemps, et s'inspire encore, de l'art pictural de son époque. L'étonnante suite de portraits de la Castiglione par Meyer-Pierson, qui va de sa jeunesse à son déclin, rappelle la manière de Ricard, et plus tard la facture floue et l'élégance apprêtée des cartes-album d'Otto, Reutlinger ou Boissonnas évoquent celles de Flameng, Aimé-Morot ou Paul Chabas. Et le portrait photographique aurait tué peu à peu le portrait pictural, si Picasso n'avait un jour déclaré : « L'œil, je le mets où je veux. » (D'ailleurs les photographes ont prouvé qu'ils pourraient en faire autant en superposant plusieurs clichés, ce qui donne lieu au plus fantaisiste désordre dans un visage.) Aussi les femmes préfèrent-elles le photographe qui les montre dans l'exactitude de leur beauté, au peintre qui les interprète selon son tempérament et sa vision personnelle.

Que dire pourtant de la monotonie des photographies de mode, où les plus ravissantes personnes du monde finissent par lasser l'admiration, avec leurs maquillages standard, leurs silhouettes semblables ? On leur fait prendre des poses dont le maniérisme veut passer pour le naturel. Jambes et bras écartés pour être jeunes et sans façon, ou sous de fausses bourrasques qui font s'envoler leurs jupes, ou dans des lieux bizarrement choisis pour faire luxe et misère (rues sordides, murs lépreux, marchés en plein vent), ces charmantes personnes ont l'air déraisonnables, égarées ou bien dépaysées, car l'on n'hésite pas non plus à les expédier poser en robes du soir à Tahiti, ou en costumes de plage dans l'Alhambra de Grenade. Ces magazines qui ont si facilement un tapis volant à la disposition des mannequins de la haute couture, contentent pleinement l'innombrable public qui aime à les feuilleter pour regarder de jolies filles, photographiées dans des tenues de rêve, au milieu de décors inattendus.

Le dessinateur de mode est appelé à disparaître. Les catalogues des grands magasins et ceux de vente par correspondance, eux aussi n'en veulent plus. Le dessinateur passait pour embellir la petite robe de confection, lui prêter une coupe impeccable, ce qui inquiétait la clientèle que la précision de la photographie rassure. Pourtant hier comme aujourd'hui, il y aura toujours une grosse dame qui aura envoyé d'une ville lointaine et sur la foi d'un catalogue, ses mesures à une maison de confection, et sera déçue de ne pas ressembler à la pin-up qui portait le vêtement — de dessous ou de dessus — qu'elle aura choisi. Mais la vie des femmes est faite de ces désillusions.

Après ces réflexions à bâtons rompus, il reste à dire cependant que la photographie restera la plus constante expression du monde moderne, et que le personnage le plus important de notre époque, c'est le reporter-

photographe de presse. C'est un type social nouveau, et qui remplace à présent cet artisan anonyme d'autrefois, mal vêtu et satisfait d'un verre de gros rouge pris au bistrot du coin. De nos jours, le photographe-reporter est un Brummel qui porte l'habit quand il le faut, est invité partout, est à son aise dans les salons les plus fermés, et ne se contente pas d'un whisky de seconde marque. Il signe ses photographies, et a pris plus d'importance que le rédacteur de l'article, parce qu'il approche de plus près la réalité. (De si près parfois qu'il se fait tuer courageusement, comme l'un d'eux à Budapest et cet autre en Egypte.)

Ces bien-nommés chasseurs d'images, par la rapidité de leurs réflexes à saisir l'instant où elles présentent leur maximum d'intérêt ou de rareté, et l'ingéniosité de leur angle de prises de vue, ne paraissent être les seules dont les photographies soient un progrès sur celles de l'époque Nadar.

DENISE BOURDET

CHRONIQUE DES LIVRES

GANDHI ET LES FEMMES DE L'INDE

par Camille Drevet *(Denoël)*

« L'avenir de l'Inde est sur les genoux des femmes », disait Gandhi. Il savait que sa doctrine, faite uniquement d'amour et de sacrifice, devait trouver parmi les femmes un écho plus profond encore que parmi les hommes. Et le mérite de Mme Camille Drevet est de faire vivre devant nous toute une série de ces croyantes en Gandhi, dont certaines ont partagé ses épreuves, ses prisons, mais, qui toutes lui ont sacrifié leur vie.

La plus touchante est sans doute sa propre femme Kasturbai, qui avait douze ans quand, à peine son aîné, il l'épousa et qui, longtemps, ne s'inclina devant sa morale nouvelle que par obéissance.

Mais c'est une phalange très variée de disciples en sari qui passe devant nous, hindoues orthodoxes, musulmanes, catholiques, protestantes, à qui le maître ne demande jamais de renoncer à leur foi mais au contraire d'y chercher un enrichissement. Ce qui ressort de ce petit livre, c'est la figure de Gandhi directeur de consciences. Des extraits de ses lettres nous le montrent charitable, compréhensif, mais sévère dans son exigence de la discipline.

Gandhi a lutté pour l'émancipation des femmes, pour les veuves rejetées au ban de la société, contre le mariage des enfants, contre la prostitution sacrée, comme il luttait pour les parias, pour les vaches abandonnées, pour tout ce qui était humble et misérable. C'est à lui que l'Inde d'aujourd'hui doit son éthique nouvelle.

Mais la méthode gandhiste, faite de douceur et d'action individuelle, est-elle de nature à résoudre les problèmes formidables qui se posent ? Dix ans après la mort du prophète la question reste sans réponse.

JEAN ALLARY

par THIERRY MAULNIER

DU THEATRE DES NATIONS A LA REFORME DES SUBVENTIONNES

LE Théâtre des Nations, qui tend un peu plus chaque année à occuper la place principale dans l'activité théâtrale parisienne au cours des derniers mois de la saison, est venu, cette année encore, fort à propos, fournir pâture aux amateurs — et aux critiques — dans un printemps où le reste de la nourriture dramatique était assez maigre. Les trois premiers de ses spectacles ont été intéressants à des titres divers. *Figli d'Arte*, de Diego Fabbri, nous était présenté par la troupe italienne de Paolo Stopa et Rina Morelli dans une mise en scène et des décors de Lucchino Visconti et avec la participation d'une comédienne française, chargée du reste dans la pièce du rôle d'une comédienne française, Mme Françoise Spira. Dans l'œuvre actuellement réalisée de Diego Fabbri, œuvre considérable par l'ampleur et la qualité, *Figli d'Arte* n'est peut-être guère plus qu'un intermède, une pochade, un divertissement sur un argument assez mince. Il est à peine possible d'en énoncer le sujet. Disons que l'auteur nous met en face d'une scène de théâtre nue, où les décors n'ont pas encore pris place, et nous fait assister aux répétitions d'une troupe en tournée. Les petits drames personnels, rivalité de l'acteur-vedette et du metteur en scène, jalousies professionnelles et sentimentales des comédiens, se mêlant, dans un agencement ingénieux et un désordre calculé, à ce travail professionnel, pour nous mener au troisième acte à une sorte de manifeste où Diego Fabbri affirme sa foi dans la vérité théâtrale et la dignité spirituelle de son art. L'auteur mène ce double jeu — scène et salle, répétition et incidents qui la troublent, comédiens et personnages par l'intermédiaire desquels les comédiens se déguisent et se révèlent — légèreté et gravité — avec beaucoup de virtuosité et de souplesse. Les acteurs, parmi lesquels Mme Françoise Spira, déjà nommée, Mme Rina Morelli et Paolo Stopa, sont de premier ordre. La mise en scène de Lucchino Visconti est un chef-d'œuvre de rigueur et de mouvement scénique, dans de très belles lumières. Je ne ferai de réserve que sur la descente et la remontée dans les cintres d'éléments décoratifs trop encombrants, qui nous donnent un sentiment de quasi-inutilité, de gratuité luxueuse.

Le Schauspielhaus de Bochum nous est revenu cette année avec son metteur en scène, Hans Schalla, mais sans son extraordinaire vedette, l'un des tous premiers acteurs de ce temps, Hans Messemer, parti vers d'autres destinées. Mais l'absence de Hans Messemer n'a pas été notre seule déception. Il me paraît que, cette fois, Hans Schalla s'est trompé. Très intéressante dans beaucoup de ses *intentions*, sa mise en scène d'*Antoine et Cléopâtre* dénature gravement la pièce. A vrai dire, le souci de Hans Schalla de nous donner un *Antoine et Cléopâtre* modernisé, accordé à nos situations et à nos préoccupations actuelles, l'a conduit en fin de compte à faire jouer une autre pièce. Il était légitime de vouloir arracher décors et costumes au musée romain de la tradition. Mais si le mélange des toges et des bottes modernes est acceptable — le costume de César est beau — l'uniforme de la foule du forum — avec ses imperméables et ses étranges chapeaux — nous éloigne de l'ouvrage au lieu de nous rapprocher de lui. De grandes colonnes sinistres évoquent, volontairement, moins la Rome du premier siècle avant le Christ que les cheminées d'usine de la Ruhr, et cela est justifié par le dessein général du metteur en scène, qui a été de nous montrer à travers la mort de Jules César et la défaite de ses meurtriers le conflit actuel de la liberté et de la dictature. Mais si les soldats d'Antoine et d'Octave portent les bottes nazies, pourquoi se battent-ils avec des épées, non avec des mitraillettes ? D'autres éléments de décor — la tribune du forum — sont d'un schématisme arbitraire, sans puissance d'évocation, ou simplement laids, comme les fauteuils de jardin du Sénat. Ce qui est le plus grave, c'est que la pièce elle-même a été amputée et charcutée pour entrer dans le lit de Procuste de la systématisation voulue par le metteur en scène. Bref, il s'agit d'une entreprise intelligente et ambitieuse, mais manquée.

C'est au contraire une réussite à peu près sans défaut que celle du metteur en scène féminin du Workshop Theatre de Londres. Cette compagnie née dans les faubourgs de Londres, où elle poursuit son activité, ne s'est imposée que difficilement et a connu beaucoup de traverses. Elle réussit avec *The Hostage* de l'Irlandais Brendan Behan un coup de maître, qui lui assure une consécration incontestable. La pièce elle-même — qui nous conte la triste aventure d'un soldat anglais prisonnier dans un hôtel borgne irlandais durant les combats de l'indépendance — est certainement l'une des meilleures que nous ait données la brillante école dramatique irlandaise de ce temps. Vive, emportée dans un mouvement toujours soutenu, gonflée de sève picaresque, humaine, gouailleuse, vulgaire avec audace, comique, émouvante, poétique, faisant alterner sans que soient jamais oubliées les nécessités de l'action et du *jeu*, les dialogues, les couplets, les danses, elle est un admirable exemple de théâtre total selon l'esthétique brechtienne, mais sans ce je ne sais quoi de professoral qu'il y a dans la fantaisie de Brecht, sans la mise en italiques « brechtiennes » des intentions politiques.

Quelques jours après la présentation de *The Hostage* à Sarah-Bernhardt, nous avons pu faire plus ample connaissance avec l'art de Brendan Behan

au Théâtre de l'Œuvre, qui nous offre — mais, cette fois, dans une version française de Mme Jacqueline Sundstroëm et M. Boris Vian — une autre pièce du pittoresque auteur irlandais, *Le Client du Matin*. Ce sont les tableaux de la vie d'une prison dans les heures qui précèdent une exécution capitale. Dans cette œuvre de début, moins ample, moins généreuse dans l'invention que *The Hostage*, apparaît déjà le don de la transposition poétique dans toute la gamme du trivial au tragique, qui caractérise l'art de Behan et l'art dramatique irlandais contemporain tout entier. Le « réalisme », ce réalisme qui faisait évoquer par certains spectateurs, à la sortie, la mémoire du « Théâtre Libre », n'est ici qu'une apparence, une *forme*, et la scène du bourreau, la plus belle, est aussi loin de l'expression réaliste que celles — par exemple — de la *Visite de la Vieille Dame* de Dürrenmatt, ou de l'*Opéra de Quat' Sous*. Mais peut-être peut-on faire reproche à M. Wilson, metteur en scène, dont le travail est d'un grand mérite (le choix des interprètes et la conduite de leur jeu sont excellents) d'avoir accusé dans certains détails ce réalisme de surface (ces fossoyeurs que nous voyons pelleter de la vraie terre...) qui n'est pas le style profond de l'ouvrage.

⁂

Il reste que l'événement du mois, c'est la grande réforme des théâtres subventionnés, annoncée par M. André Malraux, grosse pierre jetée d'un geste impérieux et décidé, dans une mare où elle n'a pas fini de faire des ronds.

La part de cette réforme qui concerne les théâtres lyriques n'est de mon ressort que dans la mesure où elle comporte la désignation de M. A.-M. Julien, organisateur de premier ordre, un des hommes qui connaissent le mieux en France dans tous leurs aspects artistiques, techniques et financiers, les problèmes de la scène, pour la direction commune de l'Opéra et de l'Opéra-Comique. Nous pouvons y voir la promesse d'une remise en honneur des éléments d'ordre proprement théâtral, c'est-à-dire de la mise en scène et du jeu, dans un art où ces éléments étaient trop souvent livrés au conformisme le plus poussiéreux et au « bâclage ». C'est là la condition primordiale d'une renaissance du spectacle lyrique en France.

Les réformes concernant le théâtre proprement dit autorisent aussi de grandes espérances. Il est réconfortant d'entendre affirmer, par une voix aussi autorisée que celle de M. André Malraux, que la vocation de la Comédie-Française peut être de jouer *aussi* Feydeau et Labiche, mais ne saurait être de les jouer principalement, même si elle les joue bien. Il est réconfortant d'entendre annoncer la résurrection de la tragédie — même si nous savons que le travail sera difficile et de longue haleine, car il faut, pour remettre en honneur les œuvres de grand style dramatique, découvrir ou former des acteurs capables de les jouer, et c'est ce qui manque le plus aujourd'hui au Français, à deux ou trois exceptions près. Il était d'autre part opportun de découpler les deux salles Richelieu et Luxembourg, théâtres de dimensions analogues, qui, dans les mêmes

mains, faisaient double emploi (c'est une seconde salle telle que celle du Palais-Royal qui eût en réalité été utile à la Comédie-Française) et de donner à la compagnie Madeleine Renaud-Jean-Louis Barrault la sécurité et les moyens nécessaires pour une activité théâtrale digne de son prestige, du talent de ses animateurs et de leurs ambitions. Jean Vilar pourra faire du Théâtre Récamier, excellente salle de dimensions moyennes, un intéressant laboratoire d'expériences, et Albert Camus, auteur, adaptateur et metteur en scène maintenant consacré, se voit assurer les moyens qui lui permettront de s'installer dans une salle. Il n'en manque pas à Paris qui sont actuellement vouées à un commerce sans intérêt artistique et à des combinaisons sans gloire. Grâce à l'aide qui lui est donnée, Albert Camus doit reconquérir l'une d'entre elles au vrai théâtre.

L'effet attendu des mesures annoncées est donc d'accroître le prestige et d'étendre les moyens des théâtres subventionnés, dont le nombre se trouve porté à cinq, avec le renfort de Madeleine Renaud et Jean-Louis Barrault et d'Albert Camus. La demi-douzaine de théâtres importants qui sont voués, avec un succès commercial à peu près constant, à la comédie « de boulevard », ne s'en porteront ni mieux ni plus mal. En revanche, les difficultés déjà très graves dans lesquelles se débattent les directeurs et les animateurs du théâtre d'art privé pourraient devenir terribles, si ce théâtre, qui ne bénéficie ni des grosses recettes assurées par la comédie commerciale, ni de l'aide puissante de l'Etat, se trouvait écrasé entre ces deux concurrences favorisées. Or, il s'agit précisément de ceux qui, depuis Lugné Poë et Copeau en passant par le Cartel et jusqu'à Hébertot, Barsacq, Marguerite Jamois, Rouleau, Mercure, Vitold et deux ou trois jeunes metteurs en scène actuels, ont fourni au théâtre français du XXe siècle son apport le plus précieux — tant par la prospection des auteurs nouveaux que par le renouvellement de la mise en scène et de l'expression théâtrale — et, du reste, Jean-Louis Barrault, Vilar, Camus, viennent du théâtre privé. Le problème qui reste posé, qui se trouve même, au lendemain de la grande réforme des subventionnés, posé en termes d'urgence plus grande que jamais, est celui de faire des conditions de vie tolérables aux théâtres et aux animateurs indépendants qui ne peuvent miser ni sur les attraits de la vedette commerciale, ni sur les centaines de milliers de francs qui, grâce au mécénat d'Etat, forment chaque soir un confortable matelas au fond de leur caisse avant qu'un seul billet ait été vendu.

Il y a bien des solutions possibles. L'une consiste à concentrer sur un petit nombre d'animateurs qui ont fait leurs preuves et les spectacles particulièrement dignes d'appui (une vingtaine peut-être par saison) la poussière des subventions dispersées actuellement à des titres divers entre les théâtres privés. Une autre consiste dans un allégement massif des charges fiscales, qui accablent actuellement même les spectacles déficitaires. D'autres encore peuvent être imaginées pour donner tout son effet à la grande tentative entreprise par M. André Malraux pour sauver l'art dramatique français.

THIERRY MAULNIER

PROVINCES DE L'ANCIENNE FRANCE

par Pierre Audiat

Un riche laboureur, sentant sa mort prochaine
Fit venir ses enfants, leur parla sans témoins.
« Gardez-vous, leur dit-il, de vendre l'héritage... »

Ces vers de La Fontaine, que nous avons tous appris par cœur, nous semblent d'une clarté parfaite ; nous en déduisons sans effort qu'au XVIIe siècle, il existait des propriétaires ruraux aisés, qui tiraient leurs ressources de la culture de leurs terres, et qui pouvaient laisser à leurs enfants des « héritages » importants. Ces conclusions ne sont ni entièrement fausses ni absolument exactes. En réalité, le terme *laboureur*, au sens propre du mot, s'applique à une catégorie définie de propriétaires ruraux. Certes, ils possèdent des terres, mais le seigneur, qui règne sur des milliers d'arpents, mais le pauvre paysan qui a une chaumière et un petit champ, sont, eux aussi, des propriétaires ruraux ; or appeler un seigneur ou un pauvre paysan *laboureur* aurait été insulter celui-là et flatter celui-ci.

Le laboureur est, par définition, un entrepreneur de labourages. C'est dire à la fois qu'il possède le matériel et le personnel propres à labourer, et que les terres qu'il laboure peuvent être et, en fait, sont souvent des terres qui ne lui appartiennent pas. Transposons : en 1959 un propriétaire rural possède des machines agricoles (tracteurs, moissonneuses, batteuses) qu'il loue, services compris, à des exploitants qui en sont démunis — voilà notre *laboureur*. On comprend que l'acquisition de ce matériel (jadis : chevaux, charrues, charrois) exige un capital, mais on conçoit aussi que sa location et la vente des services qu'il permet d'effectuer soient d'un bon

rapport et permettent au propriétaire rural d'acquérir de nouvelles terres. Ainsi le riche laboureur tend normalement à devenir de plus en plus riche, ce qui n'est point nécessairement le cas du « seigneur » ou du paysan. Or, sous l'ancien régime, la propriété rurale n'était pas toujours exploitée directement ; aussi les champs, que ne séparaient point des clôtures, étaient mis en culture par les laboureurs, les coupes de bois étaient adjugées à des marchands spécialisés. Comme il n'y avait pas encore de prairies artificielles, restait la vigne : elle était l'affaire des vignerons, qui étaient rarement les propriétaires des vignobles importants, mais seulement des « manouvriers » (ouvriers agricoles) et quelquefois des fermiers.

Donc sur le seul mot *laboureur* nous sommes exposés à faire sinon un contre-sens, du moins un faux-sens.

Nous risquons d'en commettre un plus grave sur ce qu'on nommait les droits féodaux.

Lorsque nous lisons dans les manuels d'histoire que, le 4 août 1789, la noblesse et le clergé renoncèrent à leurs privilèges, nous croyons que ces deux ordres firent abandon de *tous* leurs droits féodaux. Nous sommes confirmés dans cette opinion lorsqu'on nous dit que, par décret du 17 juillet 1793, la Convention supprima sans indemnité *toutes* les redevances féodales et ordonna que les titres seigneuriaux fussent brûlés (l'ordre ne fut point partout exécuté) afin que le droit établissant ces redevances ne put réapparaître.

Comme il nous vient naturellement à l'esprit de rapprocher l'abolition des droits féodaux et la vente des biens nationaux, nous inclinons même à penser que le clergé et la noblesse furent dépossédés de leurs propriétés rurales, qui passèrent entre les mains de ceux, bourgeois ou marchands, qui avaient les moyens de les acheter.

Or ce schéma est erroné. Propriété et droits féodaux n'ont rien de commun ; la propriété ne fut jamais abolie, même par la Convention : l'ordre de brûler les titres seigneuriaux ne s'appliquait nullement aux titres de propriété. De même, s'il est vrai que certains des biens appartenant au clergé furent décrétés biens nationaux — aliénation qui, en principe, devait être compensée par un traitement versé aux membres du clergé — les aristocrates ne subirent point, en tant que tels, la confiscation de leurs domaines. C'est seulement ceux d'entre eux qui avaient émigré, dont les biens furent mis à l'encan ; cette mesure apparaissait donc comme une sanction pénale de l'émigration. Au reste, pour que leur fût épargnée cette sanction, beaucoup de nobles, au risque de leur vie, n'émigrèrent pas.

Les confusions que nous sommes appelés à commettre sont excusables, car la seule question des droits féodaux était, sous l'ancien régime, si embrouillée que seuls les juristes spécialisés qu'on appelait *feudistes* étaient capables de s'y reconnaître. Encore est-il qu'ils n'étaient point d'accord entre eux et que les procès touchant les redevances féodales étaient sans nombre — et sans fin.

Autre source d'erreurs : les propriétés rurales du clergé. Nous savons bien qu'il y avait de riches abbayes, « valant » cent mille livres de rente (soit une trentaine de nos millions) ou davantage, et d'autres qui rapportaient à l'abbé ou à l'abbesse des sommes si faibles que l'abbaye pouvait à peine subsister. Mais nous nous représentons volontiers une abbaye comme une seigneurie cléricale placée au centre de domaines plus ou moins étendus : tel un château dominant des terres et des bois, groupés autour de lui. Or cette image est fausse (aussi bien pour les seigneuries que pour les abbayes). Les plus riches abbayes étaient situées dans les villes : ainsi à Paris, les abbayes de Montmartre et de Saint-Antoine (abbayes de femmes), l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, tiraient leurs revenus de propriétés situées non seulement dans l'Ile-de-France, mais quelquefois dans des provinces éloignées de la capitale. Ces revenus provenaient de redevances féodales (parmi lesquelles celle qu'on appelait la *dîme*), de la vente des produits du sol et souvent de l'affermage de tout ou partie des domaines.

On pourrait multiplier les exemples : la notion de *paroisse* n'est point si claire qu'elle le semble. Et si l'on envisage les rapports de la propriété et de la fiscalité dans l'ancienne France, alors on se perd dans un labyrinthe infernal. Car le système fiscal actuel est une merveille de simplicité en comparaison du système fiscal jadis en vigueur : la perception des droits sur les denrées entrant dans les villes est soumise à des règlements qui, même à nous, paraissent extravagants ; quant à la circulation des marchandises et à leur transit dans des provinces au statut différent, c'est un extraordinaire imbroglio, dont la paperasserie administrative sort triomphante.

C'est pourquoi un livre comme celui que vient de publier M. Emile Mireaux, de l'Institut : *Une Province française au Temps du Grand Roi : la Brie*[1] est précieux à ceux qui veulent se faire une idée des conditions de la vie rurale au XVIIe siècle, en particulier du régime de la propriété immobilière. Au prix de longues et patientes recherches portant uniquement sur la Brie (encore est-il que pour certaines parties de cette province les documents font défaut), M. Emile Mireaux a pu non seulement reconstituer un *puzzle* domanial fort compliqué, établir, statistiquement, le montant et la répartition des revenus du sol, mais encore, faire apparaître, en filigrane, la condition réelle des propriétaires et des exploitants de la terre. Etude qui, à ma connaissance, n'avait jamais été faite de manière aussi rigoureuse.

Sans doute, il serait injuste de dire que l'histoire de nos provinces a été et reste négligée. Les ouvrages d'Albert Babeau, publiés entre 1880 et 1900 : *Le Village sous l'ancien régime, La Vie rurale dans l'ancienne France, Les Provinces sous l'ancien régime*[2] témoignent d'une vaste information et demeurent encore solides. Marc Bloch dans *les Caractères originaux*

1. Hachette.
2. Firmin-Didot.

de l'histoire rurale française[1] a fait œuvre de haute érudition, et le nombre de livres concernant nos provinces, qui ont paru au XXe siècle, est incalculable. Livres pour la plupart écrits par des historiens consciencieux, travaillant avec désintéressement, pour la gloire de leur petite patrie.

Durant ces derniers mois, je relève dans la collection *Les Provinces françaises*[2] *Le Languedoc, le Comté de Foix et le Roussillon*, par M. René Nelli, étude fort intéressante qui ressortit à la géographie humaine, à la sociologie et à l'histoire folklorique ; dans la collection de poche : *Que sais-je ?* une *Histoire de la Bourgogne* par M. Jean Richard qui, grâce à un survol rapide, nous donne un aperçu d'une de nos provinces les plus fastueuses et les plus fameuses ; une *Histoire de Toulouse*[4] due à M. Philippe Wolff, professeur à la Faculté des Lettres de cette ville, qui, dans un livre présenté et illustré avec grand soin, résume l'histoire, riche en péripéties, d'une capitale provinciale, déjà célèbre sous l'empire romain, qui a eu l'originalité d'avoir vu s'établir à peu près tous les régimes politiques possibles, en demeurant attachée profondément à ses libertés.

Comme ces ouvrages sont accompagnés de bibliographies (on dit aujourd'hui, avec une feinte modestie : *orientations bibliographiques*) très abondantes, on peut facilement se rendre compte que l'histoire des provinces françaises, y compris celles d'outre-mer, n'est nullement en friche. Toutefois, le livre de M. Emile Mireaux apporte un éclairage nouveau sur l'imbrication des régimes de propriété dans une province qui, du fait de sa proximité de Paris, attirait et les « aisés » à la recherche de placements, et les citadins désireux de goûter la paix des champs.

« Imbrication », disons-nous, car vers la fin du XVe siècle, un régime capitaliste s'est curieusement enté sur le régime féodal qui, normalement, restait celui de la propriété rurale. Dans ses grandes lignes, ce régime est simple ; à l'exception des *aleux*, terres libres, les propriétés apparaissent comme des « concessions » faites sur un domaine appartenant à un maître qui, lui-même, peut tenir ce domaine d'un maître le lui ayant concédé.

Ces concessions sont bien des aliénations définitives ou temporaires, qui ne sauraient être révoquées ; mais elles s'accompagnent de droits — les redevances féodales — qui en marquent l'origine et le caractère. Ces droits, de nature très variée — ils peuvent aller, en certains cas, jusqu'à la reprise de la concession — ne représentent point une rente ou un fermage ; ils ressemblent beaucoup plus aux impôts qui grèvent aujourd'hui les immeubles. De même que l'Etat perçoit des impôts et des taxes sur les propriétés bâties ou non bâties et de quelque nouvelle contribution « charge toujours son rôle », le maître de la terre réclamait jadis des redevances à ses concessionnaires. Jusqu'au moment où le *souverain* s'avisa — de bonne heure ! —

1. Armand Colin.
2. Gallimard.
3. Presses universitaires de France.
4. Privat, éditeur à Toulouse.

de percevoir sur ses sujets des impôts directs et indirects (tailles, aides, gabelle), les redevances étaient d'ailleurs les seules charges grevant la propriété foncière. Nous les trouverions actuellement légères, mais on ne doit pas oublier que pour des raisons, justifiées à l'origine, beaucoup plus discutables ensuite, la noblesse et le clergé en étaient en partie dispensés.

A la fin de la guerre de Cent Ans, c'est-à-dire au milieu du XVe siècle, l'exploitant du sol, quel que fût son titre, se trouva ruiné, ses terres ayant été ravagées moins par les combats que par le passage incessant des troupes, qu'elles fussent amies ou ennemies. La désertion des campagnes, comme nous dirions, sévit. Or ce sol inexploité n'allait pas demeurer longtemps sans possesseur. Le redressement accompli par la France dans la deuxième moitié du XVe siècle et dans la première partie du XVIe, le développement du commerce, les débuts de l'industrie, permirent à des nobles et à des bourgeois avisés d'amasser quelque argent. Comme, en dehors de la banque (alors commerce de la *monnaie*), les valeurs mobilières n'étaient point productives, les aisés jugèrent profitables d'investir cet argent dans des propriétés rurales qui, terres nobles ou roturières, domaniales, concédées ou affermées, leur procureraient des revenus annuels. On acheta, on racheta de la terre, on s'efforça de reconstituer des propriétés qui avaient été morcelées, non pour y établir son domicile, ou pour les exploiter directement, mais pour en obtenir la rente. C'était le principe même du capitalisme, ainsi que le remarque M. Emile Mireaux ; le transfert de propriété qui se produisit lors de la Révolution française — en particulier par la vente des biens nationaux — s'il la détacha du système féodal, ne modifia point le caractère capitaliste de la propriété rurale.

Il y a dans le livre de M. Emile Mireaux bien autre chose qu'une analyse du régime de la propriété rurale, analyse magistrale mais qui pourrait paraître sévère. Les documents concrets : testaments, inventaires, mémoires, journaux, livres de comptes, interviennent à point pour nous placer dans la réalité quotidienne et dérouler des images pleines de pittoresque, de fantaisie et d'humour.

Les déboires du frère Pierre La Bruyère, de l'ordre de Cluny, régisseur du domaine de Noisy-le-Grand, propriété du prieuré royal (un *prieuré* est une « sous-abbaye ») de Saint-Martin-des-Champs, sont toujours d'actualité. Ces Messieurs du prieuré avaient affermé leur domaine à un certain Pierre Cuvillier à un taux de fermage (environ 10 livres — 3 000 de nos francs — par arpent de culture) si élevé que le fermier, débiteur de 11 507 livres, fut « saisi ». La saisie ne rapporta que 11 425 livres. Les fermiers devenant introuvables, ces Messieurs décidèrent d'exploiter directement leur domaine et en confièrent la régie au frère Pierre La Bruyère. Les affaires n'en allèrent pas mieux : en quatre ans, le déficit d'exploitation avait atteint quelque 4 000 livres. D'où âpres discussions entre le frère Pierre et le père procureur, celui-ci prétendant que le frère Pierre avait fait tort au prieuré de 12 000 livres, le frère Pierre répliquant que le déficit était dû à l'ingérence du père procureur, qui l'avait empêché d'administrer selon

ses vues le domaine. En fait l'inexpérience des moines, le caractère aléatoire de la culture agricole étaient les responsables du fâcheux écart entre les recettes et les dépenses.

Mille traits illustrent la trop inégale répartition des revenus du sol entre propriétaires et exploitants. Non seulement nobles, clergé, bourgeois possèdent, dans la Brie, la plus grande partie des terres cultivables, mais encore ils reçoivent, en espèces ou en nature, la plus grosse part des profits. Le haut clergé — car la condition des simples curés de campagne est fort modeste — est particulièrement bien traité. Les exploitants, qui sont aussi des exploités, ressentent vivement l'injustice de ces partages inégaux. M. Emile Mireaux, sans appuyer, indique qu'il y a là, tangibles, des causes de la Révolution française, qu'il est bien inutile de chercher ailleurs.

A la même époque, dans la région lyonnaise, la situation des ruraux est analogue, ainsi qu'on l'entrevoit dans l'importante étude de M. Louis Trénard, intitulée *Lyon. De l'Encyclopédie au Préromantisme* [1]. Cultivateurs et vignerons (du Beaujolais) sont toujours suspendus entre deux maux : la pénurie et l'abondance. Lorsque les récoltes sont maigres, elles se vendent cher mais il y en a peu ; lorsqu'elles sont bonnes, il y en a beaucoup mais elles se vendent mal. « Quand un cultivateur laborieux », écrit en 1770 un certain Brisson, « intelligent et aisé pousserait ses récoltes à cent mesures, il ne doit pas espérer se reposer dans sa vieillesse (...). Il est souvent exposé à être précipité dans l'indigence. »

Cela n'empêche pas les bourgeois lyonnais, industriels et commerçants, d'acquérir des terres et de se constituer de grands domaines. Certains d'entre eux, pendant la Révolution, y trouveront un refuge, voire une cachette, mais la Révolution marquera cependant la revanche des ruraux sur les citadins, les produits de la terre étant alors sans prix dans les villes affamées. Revanche temporaire car la grande propriété rurale recouvrera ses droits.

Bien entendu, et à ceci près que la noblesse et le haut clergé n'occupent pas, il s'en faut de beaucoup, la place qu'ils tiennent dans la métropole, les provinces d'outre-mer, qu'on appelait autrefois des colonies, ont un régime de propriété foncière qui reproduit, en les accentuant, les caractères de ce régime en France.

Pour notre instruction, notre édification et notre amusement, Moreau de Saint-Méry, qui fut mêlé à la Révolution et conseiller d'Etat sous l'Empire, avait eu l'heureuse idée de publier en les commentant, tous les documents, historiques, politiques, géographiques, topographiques qu'il avait pu rassembler sur la partie française de l'île de Saint-Domingue (aujourd'hui la *République de Haïti*) où lui-même avait longtemps vécu. Ce volumineux recueil vient d'être réimprimé avec notes et index dus à

1. Thèse de doctorat ès lettres, particulièrement remarquée, l'ouvrage de M. Louis Trénard (800 pages en deux tomes in-octavo), pourvu d'une bibliographie de 52 pages, ressortit à l'histoire sociale des idées et n'a pas le même objet que l'ouvrage de M. Emile Mireaux ; il embrasse toutes les activités humaines en fonction des principes qui les animent (*Presses Universitaires de France*).

Mme Blanche Maurel, archiviste paléographe et à M. Etienne Taillemite, archiviste paléographe, qui ont accompli un admirable travail de mise au point [1]. Si la plus grande partie de cette « description » ne peut intéresser que les seuls historiens, en revanche le tableau que brosse Saint-Méry de la vie des créoles, des métis et des noirs à Saint-Domingue fait songer à un « Boilly colonial ».

L'existence des blancs — en vérité des « petits blancs » — était assurément moins agréable à l'Ile Bourbon dans le même temps, si l'on en juge par la savante thèse de doctorat ès lettres que son auteur, M. Albert Longnon, a intitulée *L'Ile Bourbon pendant la Régence* [2]. Parmi les occupants de l'Ile Bourbon, d'abord escale dans l'Océan Indien, on comptait nombre d'aventuriers fatigués et de forbans à peine repentis ; ils ne brillaient ni par leur esprit de discipline ni par leur courage au travail. Les administrateurs qui se succédèrent au début du XVIIIe eurent grand mal à instaurer la culture du caféier, culture qui devait longtemps être la principale ressource de notre colonie de l'océan Indien. Parente pauvre de nos provinces.

DE L'ETOFFE POUR L'HISTOIRE

Théophraste Renaudot, à qui l'on conteste, sans grande apparence, le mérite d'avoir créé, en 1631, la première gazette hebdomadaire en France, a admirablement défini le rôle de ce qu'on nommera, beaucoup plus tard « la presse », et fixé ses limites. Parlant du *Mercure français* dont il avait repris la direction, il écrit : « *Ce ne sera pas une histoire accomplie de toutes les conditions requises à la perfection mais de l'étoffe pour la faire.* » Et se défendant, à propos des nouvelles imprimées dans sa *Gazette de France*, d'en garantir toujours l'exactitude, il note avec beaucoup de finesse :

« En une seule chose, ne céderai-je à personne ; en la recherche de la vérité, de laquelle néanmoins je ne me fais pas garant, étant malaisé qu'entre cinq cents nouvelles écrites à la hâte, d'un climat à l'autre, il n'en échappe quelqu'une à nos correspondants qui mérite d'être corrigée par son père le Temps ; mais encore se trouverait-il peut-être des personnes curieuses de savoir qu'en ce temps-là tel bruit était tenu pour véritable. »

Puis, non sans ironie, Renaudot invite ses détracteurs à lui communiquer « des nouvelles plus vraies » que celles qu'il publie.

J'emprunte ces citations au livre, plein d'intérêt, qu'a récemment publié M. Charles Ledré : *Histoire de la Presse* [3]. Il s'agit ici surtout de la presse parisienne, la presse étrangère et notre presse de province n'occupant qu'une place restreinte dans un livre de 400 pages.

1. *Description de la partie française de l'Isle de Saint-Domingue.* 3 vol. Librairie Larose, éditeur.
2. Librairie Larose, éditeur.
3. Fayard, éditeur.

L'auteur, qui connaît à fond son sujet, décrit avec netteté l'évolution de la presse, et en indique les phases. De 1631, date où Renaudot obtient le privilège qui lui permet d'éliminer tous ses concurrents, à la loi de 1881 qui affirme « *L'Imprimerie et la Librairie sont libres* » (en principe), la presse conquiert peu à peu son autonomie, multiplie ses organes, étend son champ d'action, modifie ses formules. Dès le XIXe siècle, elle apparaît comme le *quatrième pouvoir* dont a parlé Balzac, pouvoir que redoutent les gouvernements, soumis à sa sévère et discordante censure, quand ils n'ont pas la force ou la volonté de la bâillonner.

A côté de faits connus, on trouve dans l'ouvrage de M. Ledré des informations curieuses. Saviez-vous qu'Emile de Girardin, un de nos journalistes les plus ingénieux, avait soumis aux ministres de Louis-Philippe un plan où il exposait qu'une ample diffusion des nouvelles par les journaux n'aurait aucun inconvénient si ces journaux étaient assez nombreux et de tendances assez diverses pour se neutraliser ? C'était voir loin. Et connaissez-vous la définition — très mauvaise — qu'a donnée Jean-Jacques Rousseau de la presse : « *Une occupation de manœuvres, pas d'architectes.* »

Quelle erreur ! Un journal, chaque numéro d'un journal, est une construction. Construction éphémère, mais qui requiert les soins et d'un architecte et d'ouvriers du bâtiment. Parler de construction, c'est faire allusion au choix des informations, à leur répartition selon des plans différents, à leur présentation et littéraire et matérielle. La mise en pages, art subtil, par lequel les nouvelles sont « servies » au lecteur sous un angle et dans un éclairage déterminés, a accompli, depuis 1914, des progrès tels qu'elle a atteint une sorte de perfection.

— M. Raymond Manevy, qui fut rédacteur en chef dans de grands journaux parisiens, est précisément un remarquable technicien de la mise en pages. Art majeur et presque magique, puisqu'il peut changer les noix en citrouilles, réduire les dinosaures à la dimension de lézards de murailles, faire passer les muscades sous le nez du lecteur sans qu'il les voie.

Raymond Manevy a déjà écrit trois livres sur l'histoire de la presse dont le dernier : *La Presse française de Renaudot à Rochefort* [1] vient de paraître. Raymond Manevy, tout en retraçant à larges traits l'histoire des journaux, de 1631 à 1870, s'arrête à des faits caractéristiques. Par exemple, la résistance qu'en juillet 1830 oppose le directeur du *Temps*, qui fait reculer le serrurier, chargé par la police de pénétrer dans l'imprimerie, et lit devant lui le code pénal. Ainsi la création du « grand reportage » par Henri de Latouche à propos de l'affaire Fualdès et le premier conflit aigu entre magistrats et journalistes. Ainsi, l'apparition, en 1840, du journal *L'Atelier*, entièrement rédigé et composé par des ouvriers. Faits tout à l'honneur de la presse française et que Raymond Manevy a eu raison de bien « mettre en pages ».

— Les agences de presse, si elles emploient des journalistes, ne sont pas

1. J. Foret, éditeur.

à proprement parler, des journaux. De création récente, puisque le bureau Havas fut fondé par Charles Havas en 1832 et ne prit le nom *d'agence* qu'en 1835, l'agence de presse est une entreprise de chasse aux nouvelles qui seront ensuite offertes, contre paiement, aux journaux. On a dit que l'agence de presse était un « journal pour journaux » ; on pourrait dire également que l'agence capture le gibier, puis le vend aux journaux qui l'accommodent à leur gré.

On aperçoit aussitôt la différence essentielle qui existe entre agences et journaux. Celles-là ont pour objet de *transmettre* les nouvelles après les avoir recueillies ; ceux-ci portent leur effort sur la *présentation* des nouvelles, le mot *présentation* englobant leur expression littéraire ou imagée et leur « arrangement ». Il en résulte que les techniques du journalisme sont principalement des techniques de présentation, et celles des agences de presse des techniques de transmission. Le titre : *Un siècle de chasse aux nouvelles*[1] que M. Pierre Frédérix a donné à un livre de 450 pages, où est exposée l'histoire de l'Agence Havas (France-Presse, successeur) de 1835 à 1957, est donc excellent, et annonce un ouvrage dont la documentation est aussi remarquable que la mise en œuvre des documents. Une préface du regretté André Siegfried, de l'Académie française, qui excellait à faire le tour, en quelques pages, des questions les plus touffues, nous introduit dans les coulisses, peu connues, des agences de presse.

On mesure quels obstacles durent surmonter Charles Havas, ses continuateurs, ses imitateurs, pour rassembler des informations sûres et les transmettre le plus rapidement possible. Combat incessant contre la montre et contre l'erreur. Car — et c'est ce qui donne du pathétique au livre de Pierre Frédérix — l'agence de presse vivait dans la crainte, on pourrait dire dans la terreur, de propager une fausse nouvelle. Je dis « vivait », car, depuis 1914, les agences de presse, antérieurement connectées entre elles, ont pris un caractère national ; si elles recherchent toujours des informations exactes, elles sont moins rigoureuses quand les informations servent ou desservent les intérêts nationaux. En temps de crise, l'agence risque même de devenir une agence de propagande : autant dire qu'elle répand alors autant de mensonges — au moins — que de vérités.

QUELQUES LIVRES

— Par un paradoxe apparent les ouvrages de C. W. Ceram ont dû leur immense succès au fait que l'auteur n'était pas un archéologue professionnel. Venu à l'étude de l'archéologie par curiosité, il était mieux placé que les professionnels pour discerner ce qui intéresserait, frapperait des lecteurs mal informés de cette science nouvelle et encore remplie d'incertitudes.

Le livre de luxe — typographie et illustration irréprochables — qu'il

1. Flammarion, éditeur.

publie aujourd'hui : *L'Aventure de l'Archéologie* [1] porte non sur l'archéologie elle-même mais sur l'histoire de la découverte archéologique. C'est à une époque récente, au XVIIIe siècle (quoique le sarcophage, enfermant le corps presque intact d'une jeune Romaine, déterré sur la voie Appienne en 1485, eût suscité un vif intérêt) qu'elle commença, et c'est seulement au XIXe siècle qu'on procéda avec méthode. A noter que des « amateurs », inspirés, ou favorisés par la chance, ont eu presque autant de part à cette découverte que les savants. Un caractère de ce beau livre est que l'illustration « colle » au texte, qu'elle fait corps avec lui, ne va ni en-deçà ni au-delà. Cela posait un problème de *mise en pages*, comme il est dit plus haut, difficile à résoudre. La solution est ici particulièrement élégante.

— L'originalité d'un autre très beau livre : *Le Film de l'Histoire médiévale* [2], par M. Robert Latouche, est double. D'une part l'auteur, qui est un médiéviste de qualité et non point un agile compilateur, a choisi les événements et les textes qui donnent au lecteur l'idée la plus juste d'un Moyen Age, qu'il fait d'ailleurs commencer — la chose est raisonnable — à Charles le Chauve et finir à Philippe le Bel. Or cette idée est loin d'être toujours conforme à celle qu'ont laissée en notre mémoire nos manuels de classe. Ainsi telle citation nous indique combien la croisade contre les Albigeois fut impopulaire au Languedoc, cathares et catholiques trouvant, les uns et les autres, odieuse l'intervention des « Français ». Quant aux images, très nombreuses, leur collecte représente un tour de force, car elles sont, toutes, datées de l'époque exacte qu'elles doivent évoquer. Ceux qui ont travaillé à illustrer des textes médiévaux savent combien une telle concordance est ardue à réaliser.

— Parmi tous les champs de l'histoire où M. Lucas Dubreton se meut avec aisance, l'Italie de la Renaissance est celui, on le sent, qui lui plaît davantage. Avec autant d'érudition que d'amour, il a donc écrit un livre de la célèbre collection : *La Vie quotidienne*, intitulé *La Vie quotidienne à Florence au temps des Médicis* [3]. Il est vrai que l'existence des Florentins, de 1480 à 1530, est une aventure extraordinaire, tissée d'or et de sang, si riche en exemples inouïs que, dans tous les domaines, de la philosophie aux arts plastiques, il semble que les hommes ne puissent rien vivre que n'aient déjà « vécu » les Florentins. Quel système politique Florence n'a-t-elle expérimenté ou conçu ? Et l'art surréaliste a-t-il inventé, dans le genre macabre, plus étonnante machine que le *Char de la Mort*, œuvre du fantasque Piero di Cosimo ?

— Le duc de La Force, de l'Académie française, publie, dans la collection réservée (aux Immortels), *Les Quarante, Amours et Usages de Jadis* [4], où

1. Hachette, éditeur.
2. Arthaud, éditeur.
3. Hachette, éditeur.
4. Fayard, éditeur.

figurent sous un certain jour des dames illustres qui ont nom Anne d'Autriche, Mademoiselle de La Fayette, Mlle de La Force, Mme de Genlis, qui fut préceptrice dans la famille d'Orléans. L'auteur s'attache surtout à la *couleur locale*, c'est-à-dire au décor, matériel et spirituel, où ont évolué ses personnages. Décor très différent du nôtre, mais toujours curieux. En particulier les lettres de la princesse Louise et de la princesse Marie, filles du roi Louis-Philippe, sont d'une vivacité et d'une sensibilité charmantes.

— Ce sont également des dames illustres, mais cette fois galantes, que M. Louis Hastier met en scène dans *Piquantes aventures de grandes dames* [1]. On connaît l'opiniâtreté de M. Louis Hastier à fouiller les coins obscurs de l'histoire, mineure ou majeure ; on sait qu'il a fait d'intéressantes trouvailles, et qu'il ne revient jamais les mains vides de ses tournées chez les antiquaires de papier.

Les cinq originales qu'il évoque cette fois : la marquise de Richelieu, petite-nièce de Mazarin, épouse du petit-neveu de Richelieu ; Emilie de Beauharnais, nièce de Joséphine ; la duchesse de Plaisance, fille de Barbé-Marbois, femme d'un Le Brun, aide de camp auprès de Bonaparte ; la princesse florentine de Lamartine, qui n'était pas princesse ; la princesse Christine de Belgiojoso, qui était princesse et distingua Alfred de Musset en ne l'agréant pas pour amant, ont toutes connu des aventures sentimentales ou romanesques qui sortent de la banalité. Et sur chacune d'elles, M. Louis Hastier fait des révélations, fort piquantes en effet, dues à la découverte de documents inédits ou pratiquement inconnus.

— Il convient de saluer avec admiration l'achèvement d'une entreprise audacieuse : présenter en huit volumes l'histoire des relations internationales [2]. M. Pierre Renouvin qui avait conçu le projet et qui a écrit quatre volumes, termine ce monument par l'histoire de la crise de 1929 à 1945 et par une conclusion générale qui est en même temps un plan pour les recherches futures.

Les relations internationales comprennent à vrai dire tous les rapports entre les peuples : démographiques, économiques, diplomatiques, culturels... et militaires, car la guerre n'est qu'une crise aiguë dans ces rapports, précédée par des incubations et suivie de complications. L'idée maîtresse se dégage que l'Europe, après avoir été très longtemps la conductrice du monde presque entier a perdu, par ses « guerres civiles », une hégémonie qui s'est partagée entre les Etats-Unis et la Russie — l'Asie et l'Afrique hésitant à se ranger dans l'un ou l'autre camp. Mais pour que la Chrétienté, puis l'Europe se déchirent et se détruisent il en a fallu, du travail ! Quel beau travail ! Pour l'apprécier nous avons le choix entre un mot de Laclos : *Comme les gens d'esprit sont bêtes !* et une exclamation de Molière : *Tu l'as voulu Georges Dandin !*

PIERRE AUDIAT

1. Fayard, éditeur.
2. *Histoire des Relations internationales* (Hachette, éditeur).

LE MOIS A PARIS

Les Trésors d'Art précolombien. — A la galerie Charpentier, qui fait une fois de plus office de musée et reçoit de Zurich un ensemble de près de six cents pièces d'art précolombien, nous subissons, toutes proportions gardées, un choc pareil à celui que nous avait donné voici quelques années l'exposition des Arts du Mexique. Il a fallu, naturellement, se limiter à des objets de petites dimensions : statuettes, bijoux, céramiques, mais qui ont un tel potentiel, ou, pour employer un mot à la mode, tant de *magie*, que l'on peut prévoir l'envoûtement qu'ils exerceront sur les profanes mêmes que les déformations et les cruautés picassiennes ont préparés à admirer ces dieux griffus, hérissés, à gueule de jaguar ou de serpent, et peu rassurants même lorsqu'il s'agit du dieu de la turquoise ou du dieu des fleurs.

Quelles erreurs de dates on risquerait de commettre sans les affirmations des archéologues, heureux de s'aventurer dans les siècles et de voir attribuer des titres de noblesse à un art auquel fut si longtemps refusé tout caractère de beauté ! Telles œuvres de la civilisation dite *occidentale*, ou du *Golfe*, vieilles de plusieurs siècles avant Jésus, que leur réalisme, leur aspect anecdotique ou leur agitation — bossus, hommes-serpents, danseurs, guerriers, petites scènes à figuration multiple — feraient croire récentes, sont en réalité antérieures à telle poterie maya, à tel masque taotihuâcane ou à telles représentations du serpent à plumes ou du dieu de la pluie dont le dépouillement semblait de date antérieure et qui sont aztèques (1324 à 1551 après J.-C.).

La présentation, dans la pièce du fond et la grande salle d'entrée, de sculptures, de céramiques très heureusement disposées sur des gradins dont l'architecture rappelle les pyramides aztèques de Mexico (et qui,

même protégées par des vitrines, répandent une odeur de terre et de tombe) contraste avec le précieux du *Temple de l'Or*, de l'or-soleil. Là le métal le plus pur, fondu ou forgé, se détachant sur un fond bleu-sombre (chaînes, colliers, ornements de nez ou de poitrine) voisine avec des objets de toutes sortes que d'admirables artisans ont ciselés dans le cristal de roche, le jade, l'hématite ou l'obsidienne. Beaucoup de ces œuvres, de valeur artistique fort inégale, tiennent une partie de leur mystère de ce qui subsiste pour un Européen d'incompréhensible dans leurs allusions à tel mythe, à tel rite ou à tel symbole.

Roger Bissière. — Professeur à l'Académie Ranson — où il professa de 1925 à 1938 et forma de remarquables élèves comme Manessier — Roger Bissière, retiré depuis vingt ans dans son Quercy natal, ne le quitta guère que pour organiser chez Drouin et chez Jeanne Bucher quelques rares expositions à la suite desquelles lui fut décerné en 1952 le Grand Prix national des Arts. C'est dans l'angoisse que ce solitaire, enclin par scrupule aux théories et divisé entre les influences, a cherché à voir clair en lui-même.

La rétrospective du Musée d'Art Moderne, passant rapidement sur les débuts, marqués par le Cubisme, insiste surtout sur des œuvres peintes au cours de ces dix dernières années, de plus en plus libérées des apparences et marquées par la découverte de Klee. On dirait que Bissière, peu inventif dans le choix des thèmes, a compris que, désormais, c'est dans la minutieuse organisation des valeurs et des tons qu'il parviendra à mettre le plus raffiné de ses dons. Ses tableautins, peints sur toile ou sur des bois rugueux, ont tantôt la matité de la fresque, tantôt des rutilences de vitrail ou de mosaïque. L'aboutissement de ces recherches est dans des tapis faits de minuscules fragments d'étoffes savamment cousus et dont le décor emprunte à des sources coptes, aztèques ou nègres.

Cet ensemble de travaux, qui ne se différencient que légèrement les uns des autres, laisse le regret qu'un peintre aussi sensible et de tant de goût ait cru devoir rompre avec le monde extérieur et avec une vie intérieure qu'on sent, pourtant, des plus actives.

CLAUDE ROGER-MARX

Léon-Paul Fargue. — Dans la collection *Classiques du XXe siècle* (Editions Universitaires), où elle a déjà signé deux ouvrages, consacrés l'un à Anna de Noailles, l'autre à Paul Valéry, Edmée de La Rochefoucauld donne aujourd'hui un Fargue qui ne sera pas moins apprécié. Fargue, causeur, apparaissait porteur d'immenses et très intéressants souvenirs ; il avait traversé les milieux les plus opposés ; il trouvait une façon toujours nouvelle et parfaitement inattendue d'observer les hommes et de considérer l'actualité ; enfin il connaissait Paris comme s'il eût écouté à toutes ses portes, exploré toutes

ses rues et bavardé avec tous ses commerçants, ses coiffeurs, ses oculistes, ses relieurs, ses princes et ses gueux. Ce qui lui permettait de pratiquer de manière fort attachante une conversation générale (au sens de médecine générale) avec des diplomates et des savants, des juristes ou des archéologues.

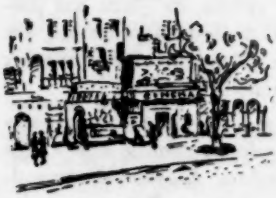
On s'apercevait alors très vite que Fargue donnait forme et valeur d'art aux confidences, aux lettres, aux sentiments, à la camaraderie, aux conversations téléphoniques, aux déchets de la vie, à toute une matière baudelairienne et verlainienne qu'on n'admet plus aujourd'hui qu'au cinéma et dans la chanson. Bon nombre de ses poèmes et de ses chroniques partent, comme il le disait lui-même, du tout venant de la vie quotidienne. Comme Charles-Louis Philippe et Larbaud, un certain ton lui est naturel pour parler des choses simples et vraies, humaines et graves, de l'âme des passants, du spectacle quasi comestible des rues et de leur population, des fenêtres, des toitures, des squares. Un ton fait de splendeur et de douceur, qui est rassurant et qui possède aussi un agrément inimitable.

Edmée de La Rochefoucauld a très finement analysé ces divers aspects et ce talent de l'homme à la fois narquois et profond, comme elle a très bien expliqué les affinités de Fargue avec Rabelais, Aloysius Bertrand, Lautréamont. J'ajouterai La Fontaine et Albert Glatigny. Non pas seulement dans le domaine du vocabulaire ou des bizarreries. Mais dans les visions. Car souvent le poète s'élevait, devenait prophétique, jusqu'à annoncer nos tentations interstellaires. Comme Claudel, comme Romains, et tant de ses amis, si Edmée de La Rochefoucauld voit en Léon-Paul Fargue un personnage, un homme de trouvailles, de maximes, de formules, un inventeur de mots et de mondes, un mystique baroque, un noctambule, un poète tout ensemble mélodieux et naturaliste, elle décèle également en lui un grand esprit, un sage, un écrivain de race qui croyait à l'art et à la mort de l'art. Car il crut à la fin de l'art au moment de sa mort édifiante, à son remplacement par des techniques et au remplacement de la beauté par des produits de beauté. Ce fut certainement là pour lui un moment d'effroi dont la résonance est perceptible dans maint texte.

Fargue était peu connu du grand public. Et même ceux qui le fréquentèrent intimement aimaient propager une légende. Il s'est un peu éloigné aujourd'hui et cette légende prend forme. Or, Fargue eut une vie précise et normale, avec des phases et des plans. Et ce n'est pas le moindre mérite d'Edmée de La Rochefoucauld que de nous le rappeler par un découpage heureux et adroit de son livre. Nous revoyons ainsi Fargue lycéen, soldat, jeune homme de lettres habitué du *Mercure de France*, ami des peintres, des musiciens et des ministres, fondateur de la revue *Commerce* avec ses amis Valéry et Larbaud, prix de la *Renaissance*, chroniqueur, piéton, homme de cafés, de taxis, de gares, de réunions intimes, Fargue brillant causeur, Fargue mondain, puis Fargue voué à l'immobilité à la suite d'une attaque, Fargue enfin recevant à son chevet le jury qui venait de lui décerner le Grand Prix de la Ville de Paris.

Ce petit livre, assez considérable par ses échappées et les songes qu'il peut éveiller, contient en outre une pièce inédite qui fera la joie des lecteurs curieux : c'est une lettre de Fargue à M. Martin, alors directeur du Métro. Lettre aujourd'hui conservée à la bibliothèque Doucet et concernant Claude Debussy. Fargue l'avait bien connu ; il aimait de lui cet avertissement : « Apprenez que le Schah de Perse possède un orgue électrique qui joue le prélude de *Parsifal* à s'y méprendre. » Comme il aimait certaines déconcertantes mises au point de Thibaudet, comme il aimait tant de choses encore, qu'Edmée de La Rochefoucauld nous rappelle avec infiniment de bonheur et de goût.

ANDRÉ BEUCLER



Le Cinéma. — Il faut bien reconnaître que le cinéma américain a rayonné sur le monde, de 1915 (*Forfaiture*, les premiers Charlot) à 1939 (les comédies de Capra et de Lubitsch). Les écoles suédoise, allemande, russe, française, n'ayant brillé que d'un éclat passager.

Il faut reconnaître aussi que le phare américain, allumé pendant la première guerre, s'est éteint pendant la seconde et qu'aujourd'hui, il ne nous découvre plus guère d'horizons. Pourtant, ici et là, une lueur nous rappelle la splendeur passée. Ici, c'est un Hitchcock, roi du « suspense ». Là, quelque comédie un peu débridée mais parfaitement spirituelle.

Je pense au film intitulé *Auntie Mame* (en français *Tante Mame*), qui passe à l'Ermitage et a pour vedette Rosalind Russell. L'histoire, tirée d'un roman qui a eu une grande célébrité locale, n'offre pas un intérêt prodigieux. Une brave dame parfaitement farfelue a reçu de son frère à la fois un immense héritage et la tutelle d'un neveu. L'affection qu'elle porte aussitôt à l'enfant corrige en partie ses excentricités. Ses disputes avec la partie conformiste de la famille, le triomphe final de la fantaisie sur le snobisme, la pudibonderie et le respect de l'argent tout est conté de la manière la plus plaisante qui soit, d'autant plus que Rosalind Russell déploie une verve aussi trépidante que sympathique. Evidemment, cela ne va pas très loin et certains passages sont manqués ou forcés. C'est tout de même une très distrayante soirée.

— Je n'en dirai pas autant de *La Loi*. Le roman de Vailland était bon. Mais il décrivait les mœurs précises d'une époque où le seigneur des Pouilles régnait encore sur ses servantes comme sur des esclaves. La manie que l'on a de tout transposer dans les temps actuels sous le mauvais prétexte que les films à costume « ne payent pas » suffit à compromettre un argument qui valait essentiellement par son authenticité historique. Mais que ne dirait-on pas si, comme moi, on avait vu ce film bipatride en Italie ? Là-bas, il s'appelle *La Legge*. Lollobrigida parle italien, ce que l'on admet : Montand et Brasseur aussi, ce qui est déjà plus surprenant.

Mais, surtout, on a situé l'action en Corse et on a poussé le réalisme jusqu'à transformer les billets de cent lires en billets de cent francs. Pourquoi ? Mais, voyons, parce qu'on ne peut pas dire à Rome ou à Florence qu'il y a des paresseux, des paillards et des hommes cruels en Italie. Il faut absolument les situer dans un pays ami de la Communauté européenne. Ainsi privée à la fois de lieu et de temps, l'aventure n'a plus une ombre de signification.

— Je n'en dirai pas tout à fait autant du dernier film de Litvak. *Le Voyage*. Un bon départ, inséré dans la révolution hongroise, nous laisse espérer beaucoup. Malheureusement, le terrible et superbe Russe, incarné nécessairement par Yul Brynner, tombe non moins nécessairement amoureux de la belle lady anglaise et nous sautons dans le conventionnel. Trop de nécessités, et commerciales plus que psychologiques, viennent gâcher nos espérances.

JEAN FAYARD

UN PAYS TOUT NEUF. — Depuis quarante-ans, la France — et Paris en particulier — est laissée à l'abandon : notre patrimoine immobilier n'est plus entretenu et nos villes et nos villages présentent un tel état de délabrement que les étrangers s'en étonnent et que les touristes nous fuient.

Il y avait bien une loi, qui datait de cent sept ans — exactement — qui permettait aux pouvoirs publics d'exiger le ravalement des immeubles dans Paris tous les dix ans. Ce décret avait été étendu à certaines villes de province, mais il n'était plus appliqué depuis les fameuses lois sur les loyers. On ne pouvait pas exiger d'un propriétaire qui ne parvenait pas à entretenir son immeuble d'en faire encore le ravalement.

M. Pierre Sudreau a compris qu'il était moins coûteux d'empêcher quatre millions de logements de tomber en ruines que d'en construire 300 000. Car si nous construisons 300 000 logements par an, il y en a quatre millions qui, peu à peu, sont voués à la décrépitude.

Bien entendu, il n'est pas question d'obliger du jour au lendemain les propriétaires à remettre leurs immeubles en état. L'effort, pour cette année, portera sur les villes offrant un véritable intérêt esthétique et, dans ces villes, sur les rues les plus prestigieuses. A Paris, par exemple, on obligera les propriétaires du faubourg Saint-Honoré et des Grands Boulevards, de la Madeleine au faubourg Montmartre, à procéder au ravalement. Ce sont, en général, des immeubles luxueux ou commerciaux, pour lesquels les propriétaires touchent, *en principe*, des loyers suffisants.

Mais cette nouvelle loi pose des problèmes graves lorsqu'il s'agit d'immeubles anciens offrant un caractère artistique ou historique. Le proprié-

taire, dans ce cas, ne touche que des loyers dérisoires et il n'est pas question pour lui de faire les frais d'une remise en état convenable. L'Etat va-t-il se substituer à lui ? En ce qui concerne le Marais, par exemple, le Fonds national d'amélioration de l'habitat va-t-il contribuer au curetage de ces anciens hôtels qui, libérés des industries qui les occupent, pourraient être remis en état ?

Cette campagne pour l'entretien et l'amélioration du patrimoine immobilier que lance le Ministre de la Construction poursuit les mêmes buts que la campagne pour la sauvegarde des châteaux et demeures historiques de France ou l'association « Vieilles Demeures françaises ». La beauté de nos villes et de nos campagnes est faite, en grande partie, par ces maisons anciennes, ces manoirs et ces châteaux qui ont échappé à cent cinquante ans de vandalisme mais qui sont au bord de la décrépitude chaque fois qu'un particulier n'a pas veillé jalousement à leur entretien.

Nous avons des milliers de manoirs, de châteaux, d'anciens prieurés et d'abbayes transformés en fermes qu'il faut sauver au plus vite. Le gouvernement a enfin compris le danger : à une époque où se multiplient les instituts de beauté, la France doit elle aussi effacer ses rides et rajeunir son visage, mais la question de financement n'est pas facile à résoudre.

GEORGES PILLEMENT

NAPOLÉON III AUX INVALIDES. — Non. Ce n'est pas un anachronisme. Depuis le 20 mars et jusqu'à l'automne, le second Empereur des Français a reçu droit d'asile en ces Invalides édifiés par le Roi Soleil, mais si paradoxalement « détournés » par le premier Napoléon...

Depuis quelque dix ans, l'Association pour l'encouragement des Etudes napoléoniennes organise dans cette même salle d'honneur, chaque année, une exposition sur un thème impérial. L'essentiel des objets exposés provient des collections du Prince Napoléon, que l'abolition de la loi d'exil lui a permis de faire rentrer en France. Jusqu'ici, seul, l'Oncle était à l'honneur. A l'occasion du centenaire de la campagne d'Italie — Solférino, Magenta... — on évoque cette fois la mémoire du Neveu.

Nul doute : l'exposition est réussie. Le visiteur se sent d'emblée projeté en cette époque si proche et à la fois si lointaine. Visiblement, le but des organisateurs — notamment M. Alfred Monie, directeur de l'Exposition — a été d'évoquer la personnalité de Napoléon III, mais aussi le cadre où elle s'est affirmée. Or, ce but est atteint.

Le cadre, c'est l'essor industriel, assez prodigieux. On nous montre le Creusot, les travaux de Suez ; aussi des graphiques et maquettes symbolisant l'extraordinaire accroissement du réseau ferré. Le cadre, c'est cette

campagne d'Italie, victorieux aboutissement des espoirs et des rêves du *carbonaro* Louis-Napoléon. Des tableaux, des gravures restituent Magenta, les combats, les zouaves de Mac-Mahon, les voltigeurs de Canrobert, les fantassins de Niel... Une affiche : c'est le texte de la dépêche adressée par Napoléon III à Eugénie : « *La paix est signée entre l'Empereur d'Autriche et moi.* » L'apothéose : une immense peinture — art photographique s'il en fut... — représentant le défilé des troupes le 14 août 1859, place Vendôme, au pied de la colonne, devant l'Empereur !...

Le cadre encore : l'achèvement de la guerre d'Algérie. On oublie trop que Louis-Philippe avait laissé une Algérie insurgée, dangereuse, que l'Empire pacifia. Devant l'entrevue de Napoléon et Abd-el-Kader, je me prenais à rêver à ce voyage triomphal de l'Empereur en Algérie, aux promesses qu'il fit alors d'égalité entre musulmans et continentaux, aux perspectives d'« intégration » qu'il exprima. Mais il y eut Sedan. L'histoire de l'Algérie est celle des occasions perdues.

Etrange homme que ce Louis-Napoléon. Il voyait clair — et loin. Trop loin peut être : les visionnaires se perdent dans le quotidien.

On l'imagine fort bien à vingt ans, rêvant de gloire et de puissance, dans son exil d'Arenenberg. Le petit portrait de Jean Ender, peint en 1825, n'est pas le moins étonnant. Ce jeune homme romantique — presque beau — n'était pas « déplacé » au temps de Shelley, de Byron et de l'enfant sublime.

Voici le drapeau du coup d'état de Strasbourg en 1836, la maquette du fort de Ham. Louis avait dit : « Je régnerai. » Pour y aboutir, ce rêveur risqua sa vie trois fois. Au vrai, le rêve et l'action sont-ils si incompatibles ?

Il régna. Le pouvoir l'emprisonna. Quelle preuve que ce panneau de la voiture dans laquelle se trouvait l'Empereur le 14 janvier 1858, lorsque Orsini lança sur lui ses bombes ! Quelle preuve que le procès-verbal de la séance du Conseil privé du 12 mars 1858 — je le crois inédit — au cours de laquelle Napoléon exprime ses doutes et ses angoisses : graciera-t-il Orsini ?

Vingt ans de règne : le double du temps que le destin départit à Napoléon Ier... Vingt ans : la vie quotidienne, le mariage espagnol, le petit prince...

Aimez-vous le pittoresque ? J'ai copié pour vous le menu du 10 décembre 1859 :

Les Pieds truffés.
Les Beefsteaks au beurre d'anchois.
Les Poulets à la Crapaudine.
La Mayonnaise.
La Galantine à la gelée.
Les Pommes de terre à la Duchesse.
La Brioche.

Qui a dit qu'un bel appétit était l'indice d'une bonne conscience ?

ALAIN DECAUX

ARMAND LANOUX. — De la Nef des Fous (Prix Populiste 1948) au *Rendez-vous de Bruges*, l'autorité d'Armand Lanoux n'a cessé de s'affirmer. Mais à l'inverse de ceux qui, courbés sur leur sillon, ont choisi pour leur œuvre une voie étroite et sûre dont ils ne s'écartent pas, Lanoux n'a cessé de gambader d'un pâturage à l'autre, et d'enfourcher tous les genres — de l'essai au poème, du conte surréaliste aux nouvelles, du roman de caractère à la peinture de mœurs, et de la critique au portrait. Vif et pétulant dans *les Lézards dans l'Horloge*, il est grave, avec des côtés d'historien, dans *le Commandant Watrin ;* se mesure-t-il à la biographie (genre périlleux !) il n'y ressemble à personne : *Bonjour, Monsieur Zola !* narquois et familier, lance une mode et fait songer à une suite d'interviews qui auraient vraiment eu lieu. *L'Or et la Neige* que rééditent aujourd'hui les Productions de Paris (dernière métamorphose de l'éditeur Pierre Amiot), appartient à sa veine pétulante, où l'humour affleure la vie quotidienne. « Cette histoire de mer se passe à terre », comme chez les *Aventuriers passifs* de Pierre Mac Orlan. Comme l'auteur de *Père Barbançon*, Lanoux est de ces marins qui restent à quai et qui répètent : « Ah ! Colombo... Colombo... Calcutta... Singapour ! », en se gardant d'aller y voir de trop près. Pour eux, l'aventure n'a de charme que lorsqu'elle appartient au passé. « Quand on la vit, ça n'est jamais qu'une succession d'ennuis majeurs. »

Joris Cross est un de ces personnages fallacieux et pittoresques qui abondent dans les feuilletons : un mauvais garçon à demi-célèbre, qui abonde en maximes à l'emporte-pièces et se croit tout permis parce qu'il a du succès auprès des dames de petite vertu. Sensuel et désenchanté, sceptique et jouisseur, il aime « les belles tables, la chère succulente, les vins précieux, les jolies filles, les douces étoffes », les longs voyages. Jusqu'ici, tout lui a réussi. Mais un matin, il quitte l'hôtel de la petite ville catalane où se passe l'action, Salanquès « au pied des Albères, devant la mer grecque ». On le reverra que mort, au bout de la jetée. Accident, suicide, assassinat ? Il n'est pas facile de répondre, avant d'avoir élucidé l'existence mystérieuse de Joris Cross. Un trésor — que transporte un étrange cargo, *le Biliton* — une danseuse nue, une tireuse de cartes, et l'ombre de la guerre qui, peu à peu, s'étend sur l'Europe, ne contribuent pas à éclaircir cette histoire, qui attendra la dernière page pour nous devenir intelligible, selon les meilleures traditions du roman policier. Comme Armand Lanoux le reconnaît volontiers, il ne faut pas trop attendre de ce roman sans prétention, mais non saveur. Du moins l'auteur, depuis 1946 (année où parut le livre, sous le titre *les Feux du « Biliton »*), a-t-il resserré ses boulons, sans ôter à son récit la couleur locale et la vie qui en font le principal mérite. Ce qu'on ne saurait dénier en tout cas au romancier (et qui s'en étonnerait de la part du poète de *la Tulipe Orageuse ?*) c'est sa verve et son aptitude à nous entraîner dans les méandres d'une intrigue compli-

quée. Ce n'est pas bouder le plaisir que nous avons pris à sa lecture que d'ajouter que, depuis ce roman de jeunesse, l'auteur nous a rendu plus exigeant...

PIERRE DE BOISDEFFRE.

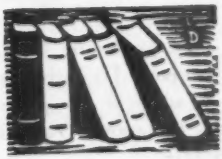
RENAISSANCES FINANCIÈRES. — Le plus difficile, dans une entreprise de redressement, c'est de la faire comprendre. Elle s'exprime déjà par des faits et des chiffres ; les spectateurs lointains l'applaudissent ; ceux qui y sont directement intéressés n'y voient encore que du feu ou, pire, ils n'en éprouvent que les inconvénients ; et les plus fortes démonstrations sont barrées par l'inertie des habitudes.

Pour former l'opinion, M. Robert Lacour-Gayet a pris un biais ingénieux, plaisant et efficace. Dans son livre *Les Renaissances financières de la France* (Hachette), il s'est reporté à notre propre histoire. Elle est longue et belle. Elle a été aussi, plus d'une fois tourmentée. Dans ce qui touche la finance et la monnaie, le dernier demi-siècle incline nos contemporains à ne concevoir qu'une suite fatale d'expédients, d'escroqueries et de faillites. Dans notre grand passé, on trouve, Dieu merci, tout autre chose. Qui sait ? Peut-être l'image même de notre proche avenir.

Comment peut-on se référer à saint Louis, ou à Charles V ? Les leçons mêmes de Colbert ou du cardinal de Fleury sont-elles devenues inutilisables, dans les conditions du monde actuel ? Un rare mérite, parmi beaucoup d'autres, d'un livre excellent, c'est de rendre parfaitement claire la distinction de la technique et de ses bases. La première change, bien entendu ; la seconde, non : le travail, l'ordre, l'honnêteté sont autant de valeurs éternelles et indévaluables.

Ce serait donner du livre une idée injustement fausse que d'y montrer seulement des abstractions. Tout au contraire, il fait revivre, d'une manière frappante et attachante, ces rois et ces ministres qui ont fait la France. Ils sont si proches de nous, qu'ils nous rendent confiance : visiblement, la race n'en est pas perdue.

F. F. LEGUEU



LES CROISADES DE GEORGES PILLEMENT. — On ne louera jamais assez le courage et l'obstination avec lesquels Georges Pillement, ayant repris la tradition de Mérimée, défend notre patrimoine artistique. Quand on fera l'inventaire des trésors qu'il a contribué à sauver, le jour où le grand public comprendra vraiment ce que représente le prodigieux héritage architectural dont nous bénéficions, peut-être ce jour-là rendra-t-on pleinement justice à son effort, mais ce qu'on ne

saura pas et ce que ses amis se doivent de dire maintenant, c'est que dans sa carrière de *défenseur*, il a délibérément renoncé aux très honorables avantages que ses travaux d'historien devaient légitimement lui assurer. Il n'est pas sans danger de dévoiler certains saccages très officiellement préparés.

Si l'action de G. Pillement se limite dans la *Revue de Paris* à la défense et à l'illustration de notre capitale, elle s'étend d'ailleurs à toute la France [1]. Sa série, *La France inconnue* (Grasset) groupe déjà quatre volumes d'itinéraires archéologiques : *Sud-Est, Sud-Ouest, Centre-Sud, Nord-Ouest* que complète aujourd'hui un cinquième tome *Le Nord et la Normandie*. Suivant sa méthode habituelle Pillement propose un certain nombre de « Voyages en zigzags » qui permettent, en gagnant une ville choisie comme terme de pèlerinage, de visiter au passage ces châteaux, églises, abbayes et maisons de ville composant précisément ce qu'il appelle, non sans raison, la *France inconnue*. En l'espèce les cités terminus sont Cherbourg, Bayeux, Le Havre, Boulogne, Calais, Dunkerque, Lille, Bruxelles. Beaucoup d'occasions, hélas le long de ces parcours, d'évoquer des destructions irréparables : cathédrales de Boulogne-sur-Mer, de Cambrai (« *rivale de Tournai* ») victimes de la Révolution ; Saint-Jean-des-Vignes de Soissons démolie par son évêque (en 1804) ; plusieurs églises et l'hôtel de ville d'Amiens, le beffroi de Péronne, l'hôtel de ville de Saint- Omer (« *unique en France* ») abattus par des municipalités; des quartiers entiers d'Amiens, d'Abbeville, de Saint-Quentin, de Dunkerque, de Rouen, de Caen, de Valognes, les beffrois d'Arras (ville sans cesse mutilée qui, au temps de sa splendeur « *aurait pu rivaliser avec Bruges* ») de Bergues, de Bailleul, de Commines, l'extraordinaire château de Coucy, soufflés par la tourmente des deux dernières guerres. Autant de lieux ravagés qui ne sont cités ici que parmi beaucoup d'autres. Et l'on n'en a pas fini avec les périls : le célèbre château d'Arques, que Français et Anglais se disputèrent furieusement à maintes reprises mais dont les belles ruines subsistent encore est en voie d'anéantissement ; celui de Crouy-sur-Ourcq « *édifice encore remarquable* » va bientôt s'effondrer ; la vieille enceinte de Calais est condamnée par un plan d'urbanisme, etc.

Qu'on se rassure : le livre de Pillement n'est pas exclusivement consacré aux chefs-d'œuvre disparus. Il nous guide parmi ceux qui subsistent, les explique, les fait admirer ou aimer et apaise la curiosité que suscitent soixante-quatre photos-repères. Les manoirs de Coupesarte et de Grandchamp révèlent les élégants châteaux à pans de bois de la vieille Normandie. Victot les séduisants manoirs à briques vernissées. La beauté de Miromesnil nous éclaire sur certaines nostalgies de Maupassant. L'admirable château de Benouville permet une fois de plus d'admirer le génie de Ledoux, le constructeur de nos Propylées et de ces étonnantes salines d'Arc et Senans qui mériteraient une renommée mondiale.

On ne suit pas ainsi le passé à la trace sans faire surgir des héros de

1. Il a consacré également plusieurs ouvrages à l'Espagne architecturale.

comédie ou de tragédie. Les maisons sont le mémorial des romans vécus. En voici un, tiré de cette vaste bibliothèque de pierres. Au château de Tourlaville s'écoula l'enfance de Julien et Marguerite de Ravallet, nés frère et sœur. La vivacité de la passion qu'ils éprouvaient l'un pour l'autre apparut si clairement qu'on maria au plus vite la jeune fille. Mais on ne sépare pas Roméo et Juliette, même incestueux. Marguerite s'enfuit, rejoignit son frère. Ils savouraient leur bonheur quand on les découvrit. Ils purent s'échapper et, traqués, gagnèrent Fougères puis Paris. Ce fut là que le mari réussit à les faire arrêter. Le père supplia en vain Henri IV. Les deux amants furent condamnés à avoir la tête tranchée. Une épitaphe, en l'église de Saint-Jean de Grève, résume leur tragédie : « *Passant ne t'informe pas de la cause de leur mort, passe et prie Dieu pour leur âme.* » C'est ainsi qu'un manoir normand, refuge de ces amours coupables, s'est insinué dans la littérature dramatique : Julien et Marguerite sont devenus en effet les héros de la célèbre pièce de John Ford, au titre bien injuste, *Dommage qu'elle soit une putain.*

P. DE BOISDEFFRE. — Olivier Sablons, le meneur de jeu de *L'Amour et l'Ennui* (La Table Ronde) est un jeune homme qui ne songe qu'à l'amour. « *Lorsqu'il s'échappe du bureau, il lui semble qu'une autre vie commence. Dans la rue des inconnues lui font battre le cœur, inexplicablement.* » (Pourquoi « inexplicablement » ?) Mais il ne sait jamais s'il aime et se lasse infailliblement des jeunes filles qui couchent avec lui : « *Je méprise l'amour et je ne puis m'en passer... On finit par monter dans la première chambre qui s'ouvre, par se jeter sur un corps comme un clochard sur une bouche de métro.* »

Surgit un jour une jeune provinciale, Génia, qui s'éprend sérieusement de lui. Il ne la repousse pas et bientôt elle monte en sa compagnie « *dans des hôtels interlopes avec une bonne volonté lamentable* ». Un riche mariage, avec la nièce de son patron, lui étant proposé, Olivier quitte aussitôt Génia. Cette fille trop crédule se suicide et Olivier s'attriste. Ne nous inquiétons pas trop pour lui : « *Il ne pouvait s'empêcher de percevoir encore, invincible comme la souffrance, le chimérique appel du bonheur* ».

Ce roman ne manque pas de vie ni les personnages de vraisemblance, Je crois pourtant que l'auteur, pénétrant essayiste, a été gêné précisément (il ne serait pas le premier) par ses dons de critique. Romancier, il a subi fortement la fascination des « scènes à faire » ; dans la crainte qu'une analyse psychologique poussée l'éloignât du genre, moins familier pour lui, où il s'était engagé, il nous a donné de son « héros » une vue un peu superficielle. Olivier s'ennuie affirme le titre. Pourtant ce chasseur de femmes attend chaque soir avec impatience l'heure de reprendre sa quête. Il « *méprise l'amour* » et en même temps espère « *l'appel du bonheur* ». Pareilles contradictions ne sont pas nouvelles — sans doute, mais on sait qu'elles s'expliquent différemment selon le caractère et l'esprit des intéressés. Olivier, lorsqu'il se penche sur son cas, se contente bien facilement de

clés historiques. « Nous sommes en 1954, j'appartiens à une génération de la défaite, etc. »

Pourtant notre histoire n'avait jamais connu désastre si parfait et toutes les époques ont eu leur Olivier. C'est là que l'auteur aurait dû se méfier. Au contraire, dans une postface, il insiste sur ce thème et analyse le mal de sa génération — qui est, dit-il, celui de son personnage. Ce n'est pas par ce biais, me semble-t-il, qu'on aurait pu atteindre la vérité profonde de l'homme incertain qui est ici décrit. Son cas eût, plus vivement encore, retenu l'attention si P. de Boisdeffre lui avait accordé le don de lucidité dont il est lui-même si bien pourvu.

Un grand prix littéraire. — Le grand prix de Monaco a été décerné à notre ami et collaborateur Joseph Kessel. Equitable consécration d'une œuvre vigoureuse qui rassemble romans, récits de voyage, souvenirs, grandes enquêtes — et s'inscrit aujourd'hui entre deux succès majeurs : *l'Equipage*, cette évocation de la guerre de 1914 qui portait dans le jeune monde des ailes un drame cornélien, et *le Lion* qui fait surgir une oasis de poésie au centre de l'Afrique sauvage.

MARCEL THIÉBAUT

La réforme des théâtres nationaux. — M. André Malraux, ministre chargé des Lettres et des Arts, a défini au cours d'une conférence de presse la politique du Gouvernement concernant les théâtres nationaux. Depuis longtemps, on parlait d'une réforme de la Réunion des Théâtres Lyriques et de la Comédie-Française et une commission avait travaillé dessus pendant de longs mois : le rapport final de cette commission concluait à la suppression de la Réunion des Théâtres Lyriques et à l'exploitation de l'Opéra-Comique par un concessionnaire, comme avant 1937, tandis qu'il préconisait le maintien du régime du Théâtre-Français avec l'exploitation jumelée des deux salles Richelieu et Luxembourg.

Je n'étais pas seul à juger ces conclusions fort discutables et je ne reprocherai nullement au ministre d'en avoir pris exactement le contrepied. La formule à laquelle il s'est arrêté : fusion plus intime entre l'Opéra et l'Opéra-Comique et séparation du Français et de l'Odéon semble plus logique. Seulement, cela pose un problème financier fort délicat et nous n'avons nullement l'impression que M. Malraux ait obtenu l'accord de la rue de Rivoli, pour les créations de théâtres et d'emplois nouveaux qu'il annonce.

Nous laisserons de côté les questions de personnes en nous étonnant toutefois un peu que le ministre, dénonçant les faiblesses des Théâtres Nationaux, n'ait pas recherché les responsables. M. Malraux a fort bien dit que l'Etat, fournissant la plus grande partie des ressources de ces théâ-

tres, avait le droit d'en contrôler le fonctionnement. Certes, et même le devoir ! Est-on bien sûr que les fonctionnaires chargés de ce contrôle s'en soient acquittés toujours avec l'énergie nécessaire ? Ils sont nombreux, ceux chez qui le souci de leur carrière l'emporte sur le souci de l'intérêt public !

Pour l'instant, les réformes annoncées se réduisent à des mutations de personnel. Au Français, un ambassadeur remplace un journaliste : M. Malraux, on le sait, n'a pas trouvé sans mal un candidat et plusieurs personnalités parisiennes des lettres ou du théâtre, pressenties, n'ont manifesté aucun empressement pour une charge dont il y a peu d'agrément à attendre.

Pour les théâtres lyriques, un nouvel administrateur a été désigné, et autour de lui graviteront plusieurs collaborateurs dont les fonctions ne semblent pas très clairement définies.

M. Hirsch quitte l'Opéra après y avoir fourni un travail efficace, notamment sur le plan de la réorganisation de la troupe du chant. Il l'avait trouvée à peu près ruinée par ses prédécesseurs, il la laisse sur un plan très honorable. De même, malgré les grèves d'il y a deux ans, il a, sinon réalisé, du moins amorcé la reconstitution du répertoire. Plusieurs belles reprises, comme celles du *Bal Masqué* et du *Martyre de Saint-Sébastien*, resteront à son crédit. Les créations ont été moins heureuses ; seuls les *Dialogues des Carmélites* ont une chance de survivre, mais l'administrateur de l'Opéra n'est pas chargé de composer des chefs-d'œuvre, son rôle est de les trouver, s'ils existent.

Nous espérons que son successeur ne perdra pas son temps à vouloir monter l'*Orféo* ou le *Couronnement de Poppée*, de Monteverdi ; que M. Malraux veuille bien me croire, c'est à peu près comme si l'on voulait jouer au Français le *Mistère du Vieil Testament* dans le texte original ! Mais M. Jullien a vu défiler au Théâtre des Nations un certain nombre d'œuvres modernes, vivantes, montées par des troupes étrangères : qu'il puise donc dans ce répertoire éprouvé ! On n'a jamais donné encore sur nos scènes nationales ni Berg, ni Janacek, ni Orff, ni Britten, ni Menotti. Cette carence incroyable nous coûte cher, même sur le plan financier : *Jenufa* ferait plus de recette que la *Traviata*, et *le Consul* attirerait plus de monde que les *Pêcheurs de Perles*.

Si l'on veut voir l'Opéra étendre son répertoire et rivaliser en qualité avec les grands théâtres étrangers (Vienne ou Munich affichent chaque année une cinquantaine d'ouvrages lyriques différents contre quinze ou seize Salle Garnier), cela suppose de profondes réformes :

1° Il faut instituer de nouvelles conditions de travail, permettant de répéter les créations et les reprises et de faire des révisions périodiques sérieuses des ouvrages du répertoire. Cela implique une refonte totale des conventions collectives en vigueur ;

2° Il est indispensable de donner à la scène de l'Opéra (et accessoirement à celle de l'Opéra-Comique) un équipement moderne : le Palais

Garnier est en retard de cinquante ans sur l'Opéra d'Etat de Berlin-Est ;

3° En attendant cette modernisation, qui sera longue et coûteuse, on aurait intérêt à adopter de nouvelles méthodes de mise en scène, en remplaçant le plus possible les lourds et coûteux décors actuels, de bois et de toile, par des décors plus légers, revenant deux ou trois fois moins cher, et permettant certains changements à vue par de simples jeux de lumière. De même, on doit réaliser sur les costumes de grosses économies dont je pourrais citer toute une série d'exemples précis. Enfin, les ateliers de l'Opéra disposent d'un personnel suffisant pour exécuter sur place la plus grande partie des décors et des costumes ; sauf cas exceptionnels, il n'y a donc aucun motif de faire appel comme aujourd'hui à des fournisseurs extérieurs.

Ce n'est que vers la fin de l'année que nous pourrons porter un jugement sur les premières réalisations du nouvel administrateur de la Réunion. En attendant, nous formulons le vœu que M. Malraux s'informe personnellement des vrais problèmes du théâtre lyrique et se rende compte plus exactement de leur complexité. Si le temps du *Laisser Faire* n'est pas enfin clos, c'est le temps de l'art lyrique qu'on aura irrémédiablement *laissé passer* pour la France.

JEAN MISTLER

MUSIC-HALL. — Certains esprits chagrins, cherchant les raisons pour lesquelles les théâtres parisiens ne font pas tous de très belles recettes, partent en guerre contre l'envahissement des scènes de la capitale par les spectacles de variétés. Ils citent quatre théâtres qui, une partie de la saison, furent transformés en music-hall : la Comédie des Champs-Elysées avec les Frères Jacques, lesquels occupèrent ensuite les Variétés après Roger Pierre et Jean-Marc Thibaut, l'Etoile où Yves Montand se maintint six mois durant, et le Théâtre Caumartin qui sacrifia la comédie à la revue. Ces mécontents ajoutent : « Que reste-t-il aux pauvres auteurs dramatiques, quand on pense que huit grands établissements montent des opérettes, sept autres des revues ou des spectacles de variétés, et que six encore sont des tréteaux réservés aux chansonniers ? »

Que reste-t-il aux malheureux dramaturges ?... Quarante-trois salles très exactement ! Il semble donc que l'inquiétude causée par une prétendue pléthore de « shows » ne soit pas très justifiée. Il ne nous appartient pas d'avancer qu'il y a peut-être au contraire trop de salles (surtout des petites) ouvertes aux seuls écrivains de théâtre. Si l'on veut bien considérer qu'à raison de trois pièces par an sur chaque scène, il faudrait cent vingt-neuf ouvrages pour alimenter ces quarante-trois théâtres, il est permis de douter qu'on les trouve. Et c'est sans doute pour cela qu'on voit à l'affiche tant de reprises de succès éprouvés et tant d'adaptations de pièces étrangères.

D'ailleurs, si l'on se reporte cinquante ans en arrière, en 1907 par exemple, on constate qu'il existait trente-cinq music-halls et cafés-concerts en pleine prospérité ! En dehors de ceux qui subsistent encore aujourd'hui, il y avait les deux Alcazar, celui du Champ de Mars et celui des Champs-Elysées, il y avait Ba-Ta-Clan, la Pépinière, l'Eldorado, la Scala où triomphait Mayol, le Petit Casino, Parisiana, la Renaissance, les Variétés Parisiennes, la Grande Roue, le Concert des Bateaux Parisiens et le Concert Européen où trônait Jeanne Bloch ; il y avait la Fauvette, la Fourmi, la Cigale ; il y avait le Pilori où tempêtait Montehus, la Gaîté-Montparnasse et la Gaîté-Rochechouart, le Casino de la Nation et le Casino Saint-Martin, trois Eden, trois Folies, où les revues s'intitulaient : *Mets z'y en !... Te bourre pas l' crâne !... Haakon s'amuse...*

Or, à cette époque, il y avait quarante-huit théâtres à Paris, dont vingt-trois grands et vingt-cinq autres « de genre » ou « de quartier ». Il n'y avait pas encore de « cinématographes »... ou si peu, quarante-huit théâtres qui jouaient Lavedan, Curel, Porto-Riche, Capus, Donnay, de Flers, Bataille, Bernstein, Feydeau, Tristan Bernard entre autres et qui ne se souciaient nullement de la concurrence pourtant sérieuse du caf' conc'. Auteurs et directeurs estimaient alors qu'il y avait de la place pour tous les genres et ils étaient sans doute dans le vrai.

Si de nos jours certaines salles de comédie montent parfois d'autres spectacles que des spectacles purement dramatiques, il n'est pas raisonnable d'y voir un péril pour le théâtre français. Le cinéma et la télévision sont des rivaux autrement dangereux. Or, il est assez curieux de constater que le septième et le huitième art ont fait disparaître beaucoup plus de music-halls que de théâtres et que ce sont pourtant ceux-ci qui se plaignent de ceux-là. Mais, même si l'on suit l'orientation que l'on paraît vouloir donner en haut lieu vers un renouveau du classique, est-ce une raison pour tenter de jeter le discrédit sur tout ce qui n'est pas art dramatique « pur » ?

SERGE VEBER

POLITIQUE INTÉRIEURE. — Jamais rentrée n'a été plus soigneusement préparée. Tout le mois d'avril, le pouvoir exécutif s'y est consacré. On le comprend d'autant plus que tout travail législatif parlementaire a été interrompu pendant une année entière très exactement, et que ce délai a été mis à profit pour effectuer, chacun le sait, beaucoup de changements dans les institutions et les méthodes de travail, sans parler des remaniements d'équipes — œuvre des électeurs du premier et du second degré — dans l'une et l'autre assemblée.

Le terme le plus couramment employé durant ce mois d'avril a été : information. Il était devenu depuis quelques mois d'un usage rare. Le Gouvernement s'informait peu et il n'informait pas. Il a compris soudain

— tout porte à croire que c'est à la suite des élections municipales — qu'il lui fallait s'informer davantage et parler quelque peu de ses projets.

Donc, parant au plus pressé, le Premier Ministre a, en premier lieu, mandé à Matignon les représentants des Syndicats et du Patronat. L'expression « table ronde » ayant été employée, les syndicalistes ont aussitôt fait valoir que c'était à tort : table ronde signifiait, à leurs yeux, négociations et accord à établir, ce qui n'était pas le cas, puisque le propos du Premier Ministre était de provoquer une explication sur les positions anciennes et de définir ensuite les intentions du Gouvernement.

Après avoir évoqué le caractère inévitable, encore qu'on puisse discuter le détail, des mesures rigoureuses prises pour équilibrer à la fois le budget et la balance des comptes extérieurs, M. Michel Debré a fait valoir, si l'on se reporte à la relation faite par la délégation C.F.T.C., que nous pourrions actuellement rembourser six à sept annuités de nos emprunts à l'étranger alors que l'année dernière nous n'avions pas les devises suffisantes pour une seule échéance. Une autre année d'efforts sera nécessaire pour consolider ces bons résultats. Les problèmes sociaux ne seront toutefois pas ignorés et il sera tenu compte du désir justifié d'augmentation de la masse des salaires. Désormais, a dit encore en substance le premier ministre, « l'aspect anormal de la situation politique a pris fin et la consultation est de règle. Des grands corps se croient l'Etat, des parties de la Nation se croient la Nation. Nous avons besoin pour un temps d'une gestion aussi peu politique, aussi peu partisane que possible ». La C.F.T.C. qui a reproduit ces phrases, a traduit ainsi l'entretien : optimisme prudent. On en a généralement conclu qu'une libre discussion des salaires, sur le principe de laquelle le patronat est d'accord, pourrait s'instituer assez rapidement dans certains secteurs de l'économie.

Cette détente, le gouvernement chercherait à la provoquer dans les mêmes conditions, mais ultérieurement en d'autres domaines, tels que la sécurité sociale et la réforme fiscale.

Autre reprise de contact : avec les représentants de la majorité parlementaire cette fois. Le dialogue gouvernement-Assemblée prendra par la suite plus d'ampleur. M. Michel Debré n'avait, la première fois, pour interlocuteurs que les porte-paroles de l'U.N.A., des Indépendants et du M.R.P. Les formations administratives que constituent les élus algériens et les radicaux auront leur tour et aussi l'opposition nationale, c'est-à-dire les socialistes. Seuls resteraient en marge les communistes. Le Premier Ministre entend que de tels entretiens soient nombreux et que les échanges de vues soient très poussés. Il y voit, selon sa propre expression « le gage d'une collaboration fructueuse pour l'avenir ». Aucun sujet ne serait *a priori* exclu : Affaires économiques et l'Algérie ont été les premiers thèmes. Communauté, développement du Sahara, politique étrangère y auront place aussi. Il faut voir là, bien sûr, le désir de l'excécutif d'atténuer le plus possible chez les élus le sentiment que leur rôle de

législateur est par trop amoindri, dans la nouvelle constitution. Si habileté il y a, c'est toutefois de bonne politique.

En corrélation avec cette reprise de liaison Gouvernement-Assemblée, le Président de la République a tenu à reprendre quant à lui le contact avec les Français. Les quatre jours de voyage à travers les départements du Centre-Est ne lui ont pas seulement démontré que la grande masse des Français était sensible aux perspectives de redressement qui se dessinent désormais nettement, ils lui ont fourni réconfort et encouragement pour aller plus avant. Si le général de Gaulle a eu maintes occasions de constater les richesses de tous ordres dont s'énorgueillissent nos provinces, il s'est lui-même senti riche de la confiance qui lui était témoignée. Le fait qu'à Vichy, il ait tenu à évoquer avec ménagement le passé (« nous enchaînons l'histoire, nous sommes un seul peuple ») montre à quel point il reste attentif à dissiper jusqu'aux traces d'ombre. Il n'est pas douteux que tous ces éléments comptent dans le climat politique au moment où la vie parlementaire reprend son activité.

MARCEL GABILLY

CLASSIQUES DU XXe SIÈCLE

Vient de paraître :

LÉON-PAUL FARGUE

par

Edmée de la ROCHEFOUCAULD

★ LA JEUNESSE ★ LES DÉBUTS LITTÉRAIRES ★ LES AMITIÉS ★ MUSIC-HALL, CIRQUE ET ... TAXI ★ « LE PIÉTON DE PARIS » ★ MONTMARTRE ET MONTPARNASSE ★ LE CHRONIQUEUR ★ LA SOLITUDE ★ LA MORT DU POÈTE ★

Du même auteur, dans la même collection :

Paul VALÉRY (15e mille)

Anna de NOAILLES

Chaque volume 12×18, 128 pages, augmenté d'une chronologie et d'une bibliographie complète..... 350 fr. + T.L.

ÉDITIONS UNIVERSITAIRES, 72, Boulevard Saint-Germain, PARIS-Ve

LES PAPIERS DE BOSWELL

NOUVEAUTÉ

BOSWELL

VEUT SE MARIER

(1766-1769)

Préface de René LALOU - Texte français de Renée VILLOTEAU

Un homme à femmes cherche une épouse

DÉJA PARUS : **Amours à Londres** (1762-1763)

Boswell chez les Princes (1763-1736)

hachette

la clef
du monde
à votre
portée

connaître à fond :

ENCYCLOPÉDIE LAROUSSE MÉTHODIQUE deux volumes

savoir vite :

NOUVEAU LAROUSSE UNIVERSEL

le dictionnaire en deux volumes

Un **bloc de quatre** volumes indispensables.

Prix spécial pour l'achat groupé. Facilités de paiement

CHEZ TOUS LES LIBRAIRES ET LAROUSSE 114, BD RASPAIL - PARIS-6e

LES ANNALES

Sommaire de Mai

GÉNÉRAL CATROUX
Grand Chancelier de la Légion d'Honneur
En interrogeant Gœthe, ou mes rencontres avec Faust.

LOUIS GABRIEL-ROBINET
Rédacteur en chef du Figaro
Presse et Publicité :
liaison dangereuse ou mariage de raison.

DUSSANE
Vie et survie des héros de théâtre :
Tartuffe et Orgon

FRANCIS AMBRIÈRE
André Siegfried

RENÉ LALOU
Science, Poésie, Fiction

79, bd St-Germain - PARIS-VIe
Le numéro : 130 francs

DOCUMENTS
REVUE DES QUESTIONS ALLEMANDES

Consacre sa livraison de mars-avril au problème de

BERLIN

Avec la collaboration de :

Heinrich KRONE
leader chrétien-démocrate
Herbert WEHNER
leader socialiste
Erich MENDE
leader libéral

et des articles sur :

- **le berlinois**
- **l'histoire de la ville**
- **Berlin 1945**
- **l'économie berlinoise**
- **le statut juridique**

UN NUMÉRO EXCEPTIONNEL
240 F (franco)

DOCUMENTS, 3, rue Bourdaloue - Paris-9e
C. C. P. Paris 13.253-54

LA COTE DESFOSSÉS

PARAIT CHAQUE JOUR DE BOURSE sur vingt-quatre ou trente-deux pages ★ ET TOUS LES SAMEDIS sur huit, douze ou seize pages

Tous les cours du Marché de Paris, terme, comptant, hors-cote. Cours de l'or et des devises

Elle publie des articles sur les marchés étrangers : Bourses étrangères et Matières premières

Elle a récemment publié des Études complètes ou des Notes sur de grandes affaires :

DJEBEL MDILLA — USINES DE SAINTE-MARIE ET GRAVIGNY — LE MÉTAL DÉPLOYÉ — COMMISSION DES ARDOISIÈRES d'ANGERS — PHOSPHATES DE CONSTANTINE — CHÉRIFIENNE D'ENGRAIS ET DE PRODUITS CHIMIQUES — MINES d'AOULI — PENARROYA-MAROC — O.V.A.I.M. — GUERGOUR.

ABONNEMENTS : 6 mois : 8.750 fr.
Spécimen et documentation gratuits sur demande
à nos bureaux : 42, rue Notre-Dame-des-Victoires
PARIS

Quatre grands livres

LAWRENCE DURRELL

BALTHAZAR

« Nous avons fait la connaissance d'un très grand écrivain. »
FRANÇOIS ERVAL (L'Express)

HENRY MILLER

BIG SUR
ET LES ORANGES DE JÉROME BOSCH

« Une vigueur, une allure et une fantaisie qui sont la marque, selon les goûts, du génie ou du talent. »
JEAN D'ORMESSON (Arts)

BORIS PASTERNAK

SAUF-CONDUIT

« Je trouve SAUF-CONDUIT supérieur au DOCTEUR JIVAGO. »
MAX-POL FOUCHET (Arts)

C.-J. JUNG

PSYCHOLOGIE ET RELIGION

« Un des ouvrages les plus importants de JUNG. »
MARIE-MADELEINE DAVY (Combat)

Vient de paraître

COLLECTION
"PALLAS"

ANTHOLOGIE DES POÈTES FRANÇAIS CONTEMPORAINS

● 1866 à nos jours ●

Cinq volumes
10 × 16,5

Chacun, Br..... 860 F.
Relié « skinex »... 1.200 F.

I. - Les Parnassiens
II. - Symbolistes et Décadents
III. - Écoles postérieures
sous la direction de G. WALCH
IV et V. - Poètes contemporains
sous la direction de Pascal BONETTI
Président d'Honneur des Poètes français

DELAGRAVE

Henri TROYAT

LA VIE QUOTIDIENNE EN RUSSIE

AU TEMPS DU DERNIER TSAR

Un monarque absolu veut jouer au despote éclairé. Mais, entre la noblesse de Tchékov et les masses misérables des villes et des campagnes, la bourgeoisie trop faible ne peut faire entendre sa voix : l'Empire est déjà révolu.

HACHETTE

PRIX RAINIER III DE MONACO

JOSEPH KESSEL

pour l'ensemble de son œuvre

●

L'ÉQUIPAGE
LES CAPTIFS
BELLE DE JOUR
LE REPOS DE L'ÉQUIPAGE
MERMOZ
LA FONTAINE MÉDICIS
L'AFFAIRE BERNAN
LES LAURIERS ROSES
L'HOMME DE PLATRE
AU GRAND SOCCO
LA PISTE FAUVE
LA VALLÉE DES RUBIS
HONG-KONG ET MACAO
LE LION

nrf

plon

Une page importante
de la littérature remise en question

HENRI GUILLEMIN

Mme de Staël, Benjamin Constant et Napoléon

Madame de Staël et Benjamin Constant passent devant l'histoire pour des opposants farouches et opiniâtres de la tyrannie impériale. Madame de Staël en particulier apparaît toujours, face à Napoléon, comme l'incarnation de la liberté de l'esprit tenant tête à la force. On s'aperçoit aujourd'hui que la réalité est tout autre : H. Guillemin nous invite à un examen attentif des faits et de certains documents qui ne manquera pas de bousculer les légendes.

●

Un roman qui fera rire... et même sourire...

PHILIPPE JULLIAN

Scraps

Quelle passion peut bien faire courir du faubourg Saint-Germain à l'avenue Foch ces personnages assoiffés de mondanités, ces snobs du "Tout-Paris" qui déchaînent une invraisemblable suite de gags ?

●

Collection Feux Croisés

MARY McCARTHY

Une jeune fille sage

Dans ce livre déconcertant et sarcastique, Mary McCarthy brosse des souvenirs d'enfance pleins d'un charme ironique et sentimental, avec l'intention bien arrêtée de pourfendre un peu plus loin les vessies qu'elle a si joliment coloriées.

CHAIX-PARIS. — 941-J 20-4-59.

VIENT DE PARAITRE

FRANÇOIS MAURIAC
de l'Académie française

MÉMOIRES INTÉRIEURS

ROGER PEYREFITTE

L'EXILÉ DE CAPRI

HERMANN BEHR

LE LOUP DE LAEKVERE

LE DRAME DES PARTISANS ESTONIENS

Traduit de l'allemand

R. LULLIES et M. HIRMER

LA SCULPTURE GRECQUE

DES DÉBUTS A LA FIN DE L'HELLÉNISME

Traduit de l'allemand

86 pages de texte et 264 pages de reproductions photographiques,
dont 8 en couleurs

FLAMMARION

LIBRAIRIE STOCK

6, rue Casimir-Delavigne - PARIS-VIe

vient de paraître :

HAN SUYIN

la montagne est jeune

roman

l'amour au Népal

par l'auteur de

Multiple splendeur

(105e mille)